

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FRONT-LA- RIVIERE

APPROBATION

JUIN 2013



URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FRONT-LA- RIVIERE

SOMMAIRE

- Rapport de présentation
- Documents graphiques
- Servitudes d'Utilité Publique

JUIN 2013



URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FRONT-LA- RIVIERE

RAPPORT DE PRESENTATION

JUIN 2013



URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	4
SITUATION DE LA COMMUNE	10
PARTIE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	13
1.1. LE CADRE NATUREL	14
1.1.1. <i>La géologie et le relief</i>	14
1.1.2 <i>L'hydrographie</i>	14
1.1.3 <i>Végétation</i>	15
1.2 LE PATRIMOINE NATUREL ET ARCHITECTURAL	16
1.2.1. <i>Le patrimoine naturel</i>	16
1.2.1.1. Le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin	16
1.2.1.2. Les ZNIEFF	18
1.2.1.3. Les sites Natura 2000 sur les communes limitrophes	19
1.2.2. <i>Le patrimoine bâti</i>	23
1.2.2.1. Les monuments protégés	23
1.2.2.2. Les monuments non protégé	25
1.2.2.3. Les zones archéologiques	26
1.3. L'URBANISATION	28
1.3.1. <i>Les axes de communication</i>	28
1.3.2. <i>L'évolution urbaine</i>	28
1.3.2.1. Le bourg de Saint Front-la-Rivière	28
1.3.2.2. Les villages	28
1.4. LE PAYSAGE	29
1.5. LES RISQUES	33
1.5.1. <i>Le Dossier Départemental des Risques Majeurs</i>	33
1.5.2. <i>Les autres risques</i>	39
PARTIE 2 : ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE	46
2.1 LA POPULATION	47
2.1.1. <i>L'évolution démographique</i>	47
2.1.2. <i>La nature de l'évolution</i>	47
2.1.3. <i>Structure de la population</i>	47
2.1.4. <i>Composition des ménages</i>	48
2.1.5. <i>Les perspectives sur la démographie</i>	48
2.2. LE LOGEMENT	50
2.3. LES EQUIPEMENTS	53
2.3.1. Les équipements de superstructure	53
2.3.1.1. Les équipements scolaires	53
2.3.1.2. Les équipements sportifs	53
2.3.1.3. Les équipements sanitaires et sociaux	53
2.3.1.4. Les équipements socioculturels	54
2.3.2. Les équipements d'infrastructure	54
2.3.2.1. La collecte des ordures ménagères	54
2.3.2.2. La voirie	54
2.3.2.3. L'eau potable	54
2.3.2.4. L'assainissement	56
2.3.2.5. L'électricité	66
2.3.2.6. La défense incendie	66
2.4 LES ACTIVITES	69
2.4.1. <i>La population active</i>	69
2.4.2. <i>Les activités commerciales, artisanales, industrielles et touristiques</i>	69
2.4.3. <i>Les activités agricoles</i>	70

PARTIE 3 : OBLIGATIONS TERRITORIALES DE LA COMMUNE	73
3-1 LES DOCUMENTS SUPERIEURS	74
3-2 LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	79
PARTIE 4 : JUSTIFICATION DU ZONAGE.....	80
4-1 BILAN DE LA CARTE COMMUNALE.....	81
4-2 LES MODIFICATIONS APPORTEES AU ZONAGE.....	84
PARTIE 5 : INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	103
5.1 INCIDENCES SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE.....	104
5.2 INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SITES NATURA 2000	109
ANNEXE : RÉSULTAT DE LA CONSULTATION DES SERVICES ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	110
ANNEXE : PPRI.....	111
ANNEXE : RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES	112

AVANT-PROPOS

Carte communale

Définition d'une carte communale

La loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) mise en œuvre le 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 introduisent une nouvelle démarche pour l'aménagement du territoire, offrant aux communautés territoriales des "outils" de réflexion et de gestion fondés sur le droit d'occupation des sols.

Les cartes communales sont des documents d'urbanisme dont peuvent se doter les communes non couvertes par un P.L.U. La carte communale est l'expression de la volonté du législateur de marquer son intérêt pour les petites communes dans le cadre d'une réforme d'ampleur touchant l'urbanisme. Ces collectivités sont ainsi considérées, avec des moyens et des outils appropriés, comme des institutions responsables de la maîtrise de leur territoire comme de son développement.

Depuis ces nouvelles lois (articles L.124 et suivants du Code de l'Urbanisme), les cartes communales se substituent aux Anciennes Modalités d'Application du Règlement d'urbanisme (M.A.R.N.U.) et ont le même objet : préciser localement les conditions d'application du règlement d'urbanisme. Elle constitue un véritable document d'urbanisme qui délimite les zones constructibles et les zones non constructibles et, comme le MARNU, sans mise en place de règlement spécifique. Les permis de construire sont alors délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme défini par le Code de l'Urbanisme. La mise en place de ce zonage permet à la commune (ou la communauté de communes) de déroger à la règle de la constructibilité limitée et peut ne pas couvrir l'ensemble de ce territoire. Depuis la loi Urbanisme et Habitat, ces communes pourront utiliser le droit de préemption urbain en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement.

Désormais, la loi S.R.U., soucieuse de la reconstruction des villes sur elles-mêmes et du patrimoine laissé à nos descendants, élève ce document de gestion des sols au rang d'un véritable outil de planification pour les communes, exigeant une vision globale de l'organisation de leur territoire en terme économique, social et culturel.

"Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants"

Saint Exupéry.

La carte communale doit respecter les principes de l'article L.121.1 du Code de l'Urbanisme et doit être compatible avec :

- les Schémas de Cohérence Territoriale
- les Schémas de Secteur
- les Plans de Déplacements Urbains
- les Programmes Locaux d'Habitat
- les Chartes de Parcs Naturels Régionaux et des Parcs Nationaux
- les Schémas de Mise en Valeur de la Mer
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
- les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux

Art. L 121-1 du code de l'urbanisme

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Contenu d'une carte communale

Cette vision globale se traduit par un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques.

- Le rapport de présentation, non opposable aux tiers. Il s'agit d'un document à la fois analytique et prospectif : il analyse l'état de l'environnement et expose les prévisions de développement ; il explique les choix retenus par la délimitation des secteurs constructibles ; il évalue les incidences sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa mise en valeur.
- Les documents graphiques, opposables aux tiers : ils délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où elles ne le sont pas, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les documents graphiques contiennent en plus de la délimitation des zones constructibles et inconstructibles :

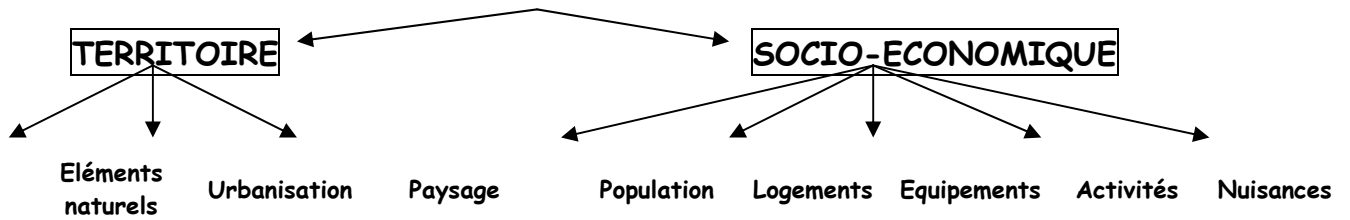
- Les secteurs réservés à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.
- Les voies concernées par la loi Barnier (article L.111.1.4 du Code de l'Urbanisme).
- Les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par sinistre n'est pas autorisée, soit par exemple dans les zones à risque d'inondation, d'éboulements...

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

ANALYSE

Permet d'établir un état des lieux à partir :

- recueil de données (Porter à Connaissance, services de l'Etat, collectivités publiques, etc.)
- travail sur le terrain, photos, photos aériennes, IGN, etc.



Réglementation et documents supra-communaux :

- Directives Territoriales d'Aménagement
- Parcs Naturels Régionaux
- Schéma de Cohérence Territoriale
- Plan Local d'Habitat
- Plan de Déplacement Urbain
- Entrées de ville (art. L 111.1.4 du Code de l'Urbanisme)
- Plan de préventions des risques
- etc.

DIAGNOSTIC

= Synthèse de l'état de lieux

ATOUS

DYSFONCTIONNEMENTS

DEFINITION DES ENJEUX DE LA COMMUNE

ZONAGE

= mise en forme des enjeux

ENQUETE PUBLIQUE

CARTE COMMUNALE APPROUVEE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CARTE COMMUNALE APPROUVEE PAR LE PREFET

Le processus d'élaboration de la Carte Communale ne nécessite pas la concertation de la population ou des personnes publiques associées. Pour ces dernières, il est néanmoins recommandé de réaliser quelques réunions en leur présence afin de prendre en compte leurs recommandations, notamment pour les communes possédant d'importants patrimoines bâtis ou naturels, ou faisant partie d'un SCOT ou d'un PNR. Un mois de plus de concertation est alors nécessaire. Vu la volonté de localiser précisément les zones constructibles et inconstructibles, il est préférable que les documents graphiques soient réalisés sur le cadastre.

La mise en place d'une carte communale constitue un travail très approfondi sur la commune. L'analyse du territoire doit être accompagnée d'une étude sur la population, ses activités et les équipements visant à souligner les dynamiques sociales et économiques. Le diagnostic doit mettre en évidence l'interaction existant entre ces différents éléments, afin de révéler les atouts et les dysfonctionnements de ce territoire, qui permettront d'établir, selon les enjeux définis par la municipalité, les stratégies de développement et d'aménagement de la commune.

Ces études ne peuvent pas se contenter des simples limites administratives de la commune. Elles doivent élargir les zones d'études aux unités paysagères limitrophes et à l'attractivité exercée par les pôles d'activités et les agglomérations voisines.

Selon l'article R 124-2 du Code de l'Urbanisme:

« Le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;

2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations ;

3° Évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. »

SITUATION DE LA COMMUNE

La commune de Saint-Front-la-Rivière se situe au nord du département de la Dordogne à environ 14 kilomètres de Nontron et 45 kilomètres de Périgueux.

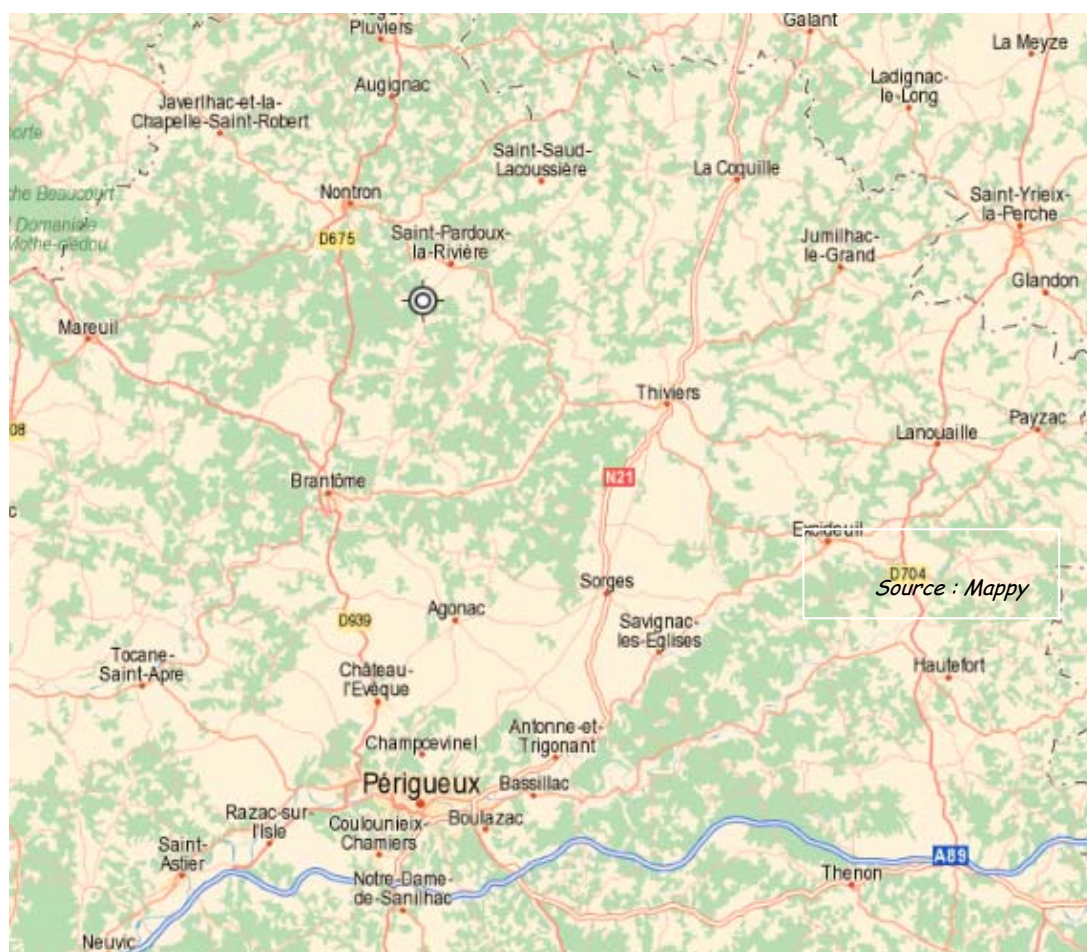
La commune est intégrée au Parc Naturel Régional Périgord-Limousin.

Saint-Front-la-Rivière fait partie du canton de Saint-Pardoux-la-Rivière qui regroupe les communes de Champs-Romain, Firbeix, Miallet, Milhac-de-Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière et Saint-Saud-Lacoussière.

Elle appartient à la Communauté de Communes du Périgord-Vert Nontronnais ainsi qu'aux Pays du Périgord-Vert et Syndicat du Pays Nontronnais.

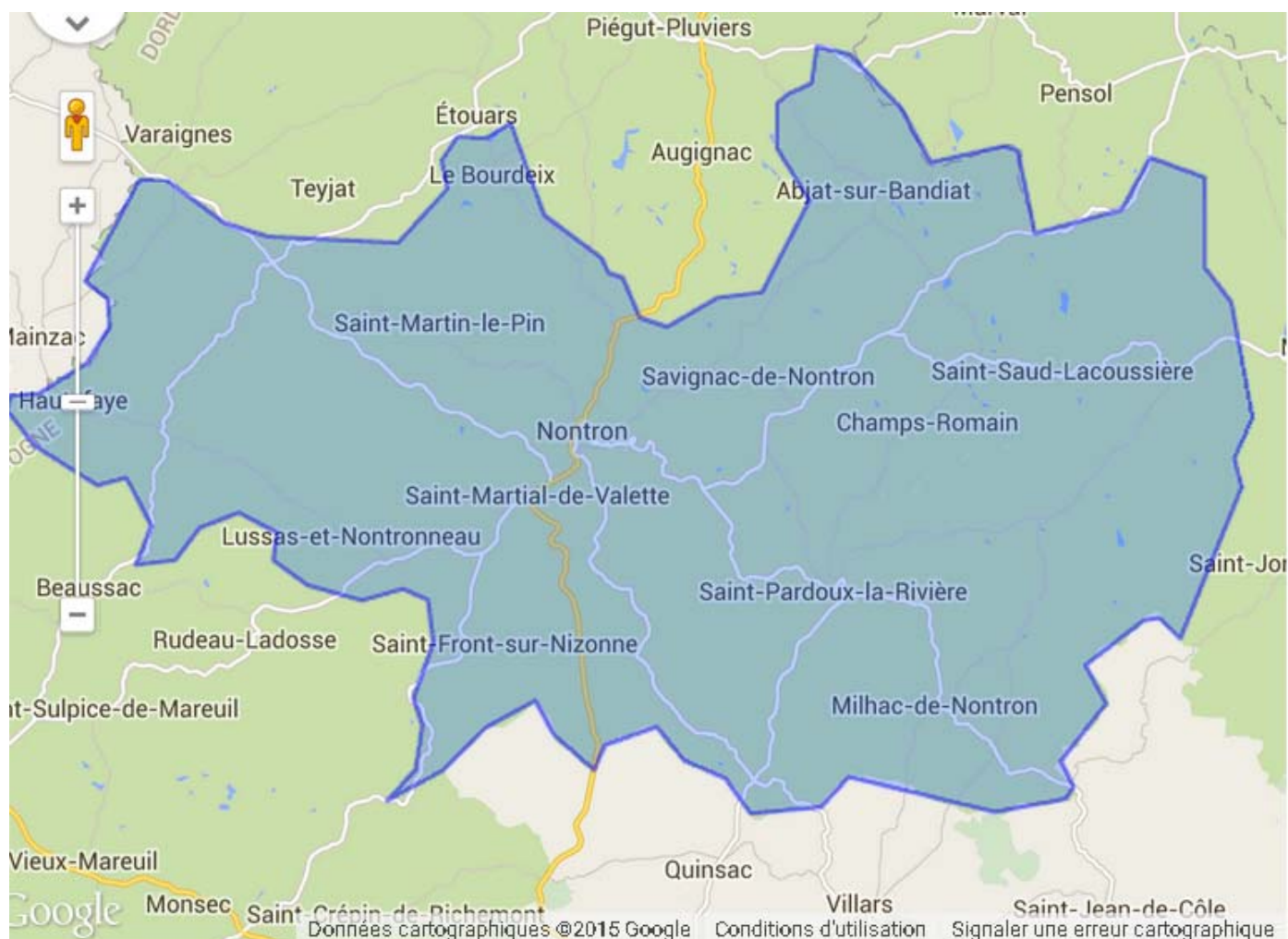
D'une superficie de 17.89 km², la commune comptait 530 habitants en 2008 soit une densité de 29.6 habs/km². A titre de comparaison, le département de la Dordogne avait une densité de 45 habitants au km² en 2008.

Localisation de la commune



Source : Mappy

La Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais regroupe désormais 17 communes et totalise 10 951 habitants : Nontron, Abjat-sur-Bandiât, Le Bourdeix, Champs-Romain, Connezac, Hautefaye, Javerlhac-et-la-Chapelle-Saint-Robert, Lussa-et-Nontronneau, Milhac-de-Nontron, Saint-Front-la-Rivière, Saint-Pardoux-sur-Nizonne, Saint-Martial-de-Valette, Saint-Martin-le-Pin, Saint-Pardoux-la-Rivière, Saint-Saud-Lacoussière, Savignac-de-Nontron et Sceau-Saint-Angel



Ces communes adhérentes ont transféré certaines de leurs compétences vers cet établissement public :

Compétences obligatoires

Aménagement de l'espace

- Elaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme.
- Numérisation et gestion des plans du cadastre.
- Etude et Travaux d'embellissement dans le cadre du schéma intercommunal des centres bourgs.

Actions de développement économique

- Création, équipement et gestion des zones touristiques.
- Réalisation de supports d'information pour la promotion des sites et installations touristiques (brochures, panneaux publicitaires et réalisation d'un site internet).
- Action économique générale en faveur de l'emploi (information et accompagnement dans les recherches d'emploi).

Compétences optionnelles

Environnement

- Etude, Création, Aménagement et entretien des chemins forestiers intercommunaux selon cartographie.
- Création, Aménagement et entretien des sentiers de randonnée de la communauté.
- Création, Aménagement et gestion des plans d'eau à vocation touristique.
- Entretien des cours d'eau (limité à l'enlèvement des embâcles) et réalisation d'un programme de restauration de la Dronne suite au diagnostic rivière.
- Elimination des déchets ménagers.

Cadre de vie

- Gestion de l'aide sociale.
- Soutien aux actions en faveur de l'enfance et l'adolescence : Centre de loisirs sans hébergement, - accueils périscolaires, relais d'assistantes maternelles, juniors associations.
- Transport scolaire des élèves des communes membres de la CCPV

Actions culturelles

- Participation aux conventions culturelles passées avec le conseil général de la Dordogne.
- Participation au Festival Les Guitares Vertes.
- Mise en place d'animations touristiques et culturelles d'intérêt communautaire sur le territoire de la communauté

La compétence « Elaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme » signifie que c'est la Communauté de Communes qui est compétente pour la révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière.

C'est le Conseil communautaire qui a prescrit cette révision et qui approuvera la carte communale.

C'est également le Président de la Communauté de Communes qui consultera l'Autorité Environnementale et la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles.

La compétence « Elaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme » signifie que c'est la Communauté de Communes qui est compétente pour la révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière.

C'est le Conseil communautaire qui a prescrit cette révision et qui approuvera la carte communale.

C'est également le Président de la Communauté de Communes qui consultera l'Autorité Environnementale et la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles.

PARTIE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1. LE CADRE NATUREL

Les éléments étudiés dans cette partie regroupent l'ensemble des caractéristiques naturelles du territoire communal, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas subi de modifications par l'homme.

1.1.1. La géologie et le relief

A l'échelle de la France, nous nous situons sur le contact entre les roches cristallines du socle hercynien du Massif Central, et les roches sédimentaires de l'ère secondaire du Bassin Aquitain ; ces dernières venant se déposer par-dessus les roches hercyniennes. La commune de Saint-Front-la-Rivière est intégralement en terrain calcaire.

Le travail de l'érosion tertiaire et quaternaire se lit encore dans les paysages.

Les terrains jurassiques et crétacés sont recouverts d'épais matériaux d'altération que sont les altérites (rive droite de la Dronne) et les colluvions (rive gauche de la Dronne), qui sont essentiellement boisés.

La plaine alluviale de la Dronne se prête à des cultures, labours et pâtures.

Le contact entre le bassin sédimentaire et le socle se voit

- par l'inclinaison des pentes vers le Sud-Ouest, et le relief mou : les altitudes oscillent entre 220 mètres aux points les plus élevés à 120 mètres sur les rives de la Dronne.
- Par le profil de la Dronne. Cette rivière prend sa source aux Cars et Bussière-Galant, dans des terrains cristallins. Sa morphologie change quand elle coule dans les roches calcaires tendres : son énergie n'entraîne plus un encaissement, mais l'augmentation de la largeur de son lit : elle forme alors de doux méandres, et a créé des terrasses alluviales aujourd'hui vouées à l'agriculture de labours.

La pierre calcaire est utilisée dans les constructions anciennes.

1.1.2 L'hydrographie

La commune de Saint-Front-la-Rivière est située dans le bassin-versant de la Dordogne et elle se trouve dans la vallée alluviale de la Dronne. Celle-ci possède un paysage d'intérêt grâce à la succession de villages qui s'y sont développés : le village de Sablon, le village du Caneau, le bourg centre de Saint Front-la-Rivière et le village de la Rebière. La Dronne est l'axe structurant de la commune.

La Dronne prend sa source à Bussière-Galand dans le département de la Haute-Vienne puis parcourt ensuite les départements de la Dordogne, de la Charente-Maritime, de la Charente

et de la Gironde. Après un cours de 200 km, elle se jette dans l'Isle dont elle constitue l'affluent principal. C'est un cours d'eau réservé et classé.

Sur la commune de Saint-Front-la-Rivière, la Dronne prend sa physionomie de cours d'eau calme serpentant dans un terrain sédimentaire structurant un vaste bassin-versant. Elle a un débit moyen d'environ 3m³/s. Les faibles débits se situent surtout en fin d'été (Août) avec des étiages parfois sévères (0,5 m³/s) et les forts débits en hiver (Février).

La crue centennale de référence est celle de 1944 avec un débit à Saint-Pardoux-la-Rivière de 88m³/s (2,40 m à l'échelle de Saint Pardoux-la-Rivière). La dernière crue, en Janvier 1994, était de 39 m³/s (1,42 m à l'échelle de Saint Pardoux-la-Rivière).

La qualité de l'eau de la Dronne est mesurée à la station la Dronne à Saint-Front-la-Rivière se situant au niveau du pont. En 2009, l'état physico-chimique était bon, l'état biologique moyen et l'état chimique mauvais à cause de la présence de mercure.

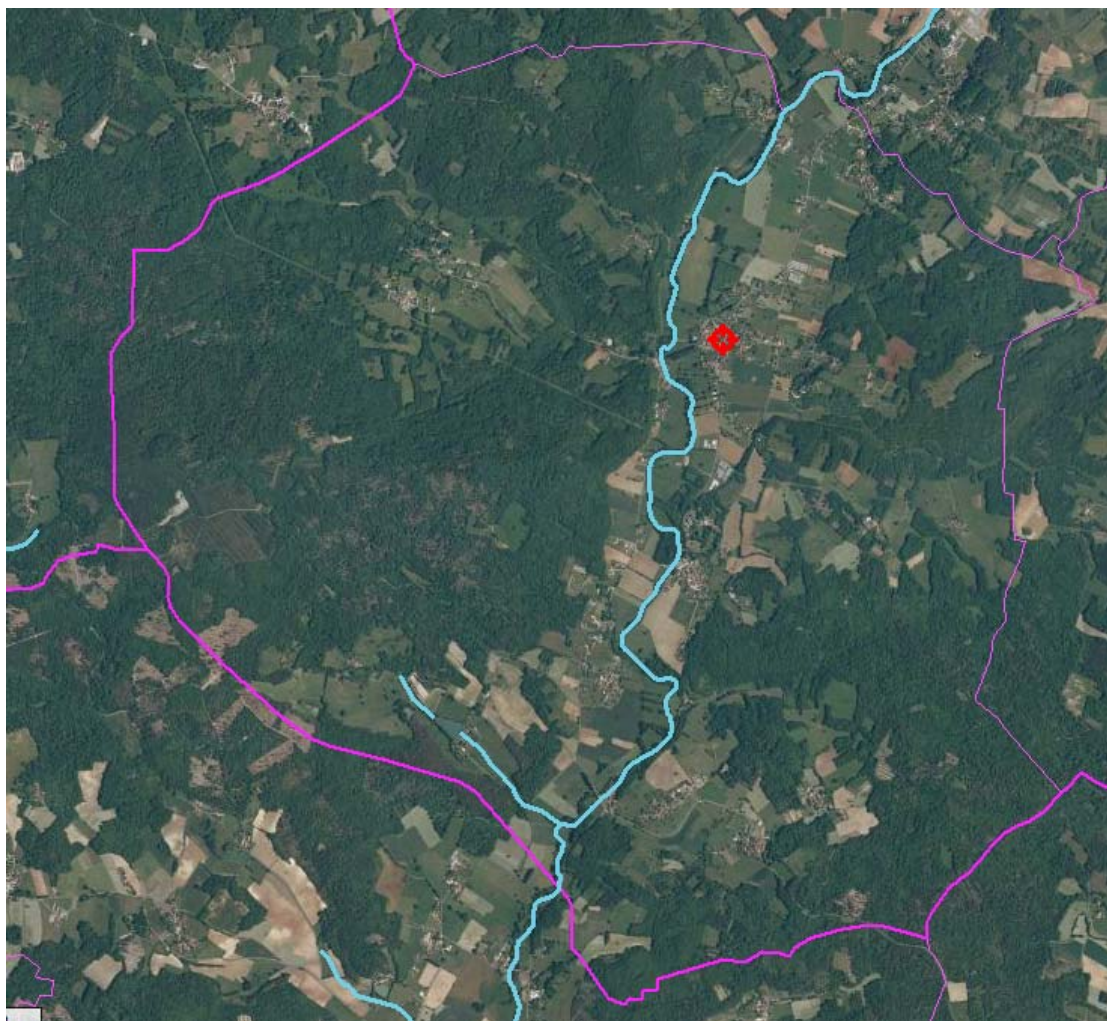
La commune fait partie du SDAGE Adour Garonne et elle fait partie du périmètre d'élaboration du SAGE Isle-Dronne. L'arrêté inter-préfectoral date du 17 mai 2011. Elle est concernée par le Plan de Gestion des Etiages Isle-Dronne.

1.1.3 Végétation

La commune de Saint-Front-la-Rivière est fortement boisée. Les collines sont recouvertes par des forêts épaisses de feuillus sur les sommets et dans les pentes fortes ainsi que de taillis maigres de chênes pubescents sur les affleurements calcaires.

La Dronne est bordée d'un alignement d'arbres continu. La vallée est constituée de terres agricoles constituées de prairies et de terres cultivées.

La carte page suivante montre la végétation et le réseau hydrographique composé de la Dronne.



Source : Géoportail

1.2 LE PATRIMOINE NATUREL ET ARCHITECTURAL

1.2.1. Le patrimoine naturel

1.2.1.1. Le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin

Un Parc Naturel Régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, qui s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine.

Le Parc Naturel Régional « Périgord-Limousin » se situe à cheval sur le Limousin et l'Aquitaine. Il s'étend sur 50 communes en Dordogne et 28 communes en Haute-Vienne.

Les communes ont signé la Charte du Parc Naturel Régional. Celle-ci concrétise le projet de protection et de développement du territoire pour 12 ans. Elle fixe les objectifs à atteindre,

les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc et les mesures qui lui permettent de les mettre en œuvre.

La Charte 2010-2022 propose 5 axes déclinés en 15 orientations. Nous allons décliner ici ce qui concerne le patrimoine naturel de la commune.

⇒ **Améliorer la qualité de l'eau à l'échelle des trois têtes de bassins versants (Charente, Vienne et Dordogne) du Périgord-Limousin**

- Garantir la continuité des cours d'eau :

Huit rivières du Périgord-Limousin revêtent un intérêt stratégique élevé : les rivières d'intérêt particulier. Les enjeux résident dans la restauration de leur continuité écologique notamment sur le lit majeur et leurs très petits affluents, l'entretien des ripisylves et la préservation des milieux annexes, ceci en prévision de la déclinaison des trames écologiques. La Dronne qui passe sur le territoire communal est une rivière d'intérêt particulier. Concernée par le site Natura 2000 « Haute Dronne », elle est également classée cours d'eau remarquable et réservoir biologique au titre du SDAGE Adour-Garonne. Elle abrite environ 15 % de la population française de Moules perlières. De plus, cette rivière cristalline sur la partie Parc représente un intérêt patrimonial important dans les perspectives de déclinaisons des trames écologiques.

- Préserver la ressource (rivières et milieux humides) dans une dynamique de bassins versants

La gestion de la ressource en eau passe par une mise en cohérence des politiques menées sur les cours d'eau à l'échelle d'un bassin versant pour la préservation des milieux humides (fonctions biologiques et autoépuratrices) et par la mise en cohérence amont et aval.

Ainsi, 9 bassins versants sont d'intérêt stratégique dans la gestion de la ressource en eau soit en raison de leur caractère patrimonial soit de leur intérêt socio-économique. Ce sont les bassins versants d'intérêt particulier.

Le Bassin versant de la Dronne a la particularité d'être en zone cristalline à ses sources (Haute Dronne) puis sédimentaire après Saint-Pardoux-la-Rivière (Dronne moyenne). Ce bassin de 9220 ha compte 400 ha de milieux humides de petite taille mais diversifiés (tourbières, prairies et boisements humides...). Ce bassin versant est une enveloppe territoriale de zones majeures du bassin Adour-Garonne (SDAGE 2010-2015). L'élevage reste l'activité économique majeure sur la partie sédimentaire même si la surface agricole vouée à la culture (maïs...) tend à augmenter ces dernières années. Cette évolution agricole pose la question de l'intensification de l'agriculture sur les zones humides (amendement, drainage, surpâturage...) et de déprise sur certains secteurs: travaux forestiers, gestion des nombreux plans d'eau (vidanges, eutrophisation, débit réservé...). La gestion environnementale de la ressource en bois en cohérence avec les objectifs de bon fonctionnement des hydrosystèmes apparaît également comme primordiale sur la partie cristalline où la forêt y reste prédominante notamment dans la prise en compte des forêts de pente. Le Vison d'Europe, la Moule perlière et l'Unio crassius ont été inventoriés dans ce bassin versant. Enfin, ce bassin

versant est un site Natura 2000 «Haute-Dronne» sur l'ensemble de la vallée cristalline et constitue à ce titre un site d'intérêt écologique mais aussi une zone de connexion écologique stratégique entre le Massif Central et le bassin Aquitain.

⇒ **Préserver la biodiversité du Périgord-Limousin**

- Sauvegarder, valoriser et mettre en réseau une mosaïque de sites remarquables
- Améliorer la connaissance de la biodiversité et préserver le niveau de richesse faunistique et floristique du territoire

La carte de fonctionnalité écologique identifie plusieurs grands ensembles géographiques jouant un rôle stratégique pour la préservation de la biodiversité à l'échelle du territoire. Elle préfigure l'identification des trames vertes et bleues qui seront réalisées à une échelle plus précise. Il s'agit de secteurs prioritaires pour la conduite d'études spécifiques sur le fonctionnement des espèces et des milieux.

Les vallées des rivières d'intérêt particulier sont concernées par cette orientation. L'instauration d'une zone tampon, d'une centaine de mètres de part et d'autre du cours d'eau sur le socle cristallin, et plus large sur l'assise sédimentaire, permet de prendre en considération la quasi-totalité des zones humides identifiées sur le territoire. Il convient de considérer ces enveloppes de gestion comme corridors de déplacements « amont-aval » mais également de prendre en compte les flux transversaux, c'est-à-dire les échanges entre les milieux annexes (zones humides, mares, forêts de pente...) et les cours d'eau et inversement.

⇒ **Favoriser la valorisation des ressources locales du Périgord-Limousin dans une perspective de développement durable**

- Structurer et promouvoir une offre touristique selon une logique de destination touristique « Parc naturel régional Périgord-Limousin »

Les sites de découverte des patrimoines sont des espaces prioritaires pour la structuration et la valorisation touristique et pédagogique au bénéfice de la découverte des patrimoines naturels et culturels, par l'organisation de la fréquentation et la conciliation des pratiques, la mise en réseau des acteurs et le développement de l'itinérance.

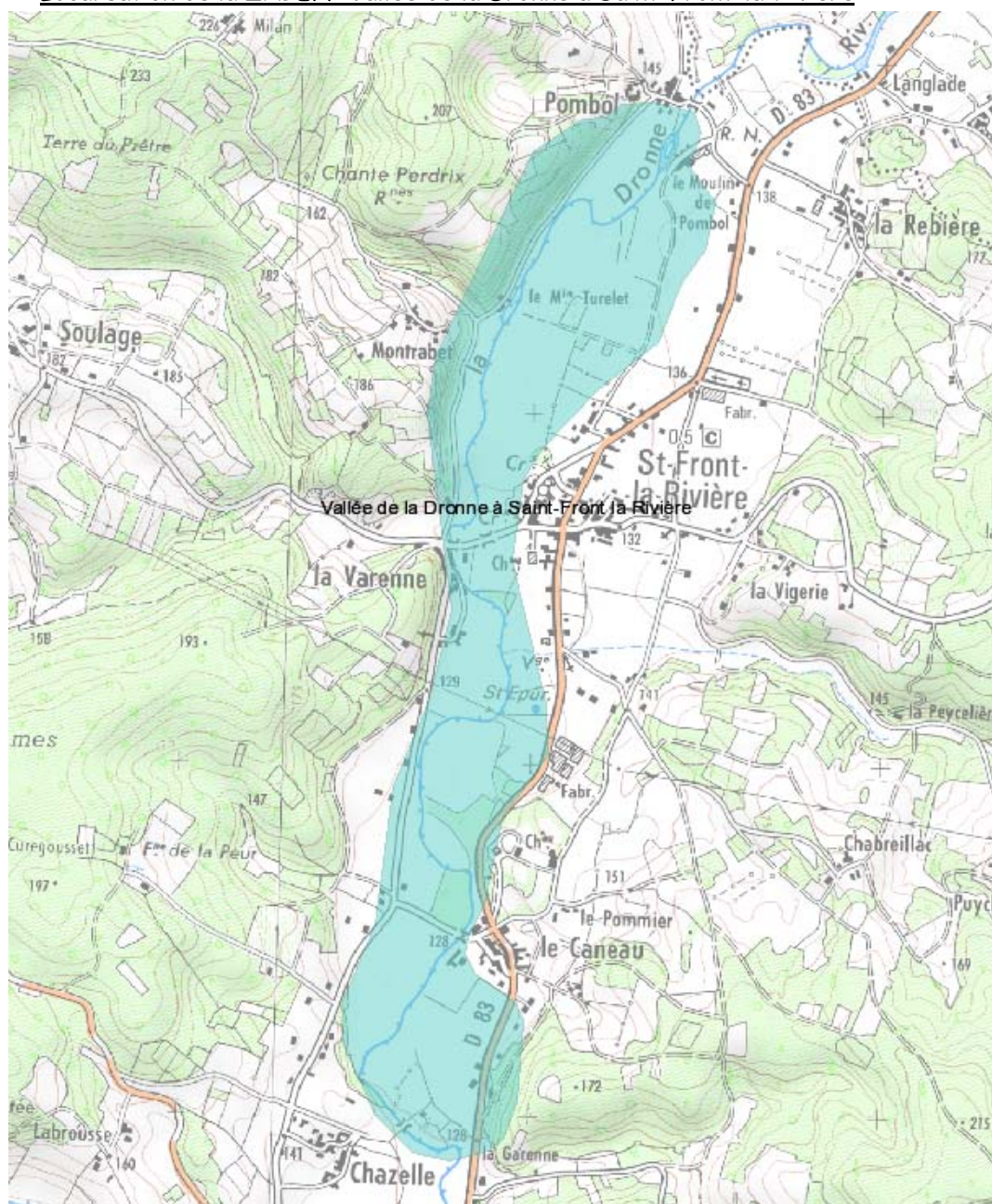
La commune de Saint-Front-la-Rivière est sillonnée par le circuit des orchidées Yvette Mariaud.

1.2.1.2. Les ZNIEFF

La commune de Saint Front-la-Rivière recense une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique : la ZNIEFF de la vallée de la Dronne à Saint Front-la-Rivière.

Cette ZNIEFF de type 1 de 115.37 hectares concerne uniquement la commune de Saint-Front-la-Rivière. Elle est majoritairement composée de prairies humides et de mégaphorbiaies mais aussi de marais, tourbières, parois rocheuses, carrières, grottes et amas rocheux. L'intérêt de cette ZNIEFF repose sur son aspect naturel dans un secteur morcelé par l'agriculture et l'urbanisation mais aussi sur son intérêt floristique dans les prairies humides, les talus et les parois calcaires.

Localisation de la ZNIEFF Vallée de la Dronne à Saint-Front-la-Rivière



Source : DREAL Aquitaine

1.2.1.3. Les sites Natura 2000 sur les communes limitrophes

➤ Le Site Natura 2000 FR7200663 « Vallée de la Nizonne »

Ce site de 3240 hectares s'étend sur 16 communes de Dordogne et 8 communes de Charente. Il est situé sur la commune limitrophe de Sceau-Saint-Angel.

14 habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitats ont été recensés sur le site. Quatre d'entre eux sont considérés comme prioritaires par la directive « Habitats ».

Code Natura 2000 ⁹	Code Corine biotopes ¹⁰	Intitulé de l'habitat	Interprétation EUR 15 ¹¹	Correspondances	Habitat prioritaire	Inscrits au FSD initial	Surface (en ha)
3140	22.12 x 22.44	Eaux mésotrophes ou oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à Characées	(22.12 ou 22.15) x 22.44	22.15 = Eaux oligo-mésotrophes riches en calcaire			X ¹²
3150	22.13	Lacs eutrophes naturels avec végétation du type <i>Magnopotamon</i> ou <i>Hydrocharition</i>	22.13 x (22.41 ou 22.421)	22.41 = végétation flottant librement, 22.421 = groupement des grands potamois			Non déterminé
3260	24.4	Végétation flottante de renouées des rivières submontagnardes et pluviales	24.4			✓	≈ 5 % du linéaire de cours d'eau
5110	31.82	Formations stables à <i>Buxus sempervirens</i> des pentes rocheuses calcaires <i>Berberidion</i> sp.	31.82				1 à 2 ha
5130	31.88	Formations de <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	31.88				≈ 9 ha
6110	34.11	Pelouses pionnières sur dômes rocheux	34.11	34.11 = <i>Sedo albi-Veronica dillenii</i>	✓		≈ 35 ha
6210	34.31 à 34.34	Formations herbeuses semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires Festuco-Brometalia	34.31 à 34.34		✓ (si site d'orchidées remarquables)		
6410	37.31	Prairies à Molinie sur calcaire et argile (Eu-molinie)	37.31				≈ 15 ha
6430	37.7 et 37.8	Mégaphorbiaies eutrophes	37.7 et 37.8			✓	≈ 100 ha
6510	38.2	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	38.2				190-200 ha
7210	53.3	Marais alcalins à <i>Cladium mariscus</i> et/ou <i>Carex diacutellana</i>	53.3		✓		X ¹² (en ceinture d'étangs)
7230	54.2	Tourbières basses alcalines	54.2			(X ¹²
8310	65	Grottes non exploitées par le tourisme	65				3 grottes
91ED	44.3	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alnion glutinosae-incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	44.3, 44.2 et 44.13	44.3 = <i>Alno-Padion</i> p. ; 44.2 = <i>Alnion incanae</i> ; 44.13 = <i>Salicion albae</i>	✓	✓	≈ 260 ha

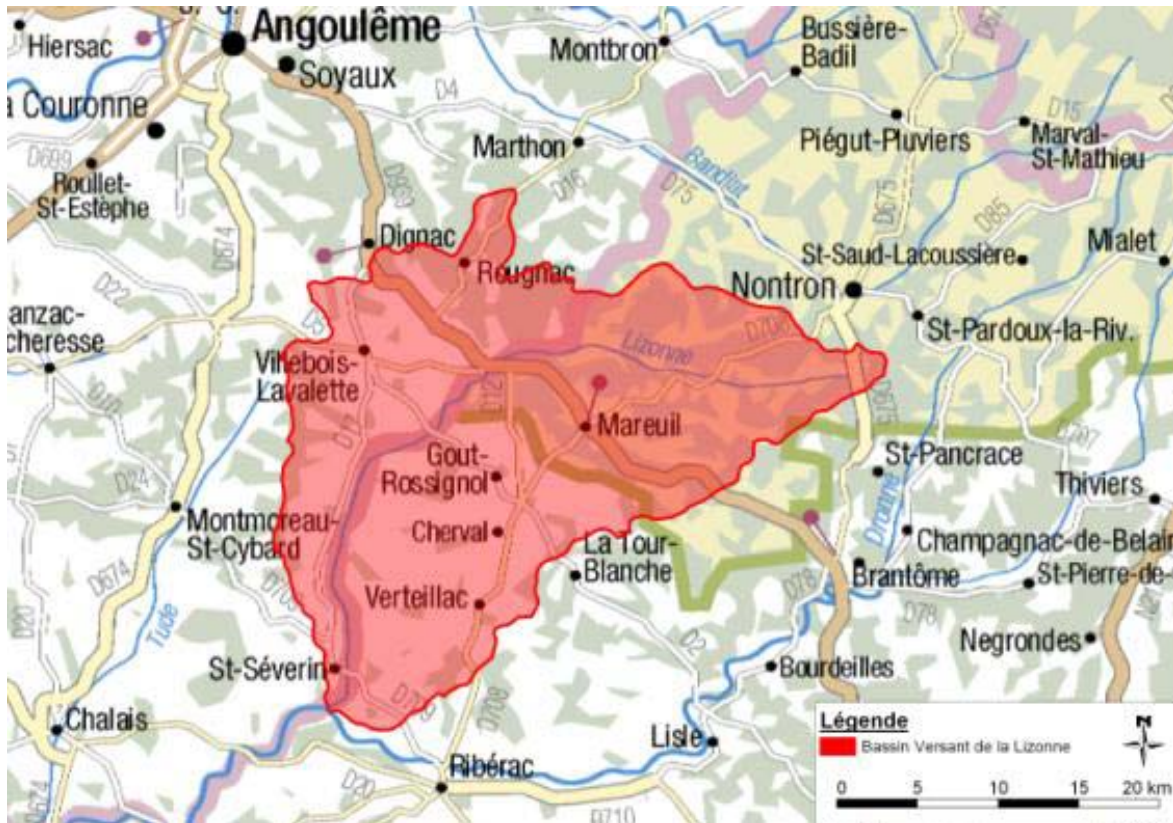
21 espèces d'intérêt communautaire, inscrites à l'Annexe II de la directive « Habitats », fréquentent de façon avérée le site.

Code CEE	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Annexe II Directive « Habitats »	Protection nationale	Inscrites au FSD
	MAMMIFERES				
	<u>Chiroptères (Chauves-souris)</u>				
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	Oui	Oui	
1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	Oui	Oui	
1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle	Oui	Oui	
1310	<i>Miniopterus schreibersi</i>	Minioptère de Schreibers	Oui	Oui	
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Vespertilion de Bechstein	Oui	Oui	
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertilion à oreilles échancrées	Oui	Oui	
1307	<i>Myotis blythi</i>	Petit Murin	Oui	Oui	
1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	Oui	Oui	
	<u>Carnivores</u>				
1355	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	Oui	Oui	
1356*	<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe	Oui (prioritaire)	Oui	✓
	REPTILES				
1220	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe	Oui	Oui	
	POISSONS				
1096	<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	Oui	Oui	
1163	<i>Cottus gobio</i>	Chabot	Oui		
	INSECTES				
	<u>Odonates (Libellules)</u>				
1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Oui	Oui	
1046	<i>Gomphus graslini</i>	Gomphe de Graslin	Oui	Oui	
1041	<i>Oxygastra curtisii</i>	Oxygastre de Curtis	Oui	Oui	
	<u>Lépidoptères (Papillons)</u>				
1071	<i>Coenonympha oedippus</i>	Fadet des laïches	Oui	Oui	✓
1065	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	Oui	Oui	
1059	<i>Maculinea teleius</i>	Azuré de la Sanguisorbe	Oui	Oui	✓
1060	<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais	Oui	Oui	
1078	<i>Callimorpha quadripunctata</i>	Ecaille chinée	Oui		

Six objectifs opérationnels ont été retenus dans le DOCOB :

- Conserver et restaurer une gestion favorable à la conservation des habitats et des espèces remarquables
- Préserver et améliorer la qualité de l'eau
- Améliorer la gestion quantitative de l'eau
- Réduire les facteurs anthropiques de mortalité des espèces d'intérêt communautaire
- Assurer le suivi scientifique des espèces sur le site
- Développer l'attachement de la population locale au site pour ses richesses naturelles

Le bassin versant de la Nizonne ne s'étend pas sur la commune de Saint-Front-la-Rivière. Il est représenté en rouge sur la carte ci-dessous.



➤ **Le Site Natura 2000 FR7200809 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »**

Ce site Natura 2000 est situé en amont de la commune de Saint-Front-la-Rivière. Il est situé sur deux communes limitrophes : Saint-Pardoux-la-Rivière et Milhac-de-Nontron.

18 habitats inscrits à l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore ont été recensés sur le site. Sept d'entre eux ont une forte valeur patrimoniale :

- lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée
- lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée

- pelouses vivaces atlantiques acidiclinales à acidiphiles
- prairies acidiphiles à Molinie bleue
- mégaphorbiaies hydrophiles
- pelouses maigres de fauche
- aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houblon

De nombreuses espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore sont présentes sur le site. Une espèce a une valeur patrimoniale exceptionnelle (moule perlière) et quatre ont un intérêt fort (Agrion de Mercure, Damier de la Succise, Sonneur à ventre jaune et Flûteau nageant).

Ce site Natura 2000 est le seul site identifié comme remarquable pour la moule perlière en France.

Le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin a finalisé le DOCOB de ce site Natura 2000 en juillet 2011.

Quatre objectifs principaux et des objectifs opérationnels correspondant ont été définis :

⇒ **Préserver la population de Moule perlière de la Dronne**

- Restaurer et conserver la qualité physique du réseau hydrographique
- Restaurer et conserver la qualité chimique de l'eau
- Renforcer la population de Moule perlière si nécessaire

⇒ **Conserver et accroître l'intérêt écologique global du site**

- Restaurer et conserver les boisements
- Restaurer et conserver les milieux ouverts
- Restaurer les micro-habitats aquatiques
- Prévenir les atteintes aux habitats et aux espèces d'intérêt communautaire

⇒ **Optimiser la gestion et le suivi du site**

- Améliorer les connaissances et assurer un suivi et une évaluation sur le site
- Favoriser la mise en place de la gestion et de la valorisation sur la base du partenariat

⇒ **Communiquer et animer le Document d'Objectifs**

- Animer et coordonner le DOCOB
- Développer des outils de communication en lien avec le site
- Sensibiliser et développer l'implication locale

Ces deux sites sont localisés sur la carte suivante.



Source : DREAL Aquitaine

1.2.2. Le patrimoine bâti

1.2.2.1. Les monuments protégés

La commune de Saint-Front-la-Rivière compte **trois monuments protégés au titre des Monuments Historiques** aux termes de la loi du 2 mai 1930 :

- les façades et toitures du château Saulnier inscrites depuis le 18 Septembre 1969
- les façades et toitures du château du Pommier au Sud du bourg, inscrites depuis le 4 Décembre 1959
- les ruines du château de la Renaudie inscrites depuis le 3 Octobre 1946

Château du Pommier



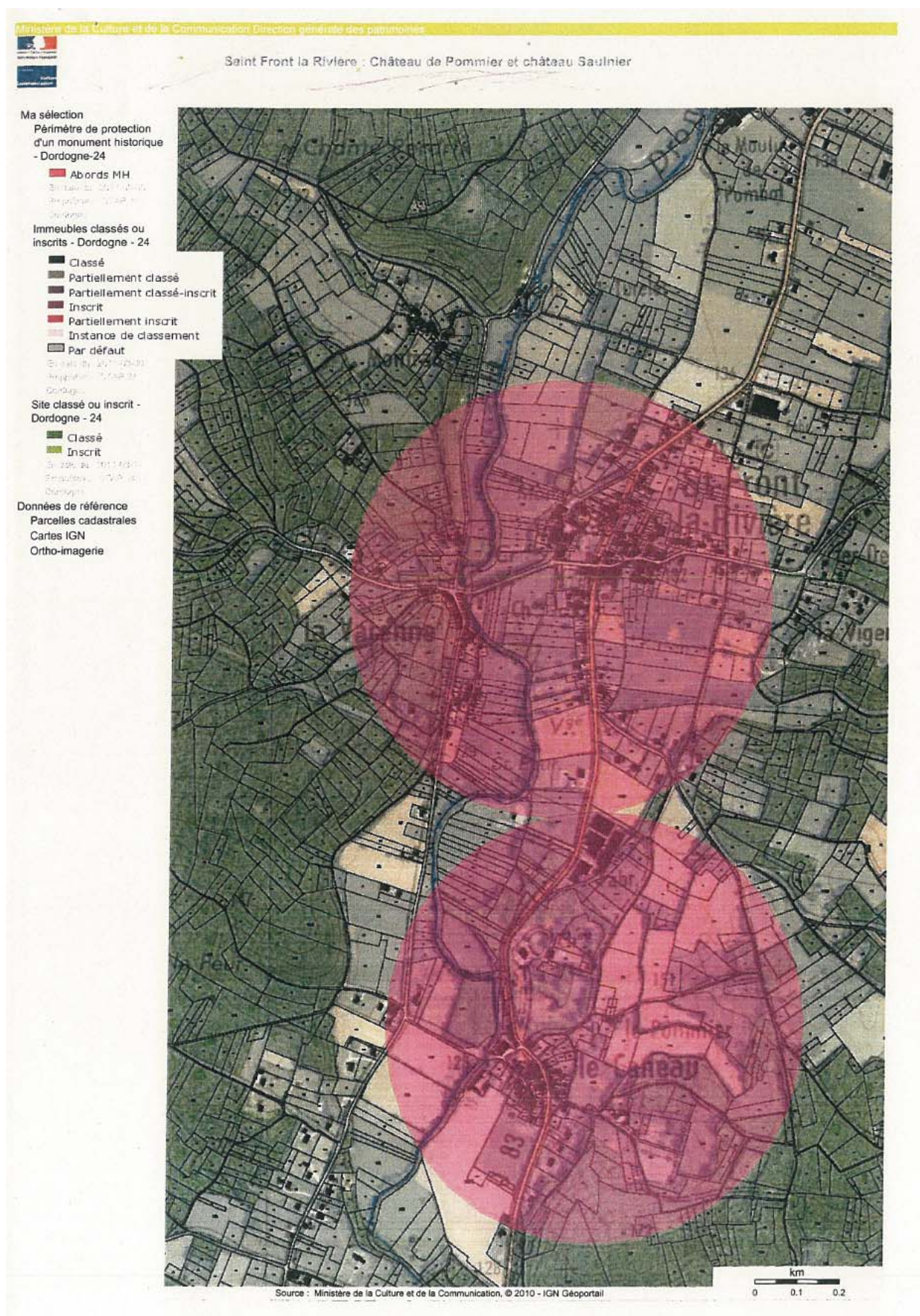
Château Saulnier



Château de la Renaudie



Les cartes pages suivantes montrent le périmètre de 500 mètres autour de ces trois monuments protégés au titre des Monuments Historiques.



Saint Front la Rivière : Château de la Renaudie

Ma sélection

Périmètre de protection
d'un monument historique
- Dordogne-24

■ Abords MH

En date du : 2011-03-30

Propriétaire : STAP 24 -

Dordogne

Immeubles classés ou
inscrits - Dordogne - 24

■ Classé
■ Partiellement classé
■ Partiellement classé-inscrit
■ Inscrit
■ Partiellement inscrit
■ Instance de classement
■ Par défaut

En date du : 2011-03-30

Propriétaire : STAP 24

Dordogne

Site classé ou inscrit -
Dordogne - 24

■ Classé

■ Inscrit

En date du : 2011-03-14

Propriétaire : STAP 24 -

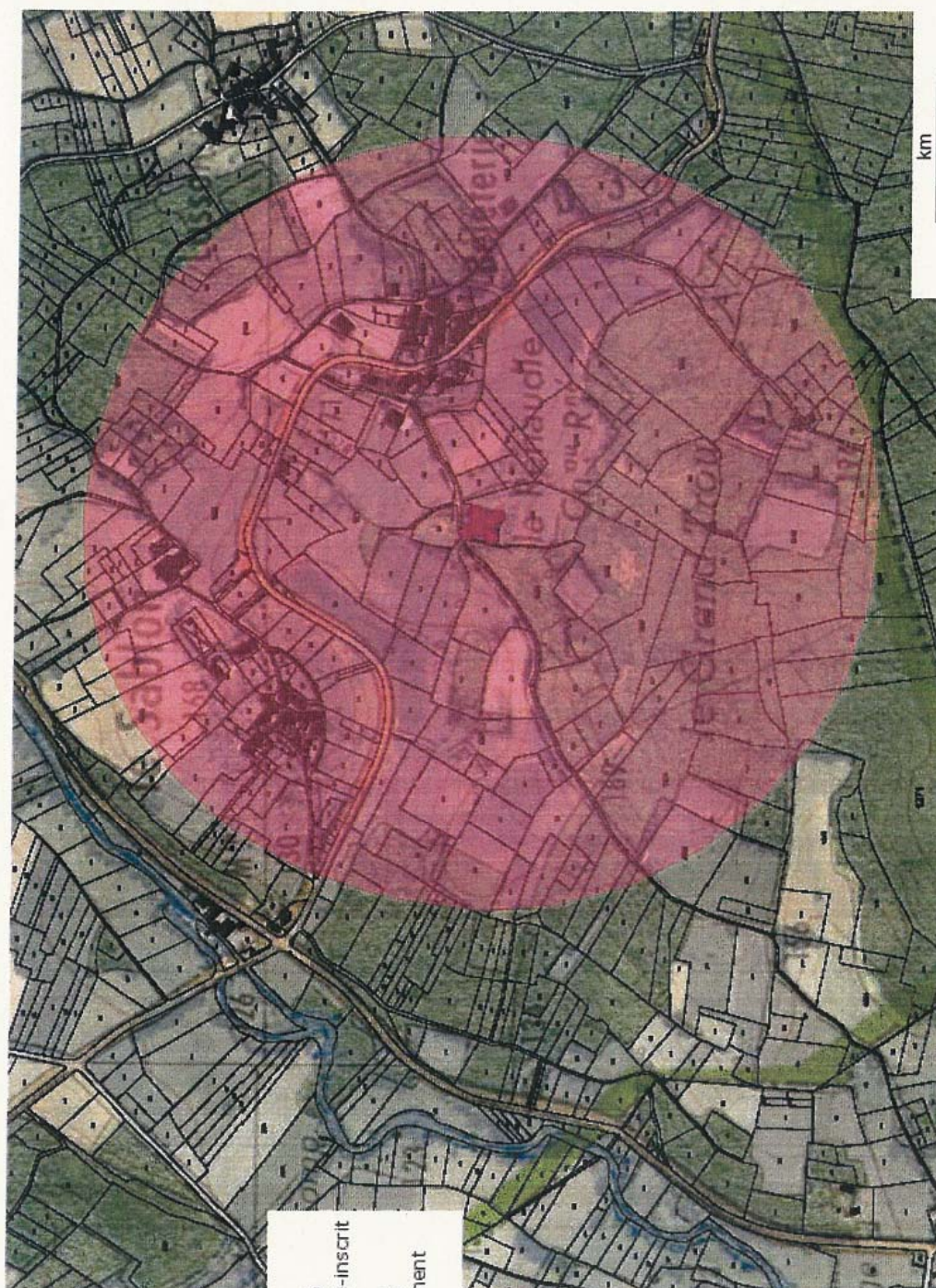
Dordogne

Données de référence

Parcelles cadastrales

Cartes IGN

Ortho-imagerie



0 0.1 0.2
km

Source : Ministère de la Culture et de la Communication, © 2010 - IGN Géoportail

Aux monuments classés à l'inventaire des Monuments Historiques, on peut aussi ajouter certains édifices dignes d'intérêt, comme le Manoir de la fin du XIX^{ème} siècle dont il reste quelques vestiges au village du Caneau, ou encore la forge au même endroit.

A côté des monuments d'architecture plus imposante on trouve ce que l'on nomme le petit patrimoine. *"Le patrimoine est l'ensemble des biens possédés que l'on hérite de ses ascendants"*. (Dictionnaire Le Petit Robert).

Il établit ainsi des liens entre générations par la transmission de ces biens. Evidemment, le patrimoine n'est pas seulement un ensemble de biens matériels, il est aussi composé de savoirs, de langues, d'histoires...

Fruit de notre société rurale, le petit patrimoine est particulièrement représentatif de son économie autarcique. Cette architecture-outil a été créée pour répondre aux besoins de production et de consommation.

Construit simplement en tirant sur place ses matériaux de construction, il est une des constituantes du paysage périgourdin, au même titre que les maisons rurales ou les châteaux.

Sur la commune de Saint Front-la-Rivière, ce petit patrimoine a fait l'objet d'un recensement et d'une restauration minutieuse. On peut donc voir, en se promenant dans la commune :

- un pigeonnier dans le bourg,
- un lavoir à la Varenne,
- un monument aux Morts,
- 18 Croix
- une Sainte-Vierge,
- trois puits dans le bourg, au village Le Caneau et au village de Pombol

1.2.2.3. Les zones archéologiques

Conformément aux dispositions de l'article L.522.5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies ci-après sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

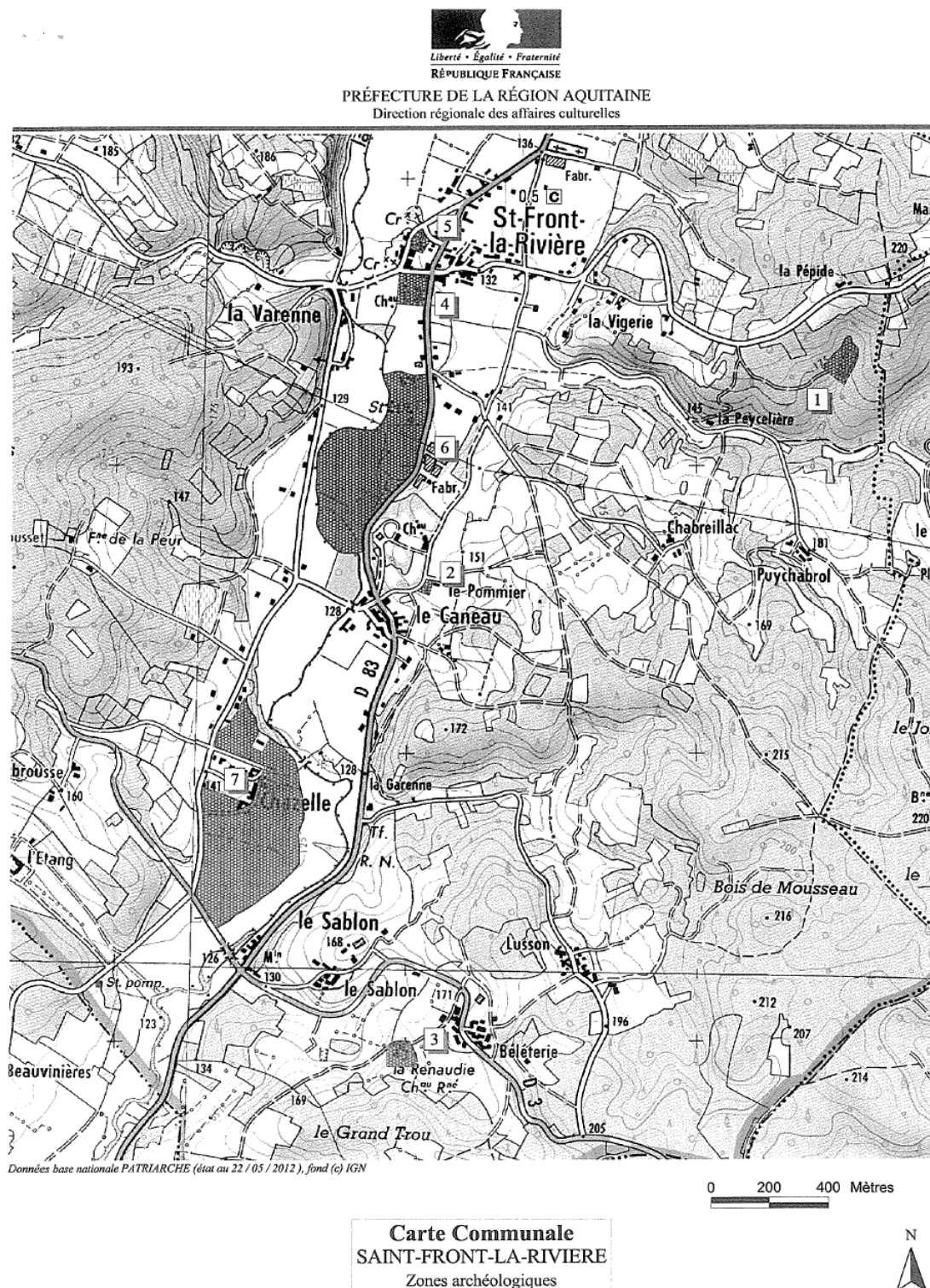
Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L. 531-14 du Code du Patrimoine.

Les zones sensibles sont les suivantes :

- 1 : La Pépide : occupation, Paléolithique moyen
- 2 : Château Pommier : maison forte, Bas Moyen-âge, période moderne
- 3 : La Renaudie : château fort, Moyen-âge

- 4 : Château Saulnier : château, Moyen-âge, période moderne
- 5 : Le Bourg : église, cimetière, Moyen-âge
- 6 : Le Caneau : occupations, Moyen-âge ; atelier de verrier, époque moderne
- 7 : Chazelle : occupations possibles, Bas-Empire, Haut Moyen âge (atelier monétaire)

Elles sont localisées sur la carte page suivante.



1.3. L'URBANISATION

Cette partie développe et analyse les évaluations des caractéristiques territoriales générées par l'action humaine.

1.3.1. Les axes de communication

La commune de Saint Front-la-Rivière se situe au Nord du département de la Dordogne à environ 45 kms au Nord de Périgueux.

Les principales voies de communication qui traversent la commune sont les routes départementales : D 83 qui la parcourt du Nord au Sud et D 3 d'Est en Ouest.

Les autres voies sont communales, mais certaines sont des itinéraires d'intérêt intercommunal dont la circulation n'est pas négligeable.

1.3.2. L'évolution urbaine

Les villages se sont essentiellement concentrés dans les fonds de vallées ou sur les coteaux et les hameaux isolés se trouvent sur les plateaux.

L'urbanisation récente est constituée de maisons individuelles le long des axes de communication (D83 principalement) et de maisons isolées.

1.3.2.1. Le bourg de Saint Front-la-Rivière

Le village de Saint-Front-la-Rivière s'étend dans la plaine alluviale de la Dronne, de part et d'autre de la RD 83.

Le bourg est composé de deux ensembles bâtis assez denses. Le premier situé sur la route de Milhac-de-Nontron, forme un ensemble bâti de caractère, desservi par plusieurs ruelles en impasse. Le deuxième s'étire le long de la rue principale et de la place de l'Eglise. Enfin, le château Saulnier, ferme le bourg côté Sud. Espaces publics et jardins occupent le centre géométrique du bourg, ce qui lui donne un aspect très aéré.

1.3.2.2. Les villages

Qu'il soit en fond de vallée ou sur les plateaux, l'habitat sur la commune de Saint-Front-la-Rivière n'est pas un habitat dispersé. La population s'est regroupée en une multitude de petits villages.

Notre perception des villages est due à la structure et la densité des constructions. Une vision d'ensemble des villages et des hameaux de la commune permet d'en dégager 3 principaux types :

♦ A structure linéaire

Les constructions sont implantées dans l'alignement de la voie ou légèrement en recul, isolées ou en raccord avec d'autres bâtiments du même type.

C'est le cas, par exemple, du village du Caneau qui s'est développé le long de la D83 ou le village de Lussan au Sud-Est de la commune.

♦ A structure dissociée

Les villages dissociés sont sans structure apparente. C'est l'exemple du village de Soulage, situé à l'Ouest du bourg.

♦ A structure étoilée

C'est un carrefour de voies qui a fixé le village, les maisons se distribuant de part et d'autres des routes. C'est l'exemple même du bourg centre de Saint Front-la-Rivière, où le croisement de deux routes communales avec la route départementale a donné la structure du bourg.

L'habitat ancien, dispersé sur l'ensemble du territoire, présente un intérêt certain en termes de silhouette bâties et d'architecture qu'il faudra prendre en compte.

Différents éléments concourent ainsi à la qualité paysagère d'ensemble de la commune. C'est ainsi que l'on trouve plusieurs villages dotés d'un patrimoine sobre mais non dénués d'intérêt, mais aussi quelques implantations plus ponctuelles dans un cadre naturel de qualité. Ces villages et ces fronts bâtis traditionnels seront à prendre en compte lors du zonage de la carte communale afin qu'ils soient préservés.

1.4. LE PAYSAGE

La notion de paysage est définie par la convention européenne : partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.

Extrait de l'Atlas Intercommunal de Gestion de l'Espace de la Communauté de Communes du Périgord-Vert :

« Avant l'avènement de l'agriculture moderne, et des siècles durant, le paysage traditionnel de la région n'a que peu évolué.

Au début du siècle dernier, les pratiques agricoles n'étaient pas les mêmes. En conséquence, le paysage n'avait pas du tout le même aspect.

Les habitants, au XVIII^{ème} siècle, sont pour l'essentiel, laboureurs, petits propriétaires ou métayers. Ils sont tous des paysans qui pratiquent la polyculture dans un but d'autoconsommation. La polyculture reposait sur la culture du seigle, de sarrasin, des raves, des pommes de terre, du chanvre, de la vigne...Il y a peu de grandes forêts composées d'essences diverses, mais surtout des châtaigneraies exploitées par les hommes. Le seul résineux présent était le pin sylvestre. Des landes entretenues par des débris, couvraient les endroits escarpés.

L'information paysagère recueillie au cours des approches précédentes autorise, avec une certaine objectivité, un essai de globalisation avant d'aborder une phase de proposition et de mise en valeur.

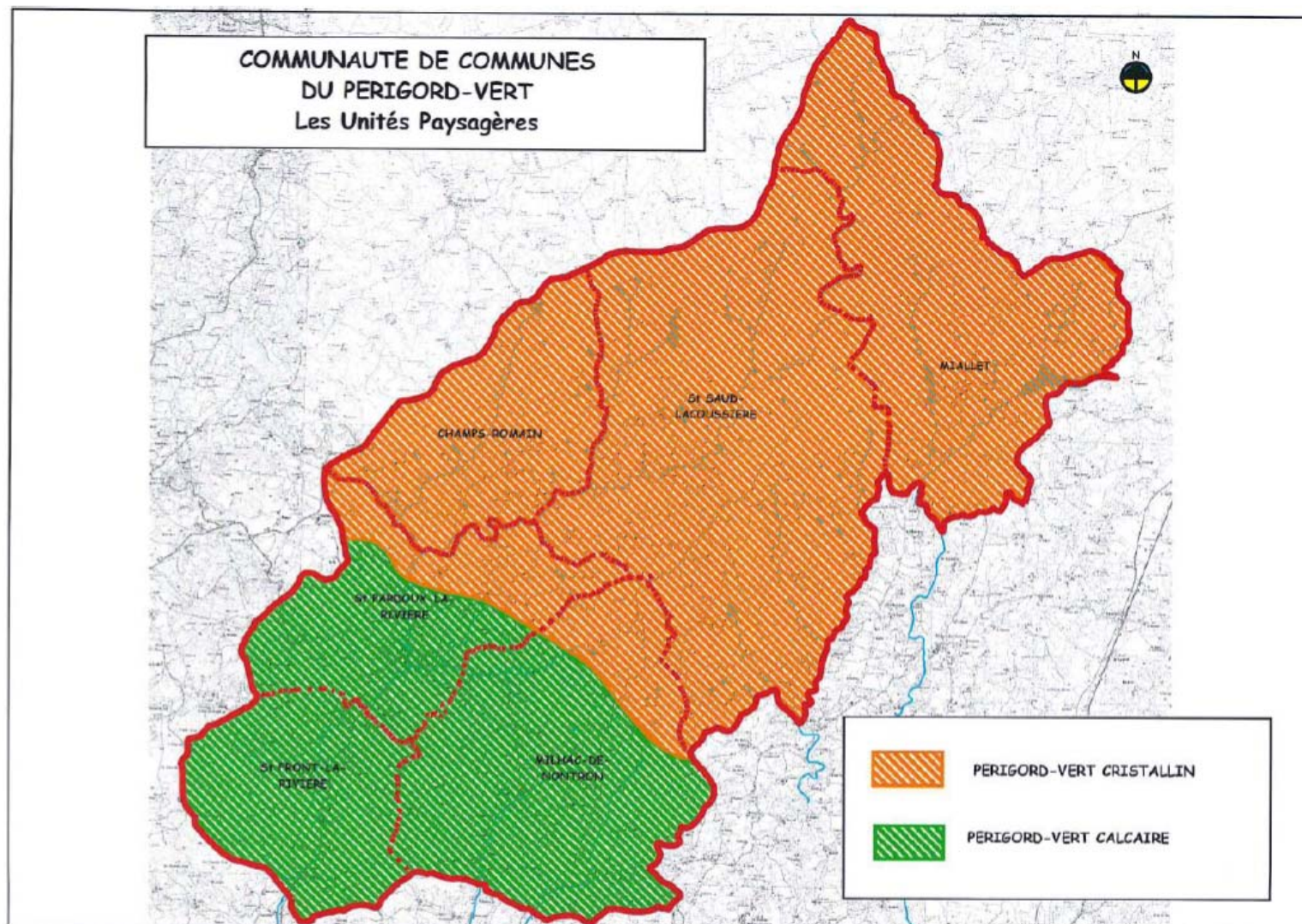
Une unité paysagère apparaît comme un tout homogène.

Trois critères ont été retenus pour servir de base au découpage du territoire de la Communauté de Communes du Périgord Vert en unités paysagères. Les deux premiers permettent une description générale du paysage, le dernier souligne l'aspect sensible des paysages:

- la géomorphologie : c'est la base immuable du paysage déterminant les lignes et forces visuelles générales ainsi que les perspectives remarquables.
- l'occupation du sol : le taux de boisement, la répartition des espaces ouverts, des formes de présence de l'eau, des volumes forestiers, des zones urbaines et des habitations déterminent les clés d'utilisation du territoire par l'homme.
- la sensibilité paysagère : cela correspond aux points forts et points faibles du paysage.

Suite à cela, deux unités paysagères ont pu être dégagées sur le territoire : Périgord-Vert cristallin et Périgord-Vert calcaire.

La commune de Saint-Front la Rivière est concernée par l'unité paysagère du Périgord Vert Calcaire comme le montre la carte suivante.



Unité paysagère Périgord-Vert Calcaire

L'unité paysagère du Périgord - Vert Calcaire correspond au Sud de la Communauté de Communes, soit aux communes de St Pardoux la rivière, St Front la Rivière et Milhac de Nontron.

Conséquence de ses caractéristiques géologiques, le réseau hydrographique est moins dense que sur l'assise cristalline. Les pentes des rivières sont plus douces et les eaux plus lentes.

Cette unité paysagère se traduit donc par une mise en valeur historique à partir des vallées : vallées agricoles parfois très dégagées et généralement bien délimitées par des boisements de hauteurs. La vallée de la Dronne à Saint Front La Rivière ainsi qu'à Saint Pardoux La Rivière est large, d'où l'implantation des villages qui profitaient alors de la présence de l'eau; c'est ainsi que l'on retrouve des traces d'activité industrielle qui était à l'origine d'une activité économique importante.

En effet dès l'époque gallo-romaine se sont développées, grâce à la présence de la forêt, de l'eau et du sol, les premières forges faisant de la région une région sidérurgique importante. Basée sur un mode de fonctionnement saisonnier, cette activité a longtemps contribué à une relative stabilité du secteur agricole.

C'est dans cette unité paysagère que se concentre l'ensemble des monuments historiques du territoire de la Communauté de Communes du Périgord-Vert. A Saint-Front-la-Rivière on trouve le château Saulnier, le château de Pommier, et le château de la Renaudie, à Milhac de Nontron la Maison Fousseysraud et à Saint-Pardoux-la-Rivière l'Hôtel des voyageurs. A cela s'ajoute un petit patrimoine très présent et très diversifié sur le territoire tel que, pigeonniers, croix, balance....

L'urbanisation s'est faite sur les fonds de vallées. D'ailleurs les trois principaux centres-bourgs se situent le long de rivière : la Dronne pour Saint Pardoux La Rivière et Saint Front La Rivière et le Trincou pour Milhac de Nontron. On remarque également que l'évolution de Saint Pardoux La Rivière s'est faite de façon linéaire le long des axes fluviaux (ainsi que le long des axes de communication).

Les villages, quant à eux, se retrouvent sur les replats laissant les sommets à la forêt.

Ces replats sont généralement valorisés par l'agriculture sous forme de vastes parcelles à vocation céréalière dont découle l'aspect des perspectives. La mise en valeur par l'homme dépend largement de la morphologie et de l'importance des pentes.

Les hauteurs des plateaux connaissent le plus souvent une couverture boisée importante et souvent discontinue, donnant des massifs de grandes superficies. Les boisements sont constitués de taillis de feuillus (chêne pubescent et châtaignier) mêlant fréquemment plusieurs essences. En revanche certains plateaux et coteaux constituent des zones particulièrement intéressantes de landes ou de pelouses calcaires.

On rencontre dans les fonds de vallées de nombreux milieux humides remarquables: prairies, forêt humide... exemple: la vallée de la Dronne à Saint-Front-la-Rivière classée en ZNIEFF. »

1.5. LES RISQUES

1.5.1. Le Dossier Départemental des Risques Majeurs

D'après le DDRM de la Dordogne, la commune de Saint-Front-la-Rivière est concernée par deux risques majeurs :

- **le risque inondation** : une partie du territoire de la commune est susceptible d'être recouverte par les eaux de la Dronne.

Cette zone est concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondation de la Dronne approuvé le 31/01/2014.

Les cartes jointes font état des secteurs d'aléas faibles et forts.

→ cf. carte du PPRI applicable ci-jointe

→ cf. le dossier du PPRI en annexe du présent rapport de présentation

RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ALEAS POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°3

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

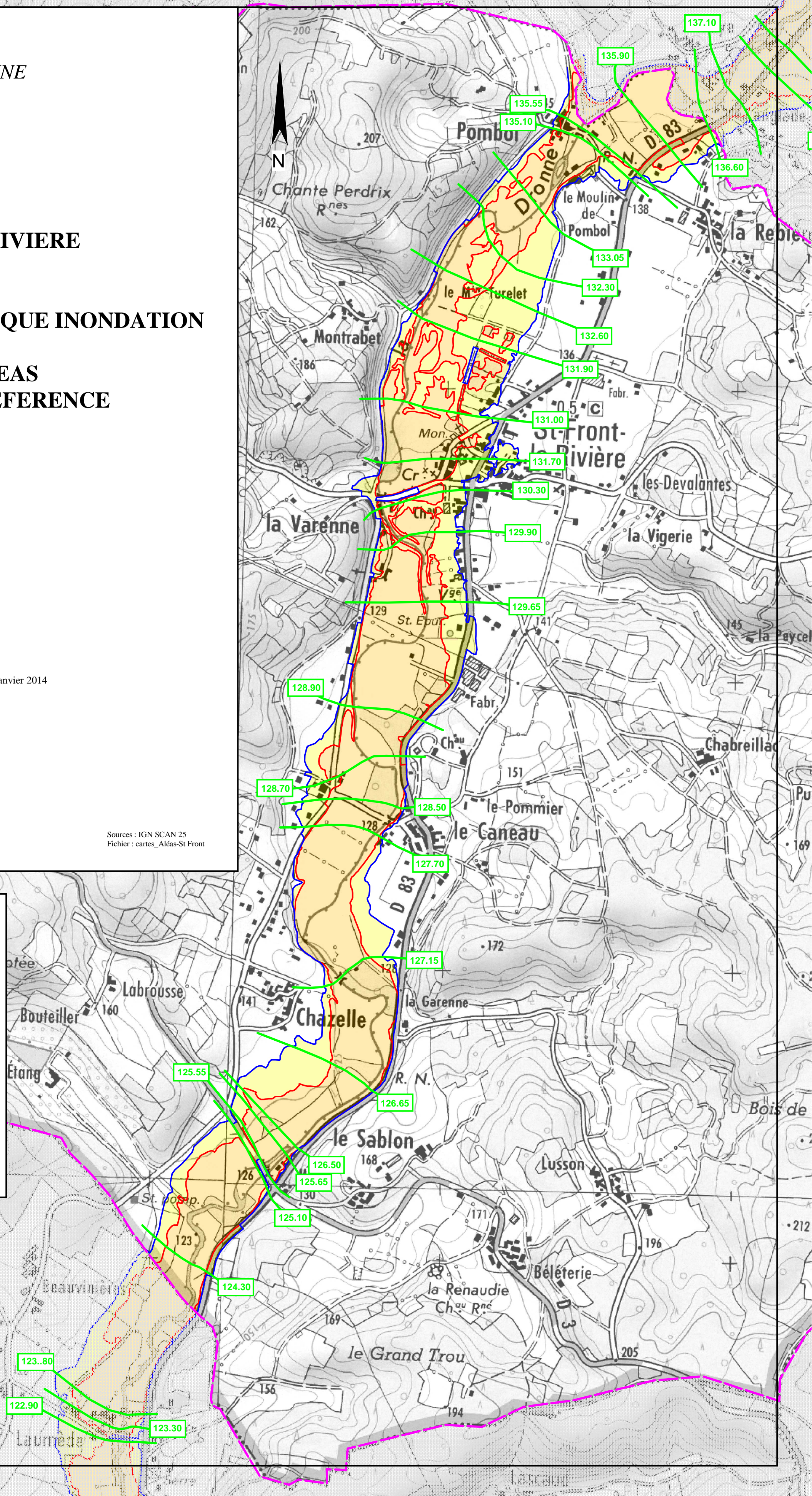


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : cartes_Aléas-St Front

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
- Zone d'Aléa faible
- Zone d'Aléa fort
- 70.00 Cote de la crue de référence (en mNGF)
- Isocote de la crue de référence
- - - Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ENJEUX

Pièce n°4

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

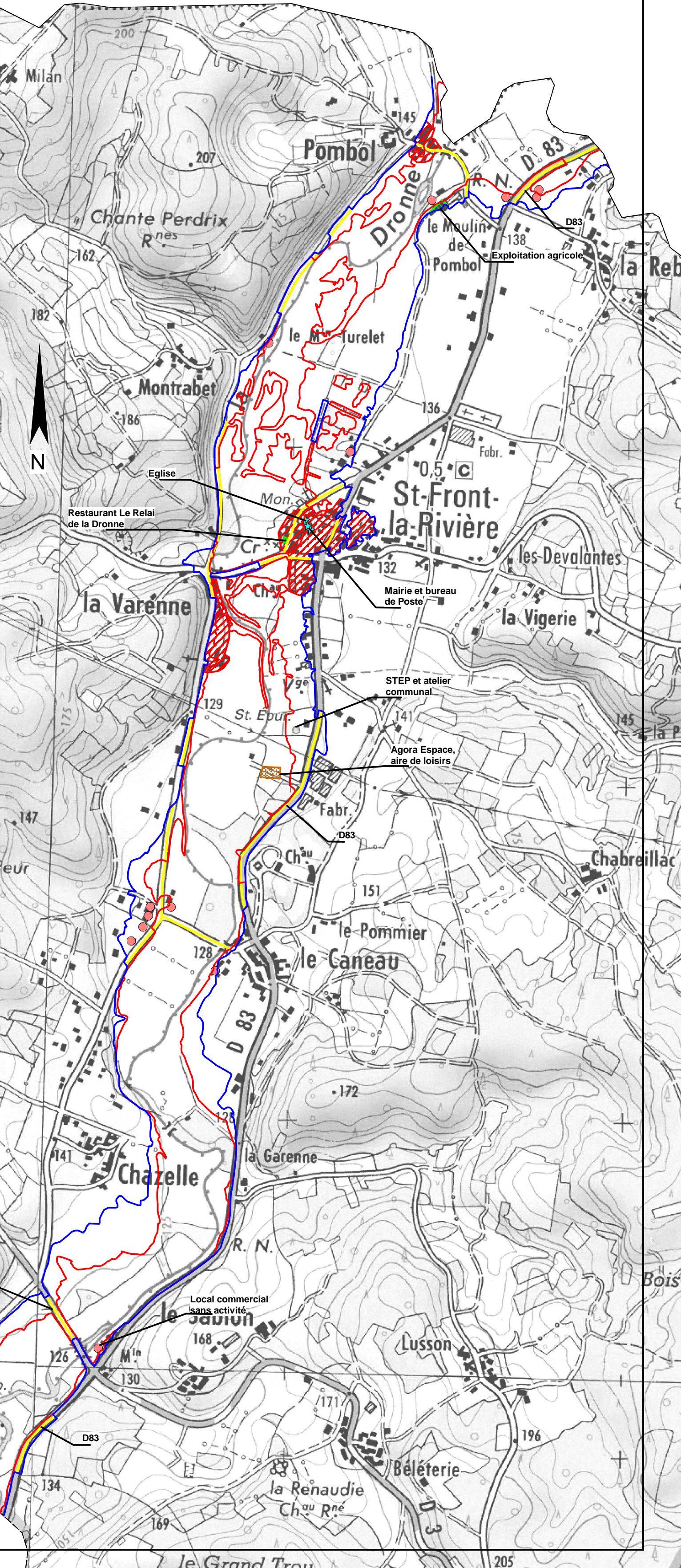


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : Enjeux St Front la Rivière

LEGENDE

- Limite de commune
 - Limite de la zone inondable
 - Limite de la zone des hauteurs d'eau > à 1m
- Type d'enjeux en zone inondable :
- Habitat diffus
 - Habitat regroupé
 - Activités sportives et de loisirs
 - Activités économiques
 - Enjeux futurs
 - Station d'épuration
 - Voies inondées
 - ERP



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES VITESSES
POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°5

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

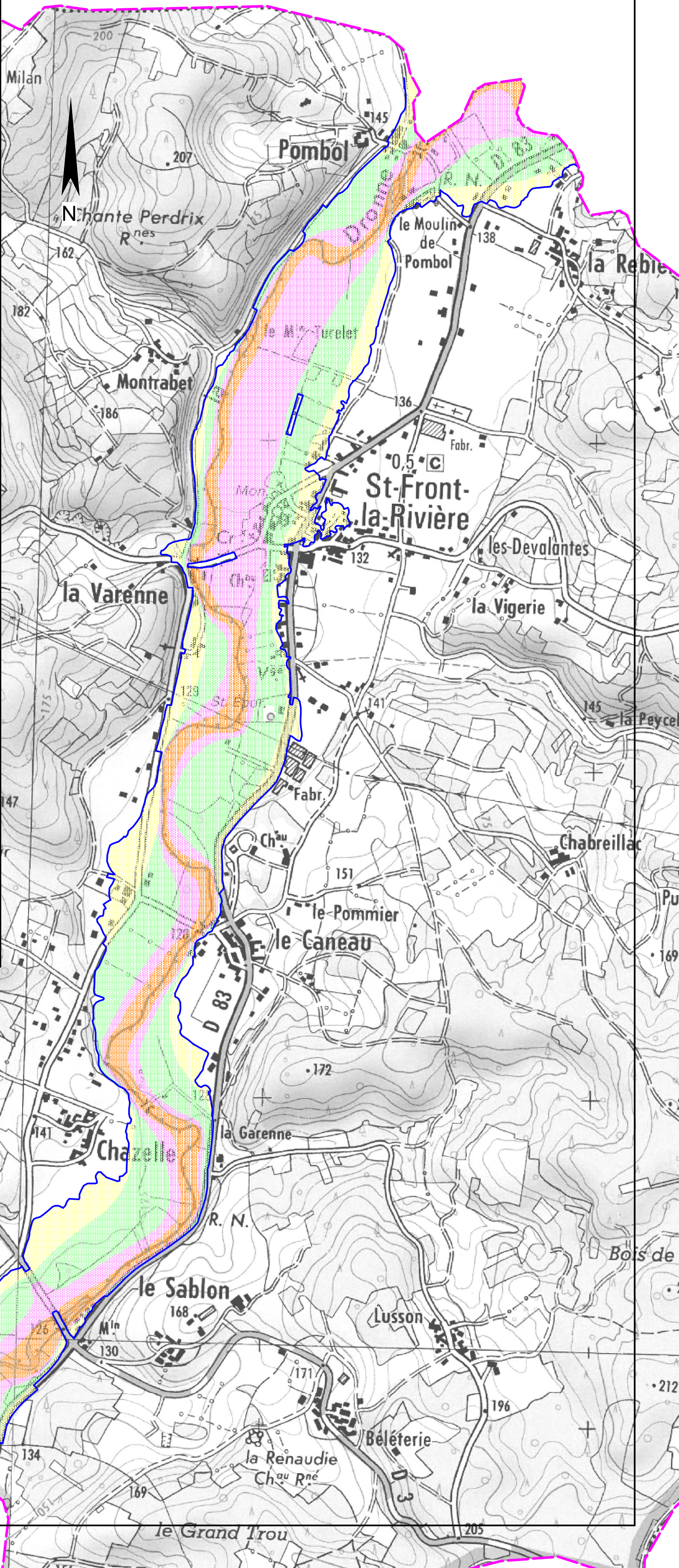


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte_vitesses_St front

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Zone des vitesses égale à 0 m/s
- Zone des vitesses comprises entre 0 et 0,2 m/s
- Zone des vitesses comprises entre 0,2 et 0,5 m/s
- Zone des vitesses supérieures à 0,5 m/s
- - - Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES HAUTEURS D'EAU
POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°6

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014



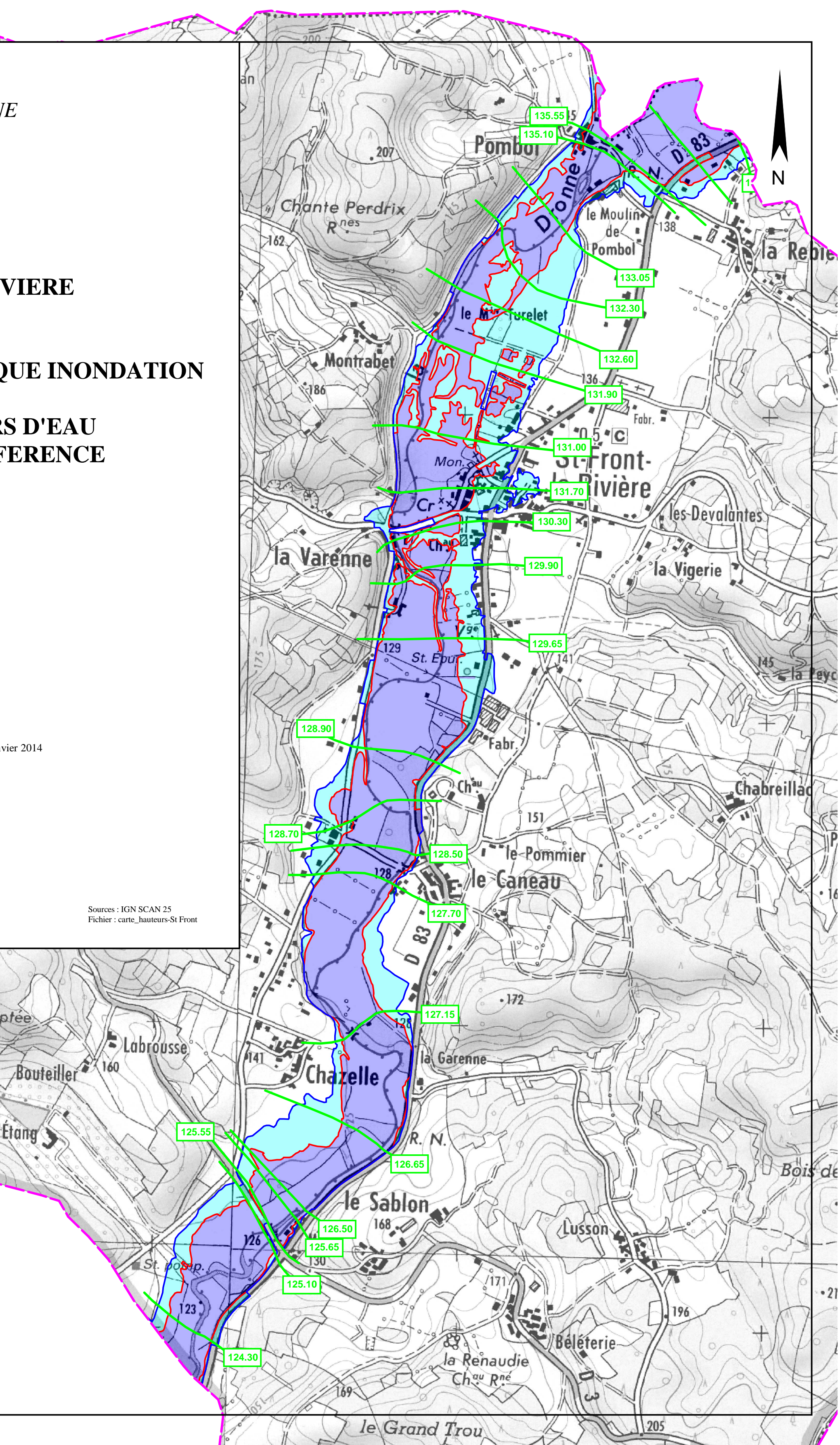
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte_hauteurs-St Front

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
- Zone des hauteurs d'eau comprises entre 0 et 1 m
- Zone des hauteurs d'eau supérieures à 1 m
- 70.00 Cote de la crue de référence (en mNGF)
- Isocote de la crue de référence
- Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ZONAGES

Pièce n°7

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014



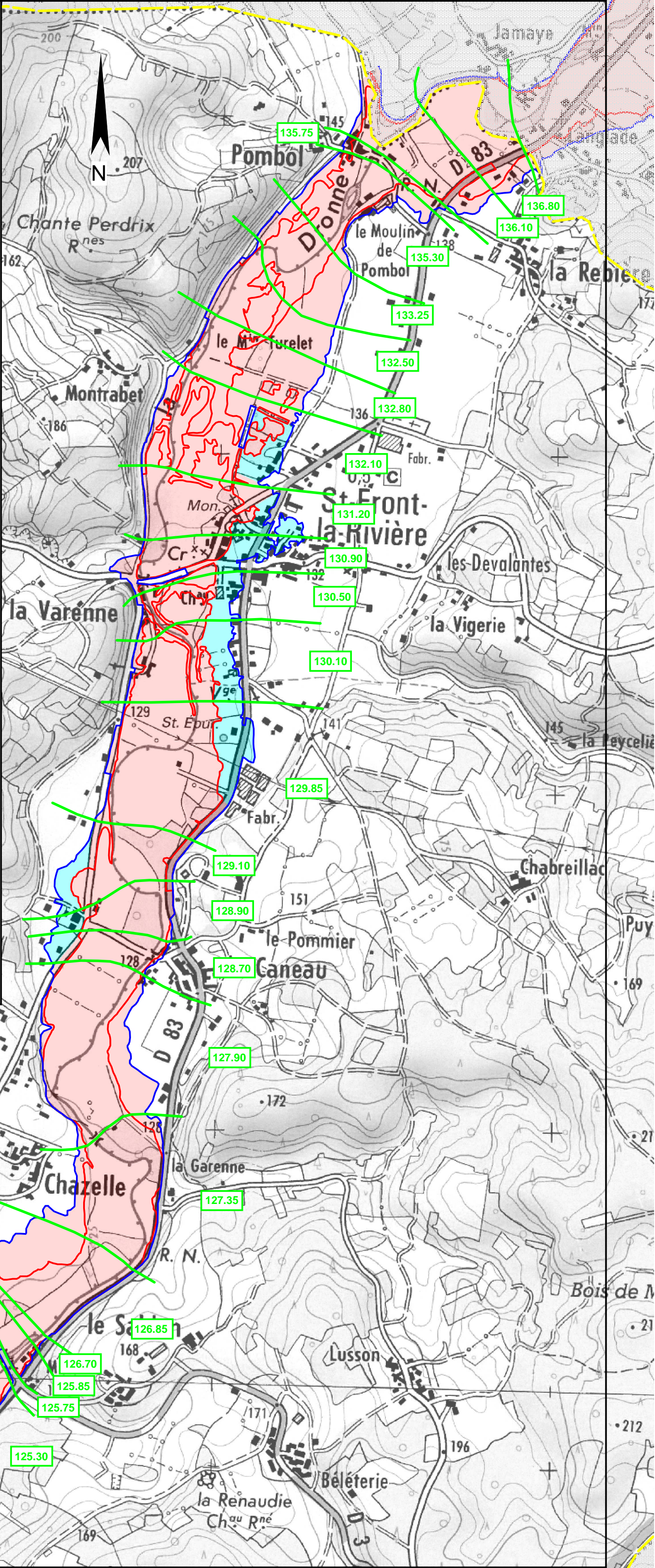
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : Zonage-St front

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
- Zone bleue (constructible sous conditions)
- Zone rouge (inconstructible)
- 70.00 Cote de sécurité (en mNGF)
- Isocote de la crue de référence
- Limite communale



- le risque retrait-gonflement des argiles

Depuis la vague de sécheresse des années 1989-1991, le phénomène de retrait-gonflement des argiles a été intégré au régime des catastrophes naturelles mis en place par la loi du 13 juillet 1982. En l'espace de 10 ans, ce risque naturel est devenu en France la seconde cause d'indemnisation derrière les inondations.

Ce phénomène naturel résulte de plusieurs éléments :

- La nature du sol (sols riches en minéraux argileux « gonflants »),
- Les variations climatiques (accentuées lors des sécheresses exceptionnelles),
- La végétation à proximité de la construction,
- Des fondations pas assez profondes et/ou l'absence de structure adaptée lors de la construction.

Dans les zones identifiées sur la carte départementale d'aléa comme potentiellement sensibles au phénomène de retrait gonflement, il est conseillé de faire procéder, par un bureau d'études spécialisé, à une reconnaissance de sol avant construction. Une telle étude doit vérifier la nature et la géométrie des formations géologiques dans le proche sous-sol, afin d'adapter au mieux le système de fondation de la construction envisagée. L'importance des dégâts aux bâtiments mais surtout la baisse de la sinistralité des maisons individuelles causée par le phénomène de retrait gonflement des sols argileux passe par une information la plus large possible des précautions particulières à prendre lors de la construction d'une maison individuelle sur un sol argileux sensible au retrait gonflement.

Certaines mesures simples de constructibilités peuvent ainsi préserver de cet aléa : identifier la nature du sol, adapter les fondations, rigidifier la structure et désolidariser les bâtiments accolés, éviter les variations localisées d'humidité et éloigner les plantations d'arbres.

➔ cf. dossier « retrait gonflement des argiles » en annexe du présent rapport de présentation (carte + règlement type)

1.5.2. Les autres risques

➤ Le risque termites

Le département de la Dordogne est considéré comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme. Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti ou non bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de trois mois à la date de signature de l'acte authentique.

➤ Le risque sismique

La commune de Saint-Front-la-Rivière se trouve en zone de risque sismique faible.

➤ Le risque feux de forêt

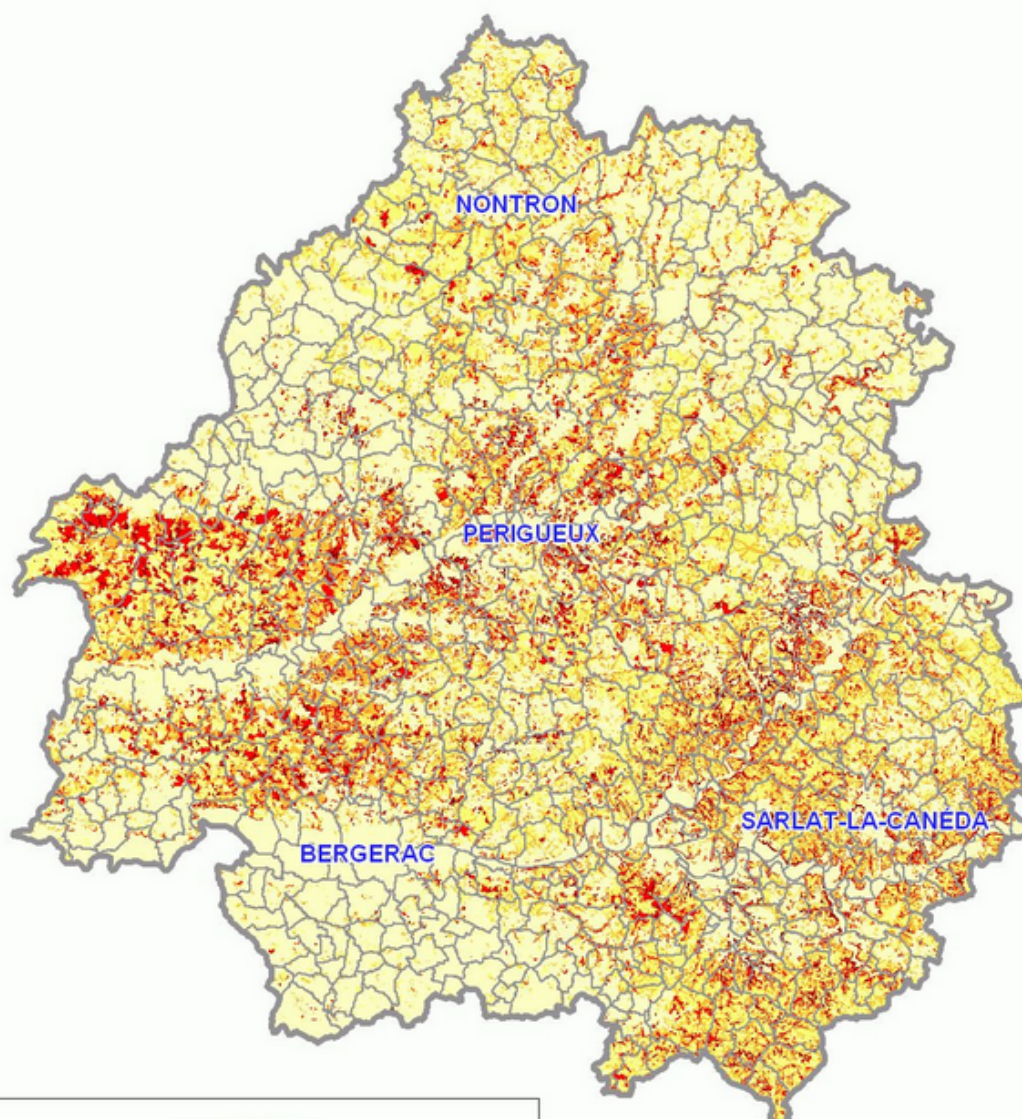
La commune de Saint-Front-la-Rivière est soumise au risque feu de forêt. L'aléa varie de faible à fort.

La carte page suivante montre l'aléa feu de forêt en Dordogne.



© GIP ATGeRi
© IGN 2005
© IFN 1990

Alea feu de forêt



LEGENDE

- Très faible
- Faible
- Moyen
- Fort
- Très fort



0 10 20 30 40 km

Atlas feu de forêt Dordogne

➤ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Deux ICPE soumises à autorisation et suivies par la DREAL sont présentes sur la commune :

- La société CIHB, entreprise de travail et traitement du bois autorisé par arrêté préfectoral n°980191 du 11 février 1998
- La société les Tanneries de Chamont autorisée par arrêté préfectoral n°070232 du 9 février 2007

➤ Les phénomènes souterrains

Des phénomènes souterrains sont à prendre en considération sur la commune de Saint Front-la-Rivière.

Le BRGM a recensé 12 cavités naturelles ou anthropiques sur la commune :

- Doline de Curegousset
- Emergence de la Fontaine de la Peur
- Gouffre de Beleterie
- Grotte de la Varenne
- Grotte de Saint-Front
- Grotte des Quatre Routes
- Grotte du Turelet
- Grotte du Sablon n°1
- Grotte du Sablon n°2
- Résurgence de Varenne
- Source de Château Gaillard
- Trou souffleur de l'Etang

➔cf. carte des cavités naturelles ou anthropiques ci-jointe.

Commune de : SAINT FRONT LA RIVIERE
Cavités naturelles ou anthropiques



- ◆ carrière souterraine
- cave
- ▼ naturelle
- ouvrage civil
- ★ indéterminé

➤ Sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

La France a inventorié les sites pollués de façon systématique afin de :

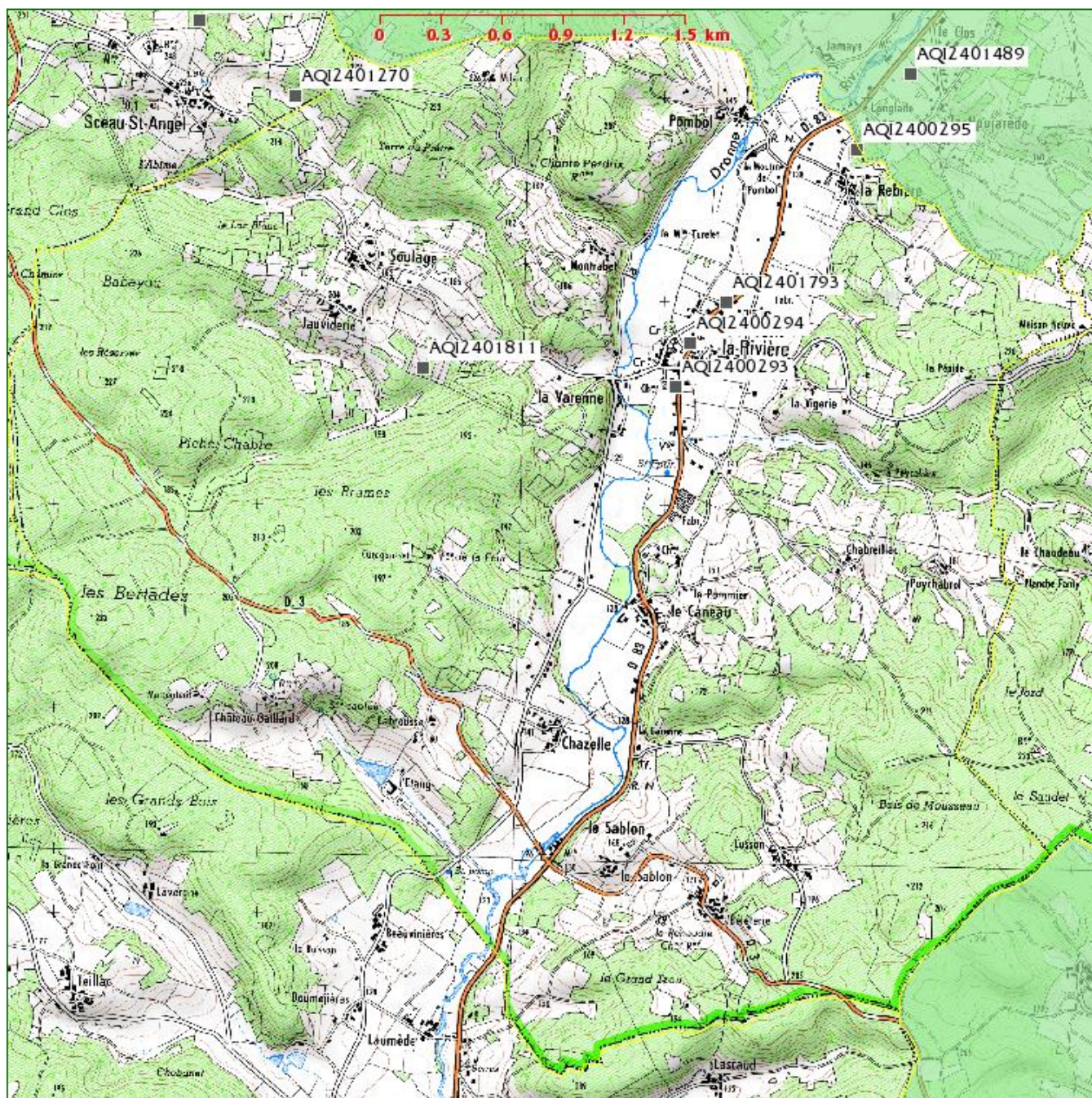
- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La base de données BASIAS correspond aux inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non.

5 sites BASIAS ont été recensés sur la commune :

Raison sociale de l'entreprise et identifiant	Nom usuel	Adresse	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
Commune de Saint-Front-la-Rivière AQI2401811	Décharge communale	Lieu-dit Soulage	Activité terminée	Inventorié
GAUTREAU Paul AQI2400293	Station-service et garage		Activité terminée	Inventorié
AUGEIX Henri AQI2400294	Station-service		Activité terminée	Inventorié
BAZINTE Fils AQI2401793	Scierie mécanique		Ne sait pas	Inventorié
CANY-FAYE AQI2400295	Four à chaux		Activité terminée	Inventorié

Ils sont localisés sur la carte page suivante.



PARTIE 2 : ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

2.1 LA POPULATION

2.1.1. L'évolution démographique

Années	1975	1982	1990	1999	2008
Population	586	541	559	543	530

Source : INSEE

La population décroît depuis les années 1990. Entre 1999 et 2008, la population a baissé de 2,4%.

Sur cette même période, la population s'est stabilisée à l'échelle de la Communauté de Communes du Périgord-Vert.

2.1.2. La nature de l'évolution

Années	1975	1982	1990	1999	1999
Taux source I.N.S.E.E.	1982	1990	1999	2008	
Taux de natalité (%)	7,0	4,3	6,0	4,3	
Taux de mortalité (%)	15,8	16,4	16,3	14,7	
Solde naturel (%)	-0,9	-1,2	-1,0	-1,0	
Solde migratoire (%)	-0,3	+1,6	+0,70	+0,8	
Taux de variation annuel (%)	-1,2	+0,4	-0,3	-0,2	

Source : INSEE

Le solde naturel est négatif depuis 1975. Le taux de mortalité va du double au quadruple du taux de natalité.

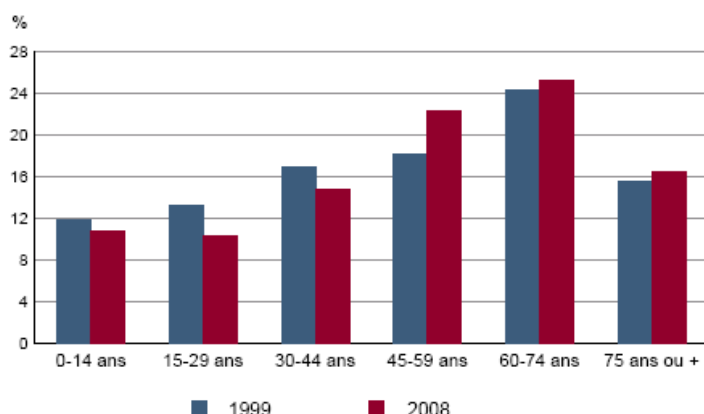
Ce solde naturel négatif n'est pas compensé par le solde migratoire qui est pourtant positif depuis 1982.

2.1.3. Structure de la population

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	252	100	278	100
0 à 19 ans	38	15,1	42	15,2
20 à 64 ans	143	56,6	140	50,4
65 ans ou plus	71	28,3	96	34,4

En 2008, la population compte plus de femmes que d'hommes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des 20-64 ans.

Il y a environ le double d'hommes et de femmes de 65 ans ou plus que de 0-19 ans. Cela explique le faible taux de natalité et le vieillissement de la population.



Sources : Insee, RP1999 et RP2008 exploitations principales.

Entre 1999 et 2008, les classes d'âge les plus jeunes ont diminué et celles les plus âgées ont augmenté.

On assiste à un vieillissement de la population et les nouveaux arrivants sont également assez âgés.

2.1.4. Composition des ménages

Années	Nombre moyen d'habitants/logements
1968	3,1
1975	2,9
1982	2,6
1990	2,4
1999	2,2
2008	2

Source : INSEE

La taille des ménages diminue d'année en année. En 1975, on dénombrait 2,9 personnes par foyer, 33 ans plus tard, on ne compte plus que 2 personnes par foyer.

2.1.5. Les perspectives sur la démographie

Trois hypothèses sont proposées:

- H1 = -0.2% soit le taux annuel entre 1999 et 2008
- H2 = +0.1% soit le maintien de la population
- H3 = +0.4% soit le taux de variation annuel positif entre 1982 et 1990

Hypothèses	Population 2008	Estimation 2015	Estimation 2020
H1 = -0.2%	530	523	517
H2 = + 0,1%	530	534	536
H3 = + 0.4%	530	545	555

L'hypothèse retenue est la troisième soit une légère hausse de la population.

La population a certes baissée depuis 1999 mais la position géographique de Saint-Front-la-Rivière est intéressante pour accueillir de nouvelles populations. En effet, elle se situe à côté de Saint-Pardoux-la-Rivière qui dispose d'un supermarché et d'entreprises en développement. De plus, elle est située dans le bassin de vie de Nontron où il y a de grosses entreprises. La mairie a déjà eu des demandes de location de maisons et dispose d'un lotissement.

2.2. LE LOGEMENT

Cette partie renseigne sur l'état du parc, sa structure et les besoins futurs.

En 2008, le parc de logements comptait 261 résidences principales, 53 logements secondaires et 41 logements vacants.

Les logements vacants sont disséminés sur le territoire. La plupart d'entre eux ne peuvent être habités en l'état et nécessitent une réhabilitation.

98% des logements sont des maisons ; l'offre de logements n'est donc pas diversifiée. Cela explique le fait que les personnes qui arrivent sont assez âgées puisqu'il faut construire ou acheter/louer pour habiter à Saint-Front-la-Rivière.

De plus, l'offre d'emploi sur la commune n'étant pas importante, les jeunes actifs s'installent difficilement au profit des personnes retraitées.

Entre 1999 et 2008, le nombre de résidences principales a augmenté (+4.8%) ainsi que celui des résidences secondaires (+179%). Cela peut être mis en corrélation avec la baisse du nombre de logements vacants.

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat a été lancée en 2008 sur le périmètre du Bassin Nontronnais dont fait partie la commune de Saint-Front-la-Rivière. Son but est de permettre aux propriétaires d'habitations principales ou locatives d'obtenir des aides techniques et financières sur les travaux qu'ils entreprennent afin de réhabiliter le patrimoine bâti et d'en améliorer le confort et l'habitabilité.

Différents objectifs qualitatifs sont poursuivis :

⇒ **Sur le plan du marché local du logement :**

- Développer le parc locatif privé et élargir l'offre sur le territoire afin de répondre aux besoins des populations (les jeunes ménages, les ménages de petite taille, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite...) ;
- Repérer les logements (ou immeubles) vacants et inciter les propriétaires à les remettre sur le marché ;
- Mettre en relation l'offre et la demande en matière de locations, notamment en conventionnement.

⇒ **Sur le plan social :**

- Améliorer les logements des propriétaires occupants du Bassin Nontronnais et plus particulièrement ceux des ménages qui ont les ressources les plus modestes ;
- Développer le parc locatif privé conventionné afin de répondre aux besoins de la population locale qui pour une grande part peut prétendre à ce type de logements ;

- Accompagner les propriétaires au cours de la mise en location de leurs logements : propositions des garanties existantes, mise en relation avec les locataires potentiels... ;
- Agir en faveur de la diminution des logements non aux normes, indécents et insalubres afin d'améliorer le confort et les conditions de vie des habitants ;
- Adapter les logements pour les personnes qui voient leur mobilité réduite (personnes âgées, personnes handicapées...) afin de les maintenir dans leur logement.

⇒ **Sur le plan du développement durable :**

- Inciter les propriétaires à remettre aux normes leurs assainissements autonomes, notamment s'ils sont déclarés comme « points noirs » et que leurs rejets constituent un risque pour l'environnement et la salubrité publique ;
- Travailler en relation avec les différents SPANC (Services Publics d'Assainissements Non Collectifs) du territoire afin d'avoir une action la plus efficace et la plus pertinente possible ;
- Promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et l'installation de matériaux respectueux de l'environnement.

⇒ **Sur le plan économique et patrimonial :**

- Aider les nouveaux exploitants agricoles à s'installer ;
- Participer au développement et au maintien de la dynamique des bourgs définis comme « structurants » ou « touristiques » ;
- Rénover le patrimoine du Bassin Nontronnais.

La base de données Sit@del2 donne le nombre de logements autorisés par année et par type sur la commune :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de logements autorisés individuels purs	0	2	3	3	3	6	5	5	2	2
Nombre de logements autorisés individuels groupés										1

Depuis 2001, il y a eu 31 logements autorisés en individuels purs et 1 en individuel groupé soit 3 par an.

Les logements en individuels purs sont les plus consommateurs d'espace.

Depuis l'approbation de la carte communale :

- Quatre constructions neuves à usage d'habitation ont été construites dont deux en zone constructible aux Grandes Terres et au Mât,
- Trois maisons d'habitation sont en cours de construction dont deux aux Grands Bois et une Chez Bouteau
- Un aménagement de maison est en cours dans un bâtiment existant au Moulin du Sablon

- Un hangar a été construit dans la parcelle B 36 (Langlade) et une maison d'habitation est en cours de construction dans cette parcelle,
- Un lotissement de 16 lots a été créé en 2010 : actuellement, une maison est construite et sept sont en cours de construction (dont six par Dordogne Habitat pour de la location). Six lots sont à vendre en accession à la propriété et la commune se réserve deux lots pour éventuellement construire des maisons à la location.
- Un bâtiment agricole a été construit.
- Des annexes (garages et piscines) ont été construites.

Le plan du lotissement figure ci-dessous :



2.3. LES ÉQUIPEMENTS

Les équipements et services reflètent la qualité du cadre de vie sociale sur la commune.

2.3.1. Les équipements de superstructure

2.3.1.1. Les équipements scolaires

L'ensemble de la Communauté de Communes du Périgord Vert est couvert par des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (R.P.I.)

La commune de Saint Front-la-Rivière est en R.P.I. avec les communes de Saint Pardoux-la-Rivière et Milhac-de-Nontron depuis 1982. Le regroupement compte 7 classes. La répartition des classes varie d'une année à l'autre entre Saint-Pardoux-la-Rivière et Saint Front-la-Rivière.

Pour la suite de leurs études, les élèves vont à Nontron ou à Thiviers.

Le ramassage scolaire est organisé par le syndicat mixte transport scolaire de Thiviers et par le Syndicat Mixte du Ramassage scolaire de Nontron (la Communauté de Communes du Périgord Vert est membre de ces deux syndicats).

Le Pays Nontronnais a mis en place un Relais d'Assistantes Maternelles.

2.3.1.2. Les équipements sportifs

La commune de Saint-Front-la-Rivière dispose d'un Agorespace situé sur la route de Brantôme. Cette aire de loisirs rassemble un terrain de foot, un terrain de basket, une piste d'athlétisme, un terrain de volley, un court de tennis, un terrain de boules et une aire de service camping-car (vidange).

2.3.1.3. Les équipements sanitaires et sociaux

Les personnes âgées bénéficient des services proposés par la maison de retraite de Saint Pardoux-la-Rivière et de l'Association "Point-Virgule" - réseau gérontologique du Nord de la Dordogne - basée à l'hôpital de Nontron.

Aucun service de santé n'est recensé sur la commune de Saint Front-la-Rivière. Le cabinet médical le plus proche se situe sur la commune voisine de Saint-Pardoux-la-Rivière.

La Communauté de Communes porte un projet de maison médicale à Saint-Pardoux-la-Rivière. Prévue pour 2013, elle regroupera 3 médecins et 11 professionnels de santé.

2.3.1.4. Les équipements socioculturels

On dénombre sur la commune de Saint Front-la-Rivière une bibliothèque, un poste multimédia et une salle polyvalente.

La commune compte plusieurs associations :

- « Jeunesse d'Antan »
- Comité des Fêtes
- Amicale des chasseurs
- Anciens Combattants
- Société de pêche
- Anciens d'Algérie

2.3.2. Les équipements d'infrastructure

2.3.2.1. La collecte des ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères est gérée par le SMCTOM de Nontron (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères).

Les ordures ménagères et les sacs jaunes sont collectés ; les verres, papiers et cartons sont déposés dans des conteneurs spécifiques. Les déchets sont ensuite emmenés chez différents partenaires pour être valorisés ou éliminés.

La déchetterie la plus proche se trouve à Saint-Pardoux-la-Rivière au lieu-dit Les Bessoulignas. Mise en service en septembre 2003, elle est ouverte du mardi au samedi aux ménages, entreprises et artisans.

2.3.2.2. La voirie

Le règlement de la voirie départementale a été approuvé par le Conseil Général dans sa séance plénière de décembre 1992. Il édicte les règles de protection des routes départementales vis à vis de l'urbanisation. L'avis du Conseil Général devra être sollicité pour tous les projets soumis à autorisation aux abords d'une route départementale de première et deuxième classe et en cas de problèmes de sécurité ou d'opération importante aux abords d'une route départementale de troisième catégorie.

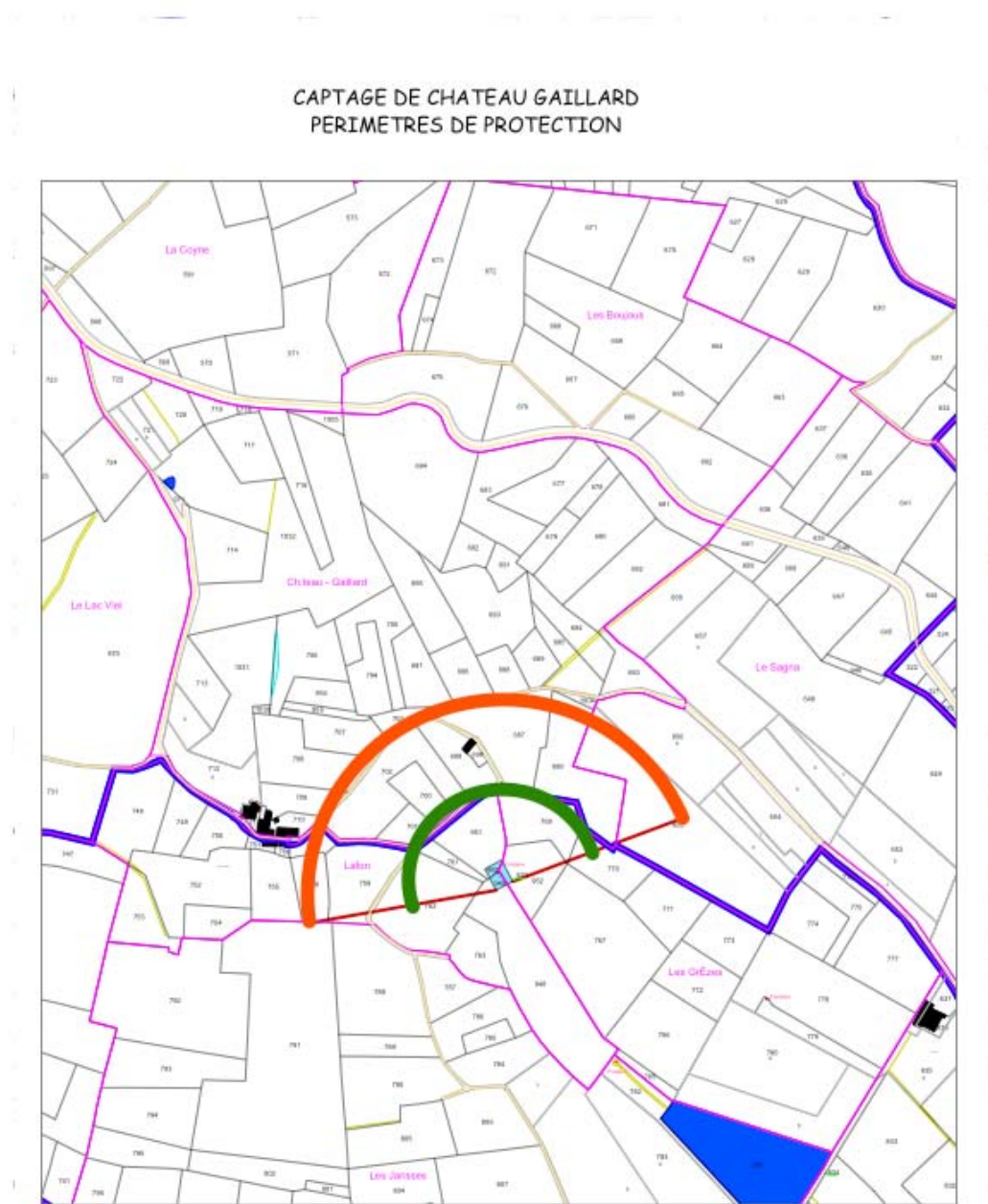
2.3.2.3. L'eau potable

La commune possède deux captages en eau potable :

- puits nappe phréatique « Château Gaillard »
- forage nappe captive « L'Étang »

Les périmètres de protection sont définis pour le captage de la source, mais pas encore arrêtés pour le forage.

En 2009, 70853 m³ d'eau ont été prélevés dans la nappe captive et 42660 m³ dans la nappe phréatique pour l'alimentation en eau potable.



en bleu périmètre de protection immédiate
en vert périmètre de protection rapprochée
en rouge périmètre de protection éloignée

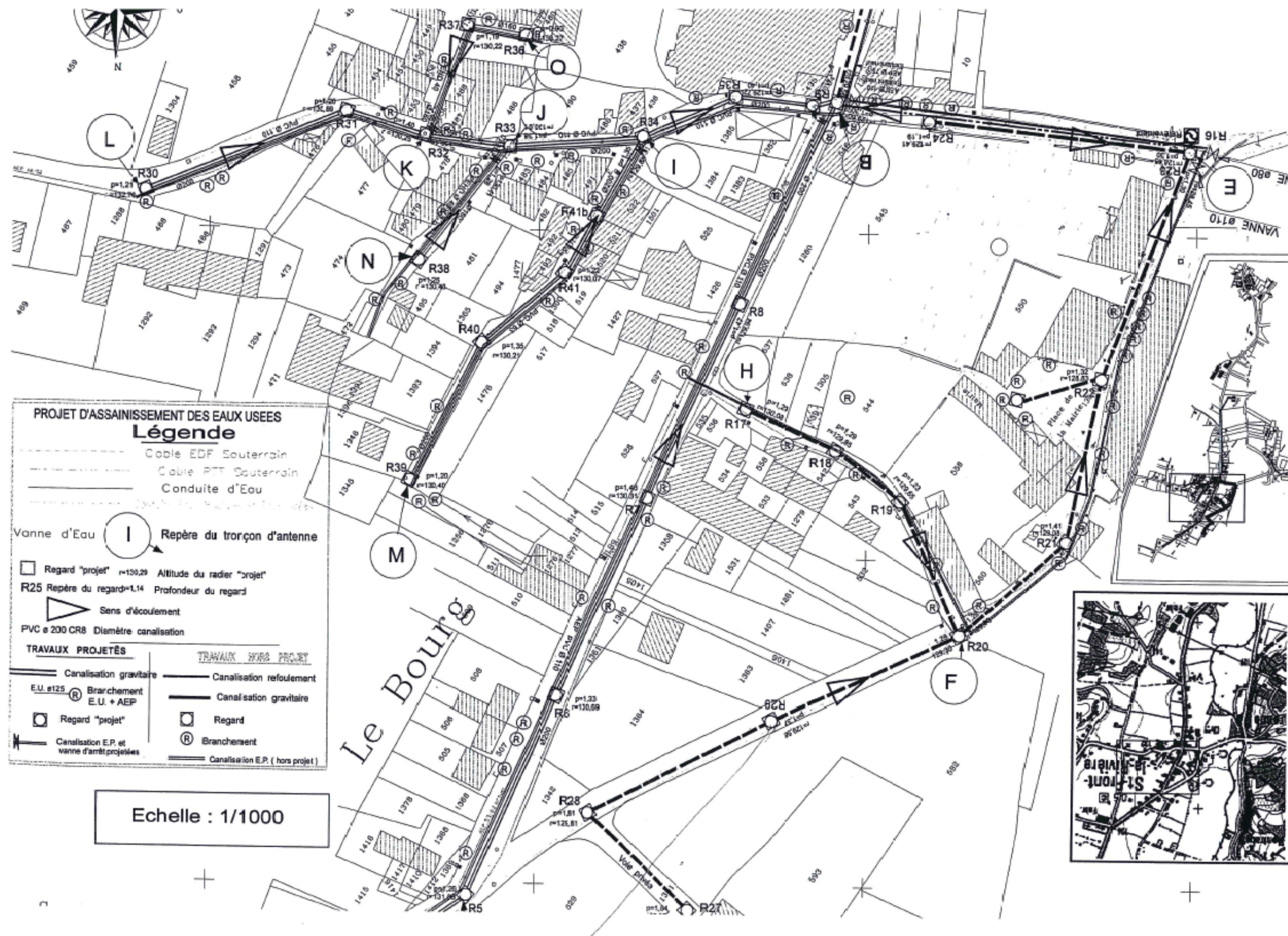
2.3.2.4. L'assainissement

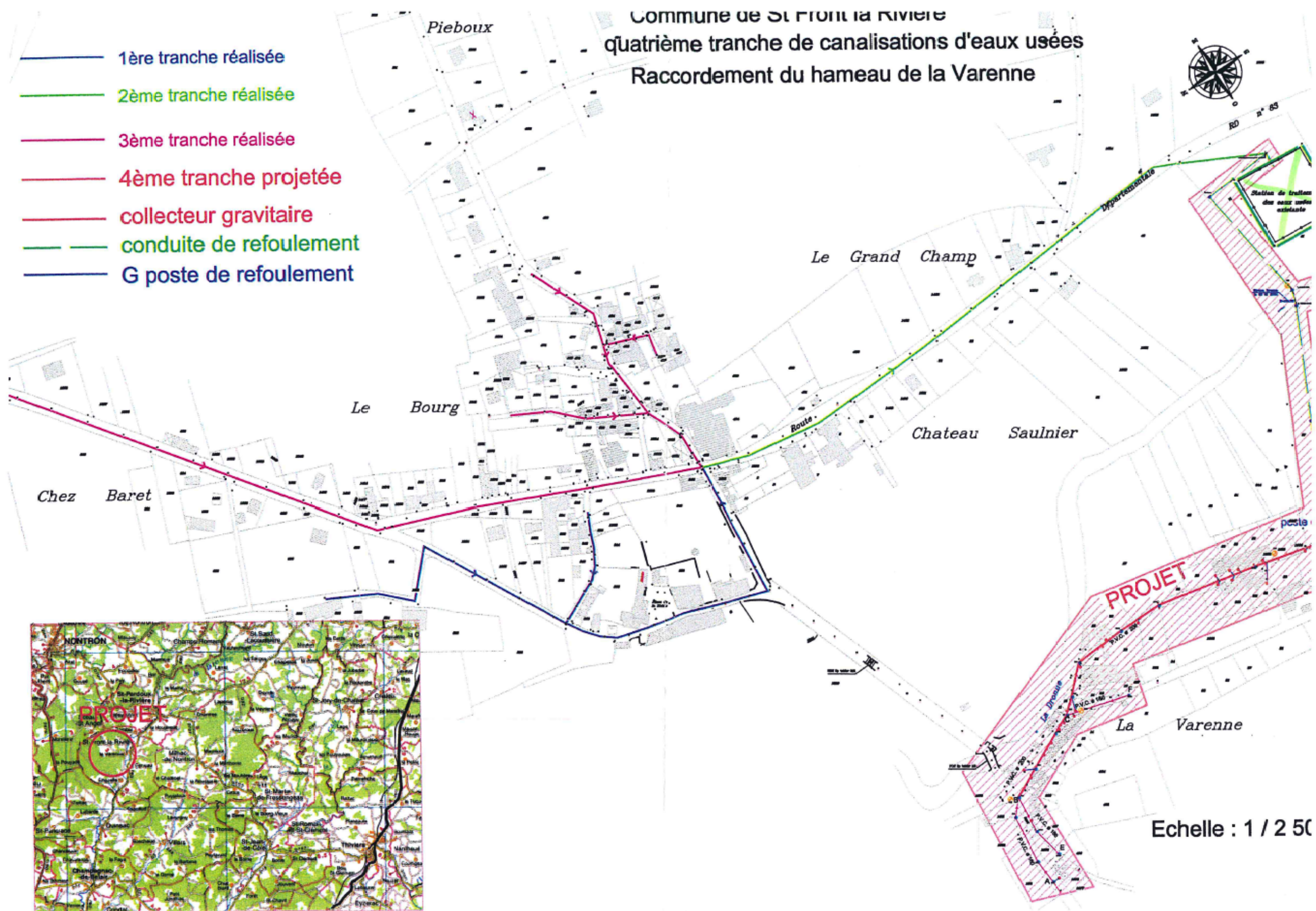
Le Schéma Directeur d'assainissement de la commune a été réalisé par la Société d'Etude des Sols pour l'aménagement de l'Espace Rural à Couhé (dans la Vienne) en Juillet 1998.

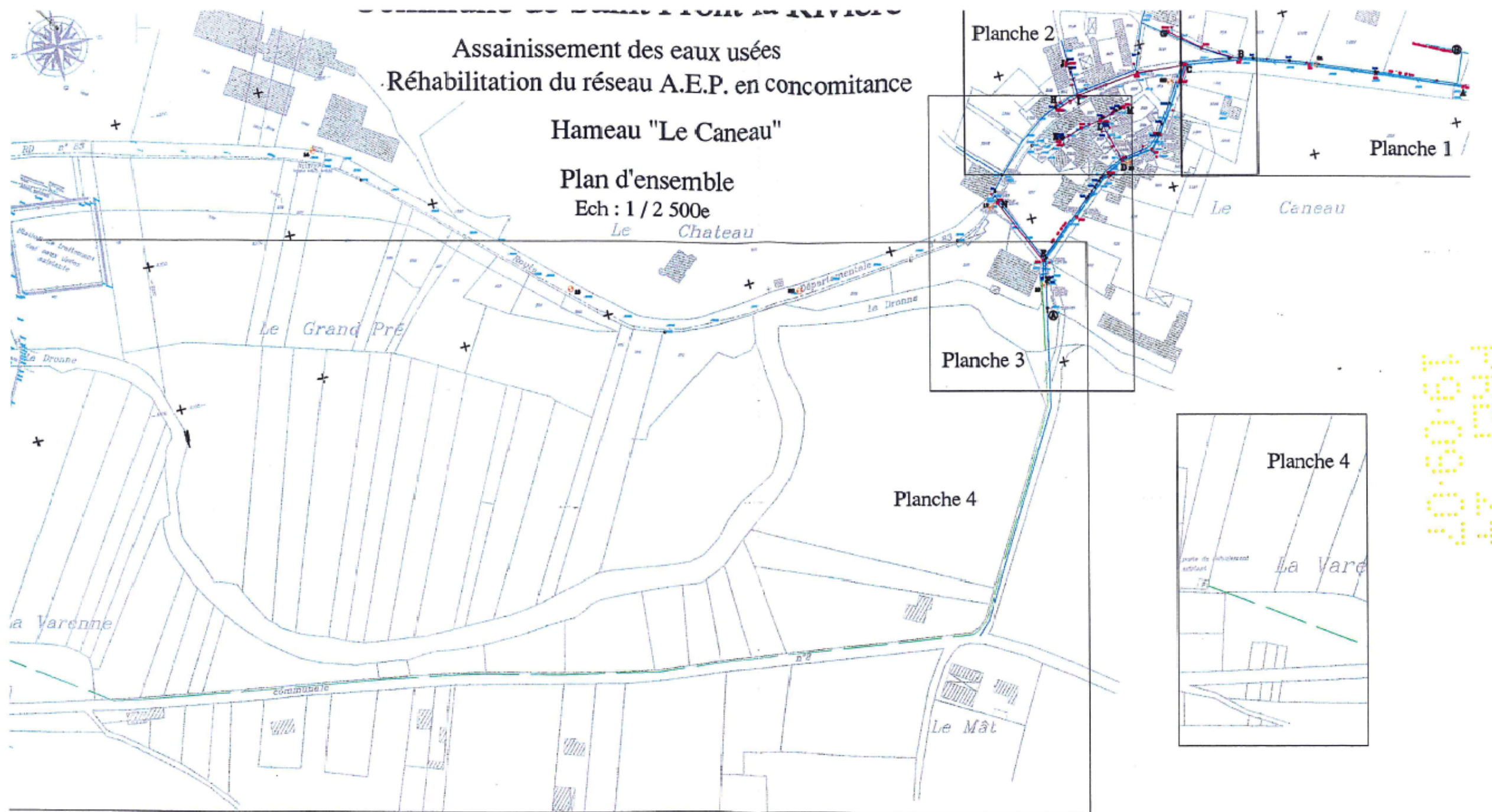
A l'heure actuelle, le bourg ainsi que les hameaux de la Varenne et du Caneau sont équipés d'un assainissement collectif.

Toutes les canalisations débouchent sur la station d'épuration mise en service en 2002. De type traitement biologique simple, elle a une capacité de 370 EH. Le réseau est séparatif ; il est géré en régie. 135 abonnés sont desservis.

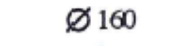













Les plans des réseaux et la fiche sur la station d'épuration consultable sur le SIE Adour Garonne sont présentés pages suivantes.







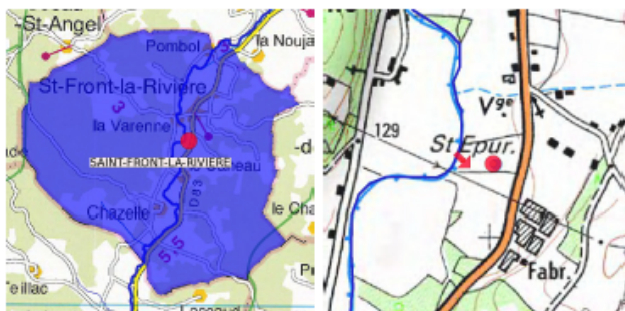
LEGENDE

	Ø 160		Fonçage		Canalisation AEP existante		Bouche à clé de branchement
	Réseau gravitaire projeté		Canalisation de refoulement vers la station d'épuration		Canalisation AEP projetée		Robinet vanne
	Regard de visite et sens d'écoulement		Poste de refoulement		Vidange		
	Tabouret de branchement et Ø125		Sondage géologique		Ventouse		

Fiche système d'assainissement 2011

SAINT FRONT LA RIVIERE

Réseau de type Séparatif



A.E.A.G.

1 Station : SAINT FRONT LA RIVIERE

Code Sandre	0524410V001
Nom du maître d'ouvrage	COMMUNE DE SAINT FRONT LA RIVIERE
Nom de l'exploitant	-
Date de mise en service	16 décembre 1964
Date de mise hors service	-
Niveau de traitement	Primaire bio simple (Décanteur Digesteur
Capacité	370 éq-hab.
Charge nominale DBO5	22 Kg/j
Charge nominale DCO	44 Kg/j
Charge nominale MES	26 Kg/j
Débit nominal temps sec	55 m3/j
Débit nominal temps pluie	-
Filières EAU	File 1 : Décantation physique, Filtres à sables
Filières BOUE	-
Filières ODEUR	-
Coordonnées du point de rejet (Lambert 93)	522 230, 6 487 870 - Coordonnées établies (précision du décimètre)
Milieu récepteur	Rivière : La Dronne

2 Chronologie des raccordements au réseau

2.1 Raccordements communaux

100% de SAINT-FRONT-LA-RIVIERE depuis septembre 2000

2.2 Raccordements des établissements industriels

Aucun établissement n'est recensé en 2011

3 Observations SDDE 2011

3.1 Système de collecte

Du fait de l'année 2011 très sèche (nappes basses sur une très grande partie de l'année), il n'est pas possible de mettre en avant une quelconque intrusion d'eau claire parasite d'origine souterraine.

3.2 Station d'épuration

Le fonctionnement de la station est satisfaisant : les tests réalisés par l'exploitant sur l'eau traitée ainsi que l'analyse ponctuelle témoignent d'un rejet de bonne qualité.

Les boues étaient entrées en phase acide fin 2010. La Mairie a pu retrouver un fonctionnement normal de la station par adjonction de chaux en entrée de station. Une nouvelle mesure des boues début 2011 a pu confirmer le retour à un pH satisfaisant.

3.3 Sous produits

Les boues sont stockées au sein du décanteur/digester. Une vidange doit être envisagée en 2012.

4 Evénements 2011

Aucun événement n'est signalé en 2011.

5 Données chiffrées

5.1 Tableau de synthèse

Année d'activité 2011 - Possibilité de déversement par temps de pluie

Paramètres	Pollution entrante			Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité	Concentration		Charge	Concentration
VOL	8 m ³ /j	15 %			8 m ³ /j	
DBO ₅	6 Kg/j	29 %	767 mg/l	99 %	0 Kg/j	5 mg/l
DCO	18 Kg/j	41 %	2 193 mg/l	98 %	0 Kg/j	37 mg/l
MES	8 Kg/j		968 mg/l	98 %	0 Kg/j	18 mg/l
NGL	1 Kg/j		159 mg/l	98 %	0 Kg/j	3 mg/l
NTK	1 Kg/j		159 mg/l	98 %	0 Kg/j	3 mg/l
PT	0 Kg/j		24 mg/l	45 %	0 Kg/j	13 mg/l

L'ensemble des habitations de la commune a été analysé en fonction des possibilités techniques de réhabilitation de l'assainissement individuel, prenant en compte :

- la superficie des parcelles attenantes
- la topographie
- l'occupation du terrain.

La carte au 1/25000^{ème} ci-après présente la synthèse de l'état des contraintes techniques pour les principaux hameaux. Elle est figurée par des « pastilles de couleurs » :

- VERT : pas de contrainte significative
- JAUNE : contraintes faibles à moyennes
- ROUGE : fortes contraintes

Lors de la révision de la carte communale, des zones constructibles ont été ajoutées à :

- Le Mât
- Les Grands Bois
- Soulage
- La Rebière
- Lusson

Voici les informations complémentaires que nous pouvons apporter concernant l'assainissement sur ces secteurs :

- **Le Mat**

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que dans ce secteur la taille des parcelles ouvertes à l'urbanisation peut être une contrainte en termes d'assainissement individuel.

Lors de la révision, deux espaces disponibles à la construction ont été classés en zone constructible :

- Parcelle D 932 ayant une surface de 0,18 ha
- Parcelle D1049 ayant une surface totale de 0,95 ha. Dans le cadre de la révision, 0,44 ha ont été classés en zone constructible.

Au vu de la taille des espaces disponibles à la construction, il n'y a pas de contraintes pour installer un système d'assainissement individuel.

- **Chazelle/ Les Grands Bois**

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que les parcelles ouvertes à l'urbanisation présentent des contraintes en termes d'épuration et de dispersion. Le dispositif préconisé pour l'assainissement est de type filtre à sable horizontal ou filtre à sable vertical drainé.

Dans le cadre de la révision, les zones constructibles ajoutées concernent des constructions existantes ainsi qu'une bande de la parcelle D 960 qui est déjà en partie en zone constructible.

Les futurs constructeurs seront informés des solutions préconisées pour l'assainissement donc il n'y aura pas d'incidences négatives significatives sur l'environnement.

- **Soulage**

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que le village de Soulage présente des contraintes pédologiques (hydromorphie, perméabilité) pouvant rendre nécessaire l'utilisation de dispositifs spéciaux pour l'épuration et la dispersion des effluents. Les dispositifs préconisés par l'étude d'assainissement sont des filtres à sable vertical drainé ou les filtres à sable horizontal.

Dans le cadre de la révision, plusieurs zones ont été supprimées de la zone constructible et remplacées par la parcelle A 879.

Les futurs constructeurs seront informés des solutions préconisées pour l'assainissement donc il n'y aura pas d'incidences négatives significatives sur l'environnement.

- La Rebière

Pour la zone constructible La Rebière Nord, la carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il n'y a pas de contraintes significatives à l'assainissement autonome sur ce secteur. Pour la zone constructible La Rebière Village, la carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il y a des contraintes moyennes à fortes sur ce secteur. Toutefois, la zone constructible englobe des constructions existantes et un espace disponible à la construction de 0,11 ha. Par conséquent, il y aura peu de constructions neuves.

L'avis du SPANC étant nécessaire pour l'obtention du permis de construire, il est peu plausible d'avoir des incidences négatives significatives sur l'environnement.

- Lusson

La carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il y a des contraintes à l'assainissement sur ce village.

Lors de la révision de la carte communale, ce village a été classé en zone constructible pour permettre la réalisation d'annexes interdites en zone N. Par conséquent, il n'y aura pas de rejets d'eaux usées supplémentaires.

Pour les habitants de la commune relevant d'assainissement individuel, il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L33 du Code de la Santé Publique).

La Mairie aura pour charge, la vérification périodique du bon fonctionnement (arrêté du 6 Mai 1996, article 2).

Les installations devront être conformes à l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

2.3.2.5. L'électricité

Le réseau d'électrification est géré par Transport Electricité de France.

2.3.2.6. La défense incendie

La commune dispose de 12 poteaux incendie. Ils ont été contrôlés en 2012 par le centre de Saint-Pardoux-la-Rivière. Les résultats et la carte de localisation se trouvent pages suivantes.

On note la présence d'un étang et d'une réserve de 240 m³ à côté du lotissement.

Il est également possible de se servir des piscines si les propriétaires ont fait une convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

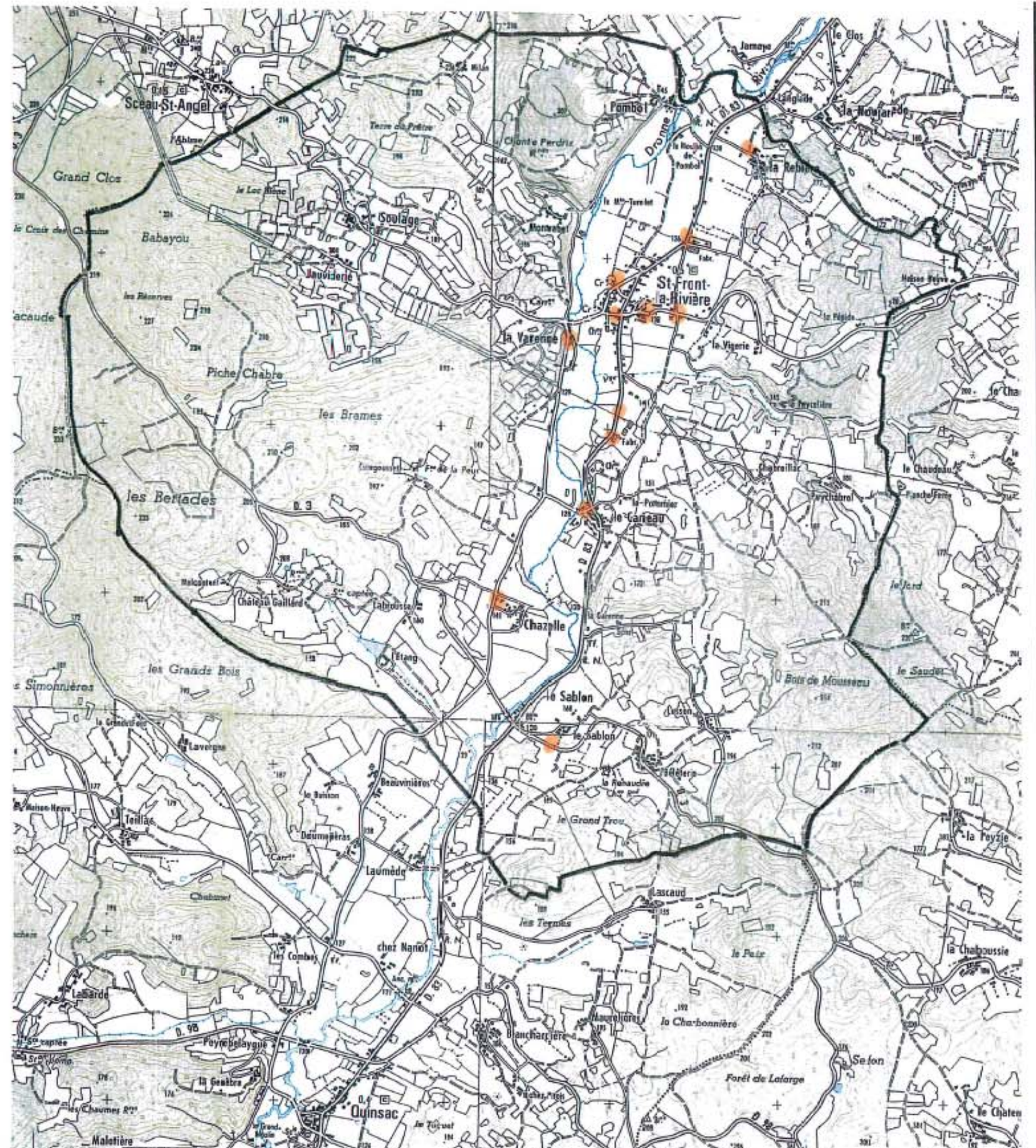
Code secteur : 244100

Centre de 1er appel : St Pardoux la Rivière

RELEVES

CARACTERISTIQUES				LOCALISATION					Observations
N°	GENRE	TYPE	DOM	Situation exacte		m3/h	P/D	P/S	
4	PI	100	Pu	La Ribière .		40	1	6	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓
5	PI	100	Pu	Cimetière .		40	1	6	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓
6	PI	100	Pu	Route de Milhac .		40	1	6	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓
7	PI	100	Pu	Usine de cadres .		60	2,2	6,5	Rien à signaler
8	PI	100	Pu	La Varenne .		60	2,8	6,5	Rien à signaler
9	PI	100	Pu	Le Caneau .		60	2,8	6,5	Rien à signaler
10	PI	100	Pu	Chazelle .		60	2,8	6,5	Rien à signaler
11	PA	2m3	Pu	Route de Villars : à 300m du carrefour Sabon A gauche		25			Rien à signaler
12	PI	100	Pu	Place Louis Moreau .		50	1	6,4	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓
13	PI	100	Pu	Monument aux Morts .		50	1	6,4	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓
14	PI	100	Pu	Route de Milhac de Nontron, le bourg centre .		40	1	6	Voir anomalie(s) ci-dessous
									Débit insuffisant entre 30 et 60 m3/h ✓

● = bornes incendie



2.4 LES ACTIVITES

2.4.1. La population active

En 2008, le nombre d'actifs recensés sur la commune de Saint Front-la-Rivière est de 203 : 107 actifs sont des hommes et 96 sont des femmes. Ces chiffres sont en augmentation par rapport à 1999 et ils sont corrélés avec la diminution du taux de chômage.

2.4.2. Les activités commerciales, artisanales, industrielles et touristiques

Les activités commerciales et industrielles de la commune de Saint Front-la-Rivière se concentrent essentiellement sur le centre bourg.

➤ Le commerce et les services

On recense sur la commune de Saint Front-la-Rivière :

- La Poste
- Un salon de coiffure : Idée coiff

➤ L'artisanat et l'industrie

Pour le secteur artisanal, on recense :

- Un mécanicien à domicile : M. Vilotte Patrick
- Un couvreur: M. Reytier Guy
- Un peintre : M. Clanchier Cédric
- Une entreprise de menuiserie : entreprise M.C.M
- Un ébéniste d'art au Mat : Artbois (M. Rat Jean-Jacques)
- Un ferronnier : M. Clément Amédée
- Un peintre/ sculpteur/ plasticien : M. Demeillier Philippe
- Une fabricante de bijoux : Sparkling Cristal
- L'Atelier de Rose Cottage (Mme PHILIPPE Danielle, fabrication de sacs, coussins...)
- L'Atelier d'Eugénie (Mme Lemaire, décoration intérieure, fabrication de coussins, sacs...)
- Un luthier spécialiste pour instruments à cordes pincées à Pombol: M. Pierre Abondance
- Un producteur d'huile de noix au Moulin de Sablon : M. Ranouil Raoul
- Un taxi : Taxis Réunis du Périgord
- Une entreprise de transport routier : M. Brouard Pierre
- Une pension pour chats « La crème de la crème » (M. et Mme MILTON John)

Aucune activité industrielle n'est recensée sur la commune de Saint Front-la-Rivière.

La commune dispose donc d'une offre en artisanat très développée.

Au niveau des commerces et services, les habitants peuvent bénéficier des commerces des autres communes de la Communauté de Communes du Périgord-Vert, d'autant plus que la commune est à côté de Saint-Pardoux-la-Rivière.

➤ Le tourisme

La commune de St Front la Rivière dispose d'une aire de camping-car aménagée située en bord de Dronne, accessible pour la pêche (rivière classée en 1ère catégorie) et d'un coin pique-nique avec possibilité de barbecue.

Elle dispose également d'un hôtel et de meublés en location :

- Hôtel relais de la Dronne : hôtel de 4 chambres et restaurant
- Mme Brives Colette : meublé 4 étoiles, 6 personnes
- M. Nawrocki Christian : 1 meublé 2 étoiles pour 6 personnes et un gîte de France 2 épis pour 6 personnes
- Mme Rivière Brigitte : gîte
- M. Fontaine Frédéric : gîte

Au niveau des activités, la commune est propice à la promenade, à la pêche dans la Dronne...

Le Circuit Orchidées « Yvette Mariaud » passe par la commune. On peut y admirer 22 espèces d'orchidées d'avril à mi-juin: Orchis morio, bouc et homme-pendu, Ophrys abeille et mouche, Limodore... Des panneaux signalent les stations d'orchidées et assurent, grâce à la participation des agents techniques, une fauche tardive.

Deux autres sentiers parcourent la commune :

- Boucle de la Renaudie : 8,5 km
- Boucle de Pombol : 8,5 km

2.4.3. Les activités agricoles

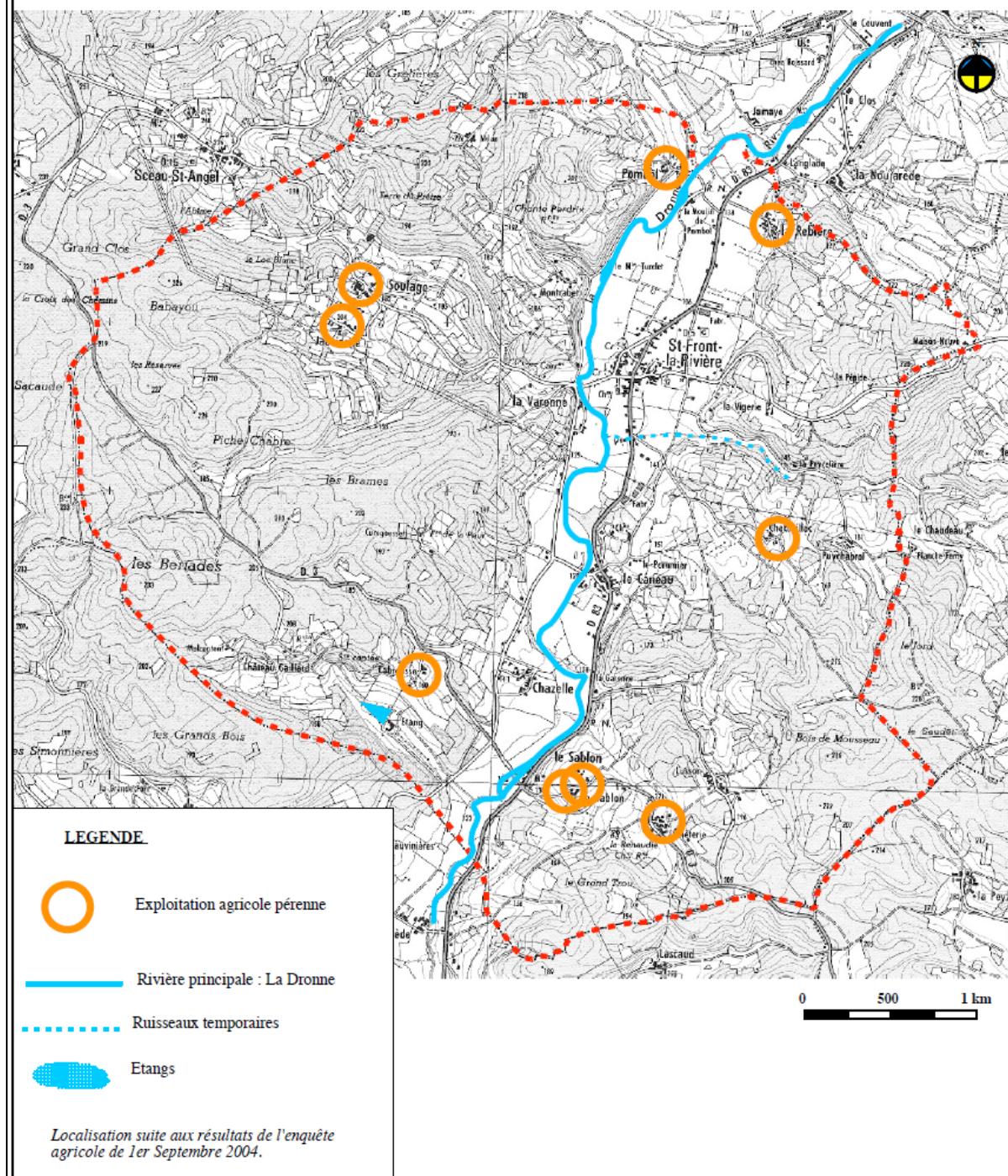
Dans le cadre de l'élaboration de l'Atlas de Gestion de l'Espace de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais, une réunion en présence des représentants du monde agricole et de la Chambre d'Agriculture a eu lieu en Septembre 2004 et un questionnaire a été envoyé à chaque agriculteur.

Voici les conclusions de cette étude agricole :

L'agriculture sur la commune de **Saint-Front-La-Rivière** regroupe surtout de la polyculture et de l'élevage (viande et veaux sous la mère). Les exploitations sont de taille moyenne. Il y a 5 agriculteurs toujours en activité et 4 autres proches de la retraite. 6 agriculteurs ont répondu au questionnaire.

Les 4 agriculteurs proche de la retraite n'auront, à priori, pas de repreneur car les structures sont trop petites. En effet, la commune de Saint-Front-la-Rivière souffre d'un trop grand morcellement de ces terres agricoles entraînant divers problèmes tels que des problèmes pour amener l'eau, des problèmes de voisinage avec des constructions qui se rapprochent de plus en plus des terres agricoles, ou encore des problèmes de parcelles laissées en friches. Exemple d'un agriculteur de la commune qui dit que sur 55 ha de terre il n'a qu'une seule parcelle de plus de 2 ha.

COMMUNE DE SAINT FRONT-LA-RIVIERE LOCALISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES



Les exploitations agricoles pérennes sont encore présentes aujourd'hui et sont réparties dans les villages suivants :

- Jauvierie
- Soulage

- Pombol
- La Rebière
- Chabreillac
- Labrousse
- Le Sablon
- Béléterie

La commune est concernée par l'appellation d'origine contrôlée « La Noix du Périgord » depuis le 2 Mai 2002.

Elle est également concernée par 9 IGP (Indication Géographique Protégée) :

- Agneau du Limousin
- Agneau du Périgord
- Canard à foie gras du Sud-Ouest
- Jambon de Bayonne
- Périgord blanc
- Périgord rosé
- Périgord rouge
- Porc du Limousin
- Veau du Limousin

PARTIE 3 : OBLIGATIONS TERRITORIALES DE LA COMMUNE

3-1 LES DOCUMENTS SUPÉRIEURS

La carte communale doit être compatible avec :

- la Charte du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis du SDAGE Adour-Garonne

Il est à noter qu'un SAGE est en cours d'élaboration : SAGE Isle-Dronne.

La Charte du PNR Périgord-Limousin

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière préserve les éléments décrits dans la partie Patrimoine naturel.

Au niveau de l'urbanisme, la Charte prévoit un urbanisme raisonné avec un aménagement durable reposant sur :

- la cohérence de l'organisation spatiale du territoire avec une hiérarchisation de la vocation des bourgs
- des réflexions à une échelle intercommunale afin de mieux appréhender les complémentarités d'équipements et de fonctions et de limiter les déplacements individuels motorisés
- l'optimisation des potentialités de reconversion du bâti existant, vacant ou sous-utilisé
- l'optimisation de l'utilisation de l'espace disponible dans les enveloppes bâties actuelles afin de limiter la consommation des terres agricoles

La carte communale respecte ces principes.

SDAGE Adour-Garonne

Les documents d'urbanisme constituent de fait, pour partie, des documents administratifs qui portent une politique de l'eau et relèvent donc du domaine de l'eau, notamment pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, les risques inondation, la protection des espaces naturels constitués d'écosystèmes hydriques.

Le SDAGE Adour-Garonne adopté le 16 novembre 2009 et approuvé le 1^{er} décembre 2009 par le Préfet coordonnateur de bassin fixe pour son bassin hydrographique dont fait partie le bassin versant de la rivière Dordogne, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect de la loi sur l'eau.

Suite à l'état des lieux des ressources en eau du bassin de 2004, six orientations fondamentales ont été définies par le SDAGE 2010-2015. Elles fixent les grandes priorités des acteurs de l'eau pour cette période :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer durablement les eaux souterraines et préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides

- Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Ces orientations stratégiques et les dispositions du SDAGE visent au rétablissement progressif des équilibres écologiques des milieux aquatiques continentaux ou littoraux du bassin et de leur biodiversité.

Pour atteindre les objectifs du SDAGE et notamment le bon état des eaux, 3 priorités ont été dégagées :

- Réduire les pollutions diffuses de toutes origines notamment dans les secteurs considérés comme prioritaires pour l'alimentation en eau potable
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques en rétablissant la continuité écologique et en prenant en compte la morphologie naturelle des milieux
- Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières et les nappes

Le SDAGE et le Programme de Mesures intègrent les obligations définies par la Directive européenne sur l'eau (DCE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'Environnement pour atteindre un bon état des eaux d'ici 2015.

La commune de Saint-Front-la-Rivière est concernée par une masse d'eau rivière et par six masses d'eau souterraine dont les objectifs fixés par le SDAGE sont les suivants :

Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Objectif état global	Objectif état écologique	Objectif état chimique
FRFR32	La Dronne du confluent du Manet au confluent de la Côte	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG003	Calcaires jurassiques BV Isle Dronne secteurs hydro p6-p7	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027
FRFG075	Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomaniens/ cénomaniens captif nord-aquitain	Bon état 2021	Bon état 2021	Bon état 2015
FRFG076	Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomaniens/ cénomaniens libre	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027
FRFG078	Sables, grés, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027

Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Objectif état global	Objectif état écologique	Objectif état chimique
FRFG080	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif	Bon état 2027	Bon état 2027	Bon état 2015
FRFG095	Calcaires, grés et sables du turonien-coniacien-santonien libre BV Isle-Dronne	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière est compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne.

SAGE Isle Dronne

L'arrêté fixant le périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Isle-Dronne a été signé le 17 mai 2011. Il indique que :

- le périmètre d'élaboration du SAGE Isle-Dronne correspond aux bassins hydrographiques de l'Isle et de la Dronne
- la commune de Saint-Front-la-Rivière est entièrement incluse dans le périmètre
- la préfète de Dordogne est chargée du suivi de la procédure d'élaboration du SAGE
- le SAGE Isle Dronne doit être élaboré avant fin 2015

L'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011 porte sur la création de la commission locale de l'eau (CLE) pour ce SAGE.

La plaquette de présentation du SAGE se trouve pages suivantes.

Le SAGE Isle-Dronne

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un document de planification, créé par la loi sur l'eau de 1992 qu'il vise :

- une gestion collective et patrimoniale de la ressource en eau sur un bassin hydrographique
- la recherche d'un équilibre durable entre les objectifs de protection et de développement
- la résolution des conflits d'usage de la ressource

Le SAGE permet de préciser localement le droit de l'eau. Il est opposable aux décisions administratives et, depuis la loi sur l'eau de 2006, il est opposable aux tiers.

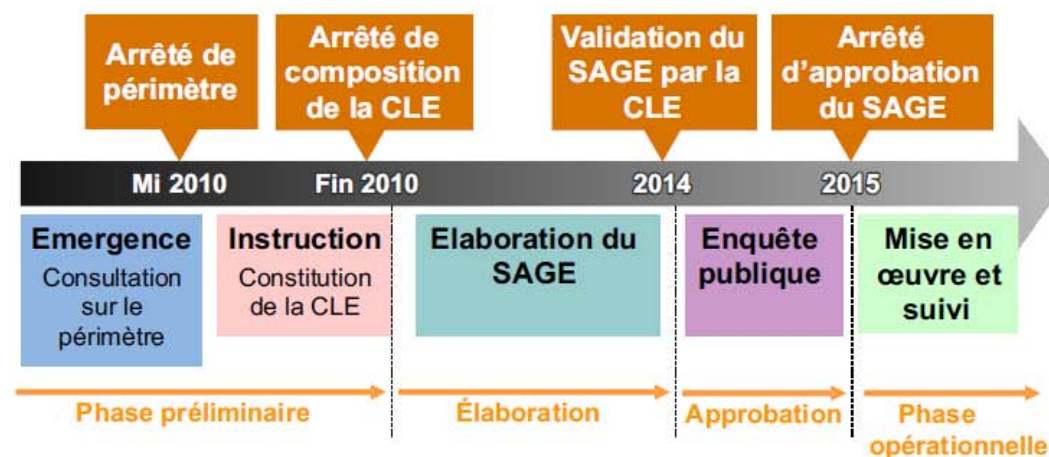
La mise en place d'un SAGE implique la création d'une **Commission Locale de l'Eau (CLE)**. La CLE est l'instance décisionnelle, de validation et de suivi du SAGE : c'est une assemblée délibérante définissant les orientations à suivre, les actions à programmer, les outils à mettre en œuvre mais aussi les maîtres d'ouvrage potentiels. C'est un lieu d'échanges, de débats et de consensus.

Elle s'organise autour du Président, des Vice-présidents, du Bureau et des différentes commissions thématiques ou géographiques chargées de préparer le travail de la CLE.

Dans un souci d'opérationnalité, il est proposé de limiter la taille de la CLE à 56 membres. Aussi, chaque élu de la CLE devra animer un réseau d'acteurs pour préparer et retranscrire les débats.

Les 56 membres de la CLE du SAGE Isle-Dronne :

- 32 représentants des collectivités territoriales
- 16 représentants des usagers, organisations professionnelles, associations
- 8 représentants de l'Etat et de ses établissements publics



Octobre 2009

EPIDOR

Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne
BP 13, 24250 Castelnau-la-Chapelle
Tél : 05.53.29.17.65
Fax : 05.53.28.29.60
Mél : epidor@eptb-dordogne.fr

www.eptb-dordogne.fr



Antenne Haute Dordogne
MAURIAC (Cantal)
04 71 68 01 94

Antenne Dordogne Atlantique
ST-DENIS-DE-PILE (Gironde)
05 57 25 10 98

S.A.G.E.

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Isle-Dronne

Consultation sur le périmètre

Un projet de territoire pour le bassin de la rivière Isle

Comme de nombreuses rivières, l'Isle et ses affluents, la Dronne, la Lizonne, l'Auvézère..., sont en crise. En cause, les pollutions agricoles et domestiques, les prélèvements d'eau excessifs, la destruction des milieux aquatiques, le recul de la biodiversité... Par le passé, notre développement s'est trop souvent traduit par la dégradation des rivières, de la ressource en eau et des paysages fluviaux.

Aujourd'hui, les choses commencent à changer. D'une part, nous mesurons mieux les effets négatifs sur les cours d'eau de certaines pratiques. D'autre part, nous prenons conscience de l'intérêt de conserver des milieux aquatiques en bon état pour les services qu'ils nous rendent et parce qu'ils contribuent à la qualité de la vie et à l'attractivité de nos territoires.

Aux niveaux européen et national, la réglementation évolue elle-même et nous pousse à mieux protéger l'environnement.

Parce qu'il repose avant tout sur la **connaissance et la concertation**, la mise en place d'un SAGE est un vrai atout pour accompagner le changement sur le bassin Isle-Dronne. Cette procédure est le gage de débats fructueux entre tous les acteurs du territoire pour rechercher le meilleur équilibre entre la protection des milieux aquatiques et la satisfaction durable des usages de l'eau.

La consultation des collectivités, organisée aujourd'hui par le préfet coordonnateur du bassin de la Dordogne, conduit à vous interroger sur le périmètre du SAGE. C'est la première étape d'un processus collectif qui débouchera à moyen terme sur l'adoption d'un SAGE sur le bassin Isle-Dronne, souhaité par les élus associés au lancement de ce projet.

Les départements et les régions considèrent le SAGE comme un outil stratégique pour faire de l'environnement un élément majeur du développement du territoire.

Aussi, les départements et les régions s'appuient sur les orientations définies collectivement dans le SAGE pour renforcer leur politique territoriale. Ils soutiennent activement, notamment à travers l'attribution d'aides financières, l'élaboration et la mise en œuvre des SAGE. Ils apportent également un appui technique et financier aux communes et acteurs portant des projets s'inscrivant dans ces outils de gestion de la ressource en eau.



Pourquoi un SAGE sur le Bassin Isle-Dronne ?

Au plan géographique, humain et des usages de l'eau, le bassin Isle Dronne correspond à un bassin cohérent. C'est un territoire rural, aux paysages variés, façonnés depuis de longues années par l'homme.

Cette même recherche de cohérence dans la gestion de l'eau a conduit à mettre en œuvre, depuis cinq ans, un plan de gestion d'étiage (PGE) sur le bassin Isle Dronne.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour Garonne (SDAGE), lui-même, recommande un SAGE sur le bassin Isle Dronne.

Prenant acte de ces éléments, le conseil d'administration d'EPIDOR a décidé, par délibération du 28 novembre 2008, de saisir le préfet coordonnateur de bassin pour lancer l'élaboration d'un SAGE sur le périmètre Isle Dronne.

EPIDOR

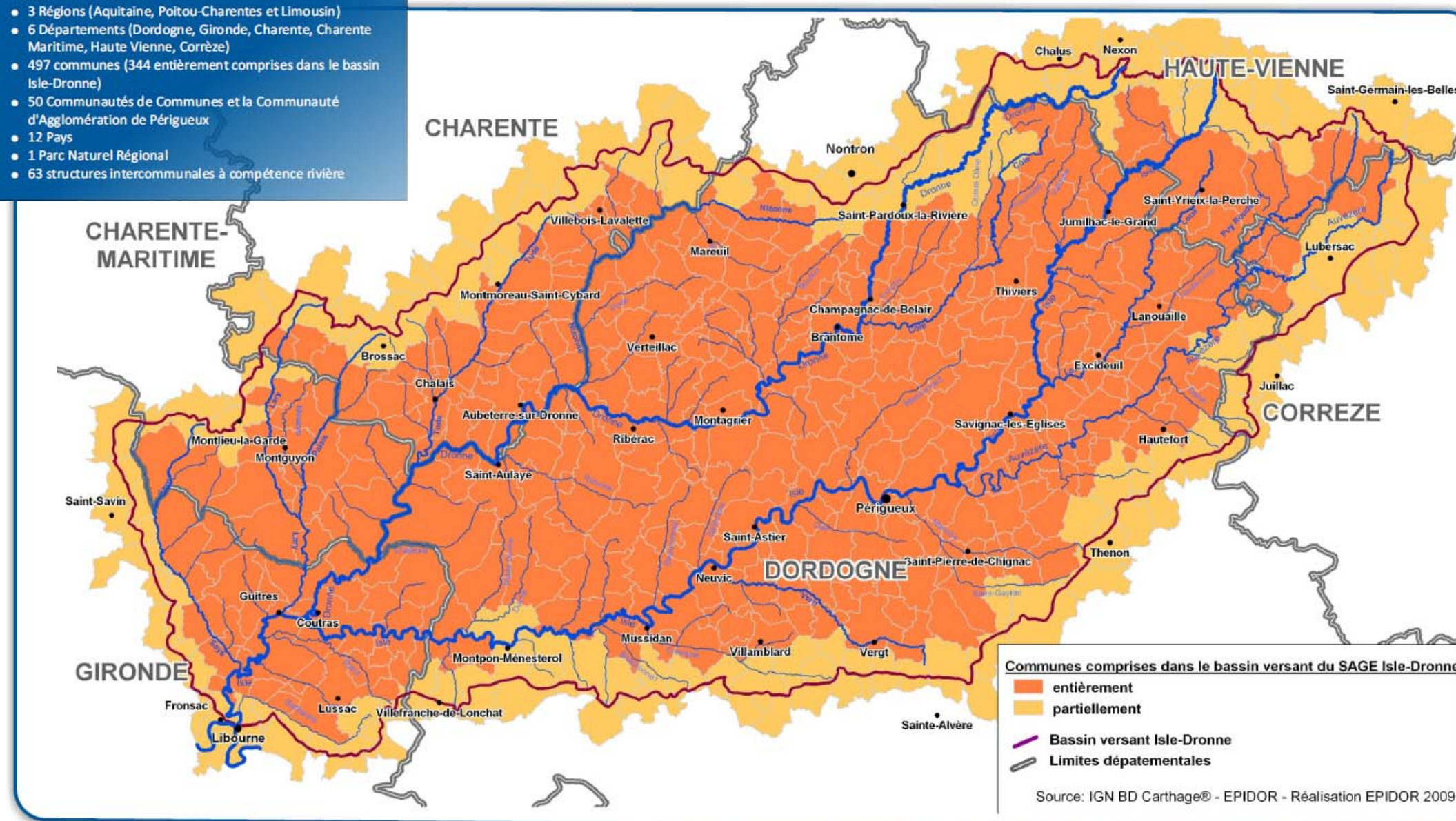


Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne

Chiffres clés

- 7586 km² de superficie
- 351 500 habitants
- 3 Régions (Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin)
- 6 Départements (Dordogne, Gironde, Charente, Charente Maritime, Haute Vienne, Corrèze)
- 497 communes (344 entièrement comprises dans le bassin Isle-Dronne)
- 50 Communautés de Communes et la Communauté d'Agglomération de Périgueux
- 12 Pays
- 1 Parc Naturel Régional
- 63 structures intercommunales à compétence rivière

Territoire et objectifs du SAGE Isle-Dronne



Amélioration de la qualité des eaux

- Sécuriser l'approvisionnement en eau potable
- Réduire les pollutions diffuses d'origine agricole
- Poursuivre la réduction des pollutions domestiques et industrielles
- Améliorer la connaissance (pesticides, micropolluants, sédiments, étangs, continuité écologique)



Patrimoine naturel et milieux

- Préserver les zones humides
- Améliorer la gestion des étangs
- Restaurer les habitats aquatiques
- Restaurer la continuité écologique
- Accompagner la reconquête des poissons migrateurs
- Améliorer la connaissance (présence et suivi des espèces remarquables et des espèces envahissantes)



Réduction du risque d'inondations

- Améliorer la connaissance (retours d'expérience des crues passées)
- Renforcer la prévision, l'information et la culture du risque
- Préserver l'espace de liberté des cours d'eau
- Préserver les zones humides
- Limiter le ruissellement



Amélioration de la gestion des étiages

- Améliorer la connaissance (ressource disponible, relation nappe/eau superficielle)
- Economiser et partager la ressource en eau
- Mobiliser de nouvelles ressources
- Renforcer la prévision des situations de crise
- Préserver les zones humides
- Définir des mesures de gestion des plans d'eau et vannages de moulins



Tourisme

- Reconnaître la valeur patrimoniale des rivières
- Valoriser les vallées de l'Isle et de la Dronne comme éléments structurants du développement touristique du bassin
- Inscrire le développement touristique dans une dynamique environnementale (respect des milieux, écotourisme, loisirs nautiques)
- Coordonner les projets touristiques liés à l'eau

Chacun de ces objectifs thématiques dépend pour tout ou partie de la mise en œuvre des autres objectifs. Le SAGE permettra de traiter de manière intégrée tous les aspects de la gestion de l'eau sur le bassin versant Isle-Dronne.

3-2 LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

✓ Servitude AC1 : Monuments Historiques

- Château du Pommier : façades et toitures, arrêté du 04/12/1959
- Château Saulnier : façades et toitures, arrêté du 18/09/1969
- Château de la Renaudie : arrêté du 03/10/1946

✓ Servitude AS1 : Conservation des eaux

Source château Gaillard : arrêté du 19/12/1977

✓ Servitude I4 : Energie électrique

- Ligne 63 kv Nontron-Thiviers
- Diverses lignes BT- MT

✓ Servitude PT2 : Télécommunications- protection contre les obstacles

Liaison hertzienne Périgueux-Nontron

Ainsi que celle relative au PPRI concernant la Dronne approuvé le 31 janvier 2014.

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière prend en compte ces servitudes.

PARTIE 4 : JUSTIFICATION DU ZONAGE

4-1 BILAN DE LA CARTE COMMUNALE

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière a été approuvée le 20 Mai 2008.

Depuis l'approbation de la carte communale :

- Quatre constructions neuves à usage d'habitation ont été construites dont deux en zone constructible aux Grandes Terres et au Mât,
- Trois maisons d'habitation sont en cours de construction dont deux aux Grands Bois et une Chez Bouteau
- Un aménagement de maison est en cours dans un bâtiment existant au Moulin du Sablon
- Un hangar a été construit dans la parcelle B 36 (Langlade) et une maison d'habitation est en cours de construction dans cette parcelle,
- Un lotissement de 16 lots a été créé en 2010 : actuellement, une maison est construite et sept sont en cours de construction (dont six par Dordogne Habitat pour de la location). Six lots sont à vendre en accession à la propriété et la commune se réserve deux lots pour éventuellement construire des maisons à la location.
- Un bâtiment agricole a été construit.
- Des annexes (garages et piscines) ont été construites.

En termes de surfaces, la surface constructible (zone U) consommée est de 3.47 ha.

Localisation		Surface constructible consommée (ha)
Les Grandes Terres		0.07
Le Mât		0.42
Langlade		0.19
Les Grands Bois		0.89
Chez Bouteau		0.27
Lotissement	Chez-Barêt	1.63

En termes de perspectives démographiques, trois hypothèses sont proposées:

- H1 = -0.2% soit le taux annuel entre 1999 et 2008
- H2 = +0.1% soit le maintien de la population
- H3 = +0.4% soit le taux de variation annuel positif entre 1982 et 1990

Hypothèses	Population 2008	Estimation 2015	Estimation 2020
H1 = -0.2%	530	523	517
H2 = + 0,1%	530	534	536
H3 = + 0.4%	530	545	555

L'hypothèse retenue est la troisième soit une légère hausse de la population.

La population a certes baissée depuis 1999 mais la position géographique de Saint-Front-la-Rivière est intéressante pour accueillir de nouvelles populations. En effet, elle se situe à coté de Saint-Pardoux-la-Rivière qui dispose d'un supermarché et d'entreprises en développement. De plus, elle est située dans le bassin de vie de Nontron où il y a de grosses entreprises.

En termes de besoin de surfaces constructibles, l'arrivée de 25 nouveaux habitants induit un besoin de 13 constructions nouvelles (moyenne de 2 habitants par foyer en 2008).

En prenant une superficie parcellaire moyenne de 2000 m² et un coefficient de rétention foncière de 2,5, on obtient une surface à ouvrir à l'urbanisation de **6,5ha**.

La révision de la carte communale a été prescrite par la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais qui a pour ambition de former un espace de solidarité entre communes membres afin d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de son territoire.

Elle s'articule autour de 2 axes forts :

- Une **démarche solidaire** qui permettra aux communes de travailler ensemble au développement du territoire pour répondre à des missions qu'elles n'auraient pas pu assumer seules notamment le développement touristique, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la réalisation d'équipements structurants et de proximité.
- Une **volonté commune** de positionner notre territoire dans les conditions les plus favorables pour développer le tourisme, accueillir de nouveaux habitants, mais aussi protéger et valoriser un patrimoine naturel de grande qualité, offrir les équipements et les services nécessaires pour une meilleure qualité de vie.

Ainsi, la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais est conçue comme un instrument de développement local pour mieux répondre aux aspirations et aux besoins d'épanouissement de ses habitants et mettre en valeur ses richesses naturelles.

Au fur et à mesure de ses moyens budgétaires, la CCPVN a procédé à des travaux d'aménagement dans les différents bourgs de la Communauté. Elle a également fait le choix

d'une politique de stimulation du Tourisme avec de nombreuses réalisations axées sur le tourisme vert. Elle s'engage également à soutenir les actions en faveur de l'enfance et l'adolescence avec un centre de loisirs intercommunal et des garderies périscolaires sur le territoire. La protection de l'environnement est aussi une des compétences que la CCPV a décidé d'exercer. Ce choix correspond à une volonté d'agir pour la protection de son milieu naturel.

En matière d'urbanisme, la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais souhaite :

- Accueillir de nouveaux habitants et donc permettre l'implantation de nouvelles constructions
- Maintenir les activités économiques présentes sur le territoire et permettre l'accueil de nouvelles entreprises notamment dans la zone d'activités économiques créée par la commune de Saint-Front-la-Rivière.
- Conforter, maintenir et développer les équipements touristiques

La révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière a été prescrite dans l'objectif de :

- **Rétablir des dysfonctionnements**
- **Réajuster les terrains constructibles face à la rétention foncière et dans un objectif de limiter la consommation des espaces agricoles. En effet, lors de la révision, 6.90 ha de terrains agricoles ont été restitués en zone non constructible et 2.31 ha de terrains agricoles ont été classés en zone constructible.**

La surface disponible à la construction proposée lors de cette révision (6.28 ha) est égale aux besoins énoncés précédemment. La commune a choisi d'accueillir de nouveaux habitants et souhaite proposer une offre diversifiée de terrains que ce soit en termes de localisation (Bourg, villages), en termes de superficie, en termes d'exposition, en termes de morphologie et de nature des sols, en termes paysager....

En effet, les critères de choix du terrain étant subjectifs, la collectivité souhaite offrir une large gamme de terrains.

La Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais constate une forte demande de retraités qui veulent s'installer mais aussi d'actifs travaillant à Nontron.

Les zones constructibles maintenues et ajoutées lors de la révision le sont toutes dans un objectif de densification de l'existant.

4-2 LES MODIFICATIONS APPORTEES AU ZONAGE

➤ Rappel







La carte communale délimite deux zones : constructible ou non constructible.

Les zones constructibles sont représentées sur les documents graphiques par la lettre U. Certaines parcelles, déjà construites, ont été zoné en zone constructible afin de ne pas pénaliser leur propriétaire. En effet, si leur parcelle avait fait l'objet d'un classement en zone non constructible, seules les extensions attenantes à l'habitation auraient pu être réalisées. A l'intérieur de ces zones, les constructions sont soumises au Règlement National d'Urbanisme. Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol sont délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du Code de l'Urbanisme.

Les zones non constructibles (agricoles ou naturelles) sont notées N.







Avant l'enquête publique

LEGENDE

-  Zones U conservées lors de la révision
-  Zones U supprimées lors de la révision
-  Zones U ajoutées lors de la révision
-  Zones UA (destinée aux activités économiques) créée lors de la révision
-  Zone UL (destinée à des aménagements légers de loisirs) créée lors de la révision
-  Constructions neuves (construites ou en cours)

Après l'enquête publique

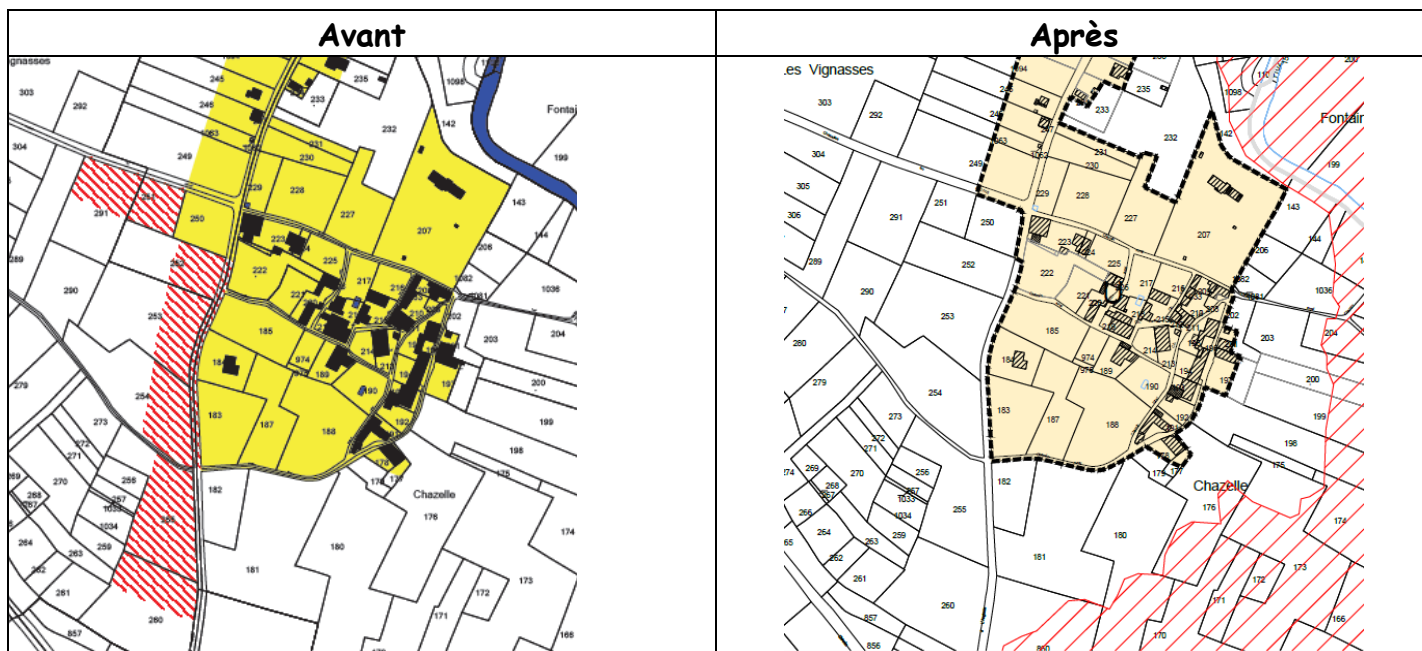
LEGENDE

	Zone U dite constructible	Secteurs où les constructions sont autorisées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UA dite constructible pour les activités artisanales	Secteurs réservés à l'implantation d'activités notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage de zones habitées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UL dite constructible pour les activités touristiques	Secteurs réservés à l'implantation d'activités touristiques
	Zone NC dite non constructible	Secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.
	PPRI Zone Rouge - Inconstructible	
	PPRI Zone Bleue - Constructible sous conditions	

Source : DDT 24, PPRI approuvé le 31 janvier 2014

➤ La suppression de zones constructibles

Chazelle



La zone U des parcelles 291, 251, 252, 253, 254, 255 et 260 est supprimée.

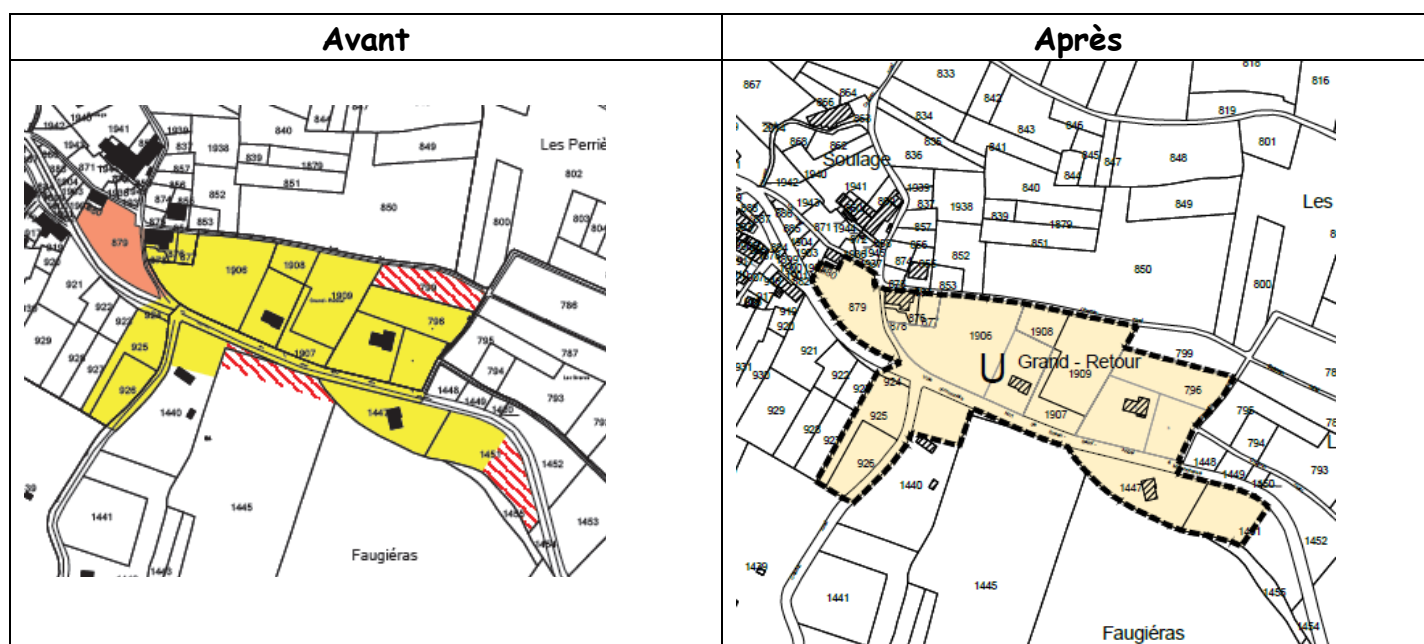
Elle est située dans un espace agricole du côté gauche du hameau de Chazelle et toute construction dans ce secteur porterait atteinte à la qualité du paysage.

De plus, la plupart de ces parcelles était déclarée à la PAC en 2010.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle n°250 est finalement reversée en zone non constructible NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Chazelle	2.04	1.90
TOTAL	2.04	1.90

Soulage



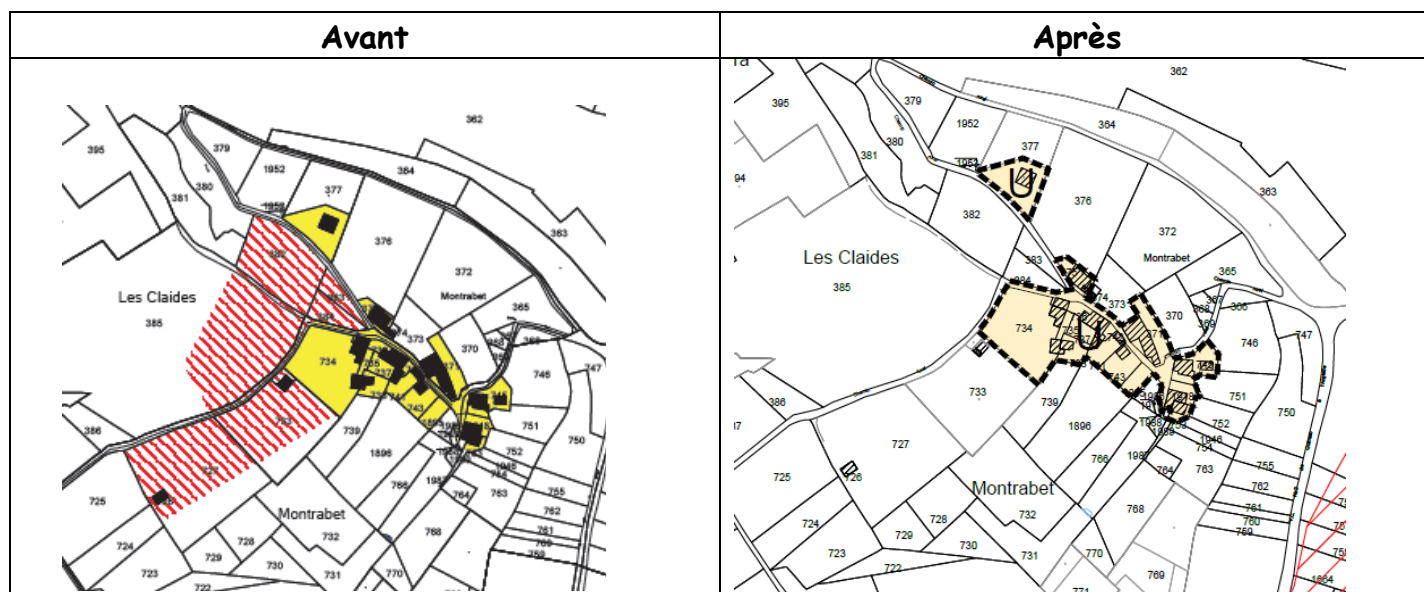
La zone U est réduite sur la parcelle 1451 car l'accès est dangereux (dans un virage) et elle est agricole (déclarée à la PAC en 2010).

La zone U de la parcelle 1445 est supprimée car elle était déclarée à la PAC en 2010 et elle fait partie d'un grand ensemble agricole.

Enfin, la zone U de la parcelle 799 est supprimée car elle n'est pas accessible ; les chemins qui la desservent ne sont pas carrossables.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Soulage	0.40	0.40
TOTAL	0.40	0.40

Les Claides



La zone constructible des parcelles 382, 383, 384, 385, 733, 726 et 727 est supprimée car elle impacte fortement un ensemble agricole. En effet, la majorité des parcelles était déclarée à la PAC en 2010.

De plus, le carrefour des voies desservant ces parcelles est étroit et dangereux. Il est donc préférable de les retirer pour des raisons de sécurité.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Les Claides	1.56	1.47
TOTAL	1.56	1.47

Avant

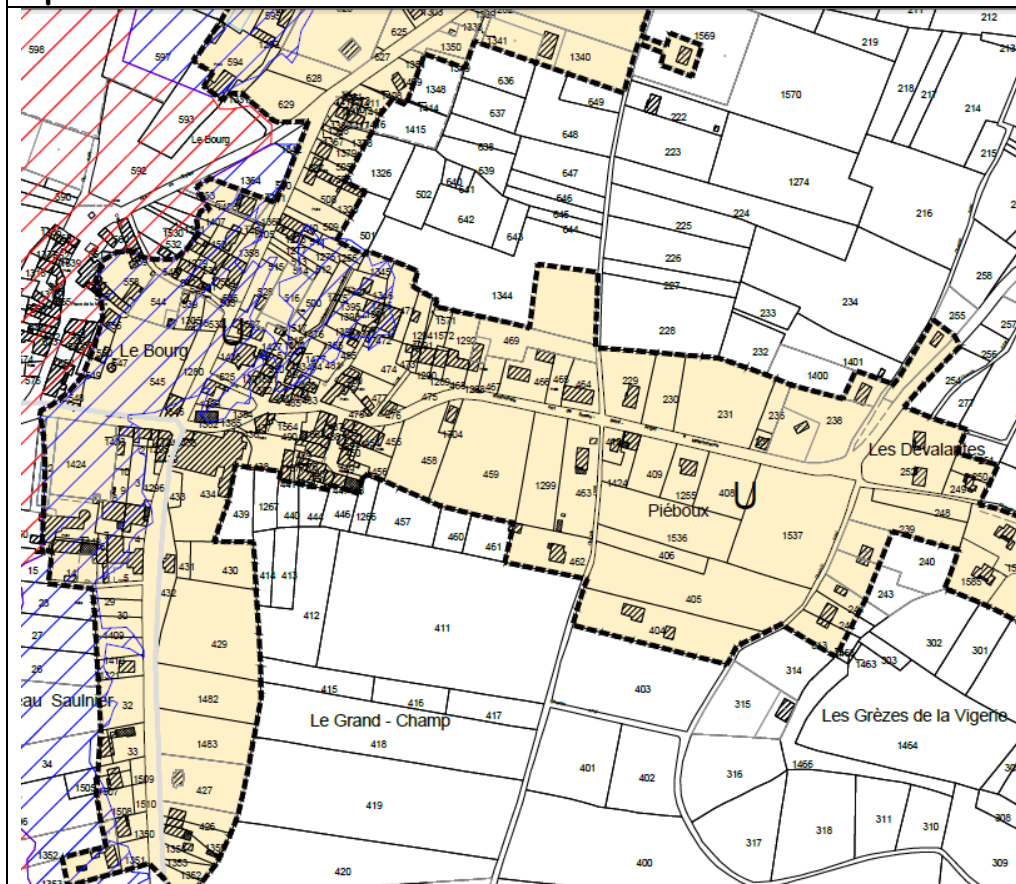


La zone U des parcelles 1326, 501, 502 et 1344 en partie est enlevée car ces parcelles ne sont pas accessibles. En effet, aucune voie ne les dessert donc elles sont enclavées.

Une bande est laissée constructible dans la parcelle 1344 car elle est desservie par une voie à l'Est. Elle a été réduite par rapport à la zone de la carte communale en vigueur dans le but d'éviter une urbanisation linéaire.

La zone U des parcelles 401, 402 et 403 est retirée car ce sont des parcelles agricoles déclarées à la PAC en 2010 et elles sont éloignées du centre-bourg.

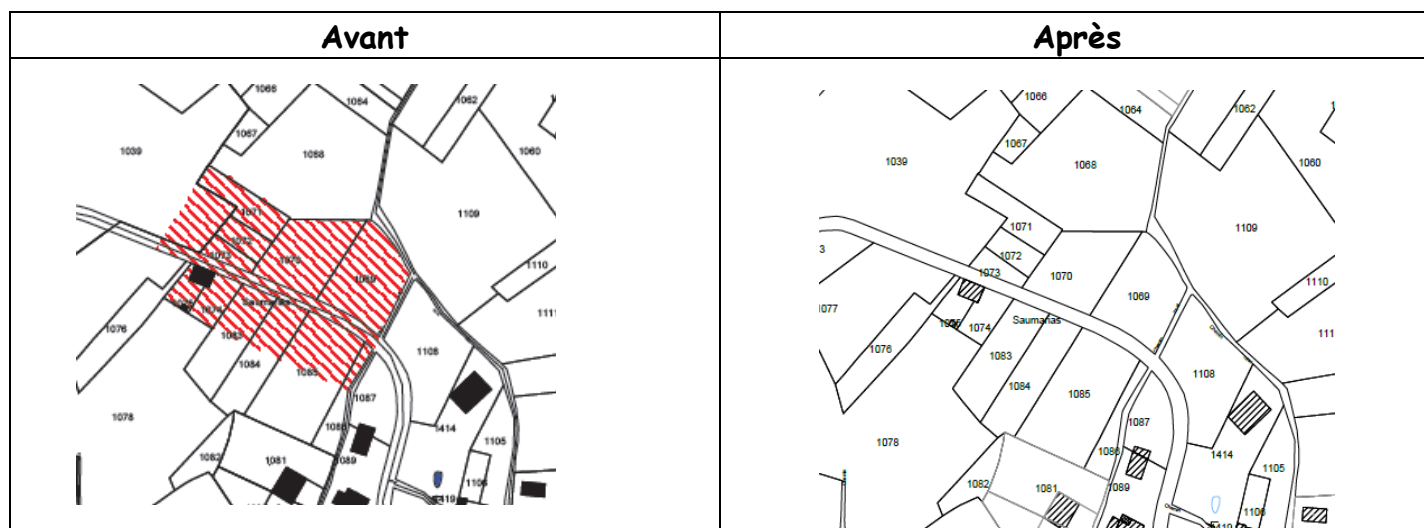
Après



➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 janvier 2014. Par conséquent, les zones constructibles du Bourg comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique. En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Le Bourg	2.21	2.16
TOTAL	2.21	2.16

Bêleterie



La zone U est supprimée pour plusieurs raisons :

- La majorité de ces parcelles sont agricoles et déclarées à la PAC en 2010
- Une conduite d'eau traverse la zone au Sud de la route.
- Ce secteur est situé aux abords du Château de la Renaudie (monument historique protégé). Il présente des vues directes avec le monument et toute construction porterait atteinte à la qualité architecturale et paysagère de l'édifice et du bourg ancien.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Bêleterie	1.67	1.36
TOTAL	1.67	1.36

Voici le bilan des surfaces supprimées lors de la révision :

Localisation	Surface U totale supprimée (ha)	Surface U considérée disponible dans la carte communale en vigueur supprimée (ha)
Chazelle	2.04	1.90
Soulage	0.40	0.40
Les Claides	1.56	1.47
Bourg	2.21	2.16
Bêleterie	1.67	1.36
TOTAL	7.88	7.29

Par ailleurs, voici le bilan des surfaces disponibles restantes dans le cadre de l'application de la Carte Communale avant révision :

Localisation	Surface disponible à la construction (ha)
Soulage	1.00
Langlade	1.80
Les Grandes Terres	0.40
Le Bourg	4.44
Chazelle	3.09
Les Claides	0.18
Le Mât	0.38
TOTAL	11.29

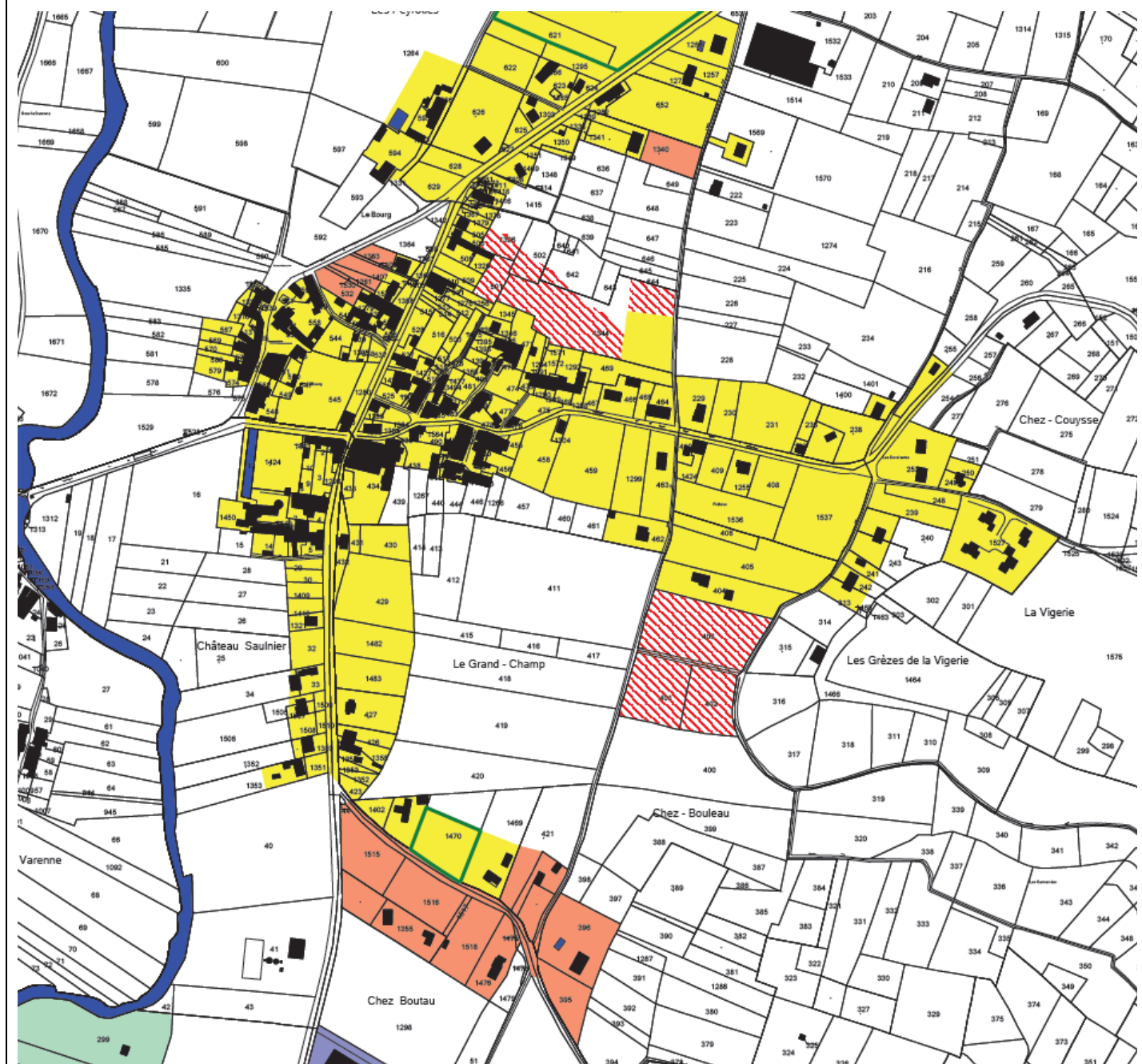
Afin de compenser une partie des zones supprimées, des zones constructibles ont été ajoutées avec un objectif de densification de l'existant.

➤ L'ajout de zones constructibles

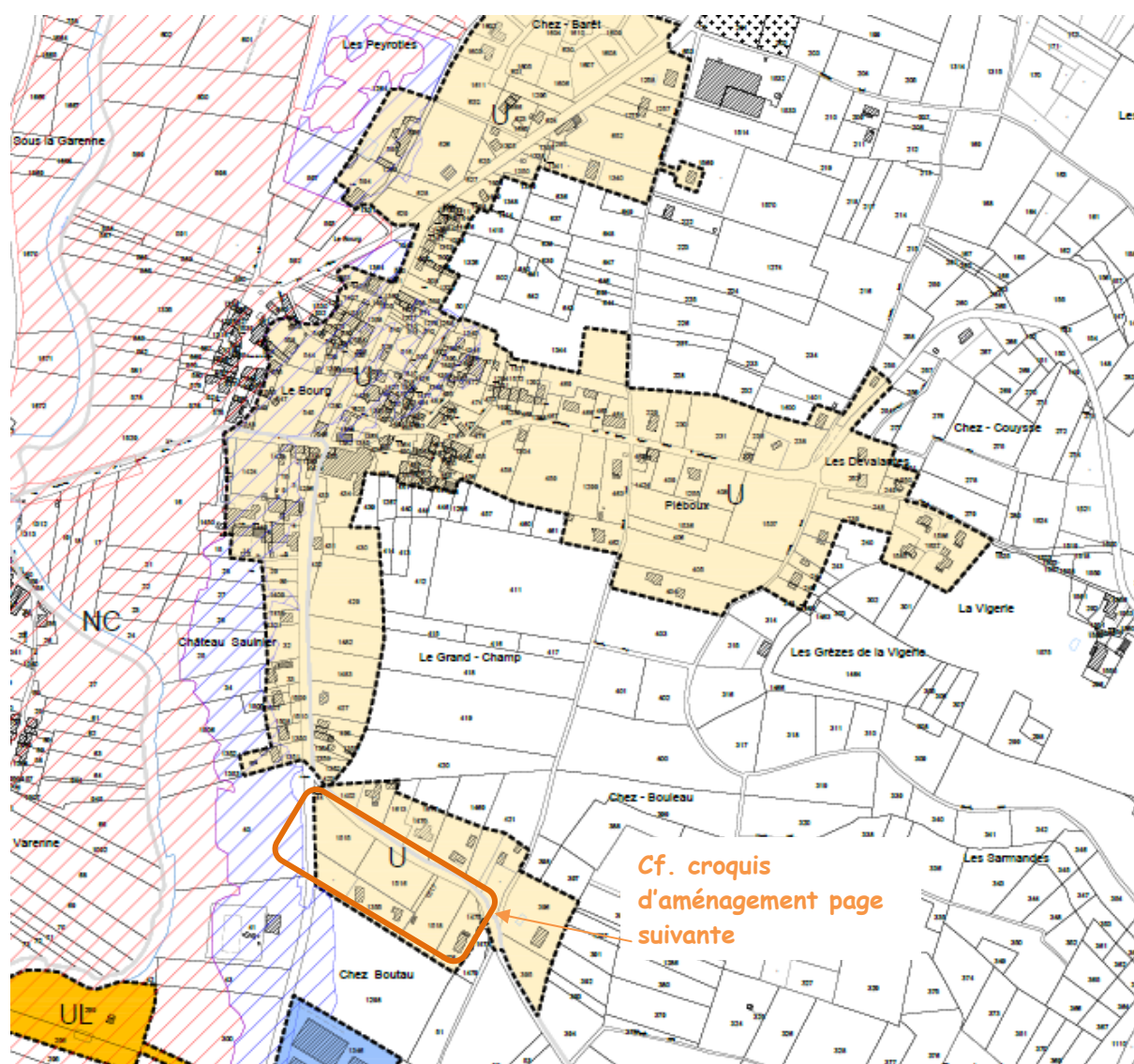
A/ Extension de zones constructibles

Le bourg

Avant



Après



Afin de densifier le bourg, la zone constructible a été étendue sur les parcelles suivantes :

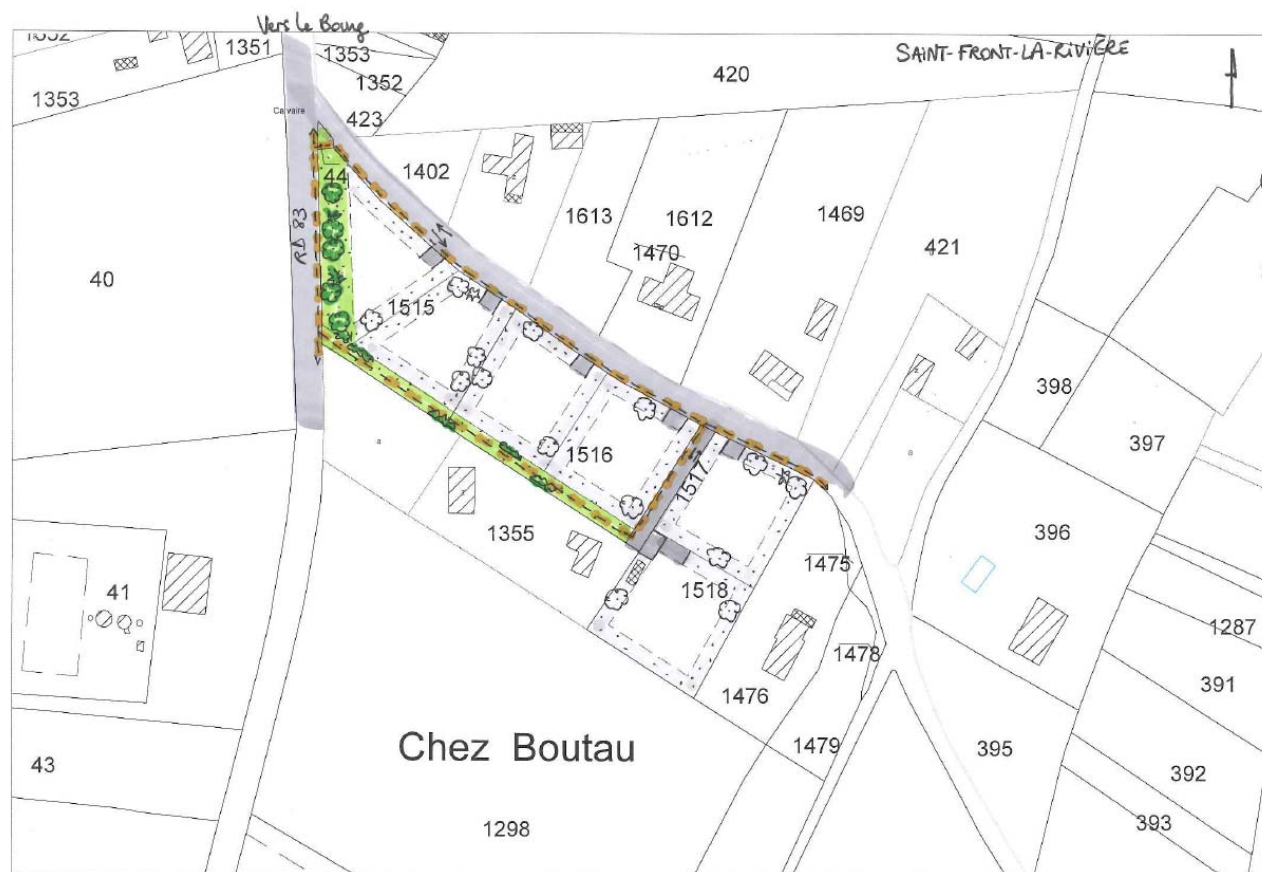
- 1- B1340a qui est actuellement un verger clôturé
- 2- B532, B1261, B1363a, B1406, B1407 et B1530 pour densifier la partie arrière du bourg
- 3- C1355, C1515, C1516, C1517, C1518, C1476, C1475, B421 en partie, B396 et B395.

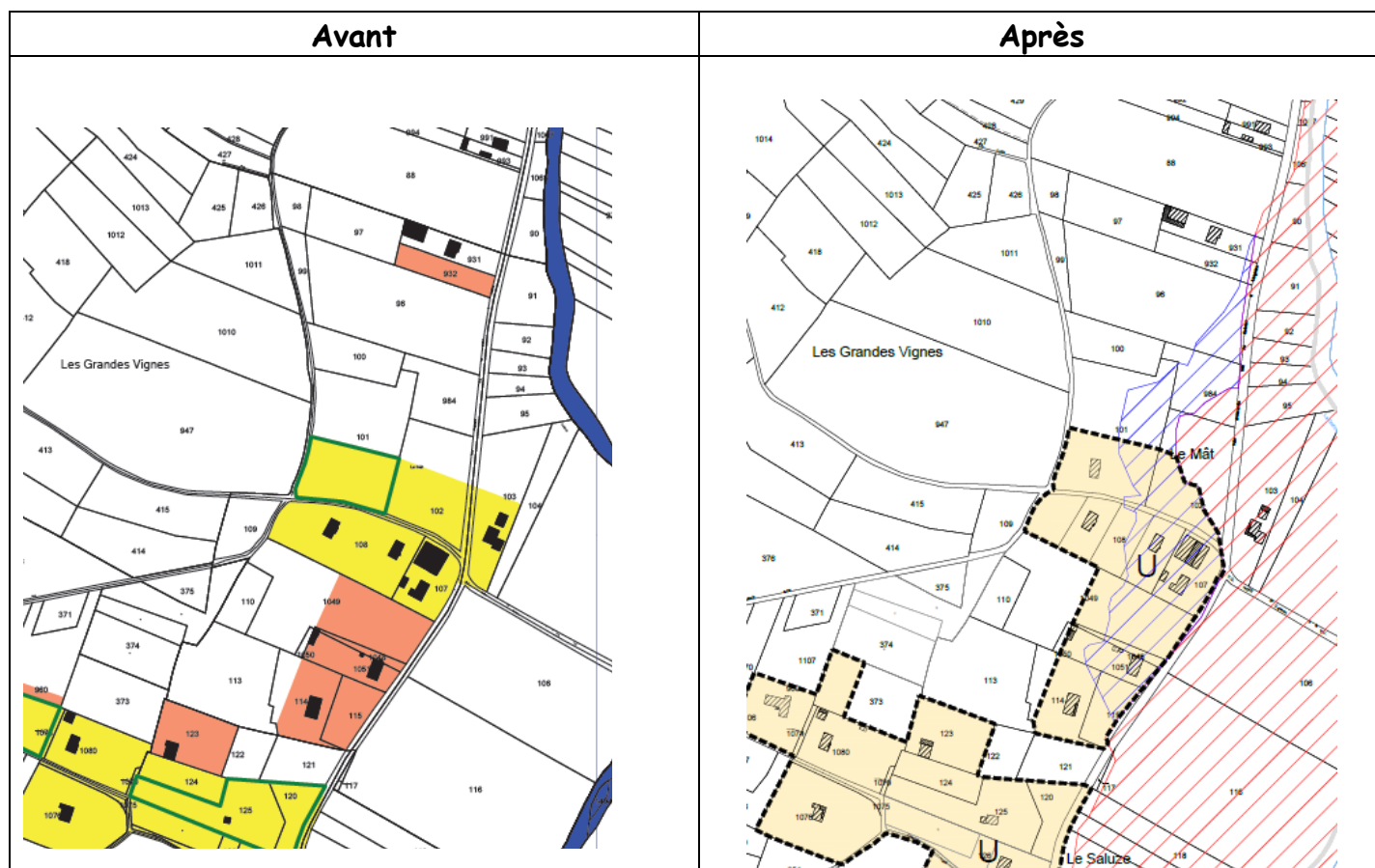
Certaines de ces parcelles sont déjà construites ; le but est donc de densifier ce secteur. La parcelle 395 est destinée à la construction de boxes.

➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 janvier 2014. Par conséquent, les zones constructibles du Bourg comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique.

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Schéma de principe pour l'aménagement des parcelles n°1515, 1516 et 1518





La parcelle 931 étant construite, la parcelle 932 est mise en U pour accueillir une construction nouvelle. Elle n'impacte pas un espace agricole vu qu'elle n'était pas déclarée à la PAC en 2010.

Il y a eu une construction neuve dans la parcelle 101.

L'atelier de menuiserie situé sur la parcelle 107 va fermer prochainement. De plus, il ne provoque pas de nuisances particulières.

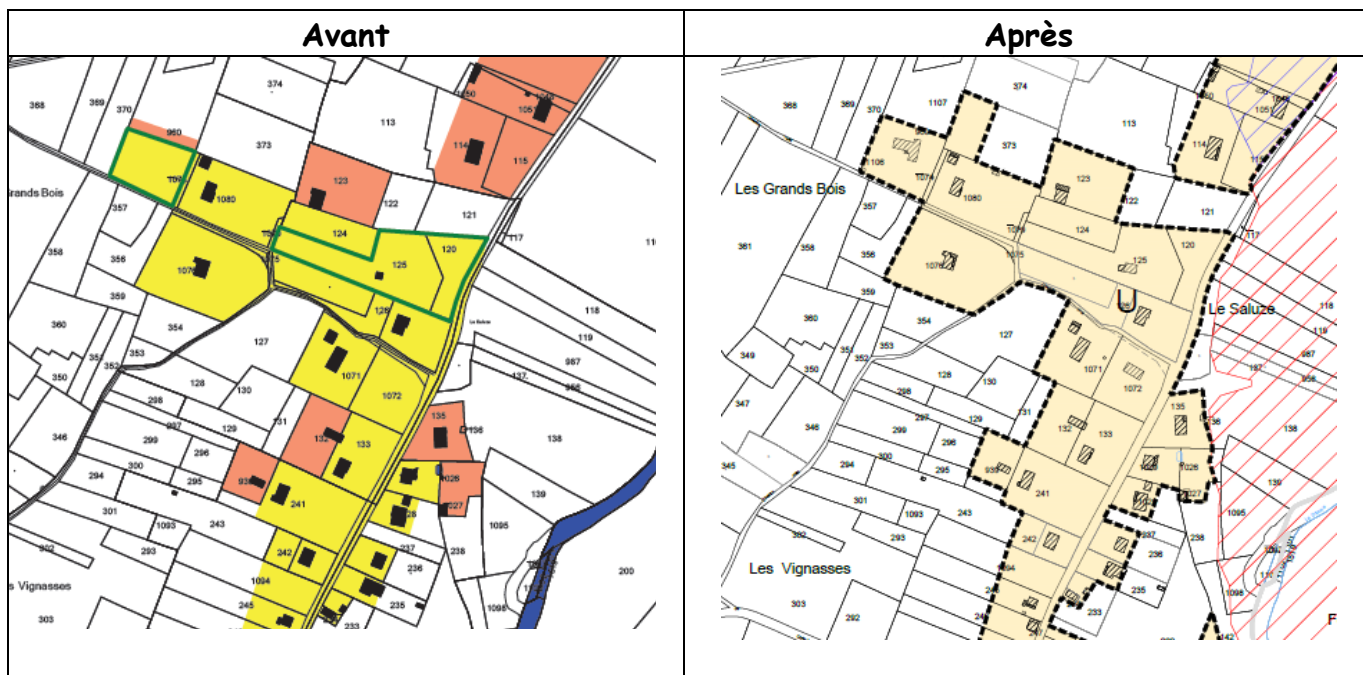
La zone U est étendue vers le Sud dans le but de combler la dent creuse entre les constructions existantes.

La parcelle 1049 est constructible depuis plusieurs années mais elle a été oubliée dans la carte communale en vigueur. Cet oubli est ainsi corrigé.

➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 janvier 2014. Par conséquent, les zones constructibles du Bourg comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique.

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Les Grands Bois

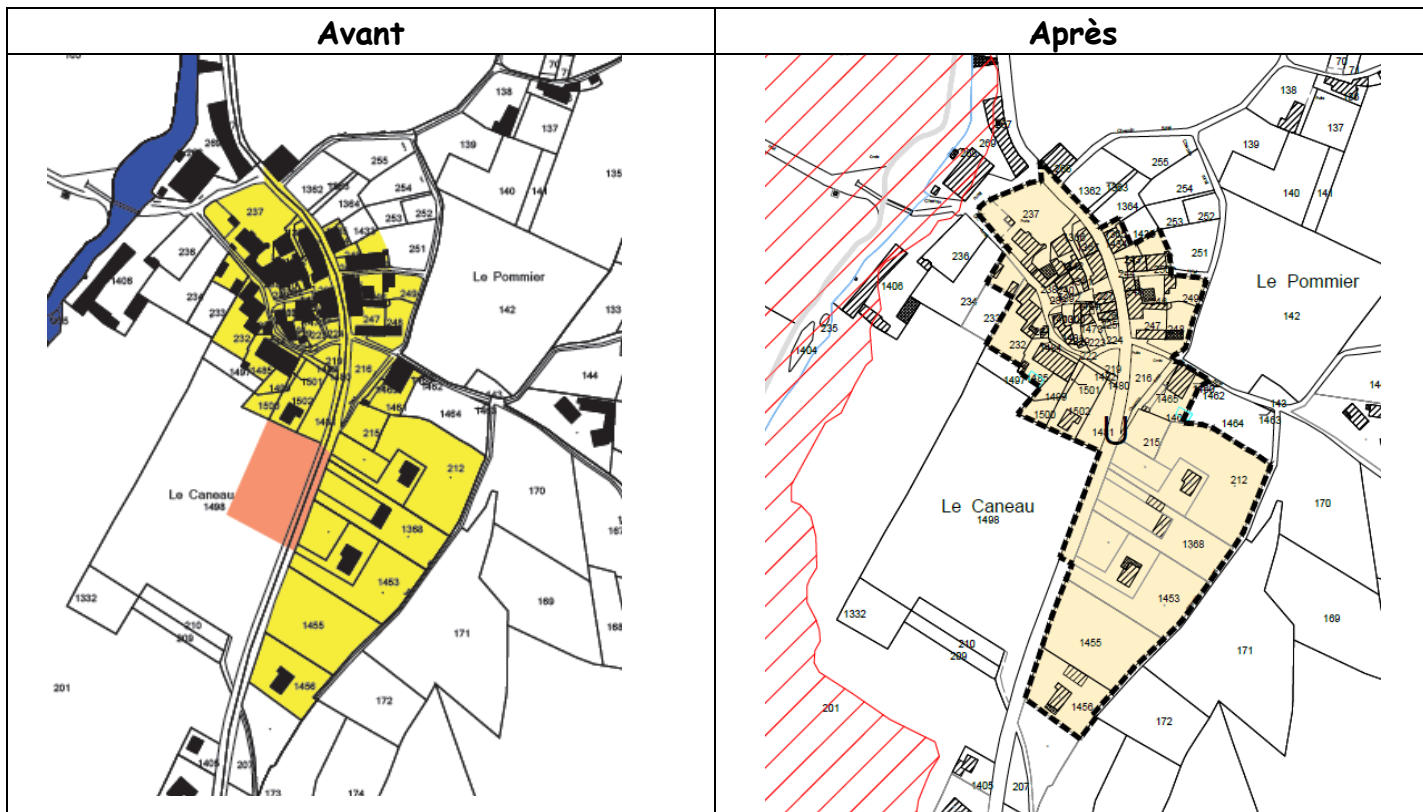


La zone U est étendue pour englober les constructions existantes.

De plus, la zone constructible est étendue sur la parcelle D960 sur une bande de 10 mètres environ afin d'avoir une largeur totale de 50 mètres.

➔ suite à l'enquête publique la parcelle n°373 pour partie est finalement classée en zone constructible U (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Le Caneau



Le village et son extension vers le Sud ont été mis en zone constructible dans la carte communale en vigueur.

Ce hameau est maintenant desservi par l'assainissement collectif.

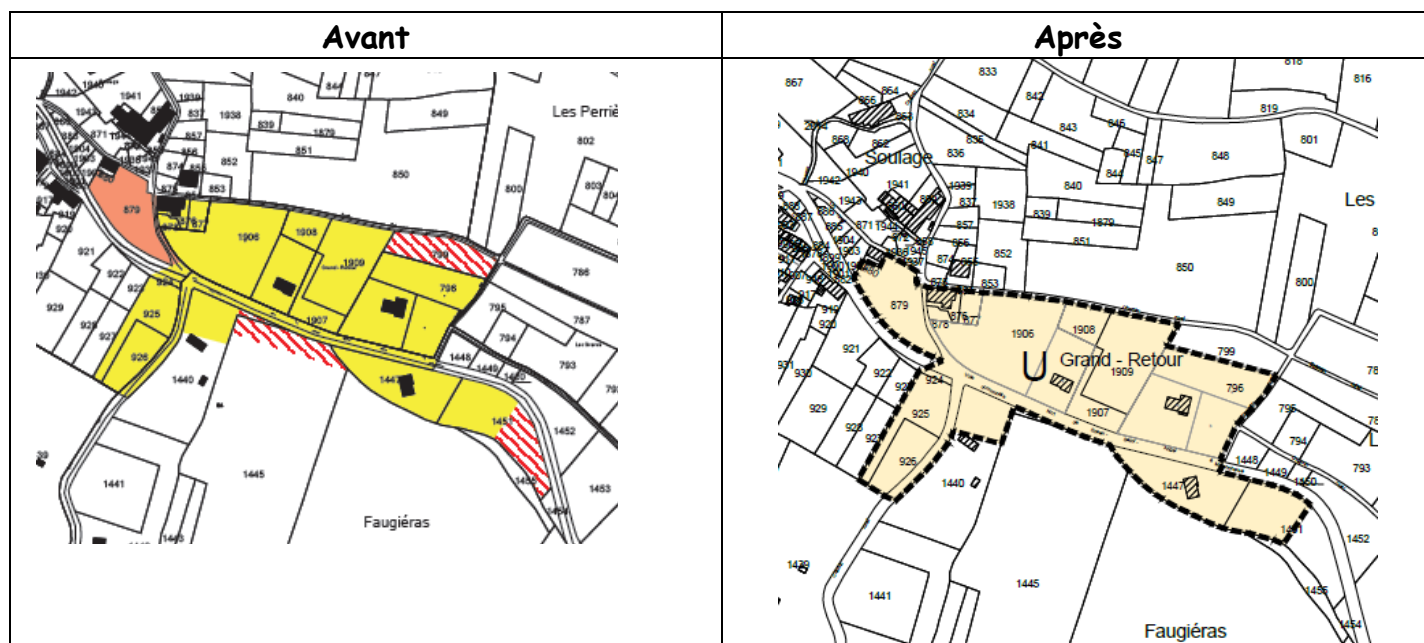
La zone U est étendue sur 0.40 ha afin de permettre l'implantation d'une construction du côté Ouest de la route.

Les 30 premiers mètres en partant du village sont un chemin d'accès et un jardin, c'est pourquoi la zone a été étendue vers le Sud pour accueillir une construction supplémentaire.

Le reste de la parcelle conserve ainsi sa vocation agricole.

→ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle n°1498 pour partie est finalement maintenue en zone non constructible NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

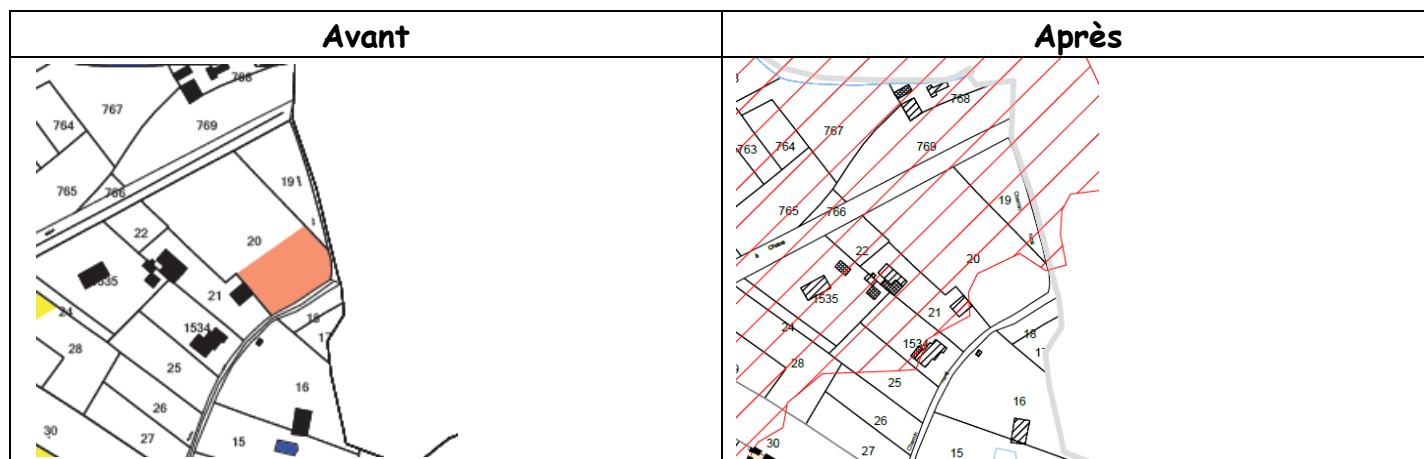
Soulage



Afin de remplacer les zones constructibles supprimées et de relier la zone constructible au hameau ancien, la parcelle A 879 est classée en U.

B/ Création de zones constructibles

La Rebière-nord

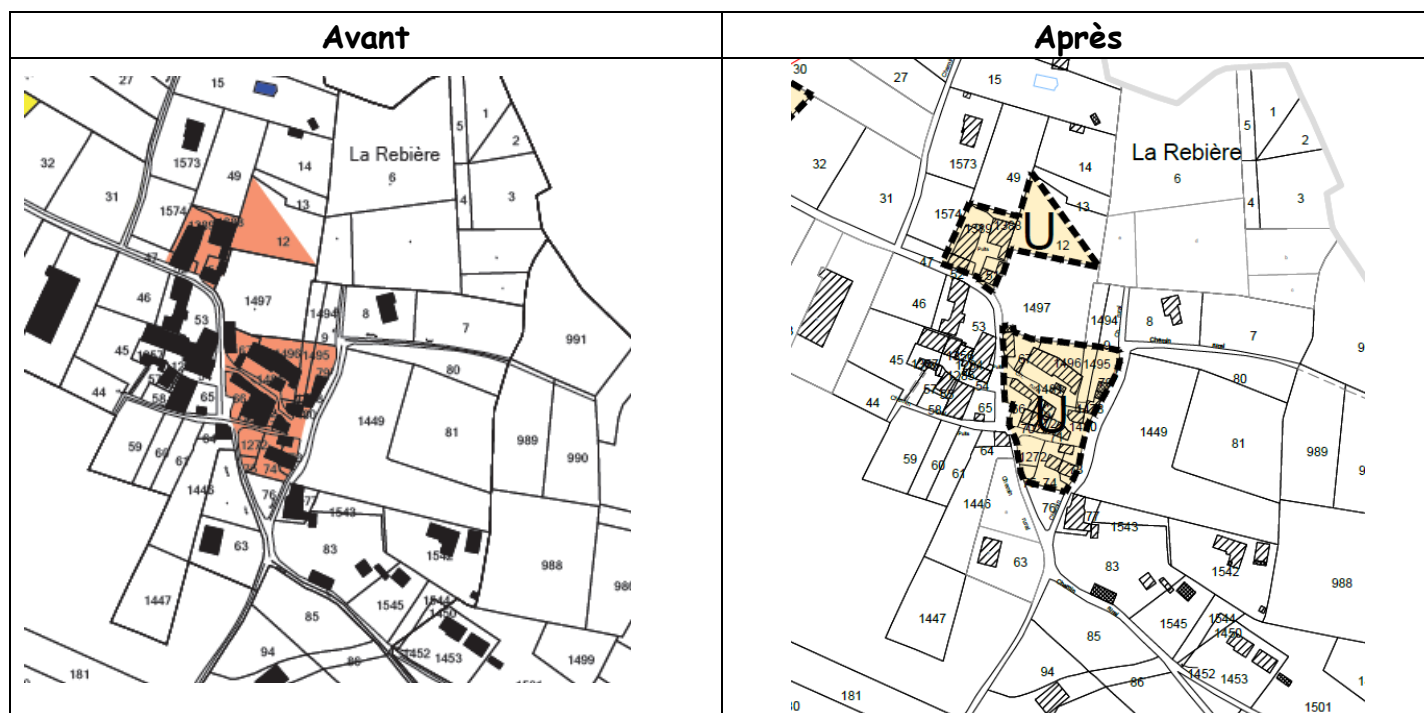


Cette zone constructible est créée dans le but de densifier ce secteur situé en limite communale.

La zone située en face, sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est urbanisée. Il s'agit donc de combler une dent creuse.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées cette parcelle est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

La Rebière- village

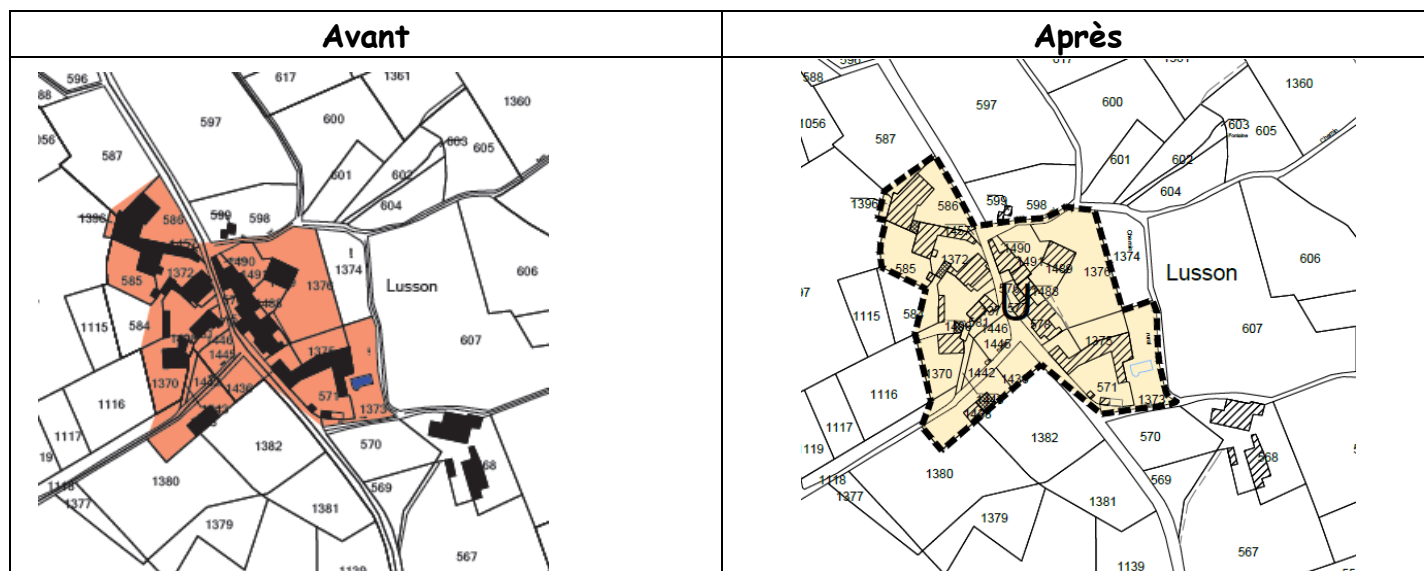


Ce village avait été laissé en zone inconstructible lors de la carte communale en vigueur du fait de la présence d'une exploitation agricole (parcelle B 43).

La partie Est du village est classée en zone U pour la densifier. La distance de réciprocité est respectée.

L'accès à la parcelle B 12 se fait par un chemin situé au Sud de la parcelle.

Lusson



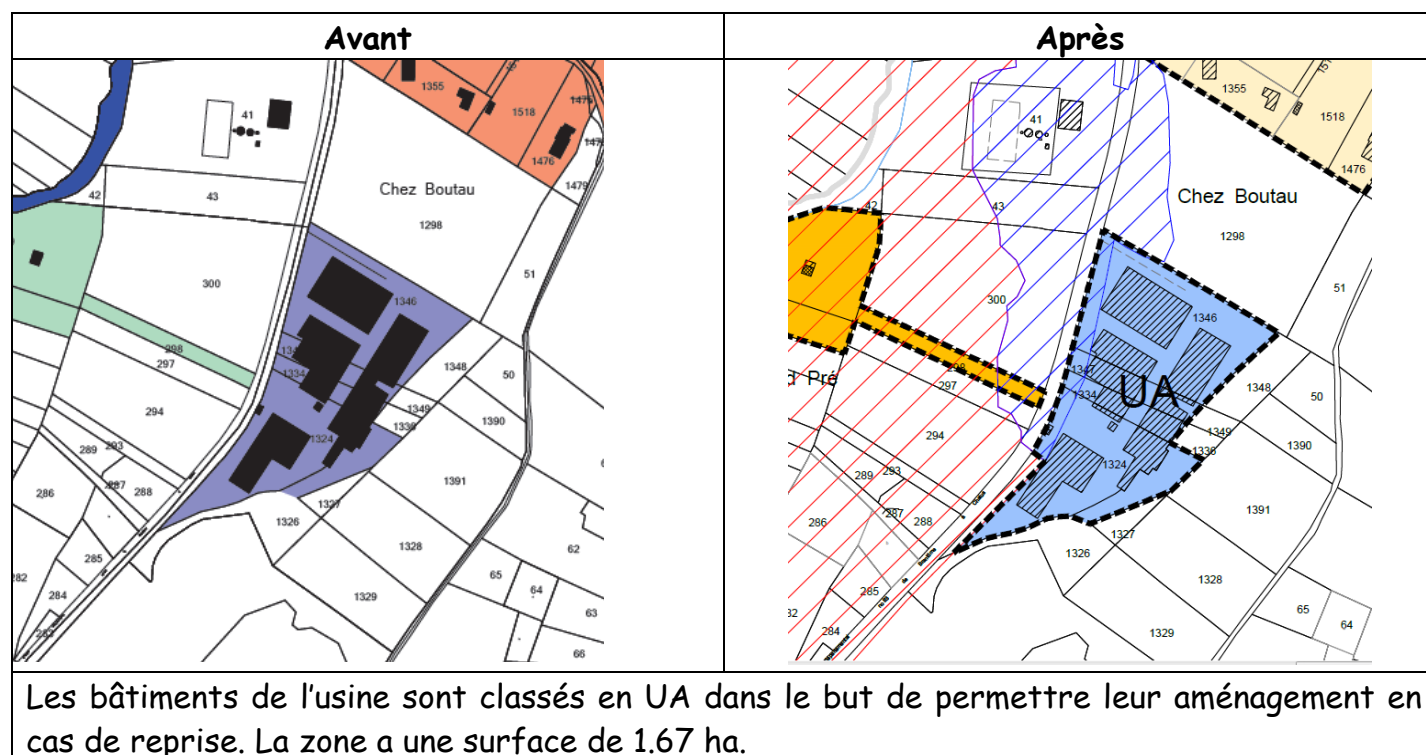
Le village de Lusson est classé en zone constructible pour permettre la réalisation d'annexes interdites en zone N.

Voici le bilan des surfaces constructibles ajoutées lors de la révision :

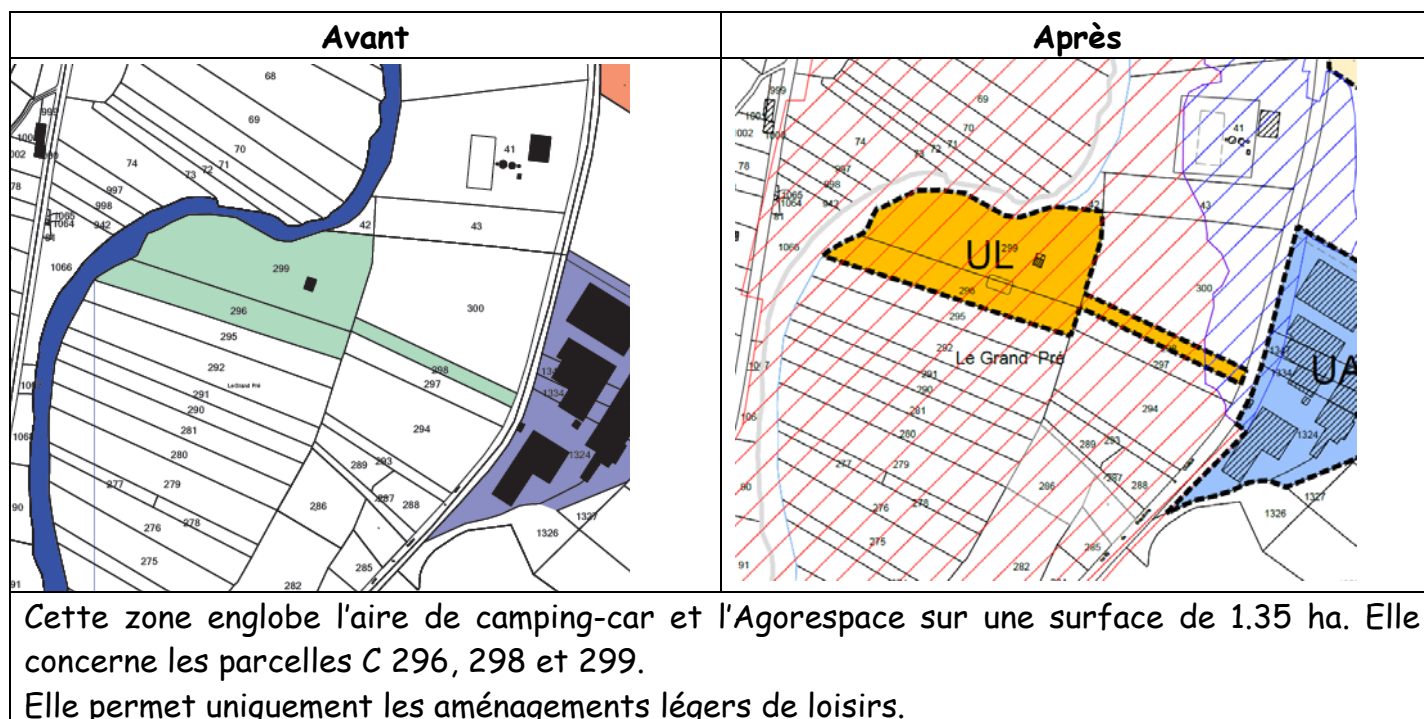
LOCALISATION	SURFACE TOTALE (ha)	SURFACE DISPONIBLE A LA CONSTRUCTION (ha)
Bourg-1	0.16	0.16
Bourg-2	0.26	0.26
Bourg-3	2.63	0.90
Le Mât	1.26	0.57
Les Grands Bois	1.11	0.08
Le Caneau	0.40	0.00
Soulage	0.22	0.20
La Rebière- nord	0.00	0.00
La Rebière- village	0.61	0.11
Lusson	1.45	0.00
TOTAL	8.10	2.28

Enfin deux zones ont été maintenues en l'état suite à la révision : la zone U de « Langlade » et la zone U de « Les Grandes Terres ».

C/ Création d'une zone constructible dédiée aux activités économiques (UA)



D/ Création de zones dédiées à des aménagements légers de loisirs (UL)



PARTIE 5 : INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1 INCIDENCES SUR LES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE

La révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière prend en compte les différents paramètres environnementaux caractéristiques du territoire, de façon à les préserver et à les concilier avec les objectifs de développement : qualité des paysages (vallée de la Dronne, points de vue générés par le relief...), qualité du patrimoine bâti (bourg, châteaux...).

Ces objectifs de développement ont pour base le souhait de conserver l'identité du village tout en permettant son développement.

- Impacts sur l'hydrologie

Le territoire de la commune est situé sur le bassin versant de la Dordogne.

Les surfaces qui feront l'objet d'aménagements occupent une faible partie du territoire communal et sont situées dans des zones déjà urbanisées ; l'impact de la carte communale sur les nappes sera donc faible.

Le périmètre de protection du captage de Château-Gaillard et les abords du forage de l'Etang sont maintenus en zone non constructible.

L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.

Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.

Les zones constructibles créées se situent dans le bourg et au Caneau qui sont desservis par l'assainissement collectif ainsi que dans des villages suivants :

- **Le Mat**

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que dans ce secteur la taille des parcelles ouvertes à l'urbanisation peut être une contrainte en termes d'assainissement individuel.

Lors de la révision, deux espaces disponibles à la construction ont été classés en zone constructible :

- Parcelle D 932 ayant une surface de 0,18 ha
- Parcelle D1049 ayant une surface totale de 0,95 ha. Dans le cadre de la révision, 0,44 ha ont été classés en zone constructible.

Au vu de la taille des espaces disponibles à la construction, il n'y a pas de contraintes pour installer un système d'assainissement individuel.

- Chazelle/ Les Grands Bois

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que les parcelles ouvertes à l'urbanisation présentent des contraintes en termes d'épuration et de dispersion. Le dispositif préconisé pour l'assainissement est de type filtre à sable horizontal ou filtre à sable vertical drainé.

Dans le cadre de la révision, les zones constructibles ajoutées concernent des constructions existantes ainsi qu'une bande de la parcelle D 960 qui est déjà en partie en zone constructible. A noter également l'ajout en zone U, suite à enquête publique la parcelle n°373 pour partie.

Les futurs constructeurs seront informés des solutions préconisées pour l'assainissement donc il n'y aura pas d'incidences négatives significatives sur l'environnement.

- Soulage

Dans la carte communale en vigueur, il est indiqué que le village de Soulage présente des contraintes pédologiques (hydromorphie, perméabilité) pouvant rendre nécessaire l'utilisation de dispositifs spéciaux pour l'épuration et la dispersion des effluents. Les dispositifs préconisés par l'étude d'assainissement sont des filtres à sable vertical drainé ou les filtres à sable horizontal.

Dans le cadre de la révision, plusieurs zones ont été supprimées de la zone constructible et remplacées par la parcelle A 879.

Les futurs constructeurs seront informés des solutions préconisées pour l'assainissement donc il n'y aura pas d'incidences négatives significatives sur l'environnement.

- La Rebière

Pour la zone constructible La Rebière Nord, la carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il n'y a pas de contraintes significatives à l'assainissement autonome sur ce secteur. Pour la zone constructible La Rebière Village, la carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il y a des contraintes moyennes à fortes sur ce secteur. Toutefois, la zone constructible englobe des constructions existantes et un espace disponible à la construction de 0,11 ha. Par conséquent, il y aura peu de constructions neuves.

L'avis du SPANC étant nécessaire pour l'obtention du permis de construire, il est peu plausible d'avoir des incidences négatives significatives sur l'environnement.

- Lusson

La carte de l'aptitude des sols à l'assainissement indique qu'il y a des contraintes à l'assainissement sur ce village.

Lors de la révision de la carte communale, ce village a été classé en zone constructible pour permettre la réalisation d'annexes interdites en zone N. Par conséquent, il n'y aura pas de rejets d'eaux usées supplémentaires.

- **Impacts sur les zones naturelles inventoriées**

Le périmètre de la ZNIEFF Vallée de la Dronne à Saint-Front-la-Rivière est majoritairement en zone non constructible.

Lors de la révision de la carte communale, deux zones constructibles situées dans la ZNIEFF ont été ajoutées au Mât et au Caneau. Elles permettent de densifier ces secteurs en accueillant une ou deux constructions supplémentaires.

Leur urbanisation n'entraînera pas la destruction de milieux ou espèces déterminantes et n'entrave pas la continuité écologique de la Dronne.

De plus, la zone du Caneau peut être reliée à l'assainissement collectif donc il n'y aura pas de rejets d'eaux usées dans le milieu naturel.

La carte communale n'aura donc pas d'incidence négative sur les milieux et espèces inventoriés.

- **Impacts sur les milieux naturels ou agricoles voués à l'urbanisation**

Ces milieux sont composés de différents milieux naturels ou agricoles : prairies, terres cultivées, bois, jardins et espaces verts. Toutefois, ils sont tous situés dans des secteurs déjà urbanisés.

Les zones constructibles ajoutées sont en continuité du bourg et des villages ainsi qu'à proximité de secteurs déjà urbanisés. Chaque zone constructible ajoutée est placée dans un objectif de densification que ce soit par comblement de dents creuses ou extension très limitée. La carte communale a été élaborée en évitant le mitage.

Il est à noter que lors de la révision de la carte communale, les surfaces disponibles supprimées représentent le triple des surfaces disponibles ajoutées. Par conséquent, la consommation d'espaces naturels ou agricoles est plus faible que dans la carte communale en vigueur.

De plus, toutes les zones supprimées le sont généralement pour rendre les terres aux exploitants agricoles.

La Charte du PNR est respectée notamment en ce qui concerne la protection des ressources et de la biodiversité.

- **Impacts sur le patrimoine historique et paysager**

La commune de Saint-Front-la-Rivière compte trois monuments protégés au titre des Monuments Historiques.

Les zones constructibles ajoutées dans le bourg, au Mât et au Caneau se trouvent dans le périmètre des 500 mètres de ces monuments. Toutefois, l'Architecte des Bâtiments de France donnera son avis pour les autorisations d'urbanisme.

Il est à noter que lors de la révision de la carte communale, les zones constructibles de Chazelle et Beleterie ont été supprimées pour des raisons paysagères.

L'urbanisation envisagée dans la carte communale ne porte pas atteinte aux paysages caractéristiques de la commune (réseau hydrographique peu dense avec des pentes de rivières assez douces, vallées agricoles dégagées et délimitées par les boisements des hauteurs).

Le paysage est constitué d'éléments visibles et d'éléments perceptibles. La perception qu'un observateur a d'un lieu est souvent personnelle. Tout élément nouveau est susceptible d'en transformer la perception.

L'impact sur le paysage d'un aménagement urbain destiné à de l'habitat ou à l'activité économique peut être plus ou moins fort, principalement en raison de la grandeur que revêtent les projets et de l'environnement dans lequel ils vont s'établir.

La perception de chaque nouvelle zone urbaine sera différente pour les usagers et ceux traversant occasionnellement le territoire dans lequel elle s'inscrit. Ainsi, l'individu confronté quotidiennement à ces nouveaux aménagements les intégrera progressivement comme nouvel élément référent dans son paysage. Celui qui traverse épisodiquement le territoire découvre un paysage transformé qui ponctue les espaces successifs qu'il rencontre.

L'accoutumance du regard porté sur les futurs aménagements sera donc variable en fonction de la sensibilité de chacun.

Les zones ouvertes à l'urbanisation passeront d'un état de milieux naturels ou agricoles à un état urbanisé. Toutefois, elles sont situées dans des espaces déjà urbanisés donc l'impact visuel ne sera pas important.

De plus, les constructions s'échelonneront dans le temps donc l'évolution du paysage ne sera pas brutale.

- **Impacts sur les réseaux et infrastructures**

Les réseaux seront gérés en concertation étroite avec leur gestionnaire respectif.

Il est possible que des coupures de réseaux (eau, électricité...) très temporaires soient nécessaires pendant la durée des travaux (enfouissement, ...) d'aménagement et d'urbanisation.

Le réseau d'assainissement collectif couvre le bourg et les hameaux de la Varenne et du Caneau. Les nouvelles constructions et installations pourront s'y raccorder.

Le réseau d'alimentation en eau potable est suffisant pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

Il est à noter que la zone constructible de Beleterie est supprimée car une conduite d'eau la traverse.

Le réseau d'électricité est présent dans toutes les zones constructibles et en capacité suffisante pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

La défense incendie est assurée dans les secteurs ouverts à l'urbanisation.

L'arrivée de nouveaux habitants et d'activités économiques augmentera la production de déchets au moment des travaux (déchets du BTP) puis de façon permanente (déchets ménagers).

Les zones constructibles sont situées le long des circuits de collecte actuels ; ils ne seront donc pas changés mais le volume à collecter sera plus élevé.

La carte communale a plusieurs incidences sur le transport routier :

- une incidence temporaire de perturbation du trafic routier aux cours des travaux inhérents à l'aménagement des zones constructibles,
- une augmentation du trafic routier à destination de ces nouvelles zones constructibles en rapport avec ses nouveaux habitants et nouvelles activités économiques.

Il est à noter que les zones constructibles du Bourg, de Soulage et des Claides ont été supprimées pour des problèmes d'accessibilité et afin de permettre la sécurité des usagers.

- Impacts sur les activités économiques

La révision de la carte communale permet d'identifier le site de l'ancienne usine au Sud du Bourg afin de permettre sa reprise.

La commune compte neuf agriculteurs.

Les zones constructibles ajoutées se situent principalement à côté d'habitations et loin d'une exploitation agricole. La pérennité des exploitations est donc assurée.

Les grands ensembles agricoles ont été préservés. En effet, la Communauté de Communes souhaite préserver l'activité agricole présente sur le territoire de Saint-Front-la-Rivière. Des parcelles agricoles ont été supprimées de la zone constructible et la consommation d'espaces agricoles sera moindre que dans la carte communale en vigueur.

- **Les risques et les nuisances**

En ouvrant les nouvelles zones constructibles, la collectivité a veillé à ne pas exposer la population à des risques.

Les zones ajoutées ne sont pas situées dans les zones inondables.

Les futurs constructeurs seront informés du risque retrait-gonflement des argiles et se verront conseillé pour réduire au maximum le risque.

Les nouvelles zones constructibles n'augmenteront pas les facteurs de risque ni les nuisances.

- **Impacts sur la santé**

La création de nouvelles zones constructibles (destinées à l'habitat ou l'activité) sera à l'origine dans ces secteurs d'une augmentation de trafic dont les deux impacts majeurs porteront sur la qualité de l'air et sur le bruit.

Toutefois, les zones constructibles ajoutées étant de faibles superficies, le nombre de constructions par secteur sera faible donc l'impact sera très limité.

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière aura certes des incidences négatives sur l'environnement mais celle-ci restent très limitées. De plus, la révision de la carte communale a aussi des incidences positives.

5.2 INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SITES NATURA 2000

➤ **Site Natura 2000 FR7200663 « Vallée de la Nizonne »**

Le bassin versant de la Nizonne ne concernant pas la commune, la carte communale de Saint-Front-La-Rivière n'a aucune incidence directe ou indirecte sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et elle n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

➤ **Site Natura 2000 FR7200809 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »**

Ce site Natura 2000 étant situé en amont de la commune, la carte communale de Saint-Front-La-Rivière n'a aucune incidence directe ou indirecte sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et elle n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

La carte communale de Saint-Front-la-Rivière n'aura donc pas d'incidences directes ou indirectes sur ces deux sites Natura 2000.

Annexe : résultat de la consultation des services et de l'enquête publique

Service : Santé-Environnement
Dossier suivi par : Mme Maryse LASJUILIARIAS
Téléphone : 05 53 03 11 03
Fax : 05 53 09 54 97
Courriel : ars-dt24-sante-environnement@ars.sante.fr

**Monsieur le Président
de la Communauté de Communes
du Périgord Vert
Mairie**

24470 SAINT-PARDOUX LA RIVIERE

Périgueux, le 12 octobre 2012

OBJET : Communauté de Communes du Périgord Vert.
Révision des cartes communales de **Saint-Front la Rivière** et **Saint-Pardoux la Rivière**.
RÉF. : Vos consultations par messagerie électronique en date du 26 septembre 2012
et du 1er octobre 2012.

Monsieur le Président,

Vous m'avez transmis pour avis de nouveaux projets de zonage dans le cadre de la révision des cartes communales de Saint-Front la Rivière et de Saint-Pardoux la Rivière.

Vous me proposez d'assister à des réunions de concertation qui auront lieu le 16 octobre prochain ou bien de vous transmettre mon avis avant cette date.

Ne pensant pas pouvoir être présente à ces réunions, je vous prie de trouver ci-après mes observations :

➤ **Commune de Saint-Front la Rivière**

- **Le secteur du Mât** est prévu d'être étoffé ; l'atelier de menuiserie qui existe sur la parcelle 107 pose quelques problèmes. Du fait des nuisances potentielles, il semble peu judicieux de maintenir la parcelle 102 qui n'a toujours pas été construite et d'englober la dent creuse fermée par la parcelle 1049. La commune doit entamer une réflexion, en fonction de l'activité de l'artisan (horaires, méthodes de travail, âge etc...) afin d'anticiper les conflits d'usage.
- **Le secteur des Grèzes** : au vu du dossier, ce projet ne semble pas abandonné. Sait-on désormais si le maître d'ouvrage possède le statut d'agriculteur, auquel cas il pourrait construire son habitation et ses bâtiments d'exploitation en zone N ? En ce qui me concerne, je suis plutôt réservée car ces parcelles se trouvent au voisinage, - à peine une petite cinquantaine de mètres -, de la source de Château Gaillard alimentant en eau potable la commune de Saint-Front la Rivière, bien qu'étant en dehors du périmètre de protection réglementaire. Des précautions devront obligatoirement être prises afin d'éviter toute pollution à la fois de la source et de son trop plein ; une distance d'éloignement de 35 m minimum est requise pour les bâtiments d'élevage, pour les fosses ou les aires de stockage des déjections et pour les systèmes de traitement des eaux usées.

- La zone UA du bourg permettant l'installation d'un artisan serrurier-feronnier. Il s'agit d'une activité potentiellement bruyante incompatible avec une zone d'habitat. Jusqu'à preuve du contraire, ce terrain ne peut accueillir une telle activité. Avis défavorable.

Les autres secteurs n'appellent pas de remarque de ma part.

➤ **Commune de Saint-Pardoux la Rivière**

- La zone UL correspondant à « l'éventuel agrandissement du camping » : elle n'est pas accessible, boisée et paraît injustifiée. De plus, la partie existante englobe la parcelle 2487 qui semble n'avoir aucun lien avec le camping.
- La zone UI de la Combe de Boissard pourrait englober la déchèterie. En revanche, l'espace tampon qui est censé protéger les habitants de la future zone U de chez Boissard est beaucoup trop réduit. A mon sens, il faut soit diminuer la zone UI soit diminuer la zone U (parcelles 2544, 2545 par exemple).
- Page 67 du rapport qui concerne la zone UI du clos de Noujarède et de la zone UL, je note qu'ont été maintenues les zones U appelées Janicot et La Cotte dans l'ancien dossier dont j'avais demandé la suppression précédemment mais qu'elles ont été retirées du plan de zonage global. Cette erreur devra être corrigée.

Les autres secteurs n'appellent pas de remarque de ma part.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**P/La Directrice de la Délégation Territoriale
Départementale,
L'Ingénieur Sanitaire**

Jean-Claude Fröchen



PREFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale
des territoires

Périgueux, le 11 septembre 2013

Service : connaissance et animation territoriale
Affaire suivie par : Céline Delrieux
Tél : 05 53 45 56 09
Fax : 0533 45 56 50
Mél : celine.delrieux@dordogne.gouv.fr

Le Préfet de la Dordogne

Vu, Le Commissaire Enquêteur
Christian JOUSSAIN

Monsieur le Président
Communauté de Communes du Périgord Vert
Mairie de Saint-Pardoux-La-Rivière
24470 - Saint-Pardoux-La-Rivière

OBJET : Avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) du 4 septembre 2013

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la LMPA (loi de modernisation de la pêche et de l'agriculture) du 27 juillet 2010, vous avez sollicité l'avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) sur le dossier du projet de révision de la carte communale des communes de Saint-Saud-Lacoussière, Miallet et Saint-Front-La-Rivière.

Lors de sa séance du 4 septembre 2013, la commission a émis l'avis suivant sur ce dossier :

Commune : Saint-Saud-Lacoussière

Le bilan de la carte communale fait apparaître un bilan de consommation foncière de 4,72 ha avec un restant disponible avant la révision de 13,74 ha. Les besoins calculés sont de 14,4 ha (2 000 m² - 36 logements - coefficient de rétention 2). La surface totale disponible à la construction ajoutée est de 5,92 ha soit au total 19,66 ha (soit 35% de plus que les besoins) dont 5,02 ha impactant l'espace agricole. Une réflexion plus poussée permettrait de réduire cet écart, au bénéfice de la préservation des espaces agricoles.

Zones soumises à l'avis de la commission :

Zone 1 - Le Bourg

La commission émet un avis favorable.

Zone 2 - Les Chabannes, surface totale 0,53 ha, surface disponible 0,17 ha.

Une partie de la parcelle 89 à vocation agricole est placée en zone U dans l'objectif de densifier le secteur. Un bâtiment agricole est situé au sud de cette zone. L'espace agricole restant va être enclavé entre l'habitat et les haies, et les constructions vont se rapprocher de l'activité agricole. La commission émet un avis défavorable.

Adresse géographique : DDT - 16 rue du 26ème RI - 24016 PERIGUEUX CEDEX

Tél : 05 53 02 24 24 - Fax : 05 53 45 56 50

Adresse postale : Les Services de l'Etat - Cité administrative - DDT-24024 PERIGUEUX CEDEX

Mél : ddt-directeur@dordogne.gouv.fr

Zone 3 - La Bucherie, surface totale 0,62 ha, surface disponible 0,23 ha.

Le village était resté non constructible dans la carte communale du fait de la présence de bâtiments agricoles dans le sud. Une zone au nord est créée. Cette parcelle, impactant l'espace agricole environnant, est située en amorce d'un vaste espace agricole qui mérite d'être préservé dans son intégralité.

La commission émet un avis défavorable.

Zone 4 - Lage, surface totale 1,43 ha, surface disponible 0,55 ha.

La commission émet un avis favorable.

Zone 5 - Chapellas, surface totale 3,14 ha, surface disponible 1,03 ha.

L'environnement de ce hameau est très agricole. Les parcelles 31, 32 et 33 impactent fortement l'espace agricole. La commission émet un avis défavorable.

Zone 6 - Grand Claud de Manaud, surface totale 1,27 ha, surface disponible 0,53 ha.

La commission émet un avis favorable.

Zone 7 - Les Carrières, surface totale de l'ajout au sud 1,36 ha, surface disponible 1,22 ha.

Rendre la parcelle 439 constructible impacte un espace agricole important qui mérite d'être conservé dans son intégralité. La commission émet un avis favorable tout en demandant le retrait de la parcelle 439.

Zone 8 - Les Grues, zone UL, surface totale 0,93 ha, surface disponible 0,95 ha.

Le rapport de présentation indique un projet d'installation de mobile-home ou bâtiment d'accueil pour des visiteurs et animaux. Le projet d'activité aurait pour objet l'initiation des chiens à la chasse aux sangliers, chevreuils et lièvres. Il est assez peu détaillé. Ce projet impacte fortement un îlot agricole de plus de 3 ha.

La commission émet un avis défavorable.

--ooOoo--

Commune : Miallet

Le bilan de la carte communale fait apparaître une consommation foncière de 1,2 ha. Il reste un disponible de 22,8 ha à la construction avant la révision. A l'occasion de la révision 1,06 ha a été restitué aux espaces agricoles et 4,69 ha ont été nouvellement classés en zone constructible (hors zones touristiques) dont 4,54 ha impactant l'espace agricole. Les besoins calculés sont de 9,5 ha (2 000 m² - 19 logements - coefficient de rétention 2,5). La surface totale disponible à la construction calculée correspond à 26,43 ha soit finalement plus de deux fois et demie les besoins. Une réflexion plus poussée permettrait de réduire cet écart, au bénéfice de la préservation des espaces agricoles.

Zones soumises à l'avis de la commission :

Zone 1 : Le bourg - Chamberinette, surface disponible 2,78 ha.

La surface ajoutée est importante, incluant exclusivement des parcelles agricoles qui constituent un parcellaire de qualité. Le disponible à bâtir au niveau du bourg est encore très important (14,7 ha) et couvre la totalité des besoins en terrains constructibles. Pour ces raisons la commission émet un avis défavorable.

Zone 2 : Le bourg - Le Claud, surface disponible 0,2 ha.

Cette parcelle est isolée dans un environnement agricole. La commission émet un avis défavorable.

Zone 3 : La Gratte, surface disponible 0,63 ha.

L'environnement de ce hameau est très agricole et comprend des bâtiments agricoles. Les zones prévues impactent l'espace agricole. La commission émet un avis défavorable.

Adresse géographique : DDT - 16 rue du 26ème RI - 24016 PERIGUEUX CEDEX

Tél : 05 53 02 24 24 - Fax : 05 53 45 56 50

Adresse postale : Les Services de l'Etat - Cité administrative - DDT - 24024 PERIGUEUX CEDEX

Mél : ddt-directeur@dordogne.gouv.fr

Zone 4 : La Congerie, surface disponible 0,16 ha.

La parcelle 1244p est classée en zone constructible pour densifier le village et permettre une nouvelle construction dans le noyau existant. Cette prairie participe à l'activité d'une exploitation agricole de vaches laitières. La commission émet un avis défavorable.

Zone 5 : Mamont, surface disponible 1,41 ha.

Cette zone est étendue pour densifier le village proche de la retenue de Miallet. Ce secteur est en forte demande de construction. L'impact sur les espaces agricoles est limité mais compte tenu de la superficie importante, une orientation d'aménagement de ce secteur permettra une optimisation de l'espace (recherche de densification). La commission émet un avis favorable en recommandant à la collectivité de mettre en place une orientation d'aménagement ou une programmation accompagnant une opération d'ensemble.

Zone 6 : Les Parcs, zone UL, surface disponible 1,87 ha.

Cette zone réservée au tourisme et aux loisirs est créée pour permettre la réalisation d'un projet de ferme équestre, de camping et de chambres d'hôtes (soit une part d'activité agricole et une part d'activité touristique). Le rapport de présentation présente le projet dans son détail. La commission émet un avis favorable.

Zone 7 : Fougères, zone U, surface disponible 1,5 ha.

Le secteur est composé pour l'instant d'une maison isolée. L'environnement est exclusivement naturel et agricole. L'impact sur l'espace agricole est important. La commission émet un avis défavorable.

Zone 7 : Fougères, zone UL, surface disponible 3,08 ha.

Cette zone serait créée pour permettre l'implantation d'un projet comprenant des gîtes et l'accueil de séminaires. Le projet n'est pas développé dans le rapport de présentation. L'impact sur les espaces agricoles est important. La commission émet un avis défavorable.

--ooOOoo--

Commune : Saint-Etienne-la-Rivière

Le bilan de la carte communale fait apparaître une consommation foncière de 3,47 ha. A l'occasion de la révision, 6,9 ha ont été restitués en zone non constructible et 2,31 ha de terrains agricoles ont été nouvellement classés en zone constructible. Les besoins calculés sont de 6,5 ha (2 000 m² - 13 logements - coefficient de rétention 2,5). La surface totale disponible à la construction est finalement de 13,94 ha (soit plus du double des besoins). Une réflexion plus poussée permettrait de réduire cet écart, au bénéfice de la préservation des espaces agricoles.

Zones soumises à l'avis de la commission :

Zone 1 - Le Bourg sud, surface ajoutée 2,63 ha, disponible pour la construction 0,9 ha.

Afin de densifier le bourg, la zone constructible a été étendue jusqu'aux parcelles déjà bâties au sud. L'impact sur l'espace agricole est limité. La commission émet un avis favorable. Néanmoins la surface totale étant importante, la commission recommande la mise en œuvre d'une orientation d'aménagement ou une programmation accompagnant une opération d'ensemble.

Zone 2 - Le Mât, surface ajoutée 1,36 ha, disponible pour la construction 0,62 ha.

Partie nord :

A l'exception de la maison existante, tout l'espace environnant est agricole. La commission émet un avis défavorable.

Partie sud :

La zone au sud est enclavée dans le bâti. La parcelle agricole restante sera elle-même enclavée et inexploitable dès qu'une construction sera réalisée en début de parcelle. L'impact reste limité mais ce secteur de 0,44 ha doublé par la partie arrière perdue pour l'agriculture mériterait une orientation

Adresse géographique : DDT - 16 rue du 26ème RI - 24016 PÉRIGUEUX CEDEX

Tél : 05 53 02 24 24 - Fax : 05 53 45 56 50

Adresse postale : Les Services de l'Etat - Clé administrative - DDT- 24024 PÉRIGUEUX CEDEX

Mél : ddt-directeur@dordogne.gouv.fr

d'aménagement dans son ensemble afin d'optimiser cet espace. La commission émet un avis défavorable en l'état actuel du projet présenté.

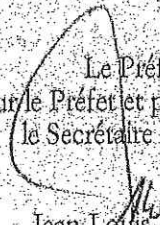
Zone 3 – Soulage, surface ajoutée 0,22 ha.
La commission émet un avis favorable.

Zone 4 – La Rebière Nord, surface ajoutée 0,16 ha, disponible pour la construction 0,16 ha. Cette zone est présentée pour densifier le secteur en limite communale. La zone sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est constructible mais non construite et l'environnement est encore très agricole. La zone à l'ouest présente encore du disponible à bâtir pris sur des surfaces agricoles. La commission émet un avis défavorable.

Zone 5 – Le Canéau, surface ajoutée 0,34ha, disponible pour la construction non fourni. L'extension de la zone permettrait l'implantation d'une construction sur le côté ouest de la route. Elle se situe en amorce d'un espace agricole important qui mérite d'être conservé dans son intégralité. La commission émet un avis défavorable.

Il est à noter que la délibération d'approbation du dossier devra viser le présent avis.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général


Jean-Louis AMAT



C.C.P.V.N
12 FEV. 2015
COURRIER ARRIVE

Le Délégué Territorial

Dossier suivi par Didier CAPURON

Tél : 05.53.57.37.64

Mail : d.capuron@inao.gouv.fr

V/Réf : Révision de certaines cartes communales

Objet : Réunion du comité de pilotage

Monsieur le Président de la Communauté
de Communes du Périgord Vert
Avenue du général Leclerc
24300 NONTRON

Bègles, le 9 février 2015

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 janvier 2015, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, un dossier concernant la révision de certaines cartes communales de la communauté de communes du Périgord Vert à savoir les communes de Saint-Front-la-Rivière, Saint-Pardoux-la-Rivière et Saint-Saud-Lacoussière.

Seules les communes de Saint-Front-la-Rivière et de Saint-Pardoux-la-Rivière sont incluses dans l'aire géographique de production de l'AOP « Noix du Périgord ».

Ces trois communes font également partie des aires géographiques de production des IGP « Agneau du Limousin », « Agneau du Périgord », « Atlantique », « Canard à foie gras du Sud-Ouest », « Jambon de Bayonne », « Périgord », « Porc du Limousin » et « Veau du Limousin ».

1) Commune de Saint-Saud-Lacoussière

Cette commune n'est pas concernée par la production d'AOP.

2) Commune de Saint-Front-la-Rivière

Aucune noyeraie constituée n'est incluse dans les différentes zones U proposées.

Par courrier en date du 2 octobre 2012, l'INAO avait attiré votre attention sur des extensions urbaines considérées comme excessives dans les espaces agricoles notamment sur les secteurs de le Mat, le Caneau, la Rebière-nord, Varenne et les Grèzes.

Au vu des réclamations déposées lors de l'enquête publique, l'INAO émet un avis défavorable sur les réclamations de M. Le Carré et de l'indivision Faux, Basbayon et Beaussart à Grandes Vignes, de M. et Mme Boutin aux Grands Bois, de M. et Mme Meriguet au Sablon et de M. Lebuïsson à Beleterie.

L'INAO confirme l'avis du commissaire-enquêteur car le classement en zones constructibles de ces parcelles entraînerait soit un phénomène de mitage, soit un empiètement significatif sur les espaces agricoles.

3) Commune de Saint-Pardoux-la-Rivière

Aucune noyeraie constituée n'est incluse dans les différentes zones U proposées.

Par courrier en date du 1^{er} octobre 2012, l'INAO avait attiré votre attention sur des extensions urbaines considérées comme excessives dans les espaces agricoles notamment sur les secteurs de Chaumeille, le Chatenet, la Grange, Puypelat, Terre des Vignes, Maurinet, Chez Boissard et le Couvent et Lapeyronnie.

Au vu des réclamations déposées lors de l'enquête publique, l'INAO émet un avis défavorable sur les réclamations de Mme Faye à Lapeyronnie et aux Côtes et de Mme Lacaton à Lapeyronnie car le classement en zones constructibles de ces parcelles entraînerait soit un phénomène de mitage, soit un empiètement significatif sur les espaces agricoles.

Les zones prévues à l'urbanisation ne portent pas d'atteinte majeure irréversible à la production AOC, celle-ci étant quasiment absente du territoire.

L'INAO demande cependant à avoir connaissance des suites données aux réclamations qui ont été déposées auprès du commissaire-enquêteur lors de la mise à l'enquête.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Laurent FIDELE



Vu, Le Commissaire Enquêteur
Christian JOUSSAIN

La Coquille, le 9 octobre 2012

Monsieur le Maire
Maurice GUINOT
Mairie
24300 ST FRONT LA RIVIERE

1

LE PRESIDENT

nos réf. BV/ ML/

Objet : Avis pour la révision de la carte communale

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la révision de la carte communale de votre commune, le Parc naturel régional a été sollicité en tant que Personne Publique Associée (PPA) à donner son avis, et je vous en remercie.

Le dossier que nous avons reçu est daté de septembre 2012. Il reprend la trame du dossier de juin 2012, avec une prise en compte des avis des différents PPA de juillet 2012.

Partie 1 : Etat initial de l'Environnement

Géologie-relief

Le Parc naturel régional note que la reformulation des paragraphes Géologie-relief- a suivi les commentaires élaborés lors de l'avis de juin 2012.

Sites Natura 2000

Dans le précédent avis, le Parc avait bien mentionné qu'il n'était pas nécessaire de réaliser une étude d'incidence sur le site N2000 Haute-Dronne, ce dernier étant situé en amont de la commune. Les pages 22 et 23 ne sont donc pas utiles.

Il peut être plus judicieux de conserver le paragraphe sur la Vallée de la Nizonne, puisqu'une petite partie de la commune fait partie du bassin versant de la Nizonne. La présentation par tableaux n'est pas visible pour le lecteur non averti. Une carte illustrant la situation de la commune par rapport aux sites N2000 proches aurait toute sa place dans ce paragraphe.

Partie 2 : Analyse socio-économique

Il nous apparaît que certaines demandes de précisions ont été prises en compte dans le nouveau document. Notamment en ce qui concerne les précisions sur l'OPAH de Nontron et des précisions sur l'assainissement (qui devrait être étoffé ultérieurement).

2

Partie 4 : Justification du zonage

Le rapport de présentation de la carte communale se doit, selon l'article L121-11, de décrire et d'évaluer les incidences notables que peut avoir ce document d'urbanisme sur l'environnement. Il doit expliciter les raisons qui conditionnent l'ouverture de parcelles en zone U.

Le présent document est plus clair que le précédent, même si les argumentaires ne sont pas toujours suffisamment développés.

Chazelle

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

Montrabet

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage.

Le Bourg

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

Le Mât

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

Les Grands Bois / Chazelle

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

Le Caneau

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

La Rebière Nord

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

La Rebière

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

La Varenne

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage.

Les Grèzes

L'avis est en attente des prochaines informations.

Lusson

Le Parc émet un avis **favorable** à ce nouveau zonage. ✓

3

Je vous remercie de nous avoir associé à la révision de votre carte communale, et vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de ma considération,

Bernard Vauriac

Département : DORDOGNE

Arrondissement : NONTRON

Canton : SAINT PARDOUX LA RIVIERE

Commune : **SAINT-FRONT-LA-RIVIERE**

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE **SAINT-FRONT-LA-RIVIERE**

ENQUÊTE PUBLIQUE

REGISTRE D'ENQUÊTE

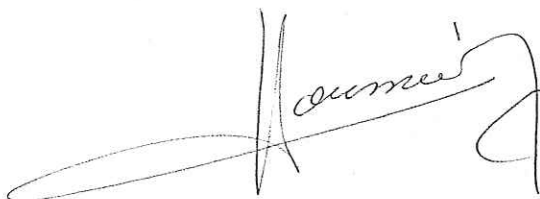
L'an deux mil quatorze, le dix-huit janvier en exécution des dispositions de l'arrêté de M. Le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert du 18 Décembre 2013 ;

Nous, Christian JOUSSAIN, Commissaire Enquêteur, avons ouvert le présent registre destiné à recevoir les observations présentées lors de l'enquête publique relative au projet de carte communale de la Commune de **SAINT-FRONT-LA-RIVIERE**.

Le présent registre, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par nos soins, comportant douze pages, numérotées de 1 à 12, sera tenu à la disposition du public à compter de ce jour et jusqu'au dix-huit février 2014 inclus.

Fait à SAINT-FRONT-LA-RIVIERE, le 18 JANVIER 2014

Le Commissaire Enquêteur



29 Janvier 2014

Page 1

MAURAND Michel S.V.E.S.

St Front la Rivière (La Bourq.)

(R1)

Je souhaite construire un Hangar
ou garage sur la parcelle 1363
pour cela je souhaite qu'elle soit
maintenue dans la zone nouvelle
constructible.

J. Bourgeois

LE CARRE Hervé

8, impasse Brûlé de Penem

33 290 LUDON MEDOC

05 57 88 01 04

rv.lecarre@orange.fr

St Front la Rivière le 29-01-2014

(R2)

à Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je souhaiterais que mon jardin situé au lieu dit
LE CANEAU section C 1363 et C 1364 devienne constructible.
Idem pour le bois situé aux Grandes Vignes section D
947 en partie basse, surface environ 4000 m².

Remerciements

J. Carre

29 janvier 2014 Mme S. Lapeyronnie Adèle à Chazelles Commune de
St Front la Rivière 24300

Je souhaite que la parcelle n° 252 qui m'appartient

(R3)

Soit maintenue dans la zone constructible en effet.
 Lorsque je suis devenue propriétaire de cette
 parcelle en 2010, j'ai acquiescé auprès du notaire
 des droits correspondant à un terrain constructible

(R3)

Lapuyronne

le 29 janvier 2014 POURBAIN Lucienne Béteferre
 24300 Saint-Front-la-Rivière je suis propriétaire d'un
 ensemble construit sur les parcelles N°3 et N°4 au
 lieu dit "Béteferre" j'envisage pour l'avenir de réaliser
 ces bâtiments agricoles en y faisant surcoûts et donc je
 construis une piscine pour cela tous ces jours
 je solliciterai qu'une partie de la parcelle N°3
 ou N°5 soit constructible pour permettre la réalisation
 de cette piscine

(R4)

le 7 Février Boutin André Nerville le Château
 6 Place Des Hales 17490 je désire que mes parcelles
 N° D. 373 soit placées constructives dans la carte communale

(R5)

Boutin

Vendredi 7 Février 2014

Madame Marie Hélène FAUX 16 Rue des Cigales 33370
 ARTIGUES PRÈS BORDEAUX

(R6)

Je demande que la parcelle D.9.6 soit classée construc-
 tive

Faup

Vendredi 7 Février 2014

MERIGUET Jean-Claude - le Sablon - 24300 ST-FRONT-LA-
 RIVIÈRE

Je demande à ce que mes parcelles N°952 et N°953

SECTION C soit incluse dans la zone constructible

car elles sont desservies par l'eau, l'électricité et

un assainissement individuel y est possible

(R7)

Faup

CLOTURE

Le 05 mars 2014 à douze heures, *faute* le délai d'enquête étant expiré,

je, soussigné, Christian JOUSSAIN, Commissaire Enquêteur déclare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant *47* jours consécutifs du *18 février* 2014 au *05 mars* 2014
in des

Les observations ont été consignées au registre par 8 personnes (pages n° R1 à R7)

En outre, j'ai reçu 3 lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1/ lettre en date du *(remise le) 18 janvier 2014* de M. *Johu... REID... n° L 1*

2/ lettre en date du *30 janvier 2014* de M. *Jean-Jacques... LE MAIRE... n° L 2*

3/ lettre en date du *18 février 2014* de M. *Pierre BOISSON... n° L 3*

4/ lettre en date du de M.....

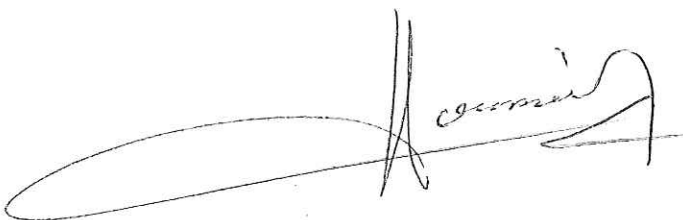
5/ lettre en date du de M.....

6/ lettre en date du de M.....

7/ lettre en date du de M.....

8/ lettre en date du de M.....

Le Commissaire Enquêteur,



Mr John REID

L 1

J'ai acheté ma parcelle C1477 avec CU en 2008. En 2009, j'ai remarqué que le CU était périmé. J'ai visité la mairie pour demander comment le renouveler et le maire m'a expliqué que les choses avaient changé et que la mairie ferait une demande de ma part que mon terrain où se trouve ma maison (c1355) soit inclus sur la Carte Communale à des fins constructibles. Le terrain a l'accès à tous les services, l'électricité et tout à l'égout. Je voudrais demander que ma parcelle soit acceptée dans le cadre de la Carte Communale de Saint-Front-la-Rivière.

I purchased my land C1477 with CU in 2008 and in 2009 I noticed that the CU had lapsed. I visited the Mairie to ask how to renew it and was advised that the situation had changed and that the Mairie would ask for my land and that which my house sits (C1355) to be placed on the Carte Communale for constructible purposes. The land has access to all services; electricity and mains drainage. I would like to request that my land be accepted as part of the Saint Front la Riviere Carte Communale.

Vu et Approuvé
Le Commissaire Enquêteur
Christian GUYON SAIN

Lemaire Jean-Jacques

Le 30 Janvier 2014.

L2

le Caneau

REÇU LE
31 JAN. 2014

24300 Saint Front La Rivière

Tel 05 53 56 68 46
port 06 72 70 28 41.

Monsieur le Maire de la Commune
de Saint Front La Rivière.

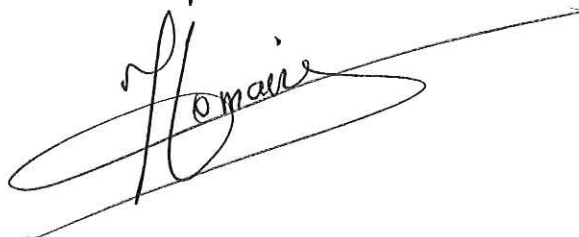
Vu et Annexé
Le Commissaire Enquêteur
Christian SOUSSAIN

Monsieur le Maire,
Monsieur,

Je viens d'apprendre que vous remettez le plan
d'occupation des sols de la Commune de Saint Front la Rivière à jour.

Par ce présent courriel je vous suis reconnaissant de
prendre en considération la parcelle de terrain en face de chez moi
n° 1362 pour une superficie de 1089 m² pour qu'elle devienne
constructible puisqu'elle se situe dans un alignement
construit de chaque côté, à bord de route avec
l'électricité, l'eau, et le tout à l'égout à proximité.

Dans l'attente de vous lire, Veuillez, Monsieur le Maire,
recevoir en mes sentiments les plus respectueux.



J'ai été très surpris d'apprendre que les Terrains à bâtir situés dans l'environnement immédiat du Village de Beletene, n'allaient plus être constructibles, lors de la révision de la Carte Communale (Actuellement en cours).
En effet je possède 3 Terrains recensés lors de la création de la Carte Communale.

1° la parcelle C 1069

2° la parcelle C 1085 (la partie du Haut vers la Route)

Ces deux parcelles sont desservies en eau, en électricité, sont situées à proximité de la Départementale N° 3 et aussi en bordure d'un chemin rural. Ces parcelles ne sont pas louées, donc ne font pas partie de la P.A.C. Elles font partie de la surface (2^{Ha} 50) laissée à la disposition des Agriculteurs à la Retraite (dont je suis bénéficiaire partiellement).
3° Une surface faisant partie de la parcelle N° C 1039 d'une contenance approximative de 1200 m² située en face d'une maison, desservie par la route Départementale N° 3 l'Eau, l'électricité. La vente ne nuirait pas l'Agriculteur qui l'exploite, étant donné la forme (Terrain vers le Haut).
Je suis par conséquent disposé à vendre ces 3 Terrains, à la première demande Aérienne.
Je sollicite, l'autorité compétente, la remise en Terrains à bâtir de ces parcelles.

Le 18 Février 2014


DUBUISSON Pierre

"LUXON"

4300 Saint-Front-la-Rivière



Vu et Annexé
Le Commissaire Enquêteur
Christian JOUSSAIN



L3

Département de la DORDOGNE

=====

Communauté de Communes du

PERIGORD VERT NONTRONNAIS

=====

ENQUÊTE PUBLIQUE

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE



Commune de

SAINTE-FRONT - LA - RIVIERE



Rapport du Commissaire Enquêteur

Christian JOUSSAIN

Mars 2014

SOMMAIRE

	Pages	Pages
I. CARACTERISTIQUES DU PROJET	2	2
1. Objet de l'enquête publique	2	
2. Cadre juridique du projet	2	
3. Composition du dossier	3	
4. Étude critique du dossier	4	
II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE	7	7
1. Désignation du Commissaire Enquêteur	7	
2. Publicité de l'enquête	7	
3. Période de l'enquête	9	
4. Visite des lieux	9	
5. Registre d'enquête	9	
6. Déroulement des permanences	10	
III. ANALYSE CRITIQUE.....	12	12
IV. CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	17	17
V. ANNEXES		20

* Les mentions de cette couleur représentent des observations du commissaire-enquêteur

I. CARACTERISTIQUES DU PROJET

1. **OBJET DE L'ENQUÊTE :**

La présente enquête publique a pour objet de présenter au public le contenu du dossier relatif à la révision de la carte communale actuellement en application sur le territoire de la commune de SAINT FRONT LA RIVIERE, pour recueillir et analyser ses observations, propositions ou contre-propositions, afin de déterminer, par un avis motivé, la suite qu'il conviendra de donner au présent projet.

2. **CADRE JURIDIQUE DU PROJET :**

La carte communale de Saint Front la Rivière a été approuvée par son Conseil Municipal, le 20 mai 2008.

La commune de Saint Front la Rivière appartient à la communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais, depuis le 1^{er} janvier 2014, dont le siège est sis à NONTRON, avenue du Général Leclerc. Antérieurement elle était intégrée à la communauté de communes du Périgord Vert, qui avait son siège en la mairie de Saint Pardoux la Rivière. C'est le conseil communautaire de cette entité qui, détenant la compétence « Aménagement de l'espace » (élaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme) avait prescrit la révision de cette carte communale dans sa séance du 19 septembre 2011, avec pour ambition de former un espace de solidarité entre les communes membres, afin d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de son territoire.

Pour se faire, elle souhaite :

- accueillir de nouveaux habitants et donc permettre l'implantation de nouvelles constructions ;
- maintenir les activités économiques présentes sur le territoire et permettre l'accueil de nouvelles entreprises ;
- conforter, maintenir et développer les équipements touristiques.

Cette révision a été prescrite avec pour objectifs de :

- rétablir des dysfonctionnements ;
- réajuster les terrains constructibles face à la rétention foncière et limiter la consommation des espaces agricoles.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'application des articles L.110 ; L.121-1 ; L.124-2 ; R121-1 ; R124-1 à R124-8 du Code de l'Urbanisme, L123-1 à L123-16 du Code de l'environnement.

Dans cette perspective, et suite à la demande de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, M. le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné en qualité de Commissaire Enquêteur pour conduire la présente enquête publique.

A l'issue, M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, a pris un arrêté, en date du 18 décembre 2013, prescrivant la mise à l'enquête publique de ce projet, au vu notamment :

- des articles R123-8 du Code de l'Environnement et R 124-6 du Code de l'urbanisme;
- de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement ;
- de la liste d'aptitude aux fonctions de Commissaire Enquêteur établie en 2013 et 2014 pour le département de la DORDOGNE ;
- de la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Périgord Vert, en date du 19 septembre 2011, prescrivant la révision de la carte communale de Saint Front la Rivière, et donnant autorisation à son président d'effectuer toutes démarches en vue de la nomination d'un commissaire enquêteur et de soumettre le dossier de révision à l'enquête publique.
- du décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

3. COMPOSITION DU DOSSIER :

- Pièces administratives :

* l'arrêté de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert du 18 décembre 2013, prescrivant les modalités de la présente enquête publique ;

* copie de la délibération du Conseil communautaire de la CCPV du 19 septembre 2011 ;

* l'arrêté de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais du 22 janvier 2014, relatif à la prolongation de l'enquête publique, pour une durée de 15 jours.

- Pièces de fond :

* un rapport de présentation ;

* une note de synthèse relative à la consommation des espaces agricoles ;

* un plan d'ensemble des secteurs agricoles concernés par la consultation de la CDCEA ;

* un document graphique à l'échelle 1/5000° en 2 cartes ;

* les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) consultées :

- Note pour l'examen de la nécessité d'une évaluation environnementale (juin 2013) ;

- Arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R121-14 du Code de l'Environnement (21 août 2013) ;

- du Parc Naturel Régional (PNR) Périgord-Limousin (09 octobre 2012);
- de la Direction Départementale des Territoires (DDT – 11 septembre 2013) avec avis de la Commission Départementale des Espaces Agricoles (CDCEA -04 septembre 2013) ;
- de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO – 02 octobre 2012) ;
- de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Aquitaine (12 octobre 2012).

Sur la forme la composition de ce dossier répond aux prescriptions de l'article R123-8 du Code de l'Environnement.

4. ETUDE CRITIQUE DU DOSSIER :

Ce dossier a été constitué par le bureau d'études A. T. E. L dont le siège est 16 rue de la Réforme, à LIMOGES (87000).

D'une manière générale il ne fait pas ressortir l'implication de la communauté de communes, compétente en matière de document d'urbanisme. Cette implication n'a été, également, que peu ressentie pendant le déroulement de la présente enquête publique.

Sur le fond, certains de ses documents appellent les observations suivantes :

A. Le rapport de présentation : ce document est structuré conformément aux prescriptions de l'article R124-2 du Code de l'Urbanisme, en ce qu'il analyse l'état initial de l'environnement, effectue une analyse socio-économique du territoire en exposant notamment les prévisions de développement démographique. Il évalue, in fine, les incidences sur l'environnement.

Il situe précisément la commune de saint Front la Rivière, au nord de la Dordogne, qui s'étale sur 1.789 ha et comportait 530 habitants en 2008. Cette population décroît constamment depuis 1990 (baisse de 2,4 % entre 1999 et 2008). Cette décroissance est due à un solde naturel négatif depuis 1975 (le taux de mortalité va du double au quadruple du taux de natalité), non compensé par un solde migratoire, pourtant positif depuis 1982.

Malgré l'enregistrement de cette décroissance de la population (- 0.3 % linéairement de 1990 à 1999 et - 0.2 % de 1999 à 2008), les perspectives d'évolution de la démographie envisagées sont une hausse constante de 0.4 % entre 2008 et 2020, ce qui porterait la population de cette commune à 555 habitants à cette date.

Cette estimation apparaît surévaluée, comparativement à l'évolution négative enregistrée depuis plus de 20 ans, malgré l'affirmation que la position géographique de Saint Front la Rivière est intéressante pour accueillir de nouvelles populations.

Sur la base de cette estimation, il ressort un besoin de 13 logements nouveaux en prenant en compte la composition moyenne actuelle d'un foyer (2 personnes en 2008), ce qui induirait une surface de 6.5 ha à ouvrir à l'urbanisation à raison d'une unité de 2.000 m² par parcelle constructible, péréquationnée d'un coefficient de rétention foncière de 2,5.

Cette unité apparaît en inadéquation avec la réglementation qui prône une urbanisation plus économe en espace et plus spécifiquement des espaces agricoles.

Sur 355 logements recensés dans la commune en 2008, 41 étaient vacants, soit 11,5 % du parc.

La surface totale ouverte à l'urbanisation dans le cadre de la présente révision est de 13,94 ha, soit bien supérieure aux besoins énoncés ci-dessus (plus du double). Il s'agit d'une volonté de la collectivité de proposer une offre diversifiée de terrains, que ce soit en termes de localisation (bourg et villages) ou de superficie notamment. Il aurait été souhaitable d'argumenter ce rapport pour expliquer comment cette commune va devenir attractive, sachant qu'une profusion de zones constructibles ne permet pas, à elle seule, d'attirer la population.

Cette appréciation est en opposition avec les principes dégagés par les lois SRU et Grenelle de l'Environnement, qui prône une urbanisation plus économe en espaces, laquelle est, de plus, aggravée par l'application d'un coefficient de rétention foncière de 2,5 qui n'est applicable que lorsque le nombre de terrains ouverts à la construction est relativement faible et lorsqu'il existe une réelle rétention foncière. Il se dégage également une contradiction entre cette importante ouverture à l'urbanisation et le grand nombre de logements vacants recensés.

Saint Front la Rivière recense une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) de type 1 sur 115 ha, composée de prairies humides, de marais, de tourbières, carrières, grottes et amas rocheux, qui présente un intérêt certain en raison de son aspect naturel dans un secteur morcelé par l'agriculture et l'urbanisation. Cette ZNIEFF est située majoritairement en zone non constructible ce qui exclut des incidences négatives sur les milieux et espèces inventoriés. Cette commune est limitrophe d'un site « Natura 2.000 », situé en amont, ainsi sa carte communale n'aura pas d'incidences directes ou indirectes sur ce site.

B. le document graphique : compte tenu de l'échelle de cette cartographie, ce document a été établi en 2 cartes différentes afin d'en permettre une meilleure manipulation et une meilleure lecture. La légende est bien adaptée et ne permet aucune confusion sur le classement des parcelles dans les différentes zones retenues. Le principe de réciprocité énoncé par l'article L111-3 du Code Rural, qui permet de consolider l'activité agricole, n'est pas pris en compte au niveau des bâtiments agricoles existants. Ainsi, aucun périmètre de protection des exploitations agricoles existantes n'y est figuré. Il est à noter également que l'absence de sections cadastrales d'une part, et d'indications des voies de communication, a souvent compliqué la recherche de certaines parcelles pour un public non habitué à l'utilisation de ce genre de documents.

Il serait souhaitable que l'ensemble de ces informations figurent sur le document graphique définitif.

C. La note de synthèse relative à la consommation d'espaces agricoles : Saint Front la Rivière est une commune rurale tournée vers l'agriculture. Ce document revêt donc une importance primordiale. Cependant il synthétise de façon trop schématique le rapport de présentation, affichant plutôt les caractéristiques d'un résumé non technique. Consacré à un bilan comptable des espaces agricoles concernés par la présente modification, il ne procède pas à une véritable analyse de l'activité agricole. Il se limite à s'appuyer sur une enquête agricole, menée en 2004, au moyen d'un questionnaire envoyé à chaque exploitant agricole afin de connaître quelques paramètres liés à leur exploitation et à conclure que « *la révision de la carte communale a une incidence positive sur l'activité agricole* », motivée par un solde positif des espaces agricoles restitué à ses besoins (6,90 ha de surface agricole retirés de la zone constructible, pour 2.31 ha ajoutés à cette zone).

Un diagnostic plus précis de l'activité agricole pourrait être dégagé pour l'ensemble du territoire de la commune afin d'en déterminer les zones dévolues à l'élevage et celles supportant divers types de cultures.

D. Observations des Personnes Publiques Associées :

1. **Avis de l'Autorité Environnementale :** consultée en mars 2013 pour avis, la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine (DREAL) avait, dans un premier temps, sollicité un complément d'information sur la description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine, à M. le Maire de Saint Front la Rivière. Une note pour l'examen de la nécessité d'une évaluation environnementale a été établie en juin 2013, cette autorité s'est prononcée sous forme d'un arrêté en date du 21 août 2013, sur la demande formulée par M. le Maire de Saint Front la Rivière, estimant que le présent projet de révision de la carte communale n'est pas soumis à évaluation environnementale. Elle a motivé sa réponse en considérant que le projet apparaissait important en matière de consommation d'espace d'environ 6,5 ha pour la construction de 13 nouveaux logements, mais qu'il n'est pas susceptible d'affecter l'environnement de manière significative, pour n'avoir aucun lien hydrographique avec les sites Natura 2000 « Vallée de la Nizonne » et « Réseau hydrographique de la haute Dronne ».

Il est à souligner que cette Autorité Environnementale a rendu son avis au vu de la demande présentée par le maire de Saint Front la Rivière, reçue le 10 juillet 2013, et non du Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, seul détenteur de la compétence en matière d'urbanisme sur cette commune. Par ailleurs, et bien que la note fournie fasse bien état d'une

proposition d'ouverture à l'urbanisation de 13,94 ha, en sa page 4, cette décision ne considère la consommation d'espace que pour 6,50 ha.

De ce point de vue, cette décision ne semble pas en adéquation complète avec les éléments d'appréciation objectifs du présent projet.

2. Avis de la Commission Départementale des Espaces Agricoles (CDCEA) : cette commission conclut que la surface totale disponible à la construction est estimée à plus du double des besoins (13,94 ha pour 6,5 ha). Elle souhaite une réflexion plus poussée qui permettrait de réduire cet écart, au bénéfice de la préservation des espaces agricoles.

3. Avis du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin : les erreurs relatives à la géologie, relevées dans cet avis, ont été corrigées. Il émet un avis favorable pour 10 des 11 lieudits concernés (avis réservé pour « les Grèzes »)

4. Avis de l'Agence Régionale de Santé Aquitaine : à l'exception de quelques réserves concernant 3 lieudits (« Le Mât » ; « Les Grèzes » et « le Bourg »), cet organisme n'émet aucune remarque particulière sur ce projet.

5. Avis de l'Institut Nationale de l'Origine et de la Qualité (INAO) : Saint Front la Rivière se trouve dans l'aire géographique de production de l'AOP « Noix du Périgord », ce qui, conformément à l'article L112-3 du Code Rural et de la pêche maritime justifie la consultation de cet organisme. Il en ressort qu'aucune noyeraie n'est incluse dans les zones U (constructibles) projetées. Néanmoins l'INAO relève des extensions urbaines excessives dans certains espaces agricoles (« le Mât » ; « Le Canneau » ; « la Rebière Nord » ; « Varenne » et « Les Grèzes »).

La majeure partie de ces avis relèvent une utilisation trop importante d'espaces dédiés à la construction et convergent vers une meilleure rationalisation de leur consommation pour une gestion plus économe de ceux-ci.

==--==--==

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

J'ai été désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique relative au projet de révision de la carte communale de la commune de SAINT FRONT LA RIVIERE, suivant l'ordonnance n° E13000294/33 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX, en date du 02 décembre 2013, M. Bernard TILEVITCH étant désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

2. PUBLICITE DE L'ENQUÊTE :

Une étude préalable du dossier d'enquête publique a été effectuée au siège de la « Communauté de Communes du Périgord Vert », à la mairie de Saint Pardoux la Rivière, le 18 décembre 2013, en présence du représentant de cet EPCI, et de M. le Maire de Saint Front la Rivière. Après cette étude, et avoir constaté la complétude de ce dossier, les modalités spécifiques à la bonne conduite de l'enquête publique ont été arrêtées :

- durée de l'enquête : 32 jours consécutifs du 18 janvier 2014 au 18 février 2014 inclus ;
- dates des permanences en Mairie, fixées au nombre de 4, compte tenu des habitudes locales (un samedi matin a été réservé à une de celles-ci), ainsi que des jours et heures d'ouverture de la mairie ;
- teneur et planification des parutions légales : dans les deux quotidiens habilités à publier des annonces légales, **SUD-OUEST** et **La Dordogne Libre**, suivant l'échéancier suivant :

Publications	Dates programmées de première parution	Dates programmées de seconde parution
SUD-OUEST	02 janvier 2014	21 janvier 2014
La Dordogne Libre	02 janvier 2014	21 janvier 2014

- Mise à disposition du registre d'enquête en mairie suivant les horaires habituels d'ouverture de celle-ci.

M. le Maire de Saint Front la Rivière a fait procéder à l'affichage d'un Avis d'Enquête prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de révision de la carte communale dans les délais légaux. Cet affichage a été effectué à l'aide d'une affiche de couleur jaune, répondant aux

prescriptions de l'article R 123-11 du Code de l'Environnement, sur le panneau d'affichage de la Mairie et visible de l'extérieur. Cet avis a également été affiché sur l'ensemble des 19 panneaux municipaux répartis dans les divers hameaux ou lieudits.

Il y a lieu de préciser qu'une réforme de l'intercommunalité est entrée en application le 1^{er} janvier 2014, et qu'aux termes de celle-ci, la « Communauté de Communes du Périgord Vert », regroupant les communes de Saint Pardoux la Rivière (siège) ; Saint Saud Lacoussière ; Milhac de Nontron ; Saint Front la Rivière ; Miallet et Champs Romain a été remplacée par une nouvelle entité juridique : la « Communauté de Commune du Périgord Vert Nontronnais », composée nouvellement de 17 communes dont Saint Front la Rivière, et pour laquelle le siège est transféré à Nontron.

La publicité réglementaire, initiée par M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert a fait l'objet de **publications d'annonces légales**, suivant sa demande formulée consécutivement à la prise de son arrêté n°1 du 18 décembre 2013 comme suit :

Publications	Dates constatées de première parution	Dates constatées de seconde parution
SUD-OUEST	02 janvier 2014	21 janvier 2014
La Dordogne Libre	04 janvier 2014	21 janvier 2014

Le premier avis paru dans le quotidien « Sud-Ouest » est conforme à l'article R.123-11-I du décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011, pour avoir été publié au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique. Il m'a été donné de constater que la première parution programmée dans le quotidien « La Dordogne Libre » n'a pas été publiée dans les délais légaux. J'en ai immédiatement informé le représentant de la nouvelle Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais. Cette parution a été publiée le 04 janvier 2014 soit seulement 13 jours francs avant l'ouverture de l'enquête publique.

La deuxième parution a été rappelée dans les 8 premiers jours de l'enquête, par les deux quotidiens. Ainsi les délais légaux pour cette deuxième parution ont bien été respectés.

J'ai constaté également que certaines indications mentionnées à l'article R123-9 du Code de l'Environnement avaient été omises dans la rédaction de cet avis d'enquête.

En conséquence, j'ai sollicité une prolongation de l'enquête publique pour une durée de 15 jours, avec réitération de la publicité légale, complétée, dans ces deux quotidiens d'annonces légales.

Publications	Nouvelle 1 ^{er} parution	Nouvelle 2 ^{er} parution
SUD-OUEST	28 janvier 2014	18 février 2014
La Dordogne Libre	28 janvier 2014	18 février 2014

Les exemplaires correspondants des deux publications portant parution de l'ensemble de ces avis d'enquête en annonces légales ont été versés au dossier en Mairie, et tenus à la disposition du public. Ils sont annexés au présent, afin d'y demeurer.

Dans ces circonstances, il y a lieu de considérer que le public a été réellement et réglementairement informé de l'ensemble des modalités de la présente enquête publique.

Un certificat de publication et d'affichage attestant de l'ensemble de ceux-ci, a été établi par M. le président de la CCPVN, à l'issue de l'enquête publique, et est annexé au présent, ainsi qu'un certificat pour ce qui concerne l'affichage de l'avis d'enquête et de prolongation d'enquête sur le territoire de la commune de Saint Front la Rivière, établi par le maire de cette commune.

3. PERIODE DE L'ENQUÊTE :

Initialement prévue pour durer 32 jours consécutifs, du 18 janvier 2014 au 18 février 2014 inclus, cette enquête s'est réellement déroulée pendant 47 jours consécutifs, du samedi 18 janvier 2014 au mercredi 05 mars 2014, inclus.

J'ai sollicité une prolongation pour une durée de 15 jours, compte tenu de l'omission de certaines indications légales dans les parutions initiales dans les 2 journaux locaux d'annonces légales d'une part, et également afin qu'une nouvelle publicité légale puisse produire ses pleins effets auprès du public, en raison du non respect de parution dans les délais légaux de la première parution dans le quotidien « la Dordogne Libre ». Au cours de cette prolongation j'ai tenu une nouvelle permanence, le 05 mars 2014.

4. VISITE DES LIEUX :

Afin de prendre la mesure visuelle et de mieux contextualiser la teneur des différentes observations, j'ai procédé à une visite approfondie des lieux concernés. Cette visite des lieux, au cours de laquelle j'ai dressé un album photographique de certains d'entre eux, a été effectuée en présence de M. le Maire de Saint Front la Rivière, le 18 février 2014.

5. LE REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE :

Un registre d'enquête publique, comportant 12 feuillets, non mobiles, a été ouvert en la Mairie de Saint Front la Rivière. Il a été paraphé par mes soins, dès avant l'ouverture de celle-ci.

Il y est demeuré, ainsi que le dossier, à la disposition du public, pendant toute la durée de la présente enquête publique.

A l'issue de celle-ci, j'ai clôturé ce registre d'enquête, qui m'a été remis sans délai par M. le maire de Saint Front la Rivière.

De l'examen de ce registre, il ressort que sept observations y ont été mentionnées :

- Observation de **M. Michel MANAUD n° R1** : souhaite construire un hangar ou un garage sur sa parcelle n° 1363 et pour cela demande qu'elle soit incluse dans la zone constructible ;
- Observation de **M. Hervé LE CARRE n° R2** : souhaite que ses parcelles n° C 1363 et 1364 au « Canneau » ainsi que celle située aux « Grandes Vignes » n° D 947 soient classées en zone constructible ;
- Observation de **Mme Adèle LAPEYRONNIE n° R3** : souhaite que sa parcelle n° 252 soit maintenue dans la zone constructible ;
- Observation de **Mme Lucienne POURTAIN n° R4** : souhaite qu'une partie de sa parcelle 1103 ou 1105 soit classée en zone constructible ;
- Observation de **M. André BOUTIN n° R5** : demande l'inclusion de sa parcelle n° D 373 en zone constructible ;
- Observation de **Mme Hélène FAUX n° R6** : demande que sa parcelle n° D 96 soit classée constructible ;
- Observation de **M. Jean-Claude MERIGUET n° R7** : demande que ses parcelles n° C 952 et 953 soient incluses dans la zone constructible.

Par ailleurs j'ai reçu trois courriers émanant de :

- **M. John REID, n° L1** (remis le 18/01/2014) par lequel il sollicite le classement de la parcelle cadastrée C 1477 en zone constructible ;

- **M. Jean-Jacques LEMAIRE, n° L2** en date du 30 janvier 2014 par lequel il demande que sa parcelle n° C 1362 au « Canneau » soit incluse en zone constructible ;

- **M. Pierre DUBUISSON, n° L3**, en date du 18 février 2014, qui sollicite la remise des terrains cadastrés C 1039 (pour partie), 1069, et 1085 (pour partie) en zone constructible.

Après la clôture de l'enquête je n'ai reçu aucune autre observation, soit directement, soit adressée en mairie de Saint Front la Rivière.

6. DEROULEMENT DES PERMANENCES :

J'ai assuré les permanences en la Mairie de Saint Front la Rivière, comme prescrit dans les arrêtés de M. le Président de la Communauté de Communes, savoir :

Dates des permanences

Horaires des permanences

Samedi 18 janvier 2014

De 9 h à 12 h : ouverture de l'enquête

Mercredi 29 janvier 2014

De 9 h à 12 h

Vendredi 07 février 2014

De 13 h 30 à 16 h 30

Mardi 18 février 2014

De 13 h 30 à 16 h 30

Mercredi 05 mars 2014

De 9 h 30 à 12 h 30 : clôture de l'enquête

Ces permanences se sont tenues dans la salle du Conseil Municipal, ce qui a permis de préserver la confidentialité des entretiens avec le public.

Durant ces permanences, j'ai reçu ou renseigné 16 personnes désirant obtenir des précisions sur le projet soumis à l'enquête, comme suit :

Détail des personnes reçues au cours des permanences

Date et Heure	Noms prénoms adresses	Parcelles concernées	Observations
Samedi 18/01/14 10 H	Mme Catherine RAT	D 102 « Le Mât »	Positionnée en constructible sur le projet. Classée pour partie en zone bleue du PPRI (Cf. arrêté préfectoral du 31/01/14) et pour partie en zone rouge.
18/01/14 10 H 30	M. John REID	C 1477 « Chez Boutau »	La parcelle C 1477 a été re-cadastrée en 1515 et 1516. Ces deux parcelles sont maintenues en zone constructible, au projet. Voir observation écrite Lettre L1
18/01/14 11 H 15	M. RAT	Le Mât	Pour confirmer la visite de son épouse Mme Catherine RAT
Mercredi 29/01/14 9 h 15	M. Michel MANAUD	B 1363 « Le Bourg »	Désire faire édifier un garage ou un hangar sur sa parcelle. Celle-ci est classée en zone U rajoutée lors de la révision. Registre R1
9 h 30	M. Hervé LE CARRE	C 1363 « le Caneau » D 947 « Les Grandes Vignes »	Jardin actuel. Demande classement en zone constructible Bois. Souhaite une partie en zone constructible d'environ 4.000 m ² Voir registre R2

10 H	Mme Adèle LAPEYRONIE	D 252 « Chazelles »	Demande le maintien en zone constructible de sa parcelle héritée en 2010 et pour laquelle elle a payé des droits de mutation en tant que telle. Voir registre R3
10 h 20	Mme Lucienne POURTAIN	C 1103, 1106 « Beleterie »	Demande le classement en zone constructible pour pouvoir construire une piscine et faire des gîtes ruraux en réhabilitant des dépendances agricoles anciennes. Voir registre R4
Vendredi 07/02/14 13 H 30	Pris connaissance lettre de M. Jean Jacques LEMAIRE, annexée au registre d'enquête publique	C 1362 « Le caneau »	Demande le classement en zone constructible. Voir Lettre L2 en R. A. R
14 H 15	M. et Mme André BOUTIN	D 373 « Les Grands Bois »	Souhaitent l'intégration de leur parcelle en zone constructible Voir registre R5
14 H 30	M. Jean Jacques LEMAIRE	C 1362 « Le Caneau »	En confirmation de son courrier R. A. R
14 H 50	Indivision : Mme Marie-Hélène FAUX Gabriel BASBAYON Elizabeth BEAUSSART	D 96 « Les Grandes Vignes »	Souhaitent l'intégration de leur parcelle en zone constructible Voir registre R6
15 h 15	Mme Patricia COUTY	B 395 « Chez Bouleau »	A pris acte que sa parcelle était classée en zone constructible au projet.
15 h 30	M. et Mme Jean-Claude MERIGUET	C 952, 953 « Les Sablons »	Souhaitent l'intégration de leurs parcelles en zone constructible Voir registre R7
Mardi 18/02/14 14 h	M. Pierre DUBUISSON	C 1039, 1069, 1085 « Béléterie »	Demande le maintien en zone constructible des ses 3 parcelles (partiellement) Voir lettre L3
14 h 30	M. Jean-Louis DENERF	Divers bois taillis « les Grèzes de la Vigerie »	A pris connaissance de maintien de ses parcelles en zone non constructible.

==--==--==

A l'issue de l'enquête, j'ai notifié, le 6 mars 2014, par procès-verbal, la teneur des observations recueillies pendant celle-ci. J'ai également sollicité des éléments d'appréciation complémentaires, notamment ceux relatifs à la consommation d'espace consacrée aux zones constructibles, ainsi qu'en la desserte des parcelles concernées par l'ensemble des réseaux et leur aptitude à recevoir une filière d'assainissement individuel.

La CCPVN m'a adressé un mémoire en réponse en date du 18 mars 2014, qui m'est parvenu le 24 mars 2014 et dont les éléments sont pris en compte dans l'analyse en infra.

==--==--==

III. ANALYSE CRITIQUE ET EXAMEN DES OBSERVATIONS

Les objectifs liés à la révision de cette carte communale sont clairement énoncés :

- Rétablir les dysfonctionnements ;
- Réajuster les terrains constructibles face à la rétention foncière et limiter la consommation des espaces agricoles.

Il y a donc lieu de mettre ces objectifs en perspective avec les divers développements du projet d'une part, et des observations recueillies au cours de l'enquête publique d'autre part.

1. AVEC LES ELEMENTS DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE :

Les dysfonctionnements dont il est fait état ne sont pas précisément identifiés. Certains éléments épars peuvent être recensés comme participant à la recherche de cet objectif :

- suppression de zones constructibles de la carte communale pour des raisons paysagères (« Chazelle » et « Béleterie ») ou techniques : traversée d'une conduite d'eau (« Béleterie ») ;
- réintégration d'espaces agricoles dans leur véritable fonction, etc...

Pour ce qui concerne le réajustement des terrains constructibles et la limitation de la consommation d'espace agricole, depuis l'approbation de la carte communale, le 20 mai 2008, il a été consommé 3,47 ha de surface constructible qui ont permis la réalisation de 7 maisons d'habitation (dont 3 en cours), quelques annexes (1 hangar, garages, piscines), 1 bâtiment agricole et, sur un lotissement de 16 lots ouvert en 2010, une maison est construite, et 7 sont en chantier.

Une quinzaine de constructions ont donc été réalisées au cours de ces 5/6 dernières années. Le rapport qui s'en dégage est comparable à celui constaté depuis 2001 (3 par an).

Selon cette dynamique, et dans la perspective d'un développement à atteindre en 2020, une surface dévolue à l'urbanisation comparable à celle consommée depuis 2008, pourrait apparaître suffisante (besoin estimé = 2,6 ha pour la construction de 13 nouveaux logements pour accueillir 25 nouveaux habitants). Compte tenu d'une rétention foncière observée par le passé, un coefficient de 2.5 appliqué à cette surface conduirait à une consommation de 6,5 ha. Mais c'est un espace de 13,94 ha qui est proposé à l'urbanisation, selon un choix subjectif de la collectivité, afin de pouvoir proposer une offre diversifiée de terrains dans l'objectif de pouvoir accueillir de nouveaux habitants. Il a été noté dans la majorité des avis des PPA que cette surface consacrée à la construction était très nettement supérieure aux besoins exprimés pour diverses raisons, desquelles il est possible de dégager :

- des unités foncières trop consommatrices d'espaces (2.000 m² par construction) ;
- un coefficient de rétention foncière (2.5) excessif ;
- la non prise en compte d'un nombre très important de logements vacants (11,5 % du nombre total de logements disponibles).

Ces choix, réaffirmés par M. le maire de Saint Front la Rivière dans le dernier bulletin municipal, où il énonce avoir besoin de terres agricoles constructibles, paraissent en contradiction avec l'objectif de limiter la consommation des espaces agricoles. Cependant ils tiennent compte d'une restitution de 6,9 ha à leur vocation initiale, pour une utilisation nouvelle de 2.31 ha seulement, soit un solde positif net de 4,51 ha.

Compte tenu de l'ensemble de ces critères une réflexion plus approfondie a été suggérée par les PPA, dans l'objectif de réduire la surface ainsi ouverte à l'urbanisation.

Le procès-verbal de notification des observations recueillies au cours de la présente enquête et adressé à la CCPVN réitère cette suggestion tout en questionnant sur les suites qu'elle entend y donner, et plus particulièrement sur les mesures envisagées afin d'économiser l'espace disponible (Cf. PV de synthèse en annexe).

Il apparaît que M. le maire de cette commune n'envisage pas une telle démarche (Cf. mémoire en réponse au P. V de synthèse du 18 mars 2014, en annexe), et notamment pas de diminution du coefficient de rétention de foncière de 2,5 à 2.

2. AVEC LES OBSERVATIONS DU PUBLIC :

Sur les 16 personnes reçues au cours des permanences, l'intégralité des 10 ayant formulé des observations sollicitent une demande d'intégration de parcelles, ou de parties de parcelles en zone constructible. Il en est ainsi pour toutes les observations figurant au registre d'enquête publique, et numérotées de **R1 à R7** ainsi que des courriers reçus ou remis et qui y ont été annexés numérotés **L1 à L3**.

Pour chacune de ces demandes j'ai procédé à une visite détaillée des lieux concernés.

L'intégralité de ces observations a été communiquée à la CCPVN, dans le cadre du Procès-verbal de synthèse.

Les motivations de ces demandes d'inclusions de parcelles en zone constructibles sont de plusieurs ordres :

- elles sont actuellement classées en zone constructible de la carte communale, et supprimées de cette zone au projet. Il en est ainsi pour les demandes formulées par **Mme Adèle LAPEYRONNIE**, parcelle D 252 à « Chazelle », n° **R3**, laquelle argue avoir acquitté des droits de mutation sur la base d'une surface constructible et souhaite la conserver comme telle ; de **M. Pierre DUBUISSON**, n° **L3**, qui justifie que ses parcelles à « Béleterie » sont desservies en eau et électricité et situées à proximité de la Départementale 3, et qu'il souhaiterait les vendre à la première demande sérieuse ;
- elles ne sont pas classées en zone constructible, mais desservies par des réseaux et leurs propriétaires désirent édifier une construction pour eux-mêmes. C'est le cas de **M. Michel MANAUD**, parcelle B 1363 au Bourg, n° **R1** ; de **M. Jean Jacques LEMAIRE** parcelle C 1362 au « Caneau », n° **L2** ; de **M. Hervé LE CARRE** parcelle C 1363 au « Caneau », n° **R2** ; **M. Jean-Claude MERIGUET** parcelles C 952 et 953 aux « Sablons » n° **R7** ;

- elles veulent satisfaire un objectif particulier : **Mme Lucienne POURTAIN** souhaite créer un gîte rural en réhabilitant d'anciennes dépendances agricoles et y adjoindre une piscine sur la parcelle 1103 ou 1106 à « Bélèterie » n° R4 ;
- elles sont positionnées en zone constructible du projet mais supportent un inconvénient : c'est le cas de la parcelle 102 à « Le Mât » appartenant à **M. et Mme RAT**, positionnée pour une partie en zone bleue du PPRI applicable depuis le 31/01/2014, et pour l'autre en zone rouge ;
- elles ne sont pas motivées par leurs propriétaires : c'est le cas pour la parcelle D 947 (bois en partie basse) aux « Grandes Vignes » appartenant à **M. Hervé LE CARRE n° R2** ; la parcelle D 373 aux « Grands Bois » appartenant à **M. et Mme BOUTIN n° R5** ; la parcelle D 96 aux « Grandes Vignes » appartenant à l'indivision **Hélène FAUX, Gabriel BASBAYON et Elizabeth BEAUSSART n° R6** ;
- elles sont positionnées en zone constructible au projet, c'est le cas de la parcelle C 1477 appartenant à **M. John REID**, au lieudit « Chez Boutau » n° L1.

Pour chacune des ces observations, après leur analyse, il a également été déterminé :

- Qu'elles participent à un élargissement des zones constructibles au détriment d'espaces agricoles. Il en est ainsi pour :
 - N° D 947 « les Grandes Vignes » propriété de **M. Hervé LE CARRE** ;
 - N° D373 « Les Grands Bois » propriété de **M. et Mme BOUTIN** ;
 - N° D 96 « Les Grandes Vignes » propriété de l'indivision **Marie-Hélène FAUX, Gabriel BASBAYON et Elizabeth BEAUSSART** ;
 - N° C 1039, 1069 et 1085 (pour partie) « Bélèterie » propriété de **M. Pierre DUBUISSON**.

Pour celles-ci il y a lieu de savoir si elles sont exploitées, et / ou font l'objet d'une subvention de la Politique Agricole Commune (PAC), afin de pouvoir déterminer la suite qu'il est possible de réserver à ces demandes.

- Qu'elles sont concernées par un périmètre de protection d'un monument classé :
 - N° C1477 (recadastrée en 1515 et 1516) « Chez Boutau » propriété de **M. John REID** ;
 - N° C 1363 « Le Caneau » propriété de **M. Hervé LE CARRE** ;
 - N° C 1362 « Le Caneau » propriété de **M. Jean-Jacques LEMAIRE** ;
 - N° C 952 et 953 « Les Sablons » propriété de **M. et Mme Jean-Claude MERIGUET** ;
 - N° C 1039, 1069 et 1085 « Bélèterie » propriété de **M. Pierre DUBUISSON**.
- Qu'elles sont impactées par le Plan de Prévention du Risque Inondations de la Dronne (PPRI) :
 - N° D 102 « Le Mât » propriété de **M. et Mme RAT**, pour partie en zone bleue, celle répertoriée en zone constructible dans le projet, et pour l'autre partie en zone rouge ;
 - N° B 1363 « le Bourg » propriété de **M. Michel MANAUD**.

Pour toutes ces parcelles, il y a également lieu de connaître l'état des réseaux de desserte, ainsi que leur faculté à recevoir une filière d'assainissement individuel, pour celles qui ne seraient pas desservies par le réseau d'assainissement collectif.

Compte tenu des éléments contenus dans le mémoire en réponse établi par la CCPVN, d'une part, et des avis circonstanciés des PPA qu'il convient de prendre en compte, il apparaît que

certaines de ces demandes ne pourront pas être satisfaites en raison :

- de la consommation d'un espace agricole exploité ou participant d'une subvention de la PAC :
 - **M. Hervé LE CARRE** pour sa parcelle de bois n° D 947 aux « Grandes Vignes » ;
 - **M. et Mme BOUTIN** pour leur parcelle D 373 aux « Grands Bois » ;
 - **Indivision Hélène FAUX, Gabriel BASBAYON et Elizabeth BEAUSSART** pour la parcelle n° D 96 aux « Grandes Vignes » (subvention PAC Cf. mémoire en réponse CCPVN) ;
 - **M. Pierre DUBUISSON** pour ses parcelles C 1039, 1069 et 1085 (pour partie) à « Béleterie », ces parcelles étant par ailleurs proches d'une stabulation, qu'il conviendra de protéger par l'instauration d'un périmètre suivant le principe de réciprocité énoncé par l'article L111-3 du Code Rural ;
- de leur inscription dans le périmètre d'un monument protégé :
 - Celles appartenant à **M. Pierre DUBUISSON** n° C 1039, 1069 et 1085 à « Béleterie » ;
 - celles appartenant à **M. et Mme Jean-Claude MERIGUET** n° C 952 et 953 aux « Sablons » ;
- de la non desserte, de l'insuffisance de desserte des réseaux ou de l'incompatibilité de réalisation d'une filière d'assainissement individuel :
 - celle de **M. Hervé LE CARRE** pour sa parcelle n° D 947 aux « Grandes Vignes » ;
 - celle de **M. et Mme BOUTIN** pour leur parcelle n° D373 aux « Grands Bois » ;
 - celles de **M. et Mme Jean-Claude MERIGUET** n° C 952 et 953 aux « Sablons » ;

Une suite favorable pourra être réservée aux demandes formulées par :

- **M. et Mme RAT**, pour ce qui concerne l'inclusion en zone constructible de la partie de leur parcelle D 102 au « Mât » située en zone bleue du PPRI, sous réserve du respect des mesures de prévention définies par celui-ci ;
- **M. Michel MANAUD**, pour ce qui concerne le maintien de sa parcelle B 1363 au « Bourg » dans la zone constructible, sous réserve également du respect des mesures de prévention imposées par le PPRI pour les constructions autorisées en zone bleue, parcelle desservie en assainissement collectif ;
- **M. Hervé LE CARRE et M. Jean-Jacques LEMAIRE** pour ce qui concernent leurs parcelles respectives et mitoyennes n° C 1363 et C 1362 au « Caneau », sous réserve de consultation préalable de l'architecte des bâtiments de France, relativement à leur situation dans le périmètre de protection des façades et toitures du Château de Pommier, inscrite au titre des Monuments Historiques depuis le 4 décembre 1959 ;
- **Mme Adèle LAPEYRONIE** pour sa parcelle D 252 à « Chazelle » pour laquelle elle dispose, à ce jour, d'un droit à construire ;

- **M. John REID** pour ce qui concerne sa parcelle C 1477 « Chez Boutau » (recadastrée n° 1515 et 1516), et selon la même réserve, relativement au Château Saulnier, inscrit depuis le 18 septembre 1969 ;
- **Mme Lucienne POURTAIN** pour ce qui concerne sa demande d'intégration en zone constructible d'une partie de sa parcelle C 1103 ou 1106 dans l'objectif de réhabiliter une ancienne dépendance agricole et gîte rural et d'y adjoindre une piscine. Afin d'éviter un pastillage, cette zone sera strictement limitée aux besoins énoncés et dans la partie de parcelle qui n'est pas en co-visibilité du château de la Renaudie, et sous réserve de consultation préalable de l'architecte des bâtiments de France, relativement au périmètre de protection de ce château.

Le Commissaire Enquêteur,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Commune', with a large, stylized flourish extending to the left.

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Portant sur le projet de

Révision de la carte communale de SAINT-FRONT-LA-RIVIERE

L'enquête publique relative au projet de révision de la carte communale de la commune de SAINT-FRONT-LA-RIVIERE (24) s'est déroulée du 18 janvier 2014 au 05 mars 2014 inclus, selon les modalités de l'arrêté de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, en date du 18 décembre 2013, qui l'a ordonnée, et de l'arrêté de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais (CCPVN), après réforme de l'intercommunalité entrée en application le 1^{er} janvier 2014, en date du 22 janvier 2014 qui a ordonné sa prolongation pour une durée de 15 jours.

Cette enquête a fait l'objet d'une publicité légale, pour laquelle il a été constaté l'omission de certaines indications réglementaires dans l'avis d'enquête, ainsi qu'une parution trop tardive du second avis sur un des journaux locaux d'annonces légales. Pour ces motifs, et afin d'informer précisément le public, j'ai décidé de prolonger l'enquête publique de 15 jours afin de permettre la publication d'une nouvelle publicité réglementaire. Celle-ci a été complétée par l'apposition d'avis d'enquête publique dans les différents lieux de la commune.

Dans ces conditions, il y a lieu de considérer que le public a été bien informé de la tenue des modalités de la présente enquête publique.

Le dossier d'enquête a été tenu à la disposition du public, en mairie de Saint Front la Rivière, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci, ainsi que le registre d'enquête. J'ai tenu 5 permanences en cette mairie conformément aux prescriptions des arrêtés susvisés, pendant lesquelles j'ai reçu 16 personnes.

Sur le registre d'enquête j'ai relevé 7 observations, et 3 correspondances y ont également été annexées. L'ensemble de ces observations concerne exclusivement des demandes de classement, ou de maintien de parcelles en zone constructible.

A l'issue de l'enquête j'ai notifié à la CCPVN la teneur de ces observations par un Procès-verbal de synthèse de celles-ci, par lequel j'ai demandé d'apporter tous renseignements utiles relatifs à la desserte des parcelles concernées par l'ensemble des réseaux ainsi que de leur aptitude à supporter une filière d'assainissement individuel de nature à permettre la motivation d'un avis éclairé. J'ai également sollicité des éléments d'appréciation complémentaires relatifs notamment à la consommation d'espace consacrée aux zones constructibles.

En effet, l'évaluation des besoins en zones constructibles apparaît totalement déconnectée de l'évolution démographique.

Celle-ci, bien qu'en décroissance constante depuis 1990, a été retenue en hausse de 0,4 % pour la période allant de 2008 à 2020. Il découle de cette hypothèse une affectation d'espaces à de nouvelles zones constructibles (13,94 ha) nettement surévaluées par rapport aux besoins réels pour plusieurs raisons :

- Des unités foncières nouvelles de grandes capacités (2.000 m²) ;
- Le choix d'un coefficient de rétention foncière excessif (2,5) ;
- L'existence d'un volume important de logements vacants (11,5 %).

Certaines Personnes Publiques Associées ont suggéré une révision à la baisse de cette perspective, estimant que le projet apparaissait important en matière de consommation d'espace (la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement -DREAL- en motivant sa décision d'examen au cas par cas sur une hypothèse de consommation de seulement 6,5 ha, et non de 13,94 ha comme énoncé dans le dossier de présentation ; avis de la Commission Départementale des Espaces Agricoles -CDCEA- ; l'Institut National de l'Origine et de la Qualité - INAO-).

La CCPVN a conscience que la surface proposée à la construction dans son projet est supérieure aux besoins, mais qu'il s'agit d'un choix délibéré pour permettre l'accueil de nouveaux habitants en leur proposant une offre diversifiée de terrains en termes de superficie, d'exposition, paysager, de nature des sols.... Ce choix aurait mérité d'être justifié en développant des arguments d'attractivité pour de nouvelles populations.

Cette intention, pour louable qu'elle soit, n'en demeure pas moins en opposition formelle avec les principes dégagés par les lois SRU et Grenelle de l'Environnement, qui prône une urbanisation plus économe en espace, ainsi qu'avec un des objectifs de la présente révision et consistant en la limitation de la consommation des espaces agricoles.

==--==

Au niveau environnemental, il a été établi que la carte communale n'aura pas d'incidences négatives directes ou indirectes sur les deux sites classés « Natura 2000 », identifiés en « Vallée de la Nizonne » et « Réseau hydrographique de la Haute Dronne », pour être situés en dehors du territoire de cette commune.

La ZNIEFF « Vallée de la Dronne à Saint Front la Rivière » est située majoritairement en zone non constructible. De ce fait la faible urbanisation qui y est projetée n'entravera pas la continuité écologique de la Dronne qui est un enjeu majeur pour le PNR Périgord-Limousin, et aussi pour être classée cours d'eau remarquable et réservoir biologique au titre du SDAGE Adour-Garonne, car il abrite environ 15 % de la population française de Moules Perlières.

Le territoire de la commune de Saint Front la Rivière comporte des îlots en production d'appellation « Noix du Périgord ». Aucune noyeraie constituée n'est incluse dans les différentes zones constructibles proposées. D'autres exploitations agricoles ont été recensées. Elles ne sont pas identifiées comme telles sur le document graphique qui n'affiche pas de périmètre de protection. Ces informations pourront utilement être rapportées sur le document final.

Un important patrimoine est recensé. Il se compose de zones archéologiques sensibles, de certains édifices dignes d'intérêt et de « petit patrimoine ». Trois monuments protégés au titre des Monuments Historiques sont classés à l'inventaire, et à ce titre font l'objet d'un périmètre de protection de 500 mètres. Ces périmètres pourront également et utilement être rapportés sur le document graphique.

Ces éléments sont autant de points positifs et favorables à la mise en application de ce projet

==--==

La présente enquête publique s'est déroulée dans un climat serein et sans opposition particulière.

Le dossier présenté au public répond aux prescriptions réglementaires relatives à la révision d'une carte communale.

Le projet est compatible avec la Charte du PNR Périgord-Limousin, ainsi qu'avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne.

La protection des richesses patrimoniales et environnementales a été affirmée et respectée par le projet présenté au public, lequel n'a pas émis d'avis défavorable.

Une importante surface consacrée à la construction est constatée. Cependant, le bilan de la carte communale fait apparaître que la présente révision restitue 6,9 ha de terrains agricoles en zone non constructible pour 2,31 ha nouvellement classés constructibles.

Vu l'ensemble de ces observations, j'émet un

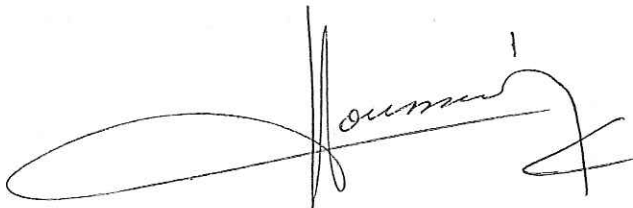
AVIS FAVORABLE

Au projet de révision de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE, tel que présenté au public, en intégrant les observations formulées par celui-ci, et pour lesquelles une suite favorable peut être admise,

Sous recommandations :

- de réfléchir à une réduction de la consommation d'espaces dévolus à la construction conformément à l'esprit des prescriptions réglementaires ;
- de matérialiser sur le document graphique les périmètres de protection des exploitations agricoles ;
- de matérialiser également les périmètres de protection des trois monuments inscrits à l'inventaire des Monuments Historiques

Fait à Saint-Astier, le 28 mars 2014
Le Commissaire-Enquêteur
Christian JOUSSAIN



ANNEXES

- Ordonnance n° E 13000294 /33 du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 02 décembre 2013 ;
- Arrêté n° 2 de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, en date du 18 décembre 2013 ;
- Courrier de notification du Commissaire Enquêteur au Président de la CCPVN d'une décision de prolongation d'enquête publique, en date du 21 janvier 2014 ;
- Arrêté n° 92 de M. le Président de la CCPVN, en date du 22 janvier 2014 ;
- Copie des parutions légales dans les journaux locaux d'annonces légales :

Dates	SUD-OUEST	La Dordogne Libre
1° parution Enquête Publique	02 janvier 2014	04 janvier 2014
2° parution Enquête Publique	21 janvier 2014	21 janvier 2014
1° parution prolongation EP	28 janvier 2014	28 janvier 2014
2° parution prolongation EP	18 février 2014	18 février 2014

- Certificat de publication et d'affichage de M. le Président de la CCPVN, en date du 05 mars 2014 ;
- Certificat d'affichage de M. le Maire de Saint Front la Rivière du 05 mars 2014 ;
- Procès-verbal de synthèse des observations en date du 06 mars 2014 ;
- Mémoire en réponse au P. V de synthèse de M. le Président de la CCPVN en date du 18 mars 2014 ;

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BORDEAUX

02/12/2013

N° E13000294/33 LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

VU enregistrée le 19/11/13, la lettre par laquelle M. le Président de la CTÉ DE CNES PERIGORD VERT demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

projet de carte communale de Saint Front La Rivière ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R.123-5 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Christian JOUSSAIN est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard TILEVITCH est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : La CTÉ DE CNES PERIGORD VERT versera dans le délai de 10 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 500 euros.

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 5 : La présente décision sera notifiée à M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, à Monsieur Christian Joussain, à Monsieur Bernard Tilevitch et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Bordeaux, le 02/12/2013

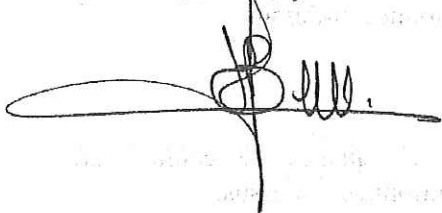
Le Vice-Président délégué,

Pierre LARROUMEC

Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Pour expédition conforme

Le Greffier,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'B. M.', written over a horizontal line.

A13 6606

**MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE
DE SAINT FRONT LA RIVIERE
ARRETE**

**Arrêté n°2 du 18 Décembre 2013
Prescrivant l'enquête publique sur la révision de la carte communale de la
commune de SAINT FRONT LA RIVIERE.**

Le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert.
VU le code de l'urbanisme et notamment l'article R.124-6,
VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,
VU l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux, du
02 Décembre 2013 Désignant Monsieur JOUSSAIN CHRISTIAN en qualité de
commissaire enquêteur,

ARRETE

Article 1^{er} : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration de la
carte communale pour une durée de 31 jours consécutifs, soit du 18 Janvier au 18
février 2014 inclus.

Article 2 : Monsieur JOUSSAIN Christian, Commandant de Police Honoraire, a été
désigné en qualité de commissaire enquêteur par le président du tribunal
administratif.

Article 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non
mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie
de Saint Front la rivière du 18 janvier au 18 février inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels
d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre
d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur, domicilié à la mairie.

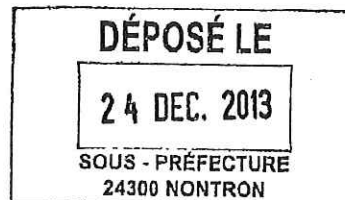
Article 4 : Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les jours suivants :

Samedi 18 janvier 2014 de 9 H à 12 H

Mercredi 29 janvier 2014 de 9 H à 12 H

Vendredi 07 février 2014 de 13 h30 à 16H30

Mardi 18 février 2014 de 13H30 à 16H30



Article 5 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos
et envoyé par le président de La communauté dans les 24 heures au commissaire
enquêteur, qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Président de la
communauté le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions
motivées.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition
du public à la mairie, pendant un délai d'un an.

Article 6 : Une copie du rapport du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le préfet de la Dordogne et à Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux. Le public pourra consulter ce rapport à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, pendant une durée d'un an à compter de sa remise.

Article 7 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux locaux (Sud ouest et La Dordogne Libre).

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête :

- avant l'enquête en ce qui concerne la première insertion,
- au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

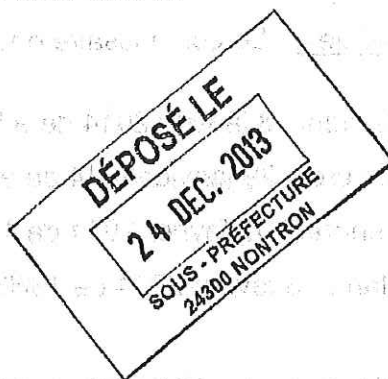
Fait à Saint Pardoux
Le 18 Décembre 2013

Le Président

~~Communauté de Communes~~
~~du Périgord Vert~~

24470 ST PARDoux LA RIVIERE

Tél. : 05 53 60 81 74



Christian JOUSSAIN

Commandant de Police Honoraire

41, rue Clémenceau
24110 SAINT ASTIER

Tél : 05.53.54.95.94 / 06.88.69.73.20 - Email : joussainc@aol.com

Saint-Astier, le 21 janvier 2014

A

M. le Président de la Communauté de Communes
Du Périgord vert Nontronnais

OBJET : Prolongation de l'enquête publique relative à la révision de la carte communale de la commune de SAINT FRONT LA RIVIERE

REF : Ordonnance n° E13000294/33 en date du 02/12/2013 de M. le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux

Monsieur le Président de la Communauté de Communes,

Je soussigné,

Christian JOUSSAIN, désigné le 02 décembre 2013 par M. le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, et chargé par arrêté du 18 décembre 2013 de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert, de conduire l'enquête publique relative à la révision de la carte communale de la commune de SAINT FRONT LA RIVIERE ;

Vu la chapitre I-II-III du Code de l'Environnement, relatif aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et notamment les articles L123-7 ; L123-9 (loi n° 2010-788 du 12/07/2010) qui donnent au Commissaire Enquêteur la possibilité de proroger la durée de l'enquête publique d'une durée maximum de 15 jours, et en fixent les modalités ;

Vu notre communication téléphonique du 03 janvier 2014, concernant la non parution dans les délais légaux de la première insertion d'annonces légales dans le quotidien « La Dordogne Libre » de l'avis d'enquête publique de ce projet de modification de la carte communale de Saint Front la Rivière ;

Considérant qu'il y a lieu, pour s'assurer de la parfaite information du public, de faire publier un « Avis d'enquête public » réglementaire et dans les délais légaux, conformément à l'article R123-11 du Code de l'Environnement et dans le respect également des prescriptions de l'article R123-9 du même code, notamment celles relatives aux indications devant figurer obligatoirement dans ledit « Avis d'enquête », et pour lesquelles nombre de celles-ci n'ont pas été respectées.

Compte tenu de ces constatations, et considérant aussi qu'il importe que le public puisse être reçu dans ses observations au-delà de la durée initialement prévue pour la clôture la présente enquête publique ;

DECIDE

La durée de l'enquête précitée est prolongée de QUINZE JOURS, soit jusqu'au 05 mars 2014 inclus, délai pendant lequel je tiendrai une permanence supplémentaire le 05 mars 2014 de 9 heures 30 à 12 heures 30.

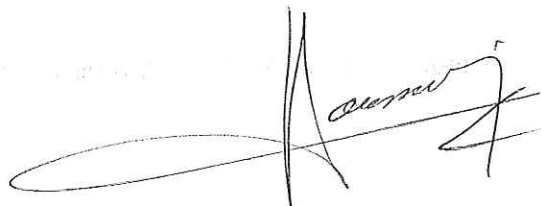
DEMANDE

A M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour porter cette décision à la connaissance des services de la communes concernée et en assurer la publicité réglementaire.

Fait à Saint-Astier, le 21 janvier 2014

Le Commissaire-Enquêteur

Christian JOUSSAIN



Ampliation à :

- M. le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX
- M. le Sous-préfet de Nontron
- M. le Maire de Saint-Front-la-Rivière

**PROLONGATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA REVISION DE CARTE
COMMUNALE DE SAINT FRONT LA RIVIERE**

ARRETE

Arrêté n°92 du 22 janvier 2014

Prescrivant la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de la commune de SAINT FRONT LA RIVIERE

Le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais.

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article R.124-6,

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

VU l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux, du 02 Décembre 2013 désignant Monsieur JOUSSAIN Christian en qualité de commissaire enquêteur Titulaire et Monsieur TILEVITCH Bernard, en qualité de commissaire enquêteur suppléant,

VU le chapitre I-II-III du code de l'Environnement relatif aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et notamment les articles L123-7 ; L123-9 (loi n° 2010-788 du 12/07/2010) qui donne au commissaire enquêteur la possibilité de proroger la durée d'une enquête d'une durée maximum de quinze jours ; et en fixent les modalités

VU l'avis de du commissaire enquêteur en date 21 janvier 2014 concernant la non parution dans les délais légaux de la première insertion d'annonces légales dans le quotidien la Dordogne libre de l'avis d'enquête publique de ce projet de modification de la carte communale de Saint Front la rivière.

Considérant qu'il y a lieu, pour assurer la parfaite information du public, de faire publier un «avis d'enquête public» réglementaire et dans les délais légaux, conformément à l'article R123-11 du code de l'environnement et dans le respect également des prescriptions de l'article R123-9 du même code, notamment celles relatives aux indications devant figurer obligatoirement dans ledit «Avis d'enquête», et pour lesquelles nombre de celles-ci n'ont pas été respectées

Considérant aussi qu'il importe que le public puisse être reçu dans ses observations au delà de la durée initialement prévue pour la clôture de l'enquête publique.

ARRETE

Article 1^{er} : L'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Saint Front la rivière sera prorogée de 15 jours, jusqu' au 05 mars 2014 inclus.
(Enquête initiale du 18 janvier au 18 Février)

Article 2 : Monsieur JOUSSAIN Christian, commandant de police honoraire a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur TILEVITCH en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le président du tribunal administratif.

Article 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Saint Front du 18 janvier 5 mars 2014 inclus.

ARRIVÉE LE

31 JAN. 2014

SOUS-PRÉFECTURE
24300 NONTRON

Chacun pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur, domicilié à la mairie. Les pièces du dossier peuvent être communiquées à toute personne en faisant la demande, à ses frais.

Article 4 : Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les jours suivants :

Samedi 18 janvier 2014 de 9 H à 12 H

Mercredi 29 janvier 2014 de 9 H à 12 H

Vendredi 07 février 2014 de 13 h30 à 16H30

Mardi 18 février 2014 de 13H30 à 16H30

Mercredi 5 mars 2014 de 9H30 à 12h30

Article 5 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos par le commissaire enquêteur. Ce registre sera mis à disposition du commissaire enquêteur, qui disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre au maire de la commune de Saint Front la rivière le dossier et un rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur devra respecter la procédure fixée par les articles R123-18 et R123-19 du code de l'environnement

Le dossier et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Article 6 : Une copie du rapport du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le préfet de la Dordogne et à Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux. Le public pourra consulter ce rapport à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, pendant un délai d'un an.

Article 7 : Un avis au public faisant connaître la prolongation de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de ladite prolongation, dans deux journaux locaux.

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête :

- avant prolongation de l'enquête en ce qui concerne la première insertion,
- au cours de la prolongation en ce qui concerne la deuxième insertion.



Fait à Nontron
Le 22 janvier 2014

Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD VERT
NONTRONNAIS

SUD OUEST annonces légales et officielles

Affilié à francmarches.com

Pour vos annonces légales et officielles, profitez de la puissance de nos supports et de notre expertise. Du lundi au vendredi 8 h / 17 h : 05 35 31 27 27



Autres annonces légales

COMMUNES DE SAINT-FRONT-LA-RIVIERE

57957670_MAJ

Commune de Saint-Front-la-Rivière

ENQUÊTE PUBLIQUE

pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Joussein, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mardi 29 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Mardi 18 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 18 janvier au 18 février 2014, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Saint-Front ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

57987320_MAJ

Commune de Saint-Saud

ENQUÊTE PUBLIQUE

pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Joussein, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Vendredi 17 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Samedi 25 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 12 février 2014 de 14 h 30 à 17 h 30.

Lundi 17 février 2014 de 9 h 30 à 12 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 17 janvier au 17 février 2014, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

57957600_MAJ

Commune de Saint-Pardoux-la-Rivière

ENQUÊTE PUBLIQUE

pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Bernard Tilevitch, a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux. Le dossier d'enquête est consultable en mairie de Saint-Pardoux aux jours et heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Saint-Pardoux-la-Rivière les jours et heures suivants :

Mercredi 22 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 31 janvier 2014 de 14 heures à 17 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 14 heures à 17 heures.

Jeudi 20 février 2014 de 14 heures à 17 heures.

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, M. le Préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, M. le Préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

NOUVEAU

SudOuest-marchespublics.com

Le portail des Marchés publics

du Sud-Ouest

SUD OUEST

Un site du Groupe

Boucherie
1 Responsable
Traiteur

Fruits et légumes
1 Responsable
Poissonnerie

Expérience similaire exigée en GSS ou GSA

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation à :
candidature.leclercvilleneuve@scalandes.fr

01-970

57990109 MAY

Expire le 24

SARL au capital de 18 000 €
siège social : 11 et 13, rue Wilson
24000 Périgueux,
450 262 688 RCS Périgueux

CONSTITUTION

vis est donné de la constitution de
SARL Créa Santé, au capital de
000 euros.

ge social : 175, route de Lyon,
300 Périgueux.

let : Promotion immobilière, cons-
tation, maîtrise d'ouvrage.

rée : 99 ans à compter de l'imma-
tulation au RCS de Périgueux.

rant : M. Antonio De Abreu,
neurant à Saint-Laurent-sur-

noire (24330), le Chataing.

MODIFICATION DE LA DENOMINATION SOCIALE

Au terme d'une assemblée générale
extraordinaire en date du 26 décem-
bre 2013, l'associé unique a décidé
de modifier la dénomination sociale :

Ancienne dénomination : Expervise
24.

Nouvelle dénomination : Cabinet du
canal.

D'entériner la création d'un nouvel
établissement qui devient l'établisse-
ment principal.

Adresse du nouvel établissement :
53, allée du port, 24000 Périgueux.

Pour avis, le gérant.

un délai d'un an.

58028240 JAC

Etude de Christian Hennequin-Lagarde, Arielle Vigara-Climent,
Notaires associés à Saint-Astier (Dordogne), 6, rue Aristide-Briand

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Christian Hennequin-Lagarde, notaire associé de
la Société civile professionnelle « Christian Hennequin Lagarde, Arielle Vigara-
Climent, notaires associés », titulaire d'un Office notarial dont le siège est à
Saint-Astier, Dordogne, le 17 décembre 2013, enregistré à Périgueux-Est le
27 décembre 2013, bord n° 2013/1398 case n° 5, a été constituée une société
à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : Activités taxis individuels et collectifs pour le transport de personnes,
de matériels assis, de personnes à mobilité réduite, de colis, de transport
scolaire ainsi que de toutes activités connexes et complémentaires.

Dénomination : Allo Taxi Giry

Siège social : Saint-Astier (24110), Leybardie Le Vieux Logis.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Capital social : Quinze mille euros (15 000 €).

Cessions de parts : Les cessions entre associés sont libres. Les autres sont
soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant
au moins les trois-quarts des parts sociales. L'exercice social commence le
1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année.

Les premiers gérants de la société sont : M. William Giry et M. Jean-Jacques
Giry.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de
Périgueux.

Pour avis, le notaire.

COMMUNIQUE DES QUALITÉS ENVIRONNEMENTALES

ENQUÊTE PUBLIQUE

pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de
communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur
la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Jouslain, commandant de police honoraire a été
désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif
de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 16 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 29 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Mardi 18 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 10 janvier au 18 février 2014, chacun
pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses
observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de
la mairie de Saint-front ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.
Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui
en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête
(dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environ-
nementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc
être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement
modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis
transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé
en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par
arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir
approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus
à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un
délai d'un an.

ANNONCES OFFICIELLES

Samedi 4 janvier 2014

17



annonces légales et officielles

Affilié à
francemarches.com

Annonces administratives et judiciaires

58177680_DUB

Commune de Saint-Front-la-Rivière

ENQUÊTE PUBLIQUE pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 29 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Mardi 18 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 18 janvier au 18 février 2014, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Saint-Front ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

58177600_DUB

Commune de Saint-Saud

ENQUÊTE PUBLIQUE pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Vendredi 17 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Samedi 25 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 12 février 2014 de 14 h 30 à 17 h 30.

Lundi 17 février 2014 de 9 h 30 à 12 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 17 janvier au 17 février 2014, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

58220190

Commune de Lempzours
ENQUÊTE PUBLIQUE
relative à l'élaboration de la carte communale

Le public est informé que, par arrêté municipal, le maire a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur l'élaboration de la carte communale.

Cette enquête publique se déroulera pendant une période de 30 jours consécutifs du 6 février 2014 au 10 mars 2014 inclus.

Le responsable du projet auprès duquel des informations peuvent être demandées est M^{me} Thérèse Chassain, maire de Lempzours.

Ont été désignés par le président du Tribunal administratif de Bordeaux : M. René Faure, demeurant à 24270 Lanouaille, en qualité de commissaire-enquêteur titulaire,

M. Jacques Le Tensorer, demeurant à 24420 Coulaures, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la mairie et pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de carte communale et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête ou bien les adresser au commissaire-enquêteur par écrit à la mairie.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent être consultées dans les mêmes conditions.

Le commissaire-enquêteur recevra en mairie les :
jeudi 6 février 2014, de 9 heures à 12 heures ;
lundi 10 février 2014, de 15 heures à 18 heures ;
mercredi 19 février 2014, de 9 heures à 12 heures ;
lundi 3 mars 2014, de 15 h 30 à 18 h 30 ;
lundi 10 mars 2014, de 15 h 30 à 18 h 30.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie un mois après la date de clôture de l'enquête pour une durée de un an aux jours et heures habituels d'ouverture.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil municipal puis transmis au préfet de la Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet dispose de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

58177640 DUB

Commune de Saint-Pardoux-la-Rivière
ENQUÊTE PUBLIQUE
pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Bernard Tillevitch, a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux. Le dossier d'enquête est consultable en mairie de Saint-Pardoux aux jours et heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Saint-Pardoux-la-Rivière les jours et heures suivants :

Mercredi 22 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 31 janvier 2014 de 14 heures à 17 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 14 heures à 17 heures.

Jeudi 20 février 2014 de 14 heures à 17 heures.

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les Informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, M. le Préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, M. le Préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

58219370 MON

CABINET DE M^{es} TAILHADES & JAMOT
SCP D'AVOCATS
1, place du Général-Leclerc - Périgueux
Tél. 05 53 53 32 45

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

d'une MAISON D'HABITATION de construction traditionnelle
avec LOCAL COMMERCIAL

Sise à ANGOÏSSE - Le Bourg
D'une contenance de 9 a 60 ca

Sur la mise à prix de : **70 000 €**
(Avec faculté de baisse de 40 %)

L'adjudication aura lieu à l'audience du juge de l'exécution du Tribunal de Grande Instance de Périgueux, 5, rue Maleville, à Périgueux, le

MARDI 4 MARS 2014, à 14 heures

Les frais de poursuites et de vente seront payables par l'adjudicataire en sus du prix entre les mains et sur quittance de l'avocat poursuivant dans le délai de dix jours sous peine de réitération des enchères.

A la requête de : M^{re} Jean-François TORELLI, sous l'administration judiciaire de M^{es} F. VILLA et C. HART DE KEATING, mandataires judiciaires, 7, rue de la Boétie, à Périgueux, agissant en sa qualité de liquidateur de la liquidation judiciaire SCI GILLES, ayant la SCP d'avocats TAILHADES-JAMOT, avocats au barreau de Périgueux, 1, place du Général-Leclerc à Périgueux, pour avocat.

Il sera procédé le mardi 4 mars 2014, à 14 heures, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur :

D'une maison d'habitation de construction traditionnelle comprenant, au rez-de-chaussée : cuisine, salle à manger, wc, salle de bains, remise ; à l'étage : wc toilettes, 3 chambres ; local attenant de 156,70 m² (boulangerie, arrière-magasin, fournil, grange), cadastrée à Angoisse, section ZW n° 65, pour 9 a 60 ca.

Visite des lieux : Par M^{re} LANZERAY, huissier à Thiviers, le mercredi 19 février 2014, de 14 h à 16 h.

Le cahier des conditions de vente contenant les clauses et conditions particulières sous l'exécution desquelles aura lieu la vente aux enchères publiques peut être consulté sans frais au greffe du Tribunal de Grande Instance de Périgueux, sous le n° 10/00046 ou au cabinet de la SCP TAILHADES-JAMOT.

Les enchères ne seront reçues que par ministère d'avocat exerçant près le Tribunal de Grande Instance de Périgueux.

Pour tous renseignements, s'adresser à la SCP TAILHADES-JAMOT, avocat poursuivant, ainsi qu'à tout autre avocat du barreau de Périgueux pouvant être chargé d'enchérir.

Fait et dressé par M^{es} TAILHADES-JAMOT, SCP d'avocats,
le 13 janvier 2014.

58177680 DUB

Commune de Saint-Front-la-Rivière
ENQUÊTE PUBLIQUE
pour la révision de la carte communale

Par arrêté du 18 décembre 2013, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision de la carte communale.

A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 29 janvier 2014 de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Mardi 18 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30.

Pendant la durée de l'enquête : soit du 18 janvier au 18 février 2014, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Saint-Front ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les observations du public sont consultables aux frais des personnes qui en font la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les Informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Pour vos annonces légales et officielles, profitez de la puissance de nos supports et de notre expertise.
Du lundi au vendredi 8 h / 17 h : 05 35 31 27 27

Annonces administratives et judiciaires

SR03090_FRE

Commune de Saint-Front-la-Rivière

REVISION CARTE COMMUNALE

Avis de prolongation de mise à l'enquête publique de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord vert Nontronnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière. A cet effet, M. Christian Jousseaume, commandant de police honoraire, a été désigné commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard Trilevitch commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 18 janvier 2014 au 5 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur. Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :
Samedi 18 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures,
mercredi 20 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures,
vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30,
mardi 18 février 2014, de 13 h 30 à 16 h 30,
mercredi 5 mars 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

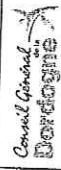
Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communal, puis transmis au préfet de la Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes
du Périgord vert Nontronnais

SR04690_GAR



Conseil général de la Dordogne

APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Le Conseil général de la Dordogne lance des marchés de travaux selon la procédure adaptée ouverte.

Objet du marché : Réalisation Centre international de l'art pariétal à Montignac-Lascaux (CIAPML ou Lascaux 4) - volet architectural, aménagements extérieurs et fac-similé de l'opération.

Lot 4 : métallerie, serrurerie.

Lot 5 : menuiserie intérieure.

Lot 6 : revêtements de sols, carrelages, faïence.

Lot 7 : peinture.

Lot 10 : équipements de cuisine.

Lot 11 : plateforme élévatrice.

Lot 12 : ascenseurs.

Lot 14 : fontainerie.

BAT-14-003

Cet avis, publié au J.O. et au Boamp, peut être consulté sur le profil acheteur de la collectivité <http://www.marchespublics.dordogne.fr>. Le dossier de consultation des entreprises y est également en partie téléchargeable. Un DVD contenant les pièces non téléchargeables sera automatiquement envoyé aux entreprises ayant effectué un retrait avec intention de soumissionner (date butoir vendredi 21 février, à 11 heures).

Date de remise des offres : Mardi 25 février 2014, à 14 heures.
Contact : Service de la commande publique et des marchés. Adresse postale : 2, rue Paul-Louis-Courrier, CS11200, 24019 Périgueux Cedex, tél. 05 53 45 49 20. Courriel : cg24.marches@dordogne.fr

Annonces légales

VIE DES SOCIÉTÉS

SR0211700

Touttravaux Electricité

Société à responsabilité limitée, 7, Côte-de-Boudilléo
22560 Pleumeur-Bodou.
Siren 432 039 493, RCS Saint-Brieuc

TRANSFERT SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale...

SR303470

SIAEP Aurvère-Manoire

APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Travaux d'alimentation en eau potable

Acheteur : SIAEP Aurvère-Manoire, Martin Lairre, président, place de l'Eglise, 24330 Sainte-Marie-de-Chignac, tél. 06 07 43 63 46.
Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Environnement.

L'avis implique un marché public.
Objet : Travaux d'alimentation en eau potable. Tranche 1401.

Référence acheteur : 14_SVAUPA_T_02.
Nature du marché : Travaux.

Type de marché : Exécution.
Procédure : Procédure adaptée.

Description :

Lot canalisations : Fourniture et pose de canalisations d'eau potable, accessoires et branchements dans le cadre d'extensions du réseau : marché à bons de commande (article 77 du Code des marchés publics) passé pour une durée maximale de 4 ans.
Montant maximum : 200 000 € HT.

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.
Financement : Fonds libres.

Conditions relatives au contrat :

Forme juridique : Le marché sera conclu avec une seule entreprise ou des entreprises groupées solidaires.

Situation juridique - références requises :

Les candidatures seront sélectionnées après examen des points suivants, au vu des documents produits par les candidats :

capacité professionnelle : expérience dans le domaine considéré, ou expérience du personnel ;
capacité technique : adéquation des moyens en matériel et des moyens humains pour la réalisation des travaux ;
capacité financière.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
60 % : Valeur technique des prestations.
40 % : Prix des prestations.

Remise des offres : Le 13 février 2014, à 12 heures au plus tard.

Langue pouvant être utilisée dans l'offre ou la candidature : Le français.

Unité monétaire utilisée : L'euro.

Validité des offres : On leur a consacré...

53303840

Commune de Saint-Saud-Lacoussière

PROLONGATION DE MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de la commune de Saint-Saud-Lacoussière.

A cet effet, M. Christian Jouslain, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard Tilevitch, commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 17 janvier 2014 au 4 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Vendredi 17 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Samedi 25 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 12 février 2014, de 14 h 30 à 17 h 30.

Lundi 17 février 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

Mardi 4 mars 2014, de 15 heures à 18 heures.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais.

53304550



Conseil général de la Dordogne

APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Le Conseil général de la Dordogne lance des marchés de travaux selon la procédure de l'appel d'offres ouvert : Réalisation Centre international de l'art pariétal à Montignac-Lascaux (CIAPML ou Lascaux 4) - volet architectural, aménagements extérieurs et fac-similé de l'opération.

Lot 2 : Façades vitrées, verrières, menuiseries extérieures.

Lot 3 : Cloisons, doublages, faux plafonds.

Lot 8 : Fluides, chauffage, ventilation, dessalement mécanique, plomberie.

Lot 9 : Electricité.

BAT-14-002.

Cet avis, publié au JOUE et au BOAMP peut être consulté sur le profil acheteur de la collectivité <http://www.marchespublics.dordogne.fr>

Le dossier de consultation des entreprises y est également en partie téléchargeable. Un DVD contenant les pièces non téléchargeables sera automatiquement envoyé aux entreprises ayant effectué un retrait avec intention de soumissionner (date butoir : vendredi 21 février 11 heures).

La date de remise des offres est fixée au mardi 25 février 2014, à 14 heures.

Contact : Service de la commande publique et des marchés. Adresse postale : 2, rue Paul-Louis-Courrier, CS11200, 24019 Périgueux Cedex, tél. 05 53 45 49 20. Courriel : cq24.marches@dordogne.fr

53304090_CAR



Conseil général de la Dordogne

APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Le Conseil général de la Dordogne lance des marchés de travaux selon la procédure adaptée ouverte.

Objet du marché : Réalisation Centre international de l'art pariétal à Montignac-Lascaux (CIAPML ou Lascaux 4) - volet architectural, aménagements extérieurs et fac-similé de l'opération.

Lot 4 : métallerie, serrurerie.

Lot 5 : menuiseries intérieures.

53303990_PPE

Commune de Saint-Front-la-Rivière

REVISION CARTE COMMUNALE Avis de prolongation de mise à l'enquête publique de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord vert Nontronnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière. A cet effet, M. Christian Jouslain, commandant de police honoraire, a été désigné commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard Tilevitch, commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 18 janvier 2014 au 5 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

mercredi 29 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures,

vendredi 7 février 2014, de 13 h 30 à 16 h 30,

mardi 18 février 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de la Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes du Périgord vert Nontronnais.

Nouvelle rubrique

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Commune de Saint-Front-la-Rivière

REVISION CARTE COMMUNALE

Avis de prolongation de mise à l'enquête publique de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord vert Nantonnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière. A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire, a été désigné commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard Tlervitch commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 18 janvier 2014 au 5 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures,

mercredi 29 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures,

vendredi 7 février 2014 de 13 h 30 à 16 h 30,

mardi 18 février 2014, de 13 h 30 à 16 h 30,

mercredi 5 mars 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de la Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

*Le président de la Communauté de communes
du Périgord vert Nantonnais.*

puis transmis au préfet de la Dordogne pour approbation, déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai d'un an pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes de Nantonnais.

Annonces légales

VIE DES SOCIÉTÉS

58497840

Institut de technologie libre en Périgord

CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASL)

Dénomination sociale : Institut de technologie libre en Périgord

Sigle : I.T.L.P.

Objet social : Formation professionnelle continue, conseil et prestations informatiques.

Siège social : ZAE Les Châtignolles, 24800 Eyzerac.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société.

Capital social : 10 000 € divisé en 100 actions de 100 € chacune.

Président : M. Eric Martin, demeurant La Reynonnière, 24100 Albarède.

Immatriculation : Au RCS de Périgueux.

Po

58303840

Commune de Saint-Saul-Lacoussière

PROLONGATION DE MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de Saint-Saul-Lacoussière.

A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire a été désigné commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 17 janvier 2014 au 4 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Vendredi 17 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Samedi 25 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 12 février 2014, de 14 h 30 à 17 h 30.

Lundi 17 février 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

Mardi 4 mars 2014, de 15 heures à 18 heures.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'évaluation environnementale du projet et l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais.

58303890_FNE

Commune de Saint-Front-la-Rivière

REVISION CARTE COMMUNALE Avis de prolongation de mise à l'enquête publique de la révision de la carte communale

Par arrêté du 22 janvier 2014, M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais a ordonné la prolongation de l'enquête publique sur la révision de la carte communale de Saint-Front-la-Rivière.

A cet effet, M. Christian Joussain, commandant de police honoraire, a été désigné commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard Tlievitch commissaire-enquêteur suppléant par M. le Président du Tribunal administratif de Bordeaux.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 18 janvier 2014 au 5 mars 2014 inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier peuvent être communiquées aux frais des personnes qui en feront la demande.

L'enquête se déroulera en mairie les jours et heures suivants :

Samedi 18 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Mercredi 29 janvier 2014, de 9 heures à 12 heures.

Vendredi 7 février 2014, de 13 h 30 à 16 h 30.

Mardi 18 février 2014, de 13 h 30 à 16 h 30.

Mercredi 5 mars 2014, de 9 h 30 à 12 h 30.

Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête (dont l'avis de l'autorité environnementale) sont intégrées au dossier de carte communale et peuvent donc être consultées dans les mêmes conditions précitées.

Après l'enquête publique, le projet de carte communale, éventuellement modifié, sera approuvé par la délibération du Conseil communautaire, puis transmis au préfet de Dordogne pour approbation. Une fois le dossier déposé en préfecture, le préfet disposera d'un délai de deux mois pour approuver par arrêté la carte communale. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé avoir approuvé la carte.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et pendant un délai d'un an.

Le président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais.

58427230_ZM1

LUNDI 24 FÉVRIER 2014 à 9 h 30 et 14 h 30
(visites le 21 de 14 h à 17 h 30 et le 24 de 9 h à 14 h 30)

9 h 30 : MATÉRIEL PROFESSIONNEL : Boulangerie, pâtisserie, restauration, pizzeria, mobilier, vitrines réfrigérées (épicerie fine), comptoir... **MATÉRIEL MÉDICAL** : Téléphonie, imprimantes, couleur, Thermo, relieur PB 2000 (10). **MATÉRIEL DE BÂTIMENT** : Balayeuse élect. autoportée, plumeuses, plaques vibrantes, compacteur, selles à sol, marteaux-piqueurs, pompes, etc.

10 h 30 : SCOOTERS - UTILITAIRES 3,5 t - FOURGONNETTES - VÉHICULES EDF
dont : 4 Iveco 35 S13 (11) Iveco 35 C13 20 m³ (12), Ford Transit TDCI 85 CV (10), Master L2H2 DCI 120, 2 Master DCI caisse + hayon et Trafic L1H1 DCI (La Poste), etc.

14 h 30 : 120 VÉHICULES TOUTES MARQUES dont 30 Kangoo DCI (07) de La Poste : Peugeot 3008 Allure HDI 112 34 000 km (12), VW Touran TDI 140 (08), Seat Altea TDI 105 Tiptonic (09), BMW 116 D (09), Audi A3 S8 TDI 105 (08), Dacia DCI 110 7 places (12), 3 Picasso HDI, C3 Picasso HDI 90 (10), 2 C5 Tourer HDI sté 2 pl., 3 Scenic DCI (NV) 5 et 7 pl., 4 Clio 3 DCI petit kilométrage, Ford Mondeo TDCI Titanium (09), etc.
+ 30 KANGOO DCI 60 CV (07) DE LA POSTE.

BURDIGALA ENCHÈRES

9, rue Giscard d'Estaing 33100 CENÉAL
05 56 36 19 19 / 06 61 30 96 66. Ligne + photos sur www.burdigala-encheres.com
Commissaires judiciaires habilités : E. Le Big, T. Favreau

PAGES CARNET

Amoureux ? Dites-le à tout le monde...

Renseignements
au 05 35 31 27 27



Votre message personnalisé dans votre journal
à partir de 31 €10 seulement

La République
Charente
Libre
Dordogne
Eclair

SUD OUEST
COMMERCIAL

Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais

Projet de révision de la carte communale de la
Commune de **Saint-Front-la-Rivière**

ENQUÊTE PUBLIQUE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Le Maire de la commune de Saint-Front-la-Rivière certifie :

- avoir affiché du 02 Janvier 2014 au 05 mars 2014 inclus, en la forme habituelle à la porte principale de la Mairie et visible de l'extérieur, l'avis d'enquête publique conformément aux arrêtés de M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais en date des 18 décembre 2013 et 22 janvier 2014, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de révision de la carte communale de la commune de Saint-Front-la-Rivière, ainsi que l'avis de prolongation de cette enquête pour une durée de 15 jours supplémentaires ;
- avoir affiché également ces avis sur les divers panneaux municipaux réservés à cet usage habituellement dans l'ensemble des lieudits ainsi équipés ;

Fait à SAINT-Front-la-Rivière, le 05 mars 2014

Le Maire

Maurice GUINOT



Le Commissaire Enquêteur
Christian JOUSSAIN

A

M. le Président de la Communauté de Communes
Du Périgord Vert Nontronnais

PROCES-VERBAL de SYNTHESE des OBSERVATIONS

enregistrées pendant l'enquête publique relative au projet de
révision de la carte communale de

SAINT-FRONT-LA-RIVIERE

18 janvier 2014 – 05 mars 2014

Par ordonnance n° E13000294 / 33, en date du 02 décembre 2013, de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, j'ai été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur pour conduire l'enquête publique relative au projet de révision de la carte communale de la commune de Saint-Front-la-Rivière.

Suivant les arrêtés que vous avez pris les 18 décembre 2013 et 22 janvier 2014, cette enquête publique s'est déroulée du 18 janvier 2014 au 05 mars 2014 inclus.

Pendant toute sa durée, le dossier d'enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête a été ouvert en la mairie de Saint Front la Rivière, et mis à la disposition du public aux heures normales d'ouverture de celle-ci, afin que le public puisse y formuler ses observations.

Le dossier proposé au public a fait l'objet d'une analyse par les Personnes Publiques Associées qui ont formulé des observations, suggestions ou avis. Certaines de celles-ci appellent quelques précisions ou éclaircissements, que je vous saurais gré de bien vouloir apporter, en réponses aux questions suivantes :

A. Observations des Personnes Publiques Associées :

1. Avis de la Commission Départementale des Espaces Agricoles (CDCEA) :

La Direction Départementale des territoires (DDT) relève, dans ses généralités, que la surface totale disponible à la construction est de 13,94 ha, soit plus du double des besoins de la commune de Saint-Front-la-Rivière. Elle souhaite une réflexion plus poussée qui permettrait de réduire cet écart, au bénéfice de la préservation des espaces agricoles. Sur les 5 zones soumises à l'avis de la CDCEA, deux ont reçu un avis favorable (lieudits « Soulage » et « Le Bourg ») et 3 un avis défavorable (lieudits « le mât » ; « la Rebière Nord » et « le Caneau »). Elle recommande la mise en œuvre d'une orientation d'aménagement ou une programmation accompagnant une opération d'ensemble pour ce qui concerne la partie Sud du Bourg.

Quelles suites entendez-vous donner à ces souhaits ou recommandations ?

2. Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) :

Cet organisme a émis un avis (en date du 12 octobre 2012) par lequel il estime peu judicieux de maintenir la parcelle 102 au lieudit « Le Mât » en zone constructible au motif d'éviter des conflits de voisinage avec l'atelier de menuiserie installé à proximité. Or, le propriétaire de cet atelier, également propriétaire de cette parcelle, sollicite un droit à construire sur celle-ci.


Qu'en est-il de la réflexion suggérée par l'ARS au sujet de cette parcelle cadastrée section D n° 102 ?

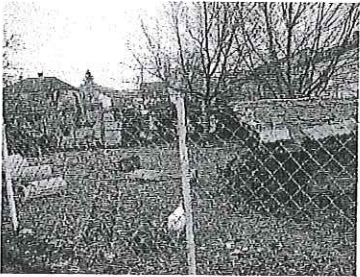

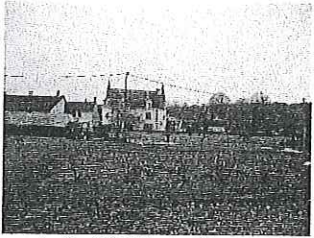
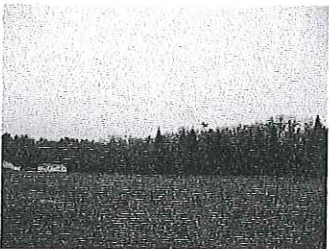



B. Observations consignées dans le registre d'enquête :

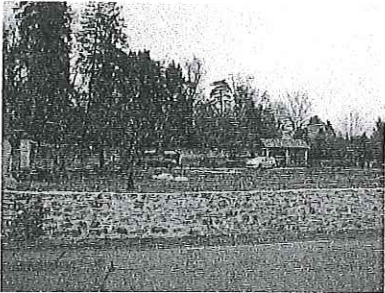
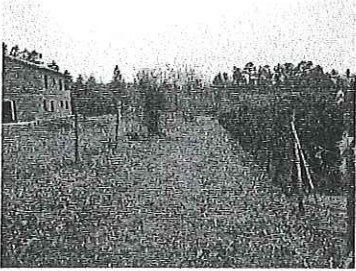
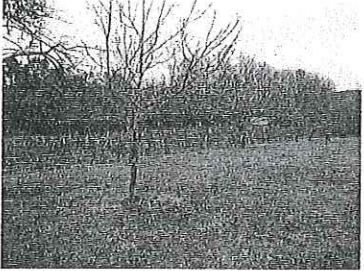
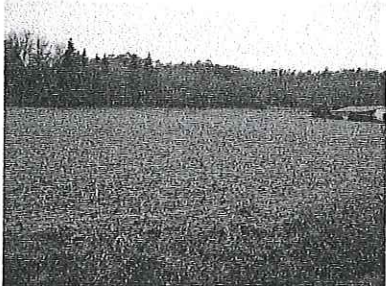
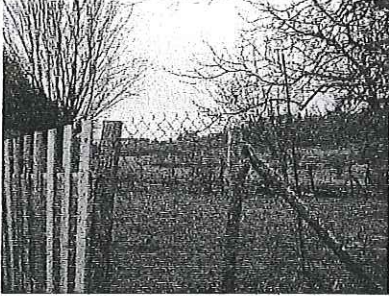
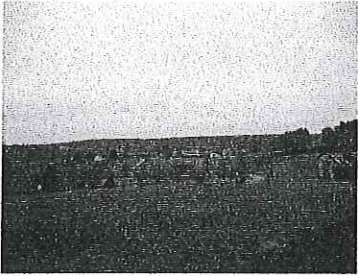
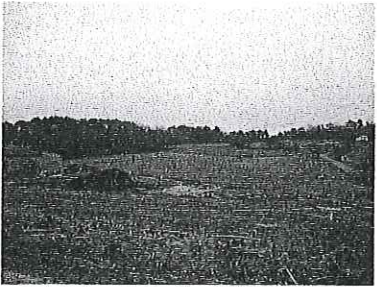
J'ai tenu 5 permanences comme stipulé dans vos arrêtés. Au cours de celles-ci, j'ai reçu 15 personnes désirant obtenir des renseignements ou formuler une observation. La majorité de ces observations est relative à une demande de classement de parcelles sur le territoire de la commune de Saint Front la Rivière, en zone constructible.

J'ai procédé à une visite approfondie des lieux concernés par chacune de ces observations, afin de prendre la mesure visuelle de chacune d'elles, et dressé un album photographique de mes constatations en présence de M. le Maire de Saint-Front-la-Rivière.

J'ai l'honneur de vous communiquer la teneur de ces observations comme suit :

Noms	Parcelles concernées	CONSTATATIONS SUR LES LIEUX
Mme Catherine RAT	D 102 « Le Mât » Positionnée en constructible sur le projet, mais en zone bleu du PPRI et partie en zone rouge.	 D 102 « Le mât » partie haute en zone bleue de PPRI, partie basse zone rouge

M. John REID	<p>C 1477 « Chez Boutau »</p> <p>La parcelle C 1477 a été re-cadastrée en 1515 et 1516. Ces deux parcelles sont maintenues en zone constructible.</p>	Voir observation écrite remise par M. REID Voir lettre n° L1
M. Michel MANAUD	<p>B 1363 « Le Bourg »</p> <p>Désire faire édifier un garage ou un hangar sur sa parcelle. Celle-ci est classée en zone U rajoutée lors de la révision. Voir registre R1</p>	 <p>B 1363 « le Bourg »</p>  <p>intégration en zone U projetée</p>
M. Hervé LE CARRE	<p>C 1363 « le Caneau »</p> <p>Jardin actuel. Demande classement en zone constructible</p> <p>D 947 « Les Grandes Vignes »</p> <p>Bois. Souhaite une partie en zone constructible d'environ 4.000 m²</p> <p>Voir registre R2</p>	 <p>jardin C 1363 « Le Caneau »</p>  <p>Bois D 947 « Les Grandes Vignes » (en fond d'image)</p>
Mme Adèle LAPEYRONIE	<p>D 252 « Chazelles »</p> <p>Demande le maintien en zone constructible de sa parcelle héritée en 2010 et pour laquelle elle a payé des droits de mutation en tant que telle. Voir registre R3</p>	 <p>D 252 « Chazelles »</p>  <p>Accès à D 252</p>
Mme Lucienne POURTAİN	<p>C 1103, 1106 « Beleterie »</p> <p>Demande le classement en zone constructible pour pouvoir construire une piscine et faire des gîtes ruraux en réhabilitant des dépendances agricoles anciennes. Voir registre R4</p>	 <p>C 1103 – 1106 zone de construction d'une piscine</p>

<p>M. Jean-Jacques LEMAIRE</p>	<p>C 1362 « Le Caneau »</p> <p>Demande classement en zone constructible.</p> <p>Voir lettre RAR n° L2</p>	 <p align="center">C 1362 « Le Caneau »</p>
<p>M. et Mme BOUTIN</p>	<p>D 373 « Les Grands Bois »</p> <p>Souhaitent le classement en zone constructible</p> <p>Voir registre R5</p>	<div>   </div> <p align="center">entrée vigne et prairie</p>
<p>indivision Mme Marie-Hélène FAUX BASBAYON Gabriel BEAUSSART Elizabeth</p>	<p>D 96 « Les Grandes Vignes »</p> <p>Demandent le classement en zone constructible</p> <p>Voir registre R6</p>	 <p align="center">Terre cultivée D 96 « Les Grandes Vignes »</p>
<p>M. et Mme Jean-Claude MERIGUET</p>	<p>C 952 -953 « les Sablons »</p> <p>Demandent le classement en zone constructible</p> <p>Voir registre R7</p>	 <p align="center">C 952 – 953 « les Sablons »</p>
<p>M. Pierre DUBUISSON</p>	<p>C 1039, 1069, 1085 (partie) « Béléterie »</p> <p>demande la réintégration de ses parcelles en zone constructible</p> <p>Voir lettre L3</p>	<div>   </div> <p align="center">Vue d'ensemble C 1039 1069 1085 stabulation et parcelles C 1039 1069 1085</p>

Toutes ces observations revendiquent le classement d'une ou plusieurs parcelles en zone constructible dans le projet de modification de la carte communale de Saint-

Front-la-Rivière. Pour certaines d'entre elles, il apparaît :

➤ Qu'elles participent à un élargissement des zones constructibles au détriment d'espaces agricoles. Il en est ainsi pour :

- N° D 947 « les Grandes Vignes » propriété de M. Hervé LE CARRE
- N° D373 « Les Grands Bois » propriété de M. et Mme BOUTIN
- N° D 96 « Les Grandes Vignes » propriété de l'indivision Marie-Hélène FAUX, Gabriel BASBAYON et Elizabeth BEAUSSART
- N° C 1039, 1069 et 1085 (pour partie) « Béleterie » propriété de M. Pierre DUBUISSON

Il serait souhaitable d'identifier précisément, parmi ces demandes, les parcelles exploitées, et / ou faisant l'objet d'une subvention de la Politique Agricole Commune (PAC).

➤ Qu'elles soient concernées par un périmètre de protection d'un monument classé :

- N° C1477 (recadastrée en 1515 et 1516) « Chez Boutout » propriété de M. John REID
- N° C 1363 « Le Caneau » propriété de M. Hervé LE CARRE
- N° C 1362 « Le Caneau » propriété de M. Jean-Jacques LEMAIRE
- N° C 952 et 953 « Les Sablons » propriété de M. et Mme Jean-Claude MERIGUET
- N° C 1039, 1069 et 1085 « Béleterie » propriété de M. Pierre DUBUISSON

➤ Qu'elles soient impactées par le Plan de Prévention du Risques Inondations de la Drôme (PPRI) :

- N° D 102 « Le Mât » propriété de M. et Mme RAT
- N° B 1363 « le Bourg » propriété de M. Michel MANAUD

Pour l'ensemble de ces parcelles, il conviendrait d'apporter tous renseignements utiles, relatifs tant à la filière d'assainissement possible, ainsi qu'en la desserte de l'ensemble des réseaux, de nature à permettre la motivation d'un avis éclairé.

C. **Observations du Commissaire Enquêteur :**

Il a été relevé par certaines PPA (DDT, CDCEA, DREAL...) une importante consommation d'espace disponible, et que celle-ci pourrait être réduite sous certaines conditions (CDCEA notamment). Un coefficient de rétention de 2,5 a été appliqué dans le calcul des besoins. Or ce coefficient n'est applicable que lorsque le nombre de terrains ouverts à la construction est faible et qu'il existe une réelle rétention foncière.

La commune de Saint-Front-la-Rivière est-elle dans ce cas, où est-il envisageable d'appliquer un coefficient de rétention foncière un peu plus faible, afin d'économiser l'espace disponible, et dans l'affirmative lequel ?

Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais

Projet de révision de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE

ENQUETE PUBLIQUE

CERTIFICAT DE PUBLICATION ET D'AFFICHAGE

Le président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais certifie :

. avoir affiché du 30 décembre 2013 au 05 mars 2014 inclus, en la forme habituelle à la porte principale du siège de la communautés de communes du Périgord Vert Nontronnais et visible de l'extérieur, l'avis d'enquête publique conformément à ses arrêtés des 18 décembre 2013 et 22 janvier 2014 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de révision de la carte communale de la commune de Saint Front la Rivière, ainsi que l'avis de prolongation de cette enquête pour un délai supplémentaire de 15 jours ;

. avoir fait publier dans les journaux d'annonces légales et fait joindre au dossier d'enquête publique les journaux contenant la mention relative à la 1^{ère} insertion en annonces légales (journaux : Sud Ouest du 02 janvier 2014, La Dordogne Libre du 04 janvier 2014) ;

. avoir fait joindre au dossier, dès leur parution, les mêmes journaux contenant la mention relative à la 2^{ème} insertion en annonces légales (Sud Ouest et la Dordogne Libre du 21 janvier 2014) ;

. avoir également fait joindre au dossier, dès leur parution, les mêmes journaux contenant la mention relative à la prolongation de l'enquête publique jusqu'au 05 mars 2014 inclus (1^{ère} parution Sud Ouest et La Dordogne Libre du 28 janvier 2014, et 2^{ème} parution le 18 février 2014).

Fait à Nontron, le 05 mars 2014

Le Président
Pierre GIRY

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD VERT
NONTRONNAIS

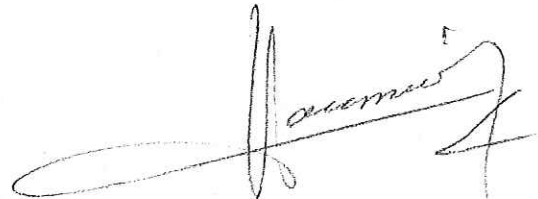
Vu les prescriptions de l'article R.123-18 du Code de l'Environnement, **j'invite M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord vert Nontronnais à me faire connaître, dans un délai de 15 jours, un mémoire en réponse**, apportant toutes précisions utiles aux observations recueillies pendant la présente enquête publique, ainsi qu'à celles relatives à son formalisme, telles que formulées ci-dessus.

Le présent Procès-verbal a été notifié à M. le Président de la Communauté de Communes du Périgord vert Nontronnais, en son siège le 06 mars 2014

Reçu notification,
M. le Président de la Communauté de communes
du Périgord vert Nontronnais

Le Commissaire Enquêteur
Christian JOUSSAIN

Pb
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD VERT
NONTRONNAIS



COMMUNAUTE DE COMMUNES

DU
PERIGORD VERT NONTRONNAIS

Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais

Monsieur JOUSSAIN Christian
Commissaire Enquêteur
41 rue Clémenceau
24110 ST ASTIER

Nontron, le 18 mars 2014

Réf : VM/FVG/PG

Objet : Révision de la carte communale de ST FRONT LA RIVIERE

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

A l'issue de l'enquête publique concernant la révision de la carte communale de ST FRONT LA RIVIERE et conformément à l'article R 123-18 du code de l'environnement, vous m'avez remis un procès verbal de synthèse des observations recueillies durant l'enquête.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-annexées mes observations conformément à l'article précité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président
Pierre GIRY

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD VERT
NONTRONNAIS

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE
MAIRIE
DE
SAINT FRONT LA RIVIÈRE
24300

SAINT FRONT LA RIVIERE, le 18 Mars 2014

Téléphone: 05.53.56.71.54

Télécopie: 05.53.56.72.27

Mail: mairie.stfrontlariviere@wanadoo.fr

Horaires d'ouverture :

Lundi, mardi, jeudi, vendredi :

9h00 à 12h30 et de 13h00 à 16h30

Mercredi et Samedi: 9h00 à 12h30

CCPVN

Monsieur le Président

Avenue Général Leclerc

24300 NONTRON

Objet : Carte communale : observations concernant le procès verbal

Monsieur le Président,

Comme convenu ci-joint les précisions et observations formulées par la commission communale pour la révision de la carte communale.

Réponse question A1 (page2) : Si nous tenons compte de la superficie totale de la commune, la surface totale disponible à la construction soit 13.94 ha ne semble pas exagérée.

D'autant plus que nous avons décidé de retirer 6,9 ha de zone constructible au bénéfice de la préservation des espaces agricoles.

Réponses question A2 (page 2) : Nous avons pris note de l'observation de L'ARS concernant la parcelle n° 102 au lieu-dit « Le Mât » qui estime peu judicieux de maintenir cette parcelle en zone constructible au motif d'éviter des conflits de voisinage avec l'atelier de menuiserie installé à proximité.

Cependant, nous tenons à préciser que le propriétaire de la parcelle n°102 est aussi celui de l'atelier de menuiserie et qu'il ne souhaite pas vendre la parcelle mais construire ce qui ne posera pas de conflits de voisinage.

Réponse question B1 (page5) : Concernant les parcelles n° D 947, D 373, D96, C 1039, 1069 et 1085, nous supposons que seule la parcelle cadastrée section D n°96 pourrait faire l'objet d'une subvention de la Politique Agricole Commune.

Réponse question B2 (page 5) : Renseignements concernant les réseaux

N° C 1477 : Assainissement Collectif/Eau /Electricité/Télécom réalisable

N° C 1363 : Assainissement Collectif/Eau /Electricité/Télécom réalisable

N° C 1362 : Assainissement Collectif/Eau /Electricité/Télécom réalisable

N° C 952 et 953 : Assainissement Individuel difficilement réalisable
Eau/ Electricité/Télécom réalisable

N° C 1039, 1069 et 1085 : Assainissement individuel réalisable
Eau/ Electricité/Télécom réalisable

N° D 102 : Assainissement individuel réalisable
Eau/ Electricité/Télécom réalisable

N° B 1363 : Assainissement Collectif
Eau/ Electricité/Télécom réalisable

Réponse question C (page 5) : Une diminution du coefficient de rétention foncière n'est pas envisagée.

Le Maire,
M. GUINOT



Mandataire :



COMPTE-RENDU DE REUNION

Collectivité :	Communauté de communes Périgord Vert Nontronnais
Prestation :	Révision n°1 de la Carte Communale de Saint-Front-La-Rivière
Date :	Mardi 17 Février 2015 à 09 h 30
Lieu de la réunion :	Mairie de SAINT-FRONT-LA-RIVIERE
Type de réunion :	Comité de Pilotage n°1
Ordre du jour :	Relance des études et point sur les attendus des Personnes Publiques Associées et analyses des observations faites durant la consultation des services et de l'enquête publique
Participants :	M. Jean-Marie LAPEYRE (Vice-Président Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais) M. Francis GUINOT (Maire) Mme Annette FRICONET (Adjointe) M. Jean-Daniel COMBEAU (Adjoint) Mme Isabelle FRICOUT (Conseillère Municipale) Mme Catherine DAUGIERAS (Conseillère Municipale) M. Jean Claude DELAGE (Conseiller Municipal) Mme Sabine BOUDON (Conseil Général 24 – UA Nontron) Mme Muriel LEHERICY (PNRPL) M. Jean-François MASSELOU (DDT – SCAT) M. Michel CHABOT-VALLEE (DDT/STPV) M. Jacques PHELIP (DDT – STPV) Mme Valérie MEYLEU (Service Urbanisme – Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais) Mme Hélène DURAND-LAVILLE (Urbaniste – URBAM)
Excusés :	M. Le Sous-Préfet DREAL Aquitaine Chambre d'Agriculture ARS SDE 24 DDCSP INAO

M. Le Maire ouvre la séance, remercie chacun de sa présence et propose que chacun se présente lors d'un tour de table.

Mme DURAND-LAVILLE évoque l'ordre du jour : il s'agit d'évoquer les remarques faites par les Personnes Publiques Associées et d'analyser les observations des administrés faites dans le cadre de l'enquête publique.

Un tour de table est ensuite proposé.

Concernant les avis des Personnes Publiques Associées :

M. LEHERICY précise que le plan de parc a été approuvé en comité syndical, il sera approuvé le 11 mars par le Ministère. Il est acté dans ce document que les zones U en ZNIEFF ne sont pas autorisées.

Le secteur des Grèzes a été reversé en N avant l'enquête publique.

M. MASSELOU souligne que 3 secteurs demeurent au projet de révision et posent difficultés :

- « La Rebière » parcelle 20 p ➔ avis défavorable de la DDT et de la CDCEA.
- « Le Caneau » parcelle n°1498 ➔ avis défavorable de la DDT et de la CDCEA. **La commission communale** propose un classement en N.
- « Chazelle » parcelle n°250 ➔ avis défavorable de la DDT et de la CDCEA.

M. CHABOT-VALLEE souligne l'importance de prendre en compte les zones inondables du PPRI.

M. CHABOT-VALLEE précise que les parcelles n°1498 et 1455 sont en ZNIEFF : il propose un retrait de la zone constructible.

M. Le Maire n'est pas favorable au classement en N : cette parcelle est en dent creuse, desservie par le réseau collectif d'assainissement et cette parcelle est en zone constructible à l'actuelle carte communale.

M. LAPEYRE précise que les chartes de PNR ne prennent pas suffisamment en compte les avis des collectivités concernées.

M. Le Maire acte le classement en zone N de la parcelle n°250, suite à l'avis des Personnes Publiques Associées.

Concernant le secteur de « Le Mat », il s'agit de prendre en compte le PPRI zone rouge et le tracé ZNIEFF. Par ailleurs, la parcelle n°932 a fait l'objet d'un avis défavorable de la CDCEA, et sa moitié Est est en PPRI zone rouge et dans l'enveloppe de la ZNIEFF.

Le maintien d'une partie de cette parcelle crée un précédent injustifiable précise **Mme DURAND-LAVILLE**.
La parcelle est reversée en totalité en zone N.

« Le Mat » parcelle n°1048 et « Chez Boutau » parcelles n°1515, 1516 et 1518 : il est acté de proposer un croquis d'aménagement sur ces 2 zones.

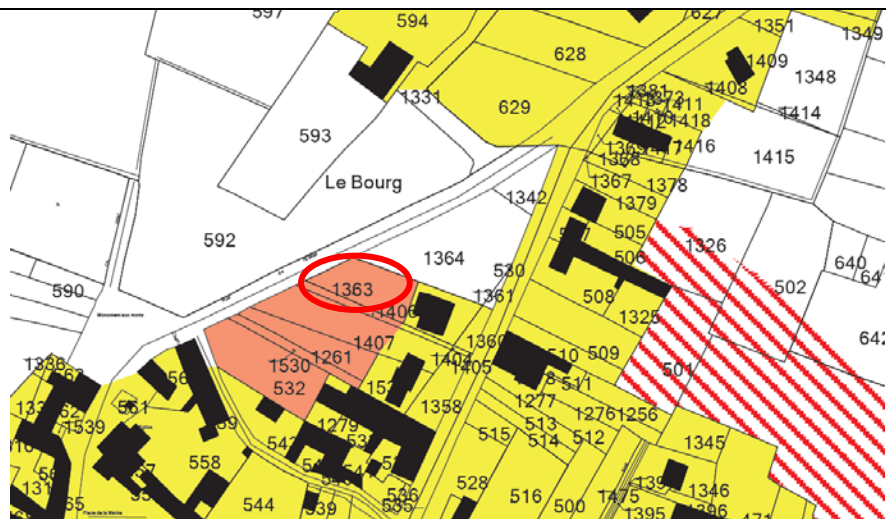
La zone UL du « Grand Pré » est en zone inondable et en ZNIEFF. Cette zone est propriété communale.

Concernant le résultat de l'enquête publique :

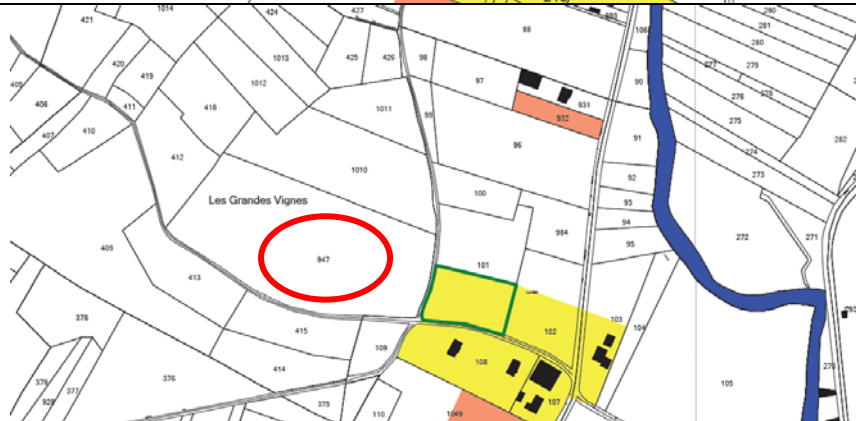
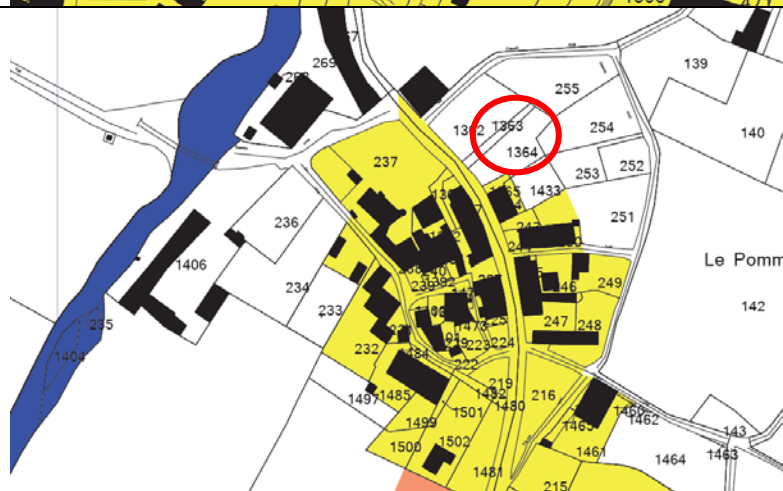
IDENTITE DU DEMANDEUR	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	AVIS DU COMITE DE PILOTAGE
R1 - M. MANAUD Michel	Le Bourg - B 1363 – en zone constructible U. Désire faire édifier un garage ou un hangar sur sa parcelle.	Favorable sous réserve du respect des prescriptions du PPRI (zone bleue) parcelle desservie en assainissement collectif.	La parcelle est maintenue en zone U.
R2 - M. LE CARRE Hervé	Le Caneau - C 1363 et 1364 – en zone N. Désire que ses parcelles soient classées en zone constructible (jardin actuel).	Avis favorable sous réserve de consultation préalable de l'architecte des bâtiments de France, relativement à leur situation dans le périmètre de protection des façades et toitures du Château de Pommier, inscrites au titre des Monuments Historiques depuis le 04 décembre 1959.	Ces terres ne sont pas agricoles. L'accès pourra nécessiter des aménagements de sécurité. Avis favorable pour partie.
	Grandes Vignes - D 947 – en zone N. Désire que sa parcelle (bois) soit classée en zone constructible pour 4000 m² environ.	Avis défavorable entame un espace agricole.	Avis défavorable de l'INAO. Parcelle isolée boisée. Avis défavorable
R3 - Mme LAPEYRONNIE Adèle	Chazelle - D 252 – en zone N. Désire que sa parcelle soit maintenue en zone constructible.	Avis favorable.	Avis défavorable de la Chambre d'Agriculture. Avis défavorable
R4 - Mme POURTAİN Lucienne	Beleterie - C 1103, 1106 – en zone N. Demande classement en zone constructible pour réaliser des gîtes ruraux et construire une piscine.	Avis favorable sous réserve de limiter la partie constructible aux besoins énoncés et à la partie non située en co-visibilité.	La zone non constructible de la carte communale autorise le changement de destination et les extensions.
R5 – M. et Mme BOUTIN André	Les Grands Bois - D 373 – en zone N. Souhaitent l'intégration de leur parcelle en zone constructible.	Avis défavorable entame un espace agricole.	Avis défavorable de l'INAO. Secteur en assainissement individuel précise M. Le Maire. Avis favorable pour 1 500m² en zone U
R6 - Indivision Mme Marie-Hélène FAUX Gabriel BASBAYON Elisabeth BEAUSSART	Les Grandes Vignes - D 96 – en zone N. Souhaitent l'intégration de leur parcelle en zone constructible.	Avis défavorable entame un espace agricole Eligible à la PAC.	Avis défavorable de l'INAO. Avis défavorable de la Chambre d'Agriculture. Avis défavorable
R7 - M. et Mme MERIGUET Jean Claude	Le Sablon - C 952, 953 – en zone N. Souhaitent l'intégration de leurs parcelles en zone constructible.	Avis défavorable assainissement non réalisable Périmètre protégé.	Avis défavorable de l'INAO. Parcelles isolées – espaces naturels. Le hameau n'est pas zoné en U Avis défavorable

IDENTITE DU DEMANDEUR	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	AVIS DU COMITE DE PILOTAGE
R8 - Mme RAT Catherine	Le Mât - D 102 – en zone U. Parcelle conservée en zone constructible mais concernée par zone bleue du PPRI.	Avis favorable sous réserve respect prescriptions PPRI.	La parcelle est maintenue en zone U sur sa partie hors zone rouge du PPRI et hors ZNIEFF.
L1 - M. REID John	Chez Boutau - C 1515, 1516 – en zone U. Constate que ses parcelles ont été réintégrées en zone constructible.	Avis favorable sous réserve respect avis ABF.	Les parcelles sont maintenues en zone U. Le Conseil Général souligne que les sorties se feront sur la voie communale.
L2 - M. LEMAIRE Jean Jacques	Le Caneau - C 1362 – en zone N. Demande classement en zone constructible.	Avis favorable sous réserve respect avis ABF.	Avis favorable pour partie.
L3 - M. DUBUISSON Pierre	Beleterie - C 1039, 1069, 1085 en zone N. Demande maintien parcelles en zone constructible.	Avis défavorable entame espace agricole périmètre bâtiment protégé proximité stabulation agricole.	Avis défavorable de l'INAO. Avis défavorable de la Chambre d'Agriculture. Avis défavorable

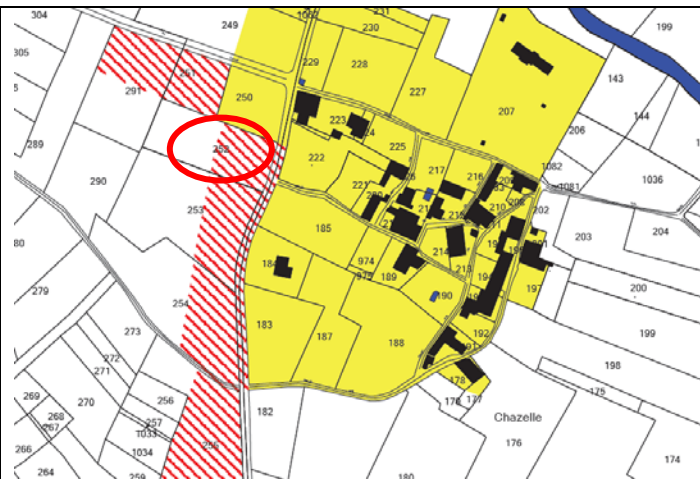
R1 – M. MANAUD



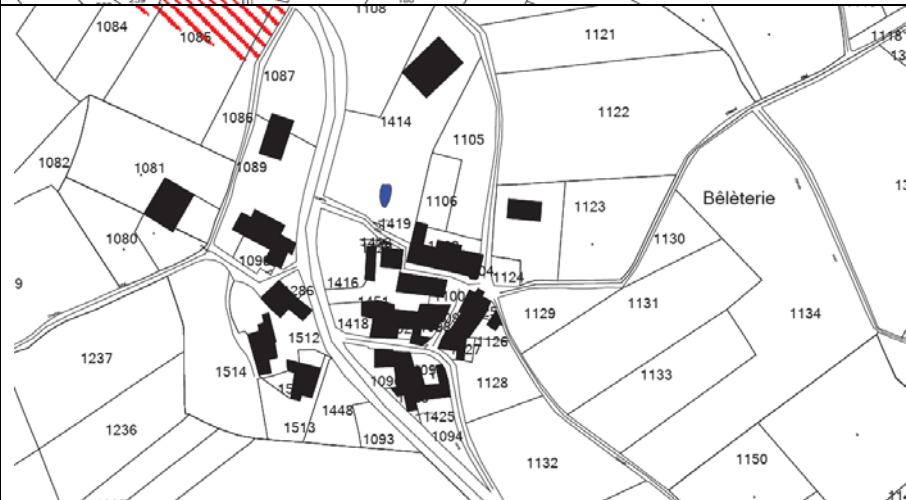
R2 – M. LE CARRE



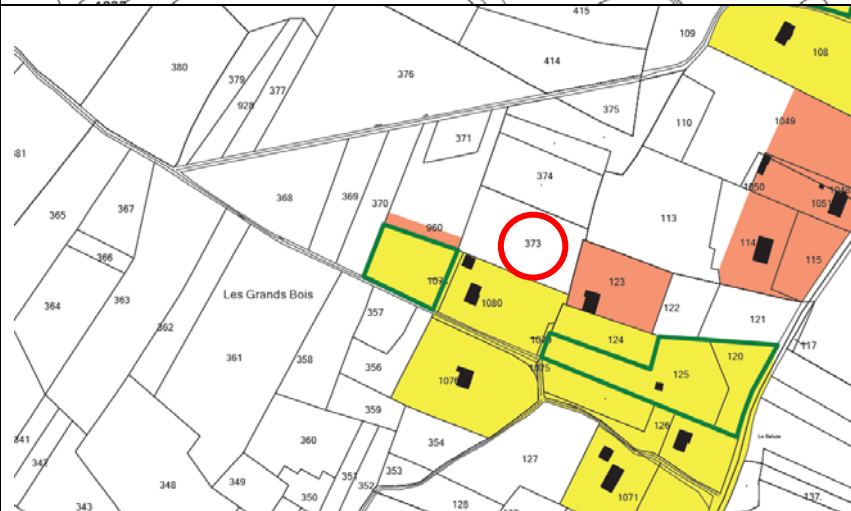
R3 – Mme LAPEYRONNIE



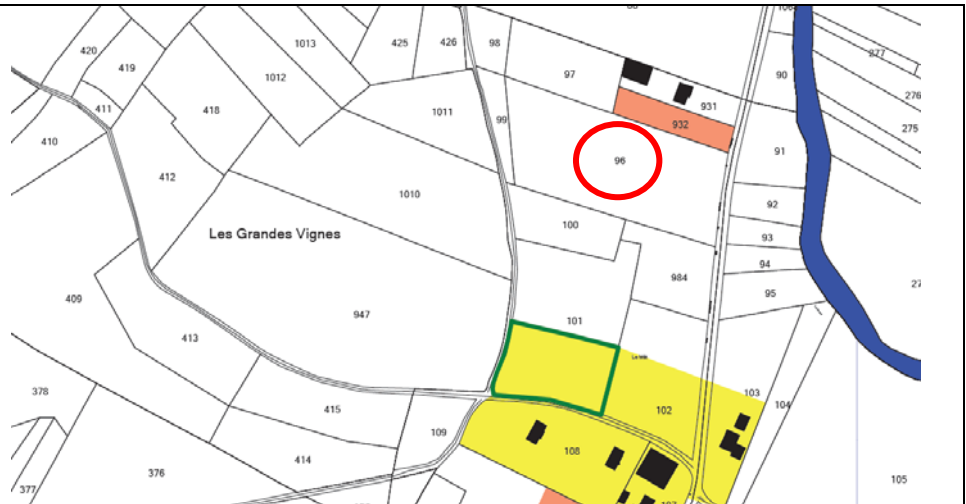
R4 – Mme POURTAİN



R5 – M. et Mme BOUTIN



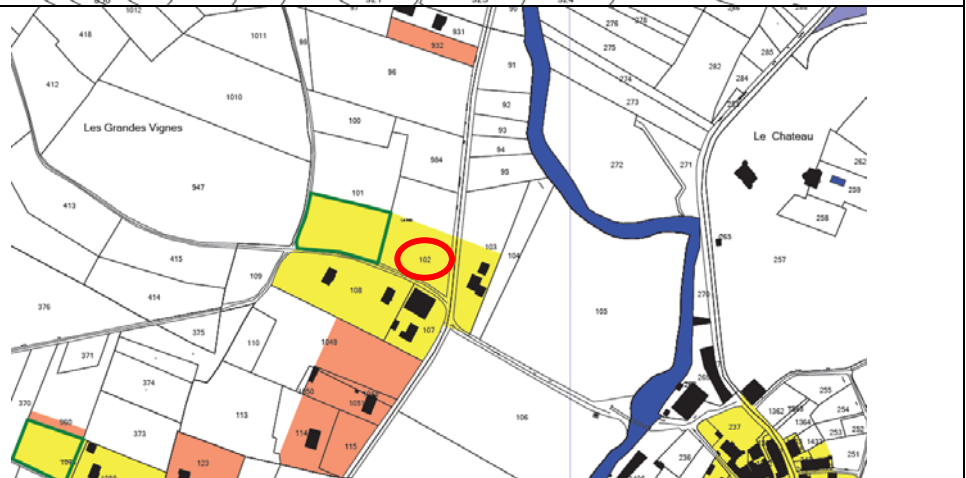
R6 – Indivision Mme FAUX,
BASBAYON et BEAUSSART



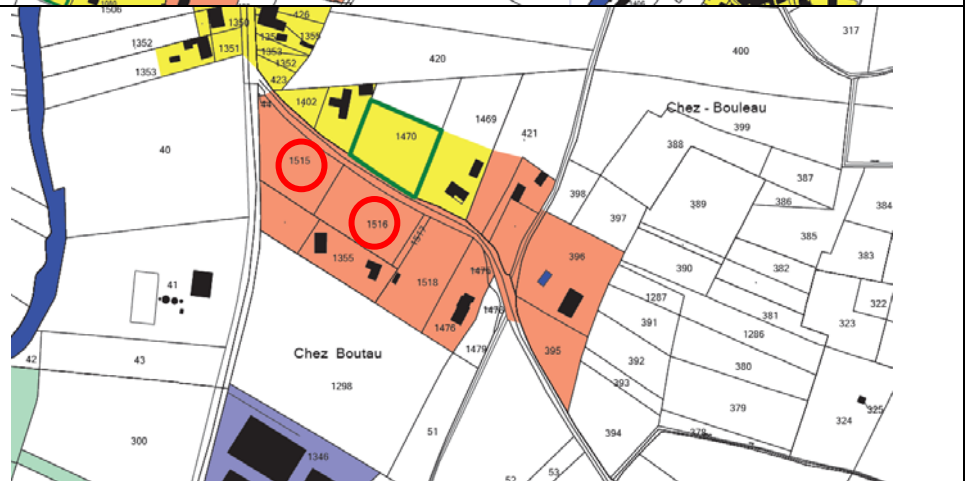
R7 – M. et Mme MERIGUET

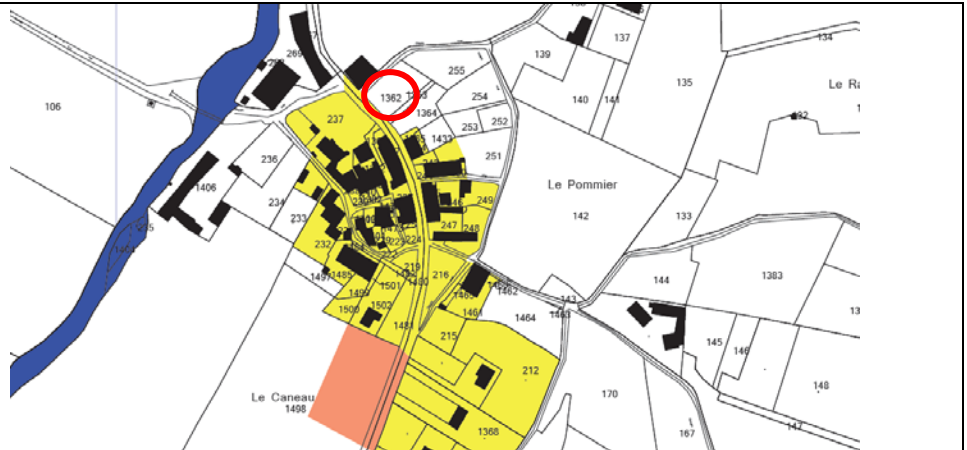


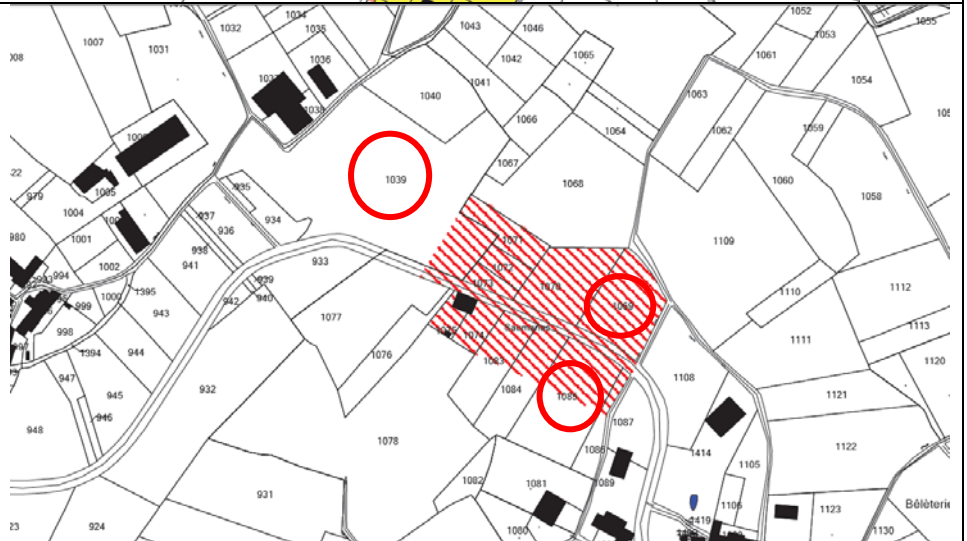
R8 – Mme RAT



L1 – M. REID



L2 – M. LEMAIRE

L3 – M. DUBUISSON



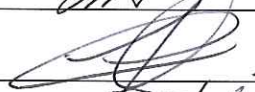

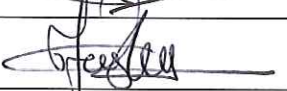
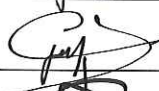



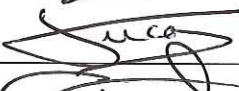

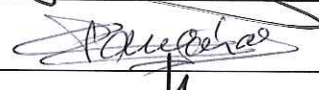


Réunion de Comité de Pilotage n° 1

Mardi 17 Février 2015 à 09 h 30

Ordre du Jour :

relance des études et point sur les attendus des Personnes Publiques Associées et analyses des observations faites durant la consultation des services et l'enquête publique.

FEUILLE DE PRESENCE

NOM	FONCTION	SIGNATURE
GUINOT FRANCIS	MAIRE SAINT-FRONT LA RIVIERE	
J-François MASSELOU	DDT / SCAT	
CHABOT-VAUÉE Michel	DDT / STPV	
PHELIP Jacques	DDT 24 / STPV	
MEYLEU Valérie	Service urbanisme CCPVN	
LAPEYRE Jean Marie	Va P ^t CCPVN	
DELAAGE Jean Claude	C. 7 SAINT-FRONT	
BOUDON Sabine	CG 24 Direction des Routes UA de Montbron	
Boulicaud D. David	3 ^{ème} adjoint	
FRICOUT Isabelle	Conseillère Municipale	
FRICONT Annette	1 ^{er} Adjoint	
DAUGERAS Catherine	Conseillère Municipale	
Hélène DURAND-LAVILLE	Urbaniste - URBAM	
LEHERICQ Anne	Liba - Observatoire PNRPL	

Annexe : PPRI

PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale des territoires
SEER- RDPF
Cité administrative
24024 Périgueux cedex
Tél : 0553455666

Arrêté n° 9014 031 - 0025
portant approbation du plan de prévention du risque inondation
sur la commune de SAINT-FRONT LA RIVIERE

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement;

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 modifiée relative à la prévention des risques naturels et ses décrets d'application;

VU la loi du 13 août 2004 modifiée relative à la modernisation de la sécurité civile;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles;

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2012 prescrivant le plan de prévention du risque inondation sur les 19 communes riveraines de la Dronne et du Ribéragnet entre Saint-Pardoux La Rivière et Ribérac;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 prescrivant l'enquête publique pour l'établissement de ce plan ;

VU le rapport de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du vendredi 13 septembre 2013 au lundi 14 octobre 2013 et l'avis du commissaire enquêteur;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Front La Rivière;

VU le projet établi par le directeur départemental des territoires;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Dordogne;

Arrête

Article 1 - Le plan de prévention du risque inondation de la commune de SAINT-FRONT LA RIVIERE est approuvé.

Le dossier du plan de prévention du risque inondation annexé au présent arrêté comprend :

- un rapport de présentation,
- un règlement
- un plan de zonage
- les cartes des aléas et des enjeux,
- et le bilan de la concertation.

Il est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de la commune de Saint-Front La Rivière,
- à la préfecture (SIDPC),
- à la direction départementale des territoires à Périgueux (SEER- RDPF) et au service territorial du Périgord Vert à Nontron.

Article 2 - Le plan de prévention du risque inondation vaut servitude d'utilité publique conformément à l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé au plan local d'urbanisme de la commune, si celle-ci en est dotée, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite en caractères apparents dans la presse par les soins de la DDT. Une copie de cet arrêté sera affichée dans la mairie de la commune de Saint-Front La Rivière pendant un mois au minimum.

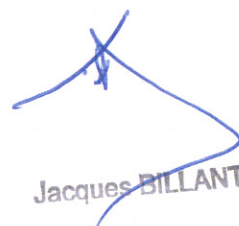
Article 4 - Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Une ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le maire de la commune de Saint-Front La Rivière par les soins du directeur départemental des territoires.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Dordogne, le directeur départemental des territoires, le responsable du pôle sécurité civile, M. le maire de la commune de Saint-Front La Rivière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Périgueux, le 31 JAN. 2014

Le Préfet



Jacques BILLANT

RIVIERE DRONNE

Commune de SAINT FRONT LA RIVIERE

***PLAN DE PREVENTION DU RISQUE
INONDATION***

Pièce n°1

RAPPORT DE PRESENTATION

Approuvé par arrêté préfectoral le 31 janvier 2014



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
I- PREVENTION DES RISQUES ET PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES	4
II- BUT, PRINCIPE ET PROCEDURE D'UN PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION.....	7
II - 1 Généralités	7
II - 2 Procédure	7
III-LA ZONE EXPOSEE	9
III - 1 Périmètre du PPRI.....	9
III - 2 Caractéristiques du bassin versant.....	9
Présentation générale.....	9
Géologie du bassin de la Dronne	9
Occupation des sols	10
IV- ELABORATION DES ETUDES ET CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION	11
IV - 1 RECHERCHES DES INFORMATIONS HISTORIQUES	11
IV - 2 DETERMINATION D'UN ALEA DE REFERENCE.....	11
Contexte réglementaire.....	11
Hydrologie.....	11
Réalisation de la topographie	15
Détermination du profil en long de la crue de référence sur la Dronne et le Ribéragnet	19
Détermination de l'aléa inondation.....	20
V- ANALYSE DES ENJEUX	21
V - 1 Méthodologie	21
V - 2 Présentation générale des enjeux	21
Habitat	21
Activités.....	22
Etablissements recevant du public (ERP)	23
Tourisme	23
Projets	23
Espaces naturels et agricoles	24
V - 3 Synthèse des enjeux en zone inondable par commune.....	25
Commune de Ribérac.....	25
Commune de Villeteureix	27
Commune de Saint Méard de Drôme.....	28
Commune de Celles	28
Commune de Douchapt	29
Commune de Saint-Victor.....	29
Commune de Tocane-Saint-Apre.....	30
Commune de Montagnier	31

Commune de Grand Brassac	31
Commune de Lisle.....	32
Commune de Creyssac	33
Commune de Bourdeilles	34
Commune de Valeuil	35
Commune de Brantôme	35
Commune de Condat sur Trincou	37
Commune de Champagnac de Belair.....	38
Commune de Quinsac.....	39
Commune de Saint Front la Rivière.....	40
Commune de Saint Pardoux la Rivière	41
VI- ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE ZONAGE ET D'UN REGLEMENT	42
VI - 1 LES MESURES DE PREVENTION	43
Mesures réglementaires	43
Mesures obligatoires sur les biens et activités existants	44
Mesures de recommandations.....	44
ANNEXE 1.....	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 2.....	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 3.....	Erreur ! Signet non défini.
GLOSSAIRE DES TERMES TECHNIQUES ET DES SIGLES.....	Erreur ! Signet non défini.

Les mots et sigles
dont la signification est précisée dans le glossaire
*sont signalés par " * " .*

I- PREVENTION DES RISQUES ET PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Le risque est souvent défini, comme étant le résultat du croisement de l'aléa et des enjeux. On a ainsi : **ALEA + ENJEUX = RISQUES**

L'aléa* est la manifestation d'un phénomène naturel (potentiellement dommageable) d'occurrence et d'intensité donnée.



Les enjeux* exposés correspondent à l'ensemble des personnes et des biens (enjeux humains, socio-économiques et/ou patrimoniaux) susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.



Le risque* est la potentialité d'endommagement brutal, aléatoire et/ou massive suite à un événement naturel, dont les effets peuvent mettre en jeu des vies humaines et occasionner des dommages importants. On emploie donc le terme de « risque » uniquement si des enjeux (présents dans la zone) peuvent potentiellement être affectés par un aléa (dommages éventuels).



Le risque majeur* est caractérisé par une faible fréquence et un fort degré de gravité. Par leur nature ou leur intensité, ses effets dépassent les parades mises en œuvre par la société qui se trouve alors menacée.

Le département de la Dordogne possède un réseau hydrographique très dense qui s'étend sur environ 4 500 kilomètres. Environ 250 communes sont particulièrement inondables. Pour les cours d'eau principaux, les caractéristiques morphologiques du département, associées à l'influence du climat atlantique dominant, induisent principalement un type d'inondation dit "de plaine" (montée plus ou moins lente des eaux et vastes champs d'inondation). Cependant, des pluies d'intensité exceptionnelle sur des bassins versant de petits cours d'eau peuvent engendrer localement des crues rapides.

En matière de sécurité, face au risque naturel et notamment celui de l'inondation, l'action de la collectivité prend deux formes principales : l'alerte et la prévention.

L'alerte, assurée par l'Etat, consiste à prévenir à temps la population et les responsables de la sécurité de l'arrivée d'une crue*.

Le système de prévision des crues du bassin de la Dordogne remplit cette fonction.

Le schéma est le suivant :

- 1— Le service de prévision des crues (SPC) de la DDT de Dordogne, à l'aide d'un réseau de stations d'observation, détecte un dépassement de seuil et établit les prévisions d'évolution du niveau des eaux.
- 2— la préfecture est alertée. Elle décide de la mise en alerte des maires et des services de secours.
- 3— les maires, qui sont responsables de la sécurité sur le territoire de leur commune, sont alertés du danger. Ils préviennent les personnes menacées.
- 4— pendant toute la durée de la crue, les hauteurs d'eau (toutes les heures) et les prévisions établies par la DDT (plusieurs fois par jour) sont accessibles à tous les acteurs concernés (Etat, communes, services de secours,...) par l'intermédiaire des serveurs web local CRUDOR et national VIGICRUES.
- 5— la fin de la crue est annoncée de façon similaire à la mise en alerte.

Le but de la prévision des crues est donc d'informer la population de l'imminence du risque de crue.

Pour limiter les effets des catastrophes, il est aussi nécessaire d'intervenir bien en amont des phénomènes naturels en limitant la vulnérabilité des biens et des personnes par la prévention.

La prévention* est une démarche fondamentale à moyen et long terme.

Outre son rôle fondamental de préservation des vies humaines, elle permet des économies très importantes en limitant les dégâts. En effet, une crue catastrophique a un coût considérable : endommagement* des biens privés et des infrastructures publiques, chômage technique, indemnisations, remises en état, coût des personnels et des matériels mobilisés... D'autre part, elle évite le traumatisme de la population (choc psychologique, évacuation, pertes d'objets personnels, difficultés d'indemnisation...).

La prévention consiste essentiellement à éviter d'exposer les biens et les personnes aux crues par la prise en compte du risque dans la vie locale et notamment dans l'utilisation et l'aménagement du territoire communal.

Les constructions d'ouvrages, digues ou bassins de rétention, en supposant que le contexte technique le permette, ne sont que des mesures complémentaires de protection locale qui ne peuvent en aucun cas éliminer le risque inondation.

La prévention est donc la seule attitude fiable à long terme, quels que soient les aléas climatiques ou l'évolution de la société et des implantations humaines.

En effet, selon un processus général, l'évolution de la société est caractérisée par plusieurs tendances : la croissance d'agglomérations souvent aux dépens des zones inondables, la dispersion de l'habitat et des activités économiques en périphérie urbaine sur ces mêmes zones, une mobilité accrue de la population, enfin l'oubli ou la méconnaissance des phénomènes naturels dans une société où la technique et les institutions sont supposées tout maîtriser.

Depuis une centaine d'années, cette évolution a contribué à augmenter notablement le risque par une occupation non maîtrisée des zones inondables. D'une part, la présence d'installations humaines exposées augmente la vulnérabilité. D'autre part, la modification des champs d'expansion des crues, l'accélération du ruissellement contribuent à perturber l'équilibre hydraulique* des cours d'eau.

Face à ce constat, les plans de prévention des risques (PPR*) poursuivent deux objectifs principaux :

- constituer et diffuser une connaissance du risque afin que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.
- instituer une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le P.P.R. institue des servitudes d'occupation du sol qui s'imposent notamment au plan local d'urbanisme ou au plan d'occupation du sol. D'ailleurs ce type de mesures existe déjà, soit de façon formelle dans les documents d'urbanisme, soit de façon informelle pratiquée par la population.

Le P.P.R. est donc le moyen d'afficher et de pérenniser la prévention.

II- BUT, PRINCIPE ET PROCEDURE D'UN PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

II - 1 GENERALITES

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) ont été institués par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement .

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et celle du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ont précisé certaines dispositions de ce dispositif.

La procédure d'élaboration et le contenu de ces plans sont fixés par le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005.

Les textes législatifs sont aujourd'hui codifiés aux articles L. 562-1 à L. 562-9 du Code de l'Environnement.

Le mécanisme d'**indemnisation des victimes des catastrophes naturelles** prévu par la loi repose sur le principe de **solidarité nationale**. Les contrats d'assurance garantissent les assurés contre les effets des catastrophes naturelles* sur les biens et les activités, cette garantie étant couverte par une cotisation additionnelle à l'ensemble des contrats d'assurances dommages et à leurs extensions couvrant les pertes d'exploitation. En contrepartie, et pour la mise en oeuvre de ces garanties, les assurés exposés à un risque* ont à respecter certaines règles de prévention fixées par les P.P.R.

Les P.P.R. poursuivent deux objectifs essentiels :

- d'une part **localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels*** existants dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public,
- d'autre part, **définir les mesures de prévention nécessaires**, de la réglementation de l'occupation et de l'utilisation des sols jusqu'à la prescription de travaux de prévention.

L'élaboration des P.P.R. est déconcentrée. C'est le préfet du département qui prescrit, rend public et approuve le P.P.R. après enquête publique et consultation des conseils municipaux concernés. C'est en général la direction départementale des territoires qui est chargée par le préfet de mettre en oeuvre la procédure.

II - 2 PROCEDURE

✓ **Prescription d'établissement d'un P.P.R.**

L'établissement du P.P.R. est prescrit par un arrêté préfectoral qui est notifié aux communes concernées.

Les PPR inondation de la vallée de la Dronne ont été prescrits par arrêtés préfectoraux en date du 7 février 2012.

✓ Réalisation des études techniques (P.P.R. inondation)

Etude hydraulique

Recensement des informations sur les crues historiques

L'étude hydraulique* est un document de synthèse des événements marquants du passé où les différentes crues les plus représentatives sont recensées par enquête sur le terrain auprès des riverains et contact auprès des collectivités. On complète cette information par les obstacles particuliers à l'écoulement des eaux et les dommages connus.

Elaboration de la carte de l'aléa d'inondation

Elle a pour objet de préciser les niveaux d'aléa* reconnus en regard des phénomènes étudiés précédemment.

Ainsi, est déterminée et étudiée une crue au moins de période de retour centennale*. Cette crue est décrite par deux paramètres : hauteur d'eau et vitesse du courant. La carte du risque d'inondation*, par croisement de ces paramètres, est une représentation des caractères physiques du phénomène.

Définition des mesures de prévention

L'Etat détermine les principes de prévention et élabore le rapport de présentation, le plan de zonage et le règlement. Ces pièces, avec la carte de l'aléa inondation, forment le projet de PPR.

✓ Publication et approbation du P.P.R.

- Le projet de P.P.R. est soumis par le préfet à une **enquête publique**.
- Le projet de P.P.R. est soumis également à **l'avis du conseil municipal et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan** et éventuellement de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière pendant une durée de deux mois. Sans réponse, l'avis est réputé favorable.
- Le P.P.R. est éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et de l'avis des communes et organismes susvisés.
- **Le P.P.R. est approuvé** par arrêté préfectoral.
- **Le P.P.R. devient opposable** au tiers dès sa publication.
- Le PPR et l'ensemble des documents relatifs à la procédure pour chaque commune **sont tenus à la disposition du public à la préfecture et à la mairie**.

Le PPR vaut servitude d'utilité publique et, à ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation du sol (POS) ou plan local d'urbanisme (PLU).

III- LA ZONE EXPOSEE

III - 1 PERIMETRE DU PPRI

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation porte sur 19 communes de la vallée de la Dronne (rivières Dronne et le Ribéraguet) sur un secteur entre l'aval de Ribérac sur la partie aval et l'amont de Saint Pardoux La Rivière sur la partie amont.

communes	
RIBERAC	CREYSSAC
VILLETOUREIX	BOURDEILLES
SAINT-MEARD DE DRÔNE	VALEUIL
CELLES	BRANTOME
DOUCHAPT	CONDAT SUR TRINCOU
SAINT-VICTOR	CHAMPAGNAC DE BELAIR
TOCANE-SAINT-APRE	QUINSAC
MONTAGRIER	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE
GRAND BRASSAC	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE
LISLE	

Le secteur étudié sur la rivière Dronne représente un linéaire de 81 km environ.

La Dronne possède plusieurs affluents, dont le ruisseau Le Ribéraguet sur la commune de Ribérac qui est inclus dans le périmètre du PPRI.

III - 2 CARACTERISTIQUES DU BASSIN VERSANT

PRESENTATION GENERALE

La Dronne, affluent de la rivière Isle, prend sa source à 480 mètres d'altitude dans le Massif central, département de la Haute-Vienne (87), région Limousin, sur la commune de Bussière-Galant.

Elle arrive en Dordogne sur la commune de Saint Pierre de Frugie et parcourt plus de 118 km jusqu'à sa sortie du département après la traversée de La Roche Chalais. Elle se jette dans l'Isle après Coutras, en Gironde.

Sa longueur est de 200,6 km.

GEOLOGIE DU BASSIN DE LA DRONNE

Sur la partie cristalline, la Dronne évolue dans une vallée encaissée peu large, elle est accompagnée d'un petit chevelu assez dense. En descendant le contrefort du Massif central, la rivière rencontre un contexte géologique d'origine sédimentaire et voit sa vallée

s'élargir, les reliefs sont moins marqués. Dès lors, la rivière méandre et le réseau d'affluents est beaucoup moins important dans cette vallée calcaire en raison d'un système karstique développé. En aval de sa confluence avec l'Euche, le cours d'eau est dans une dynamique de dépôt sédimentaire dont témoignent les innombrables bras morts, ou « atiers ». Dans sa partie aval, le réseau d'affluents en rive gauche se densifie car le substrat est de nature sablo-argileux.

OCCUPATION DES SOLS

Le bassin de la Dronne est dominé par l'activité agricole. En amont, il s'agit d'une zone d'élevage où alternent prairies, cultures et forêts. Dans la partie médiane, les parcelles cultivées dominent le paysage. En aval, les sous-bassins en rive gauche sont occupés par le massif forestier de la Double, tandis que le fond de vallée est principalement constitué par des terres cultivées.

Les communes où l'urbanisation est la plus développée sont Ribérac, Tocane Saint Apre, Brantôme, Bourdeilles, Saint Front la Rivière et Saint Pardoux la Rivière.

IV- ELABORATION DES ETUDES ET CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION

IV - 1 RECHERCHES DES INFORMATIONS HISTORIQUES

Par enquête de terrain et contact avec les municipalités lors d'une réunion de présentation initiale, mais également pour certaines, par rencontre terrain ou contact téléphonique, il a été recueilli des informations sur les crues historiques*. Les laisses de crues ont été répertoriées sur une carte générale du secteur présentant l'emplacement et l'altimétrie.

Les informations répertoriées ont également été reportées dans un catalogue (*annexe 1*). celui-ci recense la consistance de l'information de façon à pouvoir la visualiser dans l'avenir.

IV - 2 DETERMINATION D'UN ALEA DE REFERENCE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le contexte législatif et réglementaire relatif à la prévention des inondations impose de retenir comme crue de référence dans l'élaboration des Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI) la plus haute crue connue, mais il faut que celle-ci soit au moins d'une période de retour centennal. Si cela n'est pas le cas, cette dernière crue théorique doit être retenue.

HYDROLOGIE

✓ Hydrologie de la Dronne

Données disponibles issues d'études antérieures

Les études à disposition permettant de définir l'hydrologie* de la Dronne dans ce secteur ont été recensées.

Le paragraphe suivant présente les résultats de la seule étude disponible : « *Étude des débits extrêmes* » réalisée en 1989-1990 par Sogreah, pour le compte de la Cellule Hydrologie de la DDE de la Dordogne.

Cette étude a permis de déterminer, en fonction d'analyses hydrauliques spécifiques (tenant compte des pentes et des sections d'écoulement, ainsi que de l'occupation des sols dans la section), les courbes hauteurs-débits à toutes les stations le long de la rivière, et a ensuite proposé, en ayant acquis l'historique des hauteurs à la station, une analyse statistique pour déterminer les débits associés aux périodes de retour caractéristiques.

Les principaux résultats issus de cette analyse sont :

	Stations				
	St-Pardoux la Rivière	Brantôme	Ribérac	Aubeterre	Coutras
Superficie contrôlée (km ²)	158	608	1 105	1 905	2 816
Nombre d'années de mesures exploitables	114	108	114	43	114
Première année disponible pour l'échantillon homogène	1 899	1 904	1 899	1 962	1 899
Débit décennal* en m ³ /s	47 (44 – 51)	76 (73 – 31)	118 (110 – 128)	316 (293 – 345)	370 (349 – 398)
Débit vingtenal* en m ³ /s	56 (52 – 60)	127 (120 – 135)	162 (152 – 174)	368 (339 – 406)	438 (410 – 472)
Débit cinquantennal* en m ³ /s	72 (67 – 78)	147 (138 – 158)	220 (207 – 235)	436 (399 – 483)	526 (490 – 568)
Débit centennal* en m ³ /s	86 (80 – 92)	163 (132 – 175)	267 (252 – 285)	487 (443 – 541)	592 (549 – 641)
Débit estimé de la crue de 1944 en m ³ /s	105 (1904)	157	267	480	520

**les valeurs entre parenthèses correspondent aux bornes hautes et basses de l'intervalle de confiance à 70 % de l'ajustement.*

Les analyses reprises ci-avant montrent que la crue de 1944 est estimée comme ayant une période de retour proche de 100 ans, mais il sera expliqué plus loin qu'il y lieu de relativiser cette première vision.

À noter que lors de ces analyses, il avait été noté les éléments importants suivants :

- la crue de 1944 à Coutras avait été estimée à 5,82 m NGF, mais cette valeur a depuis été reprise lors d'une étude ponctuelle faisant état de laisses de crues fiables dans cette zone, à 5,51 m NGF, donnant ainsi un débit* estimé à 520 m³/s ;
- la station d'Aubeterre est jugée difficile à estimer en débit pour les fortes crues en raison de l'absence de témoignages ;
- la station de Ribérac est jugée peu fiable pour les valeurs de crues estimées en raison de la présence d'un seuil en aval, mais également par la surverse de la route lors de fortes crues ;
- la station de Brantôme est notée comme particulièrement complexe (2 bras différents avec des déversoirs noyés) et à utiliser avec prudence ;
- la station de St-Pardoux la Rivière est influencée par la confluence d'un ruisseau en aval immédiat et les débits difficiles à estimer ; par ailleurs, à cette station, il est à noter que la crue de 1904 a largement dépassé celle de 1944, rendant ainsi fortement suspecte la valeur estimée comme centennale à cette station.

Il ressort de ces remarques que les stations de la Dronne sont à examiner en détail afin d'aboutir à des estimations de débits cohérentes entre elles (voir chapitre suivant – critique des données).

Données disponibles issues de la banque hydro

Les données disponibles par interrogation de la banque Hydro (banque de données sur l'hydrologie gérée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement) font l'objet de l'annexe 2 et sont recensées dans le tableau ci-après (la station d'Aubeterre ne possède pas de données suffisantes) :

	Stations			
	St-Pardoux la Rivière	Brantôme	Ribérac	Coutras
Superficie gérée en km ²	158	608	1 107	2 816
Nombre d'années de mesures	22	21	15	43
Débit biennal en m ³ /s	24	82	86	200
Débit décennal en m ³ /s	44	150	130	330
Débit vicennal en m ³ /s	51	170	150	380
Débit cinquantennal en m ³ /s	61	200	-	450
Débit centennal en m ³ /s	-	-	-	-
Débit de la plus haute crue connue en m ³ /s	2009 : 51.4 m ³ /s	1994 : 156 m ³ /s	1994 : 144 m ³ /s	1986 : 538 m ³ /s

À noter que ces valeurs ne sont pas très pertinentes ni exploitables en raison des périodes de données très faibles.

✓ Critiques des données – Valeurs retenus

La comparaison des valeurs des débits remarquables estimées dans l'étude pour le SPC et celles issues de la banque Hydro montre des différences assez significatives.

Les stations doivent par ailleurs avoir une cohérence entre elles et celle-ci peut s'exprimer par la mise en œuvre de la formule de Myer entre les différents points d'estimation dans un même bassin versant.

Cette relation, qui exprime l'accroissement de débit en fonction de la superficie, s'exprime par :

$$Q_2 = Q_1 - \left(\frac{S_2}{S_1} \right)^\alpha$$

Le coefficient α varie en fonction de la forme du bassin versant et de sa géologie, entre 0,5 et 1.

Ci-après, l'objectif est de faire ressortir une cohérence d'analyse entre la station de Saint-Pardoux en amont et celle de Coutras en aval.

Si l'on considère en premier lieu que, pour toutes les stations, les valeurs les plus pertinentes restent celles de l'étude SPC, il convient d'examiner dans un premier temps la station de St-Pardoux : les ajustements produits en 1989 montrent que la crue décennale* ne peut être remise en cause (50 m³/s), mais que, en revanche, l'analyse a occulté la crue de 1904 ; en reprenant un ajustement graphique prenant en compte cette valeur et en lui affectant une période de retour égale à celle de l'échantillon (115 ans), la droite d'ajustement peut être relevée et la valeur du débit centennal estimée à 100 m³/s ; cette valeur est donc retenue dans la suite de l'analyse.

À partir de ce débit $Q_{100} = 100 \text{ m}^3/\text{s}$ à St-Pardoux, il a été retenu une cohérence avec un coefficient α de 0,5 pour la relation entre St-Pardoux et Brantôme, puis un coefficient de 0,7 plus en aval et 0,75 entre Aubeterre et Coutras (partie extrême du bassin).

En appliquant ces valeurs, il peut être établi le tableau suivant :

Stations		St-Pardoux	Brantôme	Ribérac	Aubeterre	Coutras
BV (km ²)		158	608	1 105	1 905	2 816
Débits des crues (m ³ /s)	1944 estimé SPC	88	197	270	440	520
	1944 calculé par Myers à partir de St-Pardoux et par stations successives	88	172	261	382	512
	Centennal estimé à partir SPC	100	163	267	487	592
	Centennal calculé par Myers à partir de Saint-Pardoux et par stations successives	100	196	298	436	585

L'analyse des données reprises dans ce tableau montre une très bonne cohérence entre les stations et que les valeurs admises précédemment sur Aubeterre et Brantôme, stations jugées extrêmement difficiles à estimer, sont aussi les plus remises en question.

Il est retenu, donc au final, en l'absence de données plus précises que les valeurs de ce tableau et le fait que la crue de 1944, comme cela était estimé à St-Pardoux et à Coutras, n'est pas une crue de période de 100 ans, mais qu'elle présente plus une période de retour de l'ordre de 80 ans sur l'ensemble du bassin.

✓ Hydrologie du Ribéraguet

Le Ribéraguet est un affluent de la Dronne, en rive gauche, au niveau de Ribérac (centre-ville et aval du pont) ; son bassin versant* de 16,60 km² environ est essentiellement rural, mais sa partie aval traverse le centre-bourg très urbanisé de Ribérac. Ses crues, essentiellement dues à des épisodes orageux violents en été, ont occasionné (notamment en 1986) des inondations impactantes pour la vie communale. Face à cette situation et compte tenu des enjeux existants, les élus ont donc demandé aux services de l'État de cartographier l'aléa sur ce cours d'eau au niveau de la commune de Ribérac, sur sa partie urbanisée.

Le bassin versant présente une forme classique, avec un drain principal d'environ 7 km, présentant un dénivelé allant de 150 m NGF* environ en amont à 60 m NGF en aval (pente de 1,25 % environ).

Bien évidemment, ce petit cours d'eau ne fait pas l'objet d'un suivi par station hydrométrique, mais les débits remarquables peuvent être approchés par différentes investigations.

L'application de méthodes classiques (abaques SOGREAH par exemple) permet d'estimer un débit décennal de ce cours d'eau de l'ordre de 7 m³/s et l'application de la formule de Myer entre les valeurs retenues pour la Dronne à St-Pardoux (bassin versant le plus petit disponible) et le Ribéraguet, un débit décennal estimé à 8,7 m³/s .

Par application d'un coefficient régional entre les débits décennaux et centennaux de 2, un débit centennal de 17 m³/s peut être déterminé.

La valeur de ce débit explique donc l'importance des événements qui peuvent se produire et le fait que tous les ouvrages ou parties enterrées du cours d'eau en centre-ville ont une capacité insuffisante, occasionnant des débordements importants dans la partie basse urbanisée.

REALISATION DE LA TOPOGRAPHIE

Un important travail de levé topographique a été réalisé afin de caractériser finement le lit mineur et le lit majeur de la Dronne et du Ribéraguet dans le secteur d'étude et de préciser par la suite les limites de l'aléa.

Compte tenu du manque de données disponibles sur le secteur d'étude, une acquisition topographique homogène sur l'ensemble du linéaire d'étude a été réalisée par acquisition LIDAR sur l'ensemble du lit majeur.

Il est décrit ci-après les levés réalisés dans le cadre de cette étude.

Il convient de noter que tous les levés topographiques détaillés ci-après sont disponibles en format informatique et sont calés en XY et cotés en altimétrie selon le Nivellement Général de la France (NGF) actuel.

✓ **Levé topographique d'ensemble du lit majeur**

Dans le cadre de cette étude et afin de caractériser très précisément le lit majeur de la Dronne et du Ribéraguet, un levé topographique (levé par la méthode LIDAR) a été réalisé sur l'ensemble de la zone d'étude.

L'objectif de ce levé est d'obtenir un modèle altimétrique de haute résolution de la zone inondable.

La réalisation du levé altimétrique par laser aéroporté a été effectuée par la société FIT Conseil qui a été chargée de l'acquisition des données, de leur traitement, de leur filtrage et de la restitution sous forme de semis de points bruts ou traités.

La société FIT est une société de production de données topographiques et cartographiques à partir d'acquisitions aériennes numériques, en particulier photographies aériennes et laser aéroporté (LiDAR).

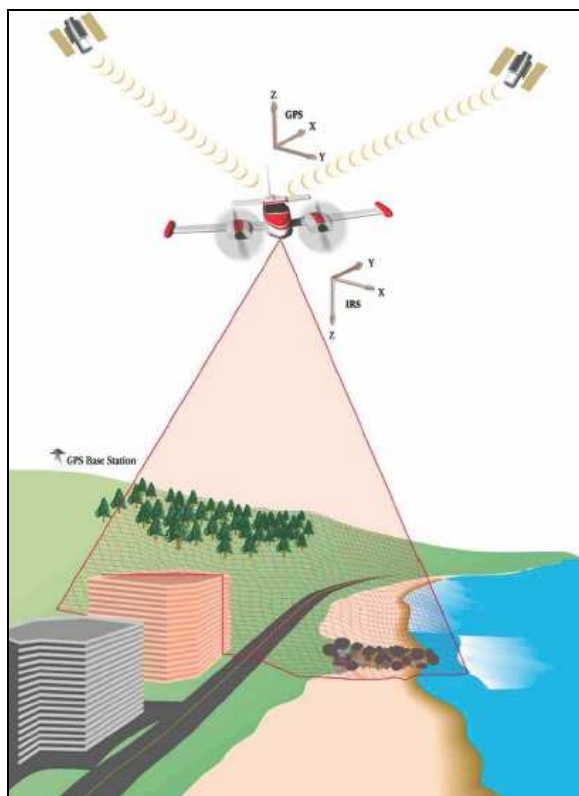
Les paragraphes suivants permettent de décrire et de présenter l'ensemble du travail effectué et restitué au final.

✓ **Présentation de la méthode d'acquisition par laser**

L'objectif de ce levé est d'obtenir un modèle altimétrique de haute résolution de la zone inondable de la Dronne sur l'ensemble de la zone d'étude.

Le LiDAR, ou laser aéroporté, permet d'obtenir par mesure directe un semis de points XYZ :

- continu sous la végétation (avec cependant une diminution de la densité fonction de l'importance de la couverture végétale),
- dense (de 1 point par 4 mètres carrés à 20 points au mètre carré),
- dans le cadre de cette étude, les précisions sont de +/- 15 cm en altimétrie et de +/- 10 cm en planimétrie).



Un système LiDAR est composé de trois éléments principaux :

- un scanner laser, capteur actif, qui balaye le sol grâce à un miroir oscillant et émet 50 à 100 000 impulsions laser par seconde,
- un GPS, qui mesure la position de l'aéronef de 1 à 10 fois par seconde,
- une centrale inertielle (IMU), qui permet de calculer l'orientation du scanner laser ainsi que sa position précise à raison de 200 fois par seconde.

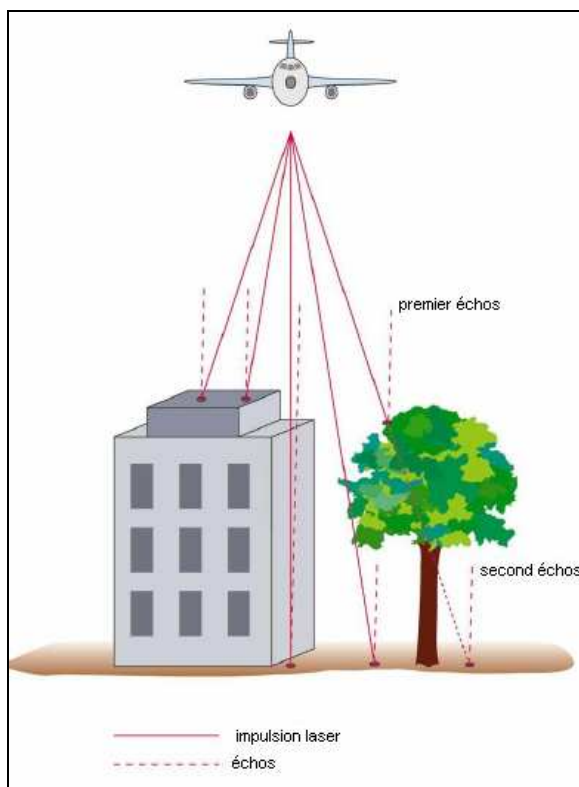
Le scanner laser est monté dans un avion et émet donc des impulsions lumineuses dans le proche infrarouge en direction du sol. Un miroir pivotant est monté devant le laser et permet de balayer l'espace de gauche à droite dans la limite d'un angle fixé.

Le signal laser arrive au sol sous forme d'une tâche occupant une certaine surface, il peut alors n'être réfléchi que par morceaux : une partie est réfléchi par un objet en sursol, et l'autre atteint le sol pour s'y réfléchir. Ces deux signaux sont appelés « 1^{er} écho » et « dernier écho ».

Pour chaque impulsion laser émise par le scanner, le premier écho, le dernier écho et plusieurs échos intermédiaires sont enregistrés. L'intensité de chacun de ces échos est également enregistrée et permet de générer une image en pseudo-infrarouge utilisable pour l'interprétation du terrain.

Ainsi l'altitude et les coordonnées du point au sol peuvent être calculées en connaissant :

- la position précise de l'avion (GPS et plateforme inertielle),
- son orientation et sa trajectoire,
- son angle de scan,
- les paramètres de calibration du scanner.



Le vol et l'acquisition des données doivent cependant être réalisés dans les conditions suivantes pour obtenir le meilleur résultat :

- conditions météorologiques favorables,
 - pas de nuages à une hauteur inférieure à la hauteur de vol (échos retour),
 - pas de vent fort (stabilité de l'avion, suivi des axes de vol, pas de dérive),
 - pas de pluie en cours ou récente (échos retour et moins bonne réflexion des points lasers au sol),
- hors période de végétation,
- conditions hydrologiques de basses eaux.

✓ **Précision du levé**

La réalisation du levé altimétrique par laser aéroporté a été effectuée par la société FIT Conseil.

La précision des points calculés est la suivante (précision fournie par le prestataire) :

- précision altimétrique (Z) : +/- 15 cm,
- précision planimétrique (X,Y) : +/- 10 cm.

A noter que la densité moyenne de points laser par bande est de 1 point/m².

✓ **Modèle numérique de terrain**

L'ensemble du levé réalisé a permis l'acquisition d'un semis de points¹ (un point tous les mètres) très dense fournissant un modèle numérique de terrain².

Le semis de point « MNT » restitué sur l'ensemble de la zone d'étude comprend uniquement les éléments modelant le terrain naturel : terrain naturel « nu », terrain naturel sous végétation, ouvrages modelant le terrain naturel (digues, remblais, déblais, rampes d'accès des ponts...) hors les artefacts liés à la végétation (arbres isolés...), les zones bâties et les surfaces en eaux (lit mineur, gravière...).

La création du semis de points « MNT » consiste à filtrer les derniers échos afin de ne conserver que ceux qui appartiennent effectivement au sol. Ce filtrage a été réalisé par la société FIT Conseil avec le logiciel TerraSolid.

Les artefacts sont supprimés de manière semi-automatique, avec des outils détectant les points ou groupes de points bas, les points ou groupes de points en l'air, les points ou groupes de points isolés. D'autres outils de classification par hauteur au sol sont également utilisés pour détecter ou supprimer les artefacts.

Un contrôle manuel est ensuite réalisé pour identifier d'éventuelles erreurs.

Ce semis de points ainsi réalisé a été fourni au format ASCII (X,Y,Z). Les données ont d'autre part été livrées selon les caractéristiques suivantes :

- dalles de 2 x 2 km,
- projection : Lambert 2 Etendu (Carto),
- système de référence altimétrique : IGN69.

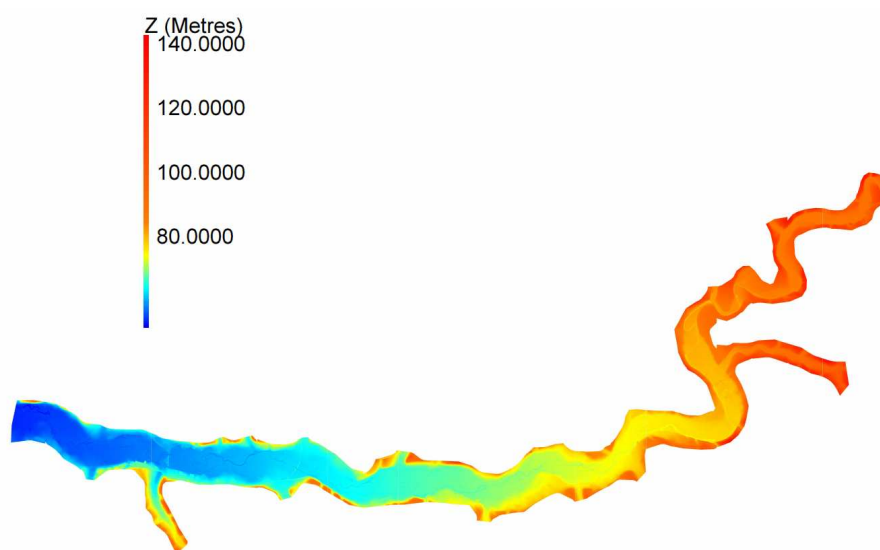
La densité finale de ce levé brut est par conséquent très importante et les fichiers constitués par dalles, très lourds en taille informatique, sont donc très difficiles à exploiter.

¹ Semis de points : ensemble de points levés en X, Y, Z

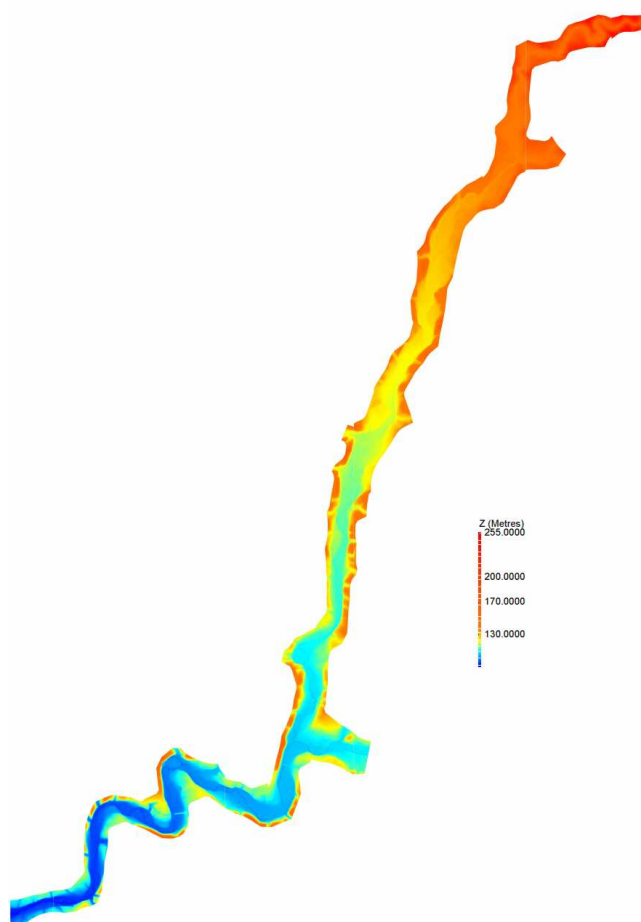
² Modèle numérique de terrain (MNT) : ensemble discret de valeurs numériques qui modélise le relief d'une zone géographique et qui permet de le représenter.

✓ Exploitation du MNT

À partir de ce levé brut, il a donc été dans un second temps constitué un fichier traité sous le logiciel MapInfo, permettant notamment de se rendre compte de la finesse du relevé qui fait ressortir les éléments structurant de la zone en regard de l'inondation.

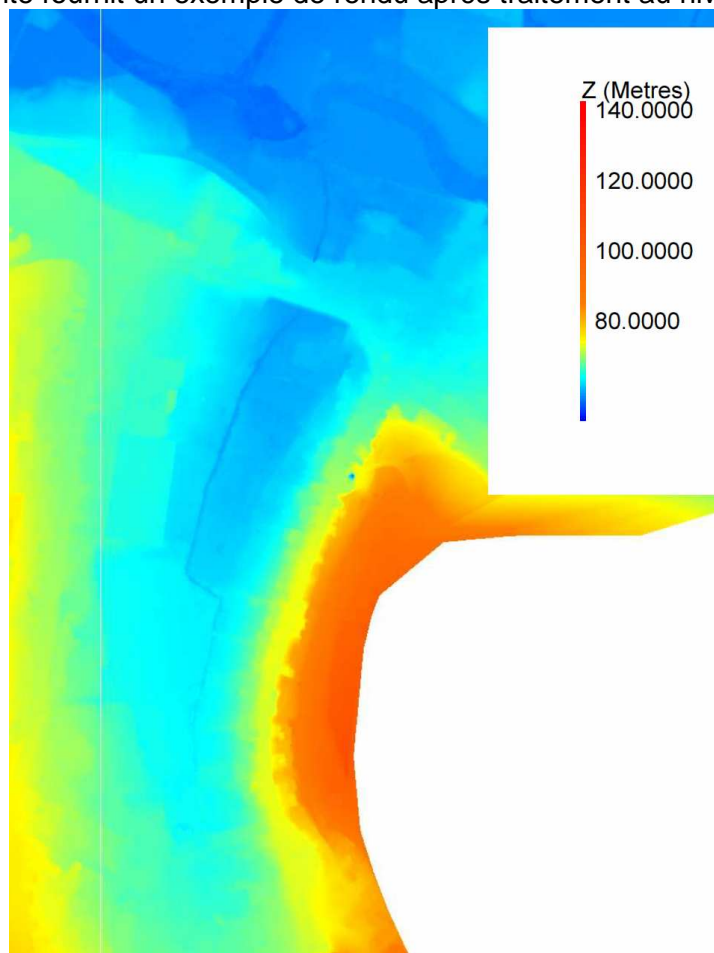


Totalité du rendu « MNT » (secteur aval) traité sous MapInfo



Totalité du rendu « MNT » (secteur amont) traité sous MapInfo

La figure suivante fournit un exemple de rendu après traitement au niveau de Ribérac :



Exemple de rendu du « MNT » traité - Ribérac

La figure précédente montre la finesse du levé topographique réalisé. Les principaux éléments ressortent en effet tel que :

- les routes et ronds-points,
- les routes en déblais/remblais,
- le lit mineur des cours d'eau,
- les coteaux.

Les données du MNT serviront notamment pour la cartographie des zones inondables dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention du Risque inondation, mais serviront également pour extraire le niveau d'eau du lit mineur lors du passage de l'avion, et ainsi de pouvoir constituer un profil en long précis pour exploitation ultérieure. En effet, le logiciel permet de réaliser et d'extraire des profils en travers de toute zone.

DETERMINATION DU PROFIL EN LONG DE LA CRUE DE REFERENCE SUR LA DRONNE ET LE RIBERAGUET

Les analyses hydrologiques montrent que, malgré les incertitudes liées à celles-ci, la crue de 1944 sur la Dronne ne présente pas une période de retour centennale, et ne peut donc servir à l'élaboration du PPR.

Le profil en long de la crue de 1944 a été élaboré en passant au mieux par toutes les informations de cette crue disponibles et en s'attachant à définir les niveaux de part et d'autres des obstacles présents (seuils, ponts, ...). Pour l'élaborer, il a également été pris en compte les constatations précédentes, en regardant les différences avec les autres crues.

Pour définir ensuite le profil en long de la crue de référence qui va servir pour cette étude, il a été entrepris la réalisation de différents petits calculs en différents points du linéaire de notre secteur.

Ainsi, en regardant les calculs portés dans l'*annexe 3*, il peut être mis en évidence qu'un débit centennal passe environ 30 cm au-dessus de la ligne d'eau de 1944 (entre 26 et 32 cm selon l'endroit).

Pour l'élaboration des cotes de la crue de référence* de la Dronne, sur l'ensemble de notre secteur d'étude, une ligne d'eau égale à celle de 1944 augmentée de 30 cm a donc été retenue.

De façon identique, sur le Ribéragnet, il a été retenu que le profil en long établi pour la crue historique (1986 essentiellement), avec des données ayant un recul limité en termes de mémoire, et donc un événement certainement pas représentatif d'un épisode centennal, doit être augmenté de 0,30 m également pour disposer au final de la ligne d'eau de la crue de référence à cartographier.

DETERMINATION DE L'ALEA INONDATION

À partir du profil en long de la crue de référence retenue (centennale = ligne d'eau de la crue historique de 1944 plus 0,30 m sur la Dronne et 1986 + 30 cm sur le Ribéragnet), et par superposition avec les éléments topographiques disponibles et répertoriés, il a été élaboré, pour l'ensemble du secteur ou par commune :

- la carte des hauteurs d'eau maximales différenciant notamment les zones ayant plus ou moins de 1 m d'eau pour cette crue de référence,
- la carte des vitesses d'écoulement différenciant les secteurs où les vitesses des courants sont nulles, inférieures à 0,20 m/s, à 0,50 m/s et supérieures à cette dernière valeur,
- la carte de l'aléa inondation où il a été retenu de cartographier :

- **un aléa faible** où les hauteurs d'eau maximales sont inférieures à 1 m et les vitesses de courant inférieures à 0,5 m/s,

- **un aléa fort** où les hauteurs d'eau maximales sont supérieures à 1 m et /ou les vitesses de courant supérieures à 0,5 m/s.

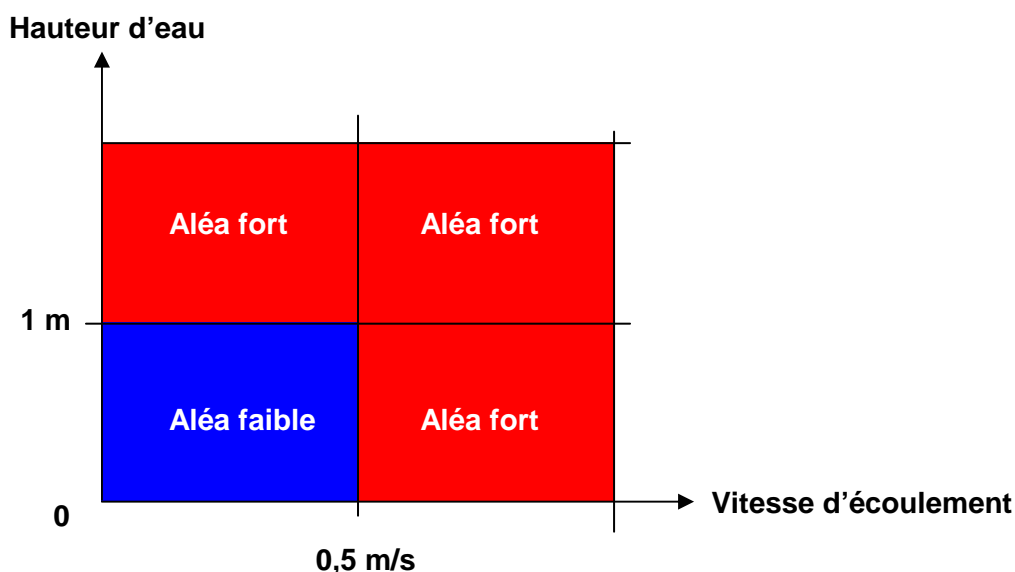


Figure : grille de croisement hauteurs / vitesses

V- ANALYSE DES ENJEUX

V - 1 METHODOLOGIE

Une des préoccupations essentielles dans l'élaboration du projet de PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone à risques.

Cette démarche a pour objectifs :

- a) L'identification d'un point de vue qualitatif des enjeux existants et futurs,
- b) L'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux a été obtenu par :

- visite sur le terrain,
- enquête auprès des élus et des services techniques des communes concernées, portant sur les éléments suivants situés en zone inondable :
 - l'identification de la nature et de l'occupation du sol,
 - l'analyse du contexte humain et économique,
 - l'analyse des équipements publics et des voies de desserte et de communication.

Les enjeux humains et socio-économiques des crues sont analysés à l'intérieur de l'enveloppe maximale des secteurs potentiellement inondés.

La prise en compte des enjeux amène à différencier dans la zone d'étude :

- les secteurs urbains, vulnérables en raison des enjeux humains et économiques qu'ils représentent ; il s'agit d'enjeux majeurs,
- les autres espaces qui eux contribuent à l'expansion des crues par l'importance de leur étendue et leur intérêt environnemental ; il s'agit des espaces agricoles, des plans d'eaux et cours d'eau et des espaces boisés.

L'analyse des enjeux est présentée sous forme de fiches de synthèse des enjeux relatifs à chaque commune et l'ensemble est regroupé par une analyse à l'échelle du secteur.

V - 2 PRESENTATION GENERALE DES ENJEUX

Cette notice a été établie au regard des rencontres auprès des communes concernées.

HABITAT

L'ensemble de la zone inondable est constitué d'exploitations agricoles, de prairies, de quelques bourgs urbanisés, et de secteurs d'élevages.

Le nombre de personnes vivant en zone inondable est d'environ 2 035 (sur une population totale de 17 355 habitants, soit 11.75%), qui se décompose comme suit :

<u>Ribérac</u> : 195 personnes (sur une population totale de 4 334, soit 4.5%),	<u>Creysac</u> : 4 personnes (sur une population totale de 103, soit 3.9%),
<u>Villetoureix</u> : 40 à 50 personnes (sur une population totale de 910, soit 5.5%),	<u>Bourdeilles</u> : 90 personnes (sur une population totale de 797, soit 11.3%),
<u>St-Méard de Drôme</u> : 20 personnes (sur une population totale de 477, soit 4.2%),	<u>Valeuil</u> : 10 personnes (sur une population totale de 407, soit 2.5%),
<u>Celles</u> : 2 personnes (sur une population totale de 559, soit 0.36%),	<u>Brantôme</u> : 540 à 740 personnes (sur une population totale de 2186, soit 24.7 à 33.9%),
<u>Douchapt</u> : 0 personne (sur une population totale de 300),	<u>Condat-sur-Trincou</u> : 3 personnes (sur une population totale de 500, soit 0.6%),
<u>St-Victor</u> : 4 personnes (sur une population totale de 200, soit 2%),	<u>Champagnac-de-Belair</u> : 20 personnes (sur une population totale de 750, soit 2.7%),
<u>Tocane Saint-Apre</u> : 30 à 35 personnes (sur une population totale de 1 715, soit 2%),	<u>Quinsac</u> : 96 personnes (sur une population totale de 389, soit 27.7%),
<u>Montagrier</u> : 20 à 25 personnes (sur une population totale de 513, soit 4.9%),	<u>St-Front-la-Rivière</u> : 90 personnes (sur une population totale de 530, soit 17%),
<u>Grand-Brassac</u> : 12 personnes (sur une population totale de 536, soit 2.2%),	<u>St-Pardoux-la-Rivière</u> : 450 à 550 personnes (sur une population totale de 1 200, soit 37.5 à 45.8%).
<u>Lisle</u> : 96 à 105 personnes (sur une population totale de 949, soit 11.1%),	

À noter que sur la commune de Ribérac, la majorité des habitats et des personnes touchés par les inondations le sont par le Ribéraguet.

ACTIVITES

Le nombre d'emplois se trouvant en zone inondable est important. Ils sont situés principalement sur les communes de Ribérac, Villetoureix, Lisle, Bourdeilles, Brantôme, Champagnac de Belair, Quinsac, Saint Pardoux la Rivière. Il a été recensé approximativement 1 270 emplois sur l'ensemble du territoire.

- **Ribérac** : exploitation agricole, garage, commerces, supermarchés,
- **Villetoureix** : zone artisanale avec divers commerces,
- **Lisle** : entreprises, commerces,
- **Bourdeilles** : gîtes, commerces, maison de retraite, exploitation agricole,
- **Brantôme** : imprimerie, blanchisserie, maison de retraite, hôtel, divers commerces,
- **Champagnac de Belair** : gîte, hôtel, usine St Michel,
- **Quinsac** : scierie, entreprise, commerce,
- **St Pardoux la Rivière** : tannerie, usine, commerces.

À noter que sur la commune de Ribérac, la majorité des activités économiques touchées par les inondations le sont par le Ribéraguet.

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

Les ERP situés en zone inondable sont également principalement localisés sur les communes de Villeteureix (salle des fêtes), Tocane St-Apre (maison des associations, point accueil jeunes, école, chapelle), Lisle (cantine scolaire, bureau de Poste, maison des jeunes), Grand-Brassac (aire de concerts de la Guinguette de Renamon), Bourdeilles (mairie, bureau de Poste, maison de retraite, centre d'accueil pour handicapés mentaux, piscine), Brantôme (maison de retraite), Quinsac (mairie, église, salle des fêtes), St Front-la-Rivière (mairie, bureau de Poste, église), St Pardoux-la-Rivière (salle des fêtes).

Les campings de Ribérac (sur la commune de Villeteureix), de Tocane St-Apre, de Grand-Brassac, de Lisle, de Bourdeilles (et son aire de caravanning), de Brantôme et de St-Pardoux-la-Rivière constituent également des ERP sensibles.

TOURISME

Quelques occupations des sols liées aux loisirs se situent en zone inondable. Il s'agit :

Ribérac : stade et vestiaires, tennis,

Villeteureix : camping de Ribérac, salle des fêtes,

Saint-Méard de Drôme : plaine des sports et club-house,

Douchapt : parcours sportif,

Saint-Victor : halte canoë, sanitaires et douches,

Tocane Saint-Apre : camping, maison des associations, stades, tennis, base de canoë, terrain de pétanque,

Montagrier : zone de baignade (pas d'aménagement spécifique), maison de la Dronne,

Grand-Brassac : camping, halte canoë, guinguette de Renamon (aire de concerts), site d'escalade,

Lisle : camping, zone de baignade, tennis et club-house, stade et vestiaires, maison des jeunes,

Creysac : halte canoë,

Bourdeilles : aire de caravanning, camping, piscine, aire de jeux, stade,

Brantôme : aire de jeux, mini-golf, base de canoë, camping,

Champagnac-de-Belair : aire de sports et loisirs (piscine, stade, tennis, espace jeunes),

Quinsac : salle des fêtes,

Saint-Front la Rivière : agora espace (aire de loisirs),

Saint-Pardoux-la-Rivière : stade et vestiaires, salle des fêtes, camping.

PROJETS

Des projets à court terme, présentés par les municipalités de Ribérac, Villeteureix, St Méard de Drôme, Montagrier, Bourdeilles, Valeuil, Brantôme, Champagnac de Belair, Quinsac ont été recensés sur le secteur ; les autres communes rencontrées n'ont pas fait état de projets dans la zone inondable.

La liste présentée ne préjuge pas de l'autorisation et de la réalisation future de ces projets au regard des principes et des objectifs fixés dans le présent document.

Ci- après, les principaux projets présentés dans le cadre des rencontres avec les élus lors de la phase étude :

Ribérac :

- extension de l'hôpital (en cours),
- aménagement d'une déviation (sans tracé précis actuellement, mais qui croiserait le Ribéragnet),

Villetoureix :

- extension de la zone artisanale,

Saint-Méard de Drôme :

- construction d'une STEP,

Montagnier :

- éventuelle extension du bâtiment de l'exploitation agricole,

Bourdeilles :

- aménagement d'une piste cyclable (tracé pas arrêté),
- restructuration de l'EPHAD et construction d'un centre d'accueil pour des handicapés mentaux (PRADA),
- restauration du camping (fermeture en 1999 pour non-conformité des sanitaires), 33 emplacements existants,

Valeuil :

- aménagement d'une piste cyclable et de passerelles pour traverser la Dronne,
- remise en fonction de la turbine du Moulin de Valeuil,

Brantôme :

- éventuelle réhabilitation du Moulin de Grenier,
- aménagement du Moulin de Vigonac en hôtel-restaurant,
- aménagement d'une piste cyclable,
- construction de sanitaires au camping,
- restauration et réhabilitation du Moulin de Therme pour activité économique (huile de noix),

Champagnac de Belair :

- éventuelle extension de l'usine St Michel,
- éventuel aménagement d'un nouveau parking pour l'usine St Michel,
- construction d'une passerelle sur la Dronne, pour la continuité nouveau parking-aire de sports et loisirs,

Quinsac :

- aménagement derrière la salle des fêtes d'un parc de loisir, et construction éventuelle d'une épicerie,

ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Ces espaces occupent une partie importante de la zone inondable; ils correspondent globalement à ce que l'on désigne comme champ d'expansion des crues.

Les espaces naturels sont, pour la plupart dans ce secteur, constitués de prairies et bosquets et de quelques champs cultivés.

V - 3 SYNTHESE DES ENJEUX EN ZONE INONDABLE PAR COMMUNE

COMMUNE DE RIBERAC

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : environ 195
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - La Pichie : 6-7 personnes - Station de pompage : 2 personnes - Papalis: 5-6 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Le bourg : environ 180 (par le Ribéragnet)
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - La Pichie : exploitation agricole (élevage), 3-5 emplois - Garage poids lourds Boutinaud : 2 emplois <p><u>Le bourg</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boucherie-charcuterie : 5 emplois - Quincaillerie : 2 emplois - Notaire : 3 emplois - Boulangerie : 2 emplois - Dentiste (pas d'activité actuellement, anciennement 4 emplois) - Salon de coiffure (pas d'activité actuellement) - Restaurant Les Colonnes : 4-5 emplois - Boulangerie : 3 emplois - Netto : 10 emplois - Bricomarché : environ 20 emplois - Intermarché : environ 40 emplois - Primeur, marchand de bonbons, couturière, miroitier, auto-école, vétérinaire : environ 20-30 emplois
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Stade et vestiaires - Tennis - Jardin public - Place du marché - Camping (sur la commune de Villeteureix) : 100 emplacements, 2 emplois plus saisonniers
Document urbanisme	PLU depuis 2008 – Révision ZPPAUP en AVAP en cours (signature courant 2013)

Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - 2 stations de pompage - Aire de stockage des services techniques - Centrale télécom - Centre culturel et bibliothèque : 5-6 emplois - École Notre-Dame : 300-350 personnes, 30-40 emplois - Siège communauté de communes : 10 emplois - SMEAP : 4-5 emplois - Hôpital (+Secours Catholique, et Croix Rouge) : environ 500 personnes - Caserne des pompiers (sortie véhicules)
Voies de communication	- RD73, RD709, RD710
Occupation du sol	- Prairies, et quelques zones de cultures
Projets	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de l'hôpital (dossier en cours) - Projet de déviation (tracé non établi, mais qui croiserait le Ribéragnet à l'amont de la commune)

COMMUNE DE VILLETOUTREIX

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 40 à 50
Diffus	- 7 maisons, soit 15 à 20 personnes
Regroupé	- La Borie, le long de la RD708 : 25 à 30 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Beausse et Aupy (dépôt de constructions métalliques, siège à Ribérac) : 5 emplois - Locatoumat (location de matériel) : 2 emplois - Moulin de Larcy, gîte : 1 emploi <p><u>La Borie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aléa01 (mécanique agricole) : 20-25 emplois - Salon de coiffure : 2 emplois - Magasin de motoculture : 3 emplois - Station de lavage : 1 emploi - JMD (dépôt de voitures) : 1 emploi - Produits métallurgiques : environ 10 emplois - Restaurant Les terrasses de la rivière : 4 emplois - Brocante et atelier de menuiserie : 3 emplois - Transports Valade et Lachaud Voyages : 40 emplois - Aldi (épicerie discount) : 4 emplois
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Camping de Ribérac : 100 emplacements, 2 emplois plus saisonniers - Salle des fêtes
Document urbanisme	- PLU approuvé le 18/12/2003
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Station de pompage - Forage d'eau potable (alimente 6 communes) - Salle des fêtes
Voies de communication	- RD708, RD709, RD99
Occupation du sol	- Prairies, et quelques zones de cultures
Projets	- Extension de la zone artisanale, le long de la déviation de la RD709, pour implantations d'activités commerciales

COMMUNE DE SAINT MEARD DE DRONE

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 20
Diffus	- Moulin de la Pause : 6 personnes - Moulin Neuf : 4 personnes - Moulin des Bigoussies : 4 personnes - 3 maisons, soit 6 personnes
Regroupé	
Activités économiques	- Musée du moulin de la Pause - Gîte au moulin des Bigoussies
Tourisme, sport et loisirs	- Plaine des Sports et club house
Document urbanisme	Carte communale approuvée le 13/04/2005
Équipements publics	
Voies de communication	- RD710, RD104
Occupation du sol	- Prairies et quelques zones de cultures
Projets	- Construction d'une station d'épuration

COMMUNE DE CELLES

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 2
Diffus	- Moulin Gayou : 2 personnes
Regroupé	
Activités économiques	
Tourisme, sport et loisirs	
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2006
Équipements publics	
Voies de communication	
Occupation du sol	- Prairies, quelques bosquets et quelques zones de cultures
Projets	

COMMUNE DE DOUCHAPT

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 0
Diffus	
Regroupé	
Activités économiques	
Tourisme, sport et loisirs	- Parcours sportif
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2006
Équipements publics	
Voies de communication	
Occupation du sol	- Prairies
Projets	

COMMUNE DE SAINT-VICTOR

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 4
Diffus	- Moulin de Chantemerle : 4 personnes
Regroupé	
Activités économiques	- Gîte estival, au moulin de Chantemerle
Tourisme, sport et loisirs	- Halte canoë, au moulin de Chantemerle avec douches et sanitaires
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 28/10/2008
Équipements publics	- Station d'épuration
Voies de communication	- RD104E
Occupation du sol	- Prairies et cultures (maïs, blé, céréales)
Projets	

COMMUNE DE TOCANE-SAINT-APRE

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 30-35
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Moulin de Bonas : 6-8 personnes - Moulin de Salles : 1 personne - Moulin de Bressol : 1 personne
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Lotissement du Gabirou : 5 personnes - Bourg autour de la RD103 : environ 20 personnes
Activités économiques	
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Camping : 90 emplacements et 13 bungalows (sur pilotis) - Point d'accueil, sanitaires du camping - Stade et vestiaires - Tennis - Local pétanque et sanitaires - Point accueil jeunes - Base de canoë - Maison des associations
Document urbanisme	PLU approuvé en 1995, révisé en 2004 et 2012
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Grands Champs : station de pompage - Résidence de personnes âgées : 30 appartements, 10-15 emplois - Dépôt municipal - Station d'épuration - Chapelle (1 messe par an, le 15/08)
Voies de communication	- RD103
Occupation du sol	- Prairies
Projets	

COMMUNE DE MONTAGRIER

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 20-25
Diffus	- Fonds de Maine : 3 personnes - Les Tombes : 1 maison
Regroupé	- Moulin du Pont : 15-20 personnes
Activités économiques	- Les Tombes : exploitation agricole : 2 emplois
Tourisme, sport et loisirs	- Maison de la Dronne (syndicat d'initiative) : 2 emplois
Document urbanisme	PLU approuvé le 12/06/2008
Équipements publics	- Maison de la Dronne
Voies de communication	- RD103
Occupation du sol	- Prairies, et cultures (maïs, blé, tournesol)
Projets	- Tourisme d'été au niveau du barrage (non défini) - Les Tombes : extension de l'existant pour faire de l'élevage

COMMUNE DE GRAND BRASSAC

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 12
Diffus	- Moulin de Renamon : 4-5 personnes - Rochereuil : 2 maisons, 6-7 personnes
Regroupé	
Activités économiques	- Guinguette de Renamon et camping : 30 emplois - Moulin de Rochereuil : fabrication d'huile de noix, 2 emplois
Tourisme, sport et loisirs	- Camping de Renamon, aire pour concerts estivaux, base de canoë - Escalade au Rocher de Rochereuil - Trail passant au niveau de Rochereuil (1250 participants)
Document urbanisme	PLU approuvé le 19/06/2006
Équipements publics	- Parking mis à disposition par la commune pour accéder au site d'escalade de Rochereuil
Voies de communication	
Occupation du sol	- Prairies
Projets	- Aménagement de 3 lagunes à Corneguerre, en limite de zone inondable

COMMUNE DE LISLE

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 96-105
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Les Sonneries : 2 maisons, 2 personnes - Moulin de la Peyzie : 2 maisons, 6 personnes - Galandou : 3 personnes - Moulin de Jansou : 4 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Moulin du Pont et la Pierre Plantée : 62-71 personnes - Lotissement des Fontaines d'Argentine et Jansou Nord : 19 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Établissements Desmoulins(dépôt et siège) : 20 emplois - Acadée (bureaux et entrepôt), alimentation animale : 4-5 emplois - SLTP, travaux publics : 1 emploi - Restaurant le Moulin du Pont : 6 emplois
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Stade et vestiaire - Tennis, club house et bloc sanitaires - Camping : 45 emplacements, aire de pique-nique couverte, 1 emploi - Zone de baignade : 1 maître-nageur
Document urbanisme	PLU approuvé en avril 2008, révisé en août 2012
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Salle des jeunes - Cantine scolaire - Hangar communal - Bureau de Poste - Lagunes d'assainissement - Station de pompage
Voies de communication	- RD78, RD1
Occupation du sol	- Prairies
Projets	- Continuité du tout à l'égout jusqu'à Jansou Nord (hors zone inondable)

COMMUNE DE CREYSSAC

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 4
Diffus	- Moulin de la Barde : 2 personnes - Moulin restauré du Lavoir : 2 personnes
Regroupé	
Activités économiques	- Gîte du Lavoir
Tourisme, sport et loisirs	- Halte canoë sur pilotis au Gué de l'Eperon
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2005
Équipements publics	
Voies de communication	- RD78, RD1
Occupation du sol	- Prairies
Projets	

COMMUNE DE BOURDEILLES

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 90
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - La Rigeardie Basse : 4 personnes - Moulin de Fontas : 2 personnes - Chemin de Mareuil : 2 personnes - Moulin Capinet : 2 personnes
Regroupé	- Bourg (rives droite et gauche) : 80 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> -Gîte au Moulin de Fontas -Exploitation agricole : 1 emploi Bourg : <ul style="list-style-type: none"> - Boulangerie : 3 emplois - Salon de coiffure : 3 emplois - Maison de retraite : 96 lits, environ 90 emplois - PRADA (centre pour handicapés mentaux) : 50-60 personnes, 50 emplois - Hôtel les Griffons : 5 emplois - Gîte au moulin de Bourdeilles
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Stade - Piscine - Aire de jeux - Marché et four à pain, place de la mairie - Aire de caravanning
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2006
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Station d'épuration - Mairie : 2 emplois - Maison de retraite (EPHAD) - PRADA (centre pour handicapés mentaux) - Bureau de Poste : 1 emploi à mi-temps
Voies de communication	- RD78, RD106
Occupation du sol	- Prairies et quelques champs cultivés (maïs)
Projets	<ul style="list-style-type: none"> - Restauration du camping (sanitaires non-conformes, structure fermée en 1999), 33 emplacements existants - Aménagement d'une piste cyclable (sortie sur la place de la mairie)

COMMUNE DE VALEUIL

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 10
Diffus	- Moulin d'Amenot : 6 personnes - Moulin de Valeuil : 2 personnes - Chemin de Gadeaux : 2 personnes
Regroupé	
Activités économiques	
Tourisme, sport et loisirs	
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2006, en cours de révision
Équipements publics	- Lavoir du moulin de Gadeaux
Voies de communication	- RD106E2, RD78, au moulin d'Amenot, route coupée par le ruissellement du BV de l'affluent
Occupation du sol	- Prairies et quelques champs cultivés
Projets	- Aménagement d'une piste cyclable (CC du Pays Brantômois), et mise en place de 2 passerelles - Remise en fonction de la turbine du moulin de Valeuil

COMMUNE DE BRANTOME

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 540 à 740 (environ)
Diffus	- Les Gourdoux : 3 personnes - Moulin de Lombraud : 2 personnes - Stade : 5 personnes - Les Reclus : 2 personnes
Regroupé	- Les Roches : 10 personnes - Usine Euroflash : 6-7 personnes - Les Fosses : 5-6 personnes - Bourg : 500 à 700 personnes
Activités économiques	- Les Gourdoux, exploitation agricole : 2 emplois - Usine Euroflash, imprimerie : 10 emplois - Blanc Nettis, blanchisserie : 10 emplois - Maison de retraite : 110 lits, 73 emplois

	<ul style="list-style-type: none"> - Moulin de l'Abbaye : 10 emplois et 25 saisonniers - Hôtel restaurant du moulin de Vigonac : 5 emplois et 5 saisonniers Bourg : 92 commerces, et environ 200 emplois, à savoir (par catégorie socio-professionnelle) - Cabinet dentaire, 6 emplois - Cabinet infirmier, 3 emplois - Instituts de beauté, 4 emplois - Cabinet kinésithérapeute, 1 emploi - Laboratoire d'analyses médicales, 2 emplois - Médecins, 2 emplois - Opticien, 1 emploi - Sage-femme, 1 emploi - Pharmacies, 8 emplois - Pédicures podologues, 3 emplois - Alimentations diverses, 22 emplois - Antiquaires brocanteurs, 4 emplois - Architecte, 1 emploi - Cabinets d'assurances, 4 emplois - Banques, 7 emplois - Bijoux fantaisies, souvenirs, cadeaux, 9 emplois - Bars, hôtels, restaurants, 56 emplois - Vêtements, chaussures, merceries, tissus, 7 emplois - Salons de coiffure, 8 emplois - Fleuriste, 2 emplois - Garage, 2 emplois - Bijoutier, 2 emplois - Agences immobilières, 4 emplois - Librairies, 4 emplois - Notaire, 3 emplois - Électricité, plomberie, 5 emplois - Bureaux de tabacs, 5 emplois - Divers, 13 emplois
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Camping : 2 emplois et 4 saisonniers - Halte canoë (hangar) - Aire de jeux du Jardin des Moines et plaine de loisirs (mini-golf) : 2-3 saisonniers
Document urbanisme	PLU approuvé en 2009, révision ZPPAUP (prévue pour 2015)
Équipements publics	- Les Habrands, station de pompage (alimentation en eau potable),

	- Station d'épuration
Voies de communication	- RD939, RD78, rues du bourg
Occupation du sol	- Prairies, et quelques champs cultivés
Projets	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'une piste cyclable (CC du Pays Brantômois) - Restauration et réhabilitation du moulin des Thermes pour activité économique (huile de noix) - Eventuelle réhabilitation du moulin de Grenier - Projet de sanitaires dans le camping - Projet d'extension pour complexe hôtelier au moulin de Vigonac

COMMUNE DE CONDAT SUR TRINCOU

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 3
Diffus	- St Laurent : 3 personnes
Regroupé	
Activités économiques	- St Laurent, exploitation agricole (maraichage) : 1 emploi
Tourisme, sport et loisirs	
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 2008, révisée en avril 2012
Équipements publics	
Voies de communication	
Occupation du sol	- Prairies, et champs cultivés (maïs, tournesol, céréales), maraichage lié à l'exploitation agricole
Projets	

COMMUNE DE CHAMPAGNAC DE BELAIR

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 20
Diffus	- Cheynou : 3 personnes - Moulin du Bost : 2 personnes
Regroupé	- Racaud : 4 personnes - Verneuil : 7-10 personnes
Activités économiques	- Racaud, gîte estival - Hôtel restaurant le Moulin du Roc : 10 emplois - Usine St-Michel (biscuiterie) : 300 emplois
Tourisme, sport et loisirs	- Tennis et club house - Piscine : 5 emplois saisonniers (juillet-août) - Terrain de foot et vestiaires - Espace Jeunes : 2 animateurs (Communauté de Communes)
Document urbanisme	Carte communale approuvée en 1998, en cours de révision
Équipements publics	- Station de relevage de la STEP - Station de pompage
Voies de communication	- RD83, VC203
Occupation du sol	- Prairies, et cultures (céréales)
Projets	- Usine St Michel souhaiterait connaître sa capacité d'extension : déplacer le parking de l'autre côté de la route pour réaliser un agrandissement à cet emplacement ; gros bassin d'emplois - Aménagement piétonnier de l'espace de loisirs : passerelle sur la Dronne pour accéder à l'éventuel futur parking sur l'autre rive

COMMUNE DE QUINSAC

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 96
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Fontaine de Faurelliaire : 2 personnes - Grand Moulin : 2 personnes - Moulin Chez Nanot : 6 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Laumède : 11 personnes - Bourg : environ 25 personnes - Le long de la RD83 : environ 50 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Scierie Marquet : environ 60 emplois (dont fabrique de palettes) - Établissements Faye (Bétons du Périgord, Matériaux du Périgord et Maçonnerie du Périgord) : 23 emplois - Épicerie-tabacs-presse : 1 emploi
Tourisme, sport et loisirs	- Salle des fêtes
Document urbanisme	Carte communale approuvée en août 2008, en cours de révision
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Salle des fêtes - Mairie : 1 emploi à mi-temps - Ancien bureau de poste - Église - École : 20-25 élèves, 3 emplois
Voies de communication	- RD83, RD98
Occupation du sol	- Bois, prairies, et terres agricoles
Projets	- Aménagement d'un parc d'agrément et éventuellement épicerie, dans le prolongement de la salle des fêtes

COMMUNE DE SAINT FRONT LA RIVIERE

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 90
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Moulin de Pombol : 3 personnes - Moulin du Turelet : 1 personne - En amont du bourg : 1 personne - Le Caneau : 1 personne - Le Caneau rive droite : 8-10 personnes - Le Sablon : 5 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Pombol : environ 10 personnes - Bourg : 20-25 personnes - Vieux bourg : 6 personnes - La Varenne : 20 personnes - Château Saulnier : 7 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Moulin de Pombol, exploitation agricole : 2 emplois - Restaurant Relais de la Dronne : 1 emploi - Boulangerie : plus d'activité
Tourisme, sport et loisirs	- Agora espace : aire de jeux et aire de caravanning
Document urbanisme	Carte communale approuvée en juin 2008, en cours de révision
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Mairie : 1 emploi - Bureau de Poste : 1 emploi - Église - Station d'épuration et atelier communal, sur un îlot hors d'eau
Voies de communication	- RD83, RD98
Occupation du sol	- Prairies et quelques champs de maïs
Projets	

COMMUNE DE SAINT PARDOUX LA RIVIERE

Natures	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 450 à 550
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Le Mandereau : 5 personnes - Le Couvent : 3 personnes - Langlade-Moulin-Le Clos : 25-30 personnes - Garage : 2 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Bourg : 400-500 personnes - Stade : 12-15 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Tannerie : 8-10 emplois - Fabrique de parapluies Ayrens 12 emplois - Transports Gauthier : 10 emplois - Cibles, jeux de collectivités : 4-5 emplois - Garage : 1 emploi - Bourg : 2 boucheries-charcuteries, 2 boulangeries, bureau de tabac, 3 salons de coiffure, magasin d'électroménager, kinésithérapeute, cabinet d'assurances, hôtel restaurant, bar, bazar épicerie, pharmacie, quincaillerie, pour un total approximatif de 45 emplois
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Camping : 1 emploi - Salle des fêtes - Stade et vestiaires
Document urbanisme	Carte communale approuvée en mai 2007, en cours de révision
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Salle des fêtes (plancher surélevé) - Station de pompage - Caserne des pompiers
Voies de communication	- RD83, RD83E1, RD707, rues du bourg
Occupation du sol	- Prairies
Projets	

VI- ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE ZONAGE ET D'UN REGLEMENT

Par croisement de la carte des enjeux et de celle des aléas, il a été élaboré une carte du zonage avec un règlement associé. Ces deux documents constituent, avec le présent rapport, le corps principal du dossier de PPR, dont les principales dispositions sont rappelées ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1987, les actions de prévention du P.P.R. s'appliquent non seulement aux biens et activités, mais aussi à toute autre occupation et utilisation des sols, qu'elle soit directement exposée ou de nature à modifier ou à aggraver les risques.

Le P.P.R. peut réglementer, à titre préventif, toute occupation ou utilisation physique du sol, qu'elle soit soumise ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration, assurée ou non, permanente ou non.

La finalité du PPR* inondation consiste notamment en la réduction globale de la vulnérabilité* des personnes, des biens et activités, actuels et futurs, en zone inondable.

Il s'agit également d'éviter les effets induits : pollution, aggravation du risque* par les obstacles que constitueraient de nouvelles occupations du sol, coûts entraînés par la mise en oeuvre des secours.

Les dispositions du P.P.R. prennent en compte les phénomènes physiques connus et leurs conséquences prévisibles sur les occupations du sol présentes et futures, pour la crue de référence qui, sur le secteur, présente une période de retour centennale (ou plus).

Les paramètres hauteur et vitesse de crue donnés par l'étude (cf. cartes) ont permis de déterminer le zonage du P.P.R. :

- **zone rouge : zone dont le principe est l'inconstructibilité :**

Est classé en zone rouge tout territoire communal soumis au phénomène d'inondation :

- quelles que soient la hauteur d'eau et la vitesse par rapport à la cote de référence en zone non urbanisée,
- sous une hauteur d'eau par rapport à la cote de référence supérieure à un mètre et/ou une vitesse supérieure à 0,50 m/s dans les centres bourgs historiques et les parties actuellement urbanisées.

Cette mesure a pour objet la préservation du champ d'expansion de crue centennale indispensable pour éviter l'aggravation des risques, pour organiser la solidarité entre l'amont et l'aval du fleuve et pour préserver les fonctions écologiques des terrains périodiquement inondés.

- **zone bleue : zone où la poursuite de l'urbanisation est possible sous certaines conditions :**

- Elle correspond aux secteurs géographiques des centres bourgs et des parties actuellement urbanisées sous une hauteur d'eau par rapport à la crue de référence inférieure à un mètre et des vitesses inférieures à 0,50 m/s.

Le développement n'est pas interdit, il est seulement réglementé afin de tenir compte du risque inondation.

- **zone blanche : pour laquelle aucun risque n'est retenu à ce jour.**

VI - 1 LES MESURES DE PREVENTION

Elles revêtent un caractère obligatoire lors d'une réfection ou d'un remplacement (mesures réglementaires) ou un caractère de recommandations.

MESURES REGLEMENTAIRES

En zone rouge : le règlement traduit le principe de non occupation et de non utilisation du sol de cette zone compte tenu notamment du niveau élevé de l'aléa*.

Seul y sont admis un nombre limité d'opérations qui n'aurait pas pour effet :

- d'aggraver le phénomène,
- d'augmenter la vulnérabilité* actuelle ou future des biens et personnes et les risques* induits,
- d'entraver ou rendre plus difficiles et plus onéreuses les conditions de mise en oeuvre des secours.

C'est pourquoi, outre certaines occupations agricoles limitées et répondant à certaines conditions, sont admis :

- l'entretien et la gestion normales de l'existant,
- la modernisation, réhabilitation, l'extension de l'existant avec une limite maximale fixée de l'emprise au sol suivant la typologie des biens concernés,
- les travaux de nature à réduire les conséquences des risques*,
- les activités de loisirs, avec des équipements.

Certaines occupations d'intérêt général (équipements publics d'infrastructures et les travaux qui leur sont liés, remblais...), pourront être autorisées sous réserve des résultats d'une étude hydraulique* menée par un bureau d'études spécialisé.

En zone bleue : le but est notamment de limiter l'encombrement du champ d'expansion des crues et d'éviter tout dommage pour les constructions futures en prenant les précautions spécifiées par les différentes mesures réglementaires. Elles relèvent de plusieurs niveaux (limitation de l'emprise au sol, mise hors d'eau et/ou limitation de l'endommagement*) :

- la conception des bâtiments (fondations, matériaux de structure, planchers et structures, menuiseries, revêtements de sols et de murs, isolation thermique et phonique),
- les équipements liés aux bâtiments (citernes, dépôts ou stockages de produits ou de matériels sensibles à l'eau, équipements sensibles à l'eau, biens non sensibles à l'eau mais déplaçables).

Outre ces mesures, des interdictions ou des contraintes particulières concernent les établissements ou équipements sensibles et les activités de production, dépôt ou stockage de produits polluants ou dangereux :

- les établissements ou équipements sensibles, pouvant engendrer une aggravation des risques* par concentration de personnes, sont admis à condition d'être accessibles par une voie restant praticable en situation de crue centennale ,
- les activités ou dépôts polluants ou dangereux pouvant induire un risque pour l'environnement font aussi l'objet de prescriptions.

Les biens existants font l'objet de mesures adaptées pour permettre leur maintien et leur utilisation tout en réduisant leur vulnérabilité et les facteurs aggravant qu'ils peuvent engendrer (pollution, objets flottants...).

MESURES OBLIGATOIRES SUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS

Au delà des prescriptions réglementaires définies dans chacune des zones, des mesures applicables aux biens et activités existants relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés sont prévues. Elles visent essentiellement :

- la sécurité des personnes,
- la limitation des dommages aux biens,
- le retour facilité et plus rapide à la normale.

Ces mesures doivent être mises en œuvre dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRI et leur coût ne peut dépasser 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à cette même date (art. 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995).

A cet égard, Il est rendu obligatoire pour :

- les établissements sensibles et très vulnérables,
- réseaux stratégiques,
- élevages agricoles,

d'élaborer un plan de sécurité inondation qui permette d'appréhender au mieux, par des mesures de réduction de la vulnérabilité, le risque inondation et de définir les dispositions à mettre en place pour assurer la sécurité des personnes et de biens durant la crise et lors du retour à une situation normale après la crue.

MESURES DE RECOMMANDATIONS

Outre les mesures prescrites et rendues obligatoires par le règlement du PPR*, certaines mesures complémentaires peuvent contribuer à réduire les dommages ou à faciliter les secours.

Toutefois, leur efficacité et l'opportunité économique de leur mise en œuvre restent étroitement liées à la nature et aux caractéristiques particulières des biens et activités concernées.

Pour ces raisons, elles n'ont pu être généralisées mais sont précisées d'une manière non limitative et à titre de recommandation, sachant que certaines d'entre elles relèvent de pratiques observées localement.

Evacuation des personnes et des biens

Il est recommandé :

- pour les constructions existantes, de prévoir la possibilité et l'organisation des moyens d'évacuation des personnes ainsi que des biens sensibles à l'eau et déplaçables (praticabilité des accès, dimensionnement suffisant des ouvertures au-dessus de la cote de référence, réservation d'un espace au-dessus de la cote de référence apte à recevoir les biens déplacés...),
- d'équiper d'une embarcation les constructions risquant d'être isolées en cas de crue.

Dispositions concernant les ouvertures

L'obturation des ouvertures par des panneaux étanches fixes ou amovibles, jusqu'à un minimum de 20 cm au-dessus de la cote de référence, peut s'avérer efficace si, par ailleurs, la structure (murs et planchers) de la construction est conçue de manière à résister aux infiltrations pour des périodes de submersion de longue durée.

La création de nouvelles ouvertures au-dessous de la cote de référence sera évitée.

Constructions enterrées et immergées

a) Pompes d'épuisement

Afin d'activer l'évacuation des eaux lors de la décrue dans les parties enterrées des constructions, ou bien en complément de la recommandation concernant l'obturation des ouvertures afin de pallier le cas échéant des infiltrations, les propriétés pourront être équipées d'une pompe d'épuisement maintenue en état de marche et apte à fonctionner en cas de crue.

Dans cette éventualité, il conviendrait d'une part, d'éviter les risques de dégradations des constructions susceptibles d'être occasionnés par les infiltrations d'eau et d'autre part, de s'assurer de la résistance des structures des constructions à la pression hydrostatique*.

b) Remplissage

Si la construction ou partie de construction risque de ne pas résister à la pression hydrostatique* extérieure, la stabilité peut être obtenue par la mise en eau de la partie immergée.

c) Citernes (ou autres récipients étanches)

Il est recommandé de maintenir un niveau de remplissage suffisant dans les citernes ou autres récipients en période de crues afin d'en assurer la stabilité.

Orientation des constructions et installations

Il est recommandé, aussi bien dans le cas de constructions ou installations isolées que dans celui d'opérations d'ensemble, de concevoir les projets en limitant les obstacles perpendiculaires au sens du courant afin de gêner le moins possible l'écoulement des eaux.

Matériaux de construction

Il est recommandé :

- de maintenir la bonne efficacité des protections anticorrosion sur les parties métalliques ainsi que du traitement des matériaux putrescibles, par un entretien adapté,
- de remplacer, les matériaux sensibles à l'eau par des matériaux hydrofuges* (structures, isolations, ouvertures), notamment lors d'une réfection.

Assainissement

Il est recommandé :

- de munir les raccordements au réseau collectif d'assainissement d'un système empêchant le retour des eaux usées,

- d'étanchéifier les raccordements au réseau collectif d'assainissement (regards et tuyaux).

Equipements sensibles à l'eau (appareils électriques, mécaniques, installations de chauffage...)

Il est recommandé :

- soit de les transférer au-dessus de la cote de référence,
- soit de les protéger par un dispositif étanche lesté ou arrimé, arasé à 20 cm au-dessus de la cote de référence et résistant aux effets de la crue centennale*.

Revêtements de sols et de murs, isolation thermique ou phonique

Il est recommandé d'exécuter ces travaux à l'aide de matériaux insensibles à l'eau pour les parties de constructions situées au-dessous de la cote de référence.

Plantations agricoles

En période de forte probabilité de crue (décembre à avril), il est recommandé d'éviter la persistance des cultures annuelles dont la hauteur au-dessus du sol dépasse 1 mètre (maïs notamment).

RIVIERE DRONNE

Commune de SAINT-FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

Pièce n°2

R E G L E M E N T

Approuvé par arrêté préfectoral le 31 janvier 2014



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie de la commune de **SAINT-FRONT LA RIVIERE** dont le périmètre inondable correspond à l'expansion d'une crue de fréquence centennale , telle que définit dans le rapport de présentation du PPRI.

En application du Code de l'environnement (livre V), le PPR vise à assurer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens et activités dans les zones exposées au risque.

Pour ce qui concerne le risque inondation, il comporte ainsi des interdictions ou des prescriptions de nature à permettre le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension du champ d'inondation.

Il vise à permettre la poursuite d'activités économiques compatibles avec le niveau de risque établi.

Pour réaliser ces objectifs, le plan, en application de l'article L. 562-1, 3ème alinéa du Code de l'environnement peut notamment :

- définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;
- prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés.

Le territoire inclus dans le périmètre du PPR a été divisé en trois zones :

- une zone rouge estimée très exposée. La probabilité d'occurrence du risque et son intensité y sont fortes. Cette zone est inconstructible.
- une zone bleue estimée exposée à des risques moindres permettant la mise en oeuvre de mesures de prévention.
- une zone blanche, sans risque connu à ce jour, dans laquelle le risque est jugé acceptable, sa probabilité d'occurrence et les dommages éventuels étant négligeables.

ARTICLE 2 - EFFETS

Le PPR vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation des sols (POS) ou plan local d'urbanisme (PLU) lorsqu'il existe conformément à l'article R 126.1 du code de l'urbanisme.

Les nouveaux aménagements et occupations du sol (remblai , digue, dépôts divers, clôture..), sauf ceux soumis à déclaration préalable, permis de construire ou permis d'aménager ainsi que tous les ouvrages nouveaux liés aux énergies renouvelables, doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale.

Pendant un délai de 45 jours à partir de l'avis de réception, l'Etat aura la faculté d'interdire l'exécution des travaux ou d'ordonner les modifications nécessaires au libre écoulement des eaux ou à la conservation des champs d'inondation.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visées.

ARTICLE 3 - MODALITES PARTICULIERES D'APPLICATION

Objectifs généraux des mesures de prévention :

Le PPR peut réglementer toute occupation ou utilisation physique du sol (bâtiments, installations, travaux, plantations...).

Les mesures de prévention prescrites ont pour objectifs principaux :

- l'amélioration de la sécurité des personnes,
- la limitation de l'aggravation des conséquences du phénomène de crue,
- la réduction de la vulnérabilité des biens et des activités,
- la suppression des risques induits.

Définition de la cote de référence

La COTE DE REFERENCE, sur la base de laquelle sont établies les mesures de prévention, correspond à la cote NGF atteinte pour UNE CRUE DE FREQUENCE CENTENNALE (crue théorique calculée à ce jour sur la base des informations issues de la crue de 1944).

Cette cote NGF est indiquée sur la carte des hauteurs d'eau au droit de chaque profil en travers.

Prise en compte de la cote de référence dans les opérations d'équipement et aménagement

Les demandes d'autorisation ou les dossiers de déclarations pour une construction, un aménagement ou pour tout autre mode d'occupation du sol feront apparaître le niveau NGF du terrain naturel avant travaux à l'emplacement du projet.

La cote à prendre en compte correspond à la cote de référence (celle de la crue centennale) majorée au moins de 20 centimètres, et figurant sur les plans de zonage sous le terme cote de sécurité.

Le non-respect des dispositions du plan de prévention du risque inondation peut entraîner une suspension de la garantie "dommages" ou une atténuation de ses effets. Les biens et activités régulièrement implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant le plan de prévention du risque inondation continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi.

Pour les biens et activités régulièrement implantés antérieurement à l'approbation du plan de prévention du risque inondation, et sauf mention contraire du règlement, le propriétaire ou l'exploitant doit se mettre en conformité avec le présent règlement lors d'une réfection ou d'un remplacement .

Conformément à l'article L. 562-1 du Code de l'environnement, les prescriptions sur l'existant doivent faire l'objet d'une mise en conformité dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'opposabilité du présent document. Ce délai de 5 ans pourra toutefois être réduit en fonction de l'urgence et des dispositions particulières prévues par le règlement du PPR.

Leur mise en oeuvre ne s'impose que dans la limite du coût fixé à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à cette même date, en application de l'article R. 562-5 du Code de l'environnement.

TITRE II

REGLEMENT APPLICABLE DANS LES DIFFERENTES ZONES DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

Définition de la zone rouge :

Cette zone comprend :

- les champs d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau et les vitesses, qui sont des zones naturelles non ou peu urbanisées et où la crue peut stocker des volumes d'eau importants ,
- dans les secteurs urbanisés et pour des raisons d'intensité du risque, tout le territoire se situant sous une hauteur d'eau, pour la crue de référence, supérieure à 1m et/ou des vitesses supérieures à 0,5m/s.

Le règlement de cette zone a pour objectif d'interdire strictement toutes constructions neuves et de permettre toutefois le fonctionnement normal des activités ou utilisations du sol existantes .

ARTICLE 4 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toute occupation ou utilisation du sol (travaux, constructions, clôtures pleines, installations et activités de quelque nature qu'elles soient, etc...), tout aménagement (exhaussement de sol...) sont interdits à l'exception de ceux visés à l'article 5.

ARTICLE 5 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES SOUS CONDITIONS

NOTA : toutes les occupations ou utilisations du sol autorisées ci-dessous devront respecter les dispositions figurant au chapitre III « PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS » et au chapitre IV « MESURES GENERALES DESTINEES A REDUIRE LA VULNERABILITE ».

1 - Biens et activités existants

- Hors PAU (parties actuellement urbanisées au sens de l'article L 111-1-2 du code de l'urbanisme) pour les communes soumises au règlement national d'urbanisme et hors zones urbanisables des communes dotées de documents de planification, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments sont autorisés sans création de logement supplémentaire.
- En PAU et en zones urbanisables, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments sont autorisés sans création de logement supplémentaire.
Toutefois, le changement de destination de bâtiments existants pourrait être admis dans le respect des principes généraux du PPR, notamment en n'augmentant pas le nombre de personnes exposées et la vulnérabilité des biens.
- L'extension de bâtiments (hors bâtiments agricoles et activités artisanale, industrielle ou commerciale) est autorisée . L'ensemble des extensions réalisées sur le bien immobilier ne devra pas excéder 25 m² d'emprise au sol , sans possibilité de créer un logement supplémentaire. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI.

- L'extension de bâtiments (hors bâtiments agricoles, et activités artisanale, industrielle ou commerciale) par surélévation est autorisée, dans la limite de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du présent PPRI, sans possibilité de créer un logement supplémentaire.
- La construction d'annexes (garages, abris de jardin...) aux habitations existantes est autorisée, dans la limite de 25 m² d'emprise au sol maximum pour l'ensemble des constructions annexes réalisées postérieurement à la date d'approbation du présent PPRI. La construction n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI.
- L'extension de bâtiments agricoles (à l'exclusion de toute habitation, hébergement, et sans augmentation de cheptel) est autorisée. L'ensemble des extensions réalisées sur le bien immobilier ne devra pas excéder 15% de l'emprise au sol existante après approbation du présent PPRI. Cette limite de 15% n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles.
- La reconstruction après sinistre est autorisée, sans augmentation de l'emprise au sol existante, sans changement de destination et sans création de logement supplémentaire, si le bâtiment a été détruit par une autre cause que le risque objet du présent règlement, sous réserve que le niveau du premier plancher aménagé soit situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence. Toutefois, en cas d'impossibilité technique dûment justifiée, le niveau du premier plancher aménagé pourra se situer au-dessous de la cote de référence sans pouvoir se situer plus bas que le niveau du plancher d'origine.
- La modernisation des terrains de camping, de caravanning, PRL et aires d'accueil des gens du voyage existants est autorisée, y compris leur extension, sans augmentation de leur capacité. Les travaux réalisés ne devront aucunement modifier le régime d'autorisation obtenue. La construction ou l'extension de locaux annexes (à l'exclusion de toute habitation) sur ces terrains ne pourront excéder 30 m² d'emprise au sol supplémentaire. Ces aménagements ne sont accordés qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI.
 Cette limite de 30 m² n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. Pour les logements de gardien imposés par des normes réglementaires exigibles, cette construction devra obligatoirement être implantée en zone d'aléa faible.
 Dans tous les cas, toutes les mesures devront être prises pour limiter la vulnérabilité des biens et des personnes. Pour toute nouvelle construction (hors extension) située en zone d'aléa faible, le niveau du premier plancher aménagé devra être implanté au minimum 20 cm au dessus de la cote de référence.
 Pour les terrains de camping, de caravanning et PRL, la période d'ouverture est limitée du 1^{er} avril au 31 octobre.
- La restructuration et l'extension d'une station d'épuration régulièrement autorisée à la date d'approbation du plan sont admises, sous réserve de dispositions hydrauliques qui limitent le risque au minimum et qui, en tout état de cause, n'augmentent pas le risque existant. Toutes les mesures devront être prises pour limiter la pollution en cas de crue.
- L'extension (à l'exclusion de toute habitation) des bâtiments d'activités artisanale, industrielle ou commerciale, y compris les installations classées est autorisée. L'ensemble des extensions réalisées sur le bien immobilier ne devra pas excéder 15 % de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PPRI. Cette limite de 15% n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles.

- Les aires de jeux et de sport sont autorisées, sous réserve que le matériel annexe soit déplaçable ou ancré. La construction ou l'extension des locaux annexes aux aires de sports (à l'exclusion de toute habitation) ne pourront excéder 40 m² d' emprise au sol supplémentaire, sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. Ces aménagements ne sont accordés qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI, sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles.
- Les haltes nautiques, bases de canoës sont autorisées ainsi que la construction ou l'extension des locaux annexes liés à ces activités (à l'exclusion de toute habitation). Toutefois, l'ensemble du ou des bâtiments ne devra pas excéder une emprise au sol totale de 60 m² .
- Les clôtures sont autorisées, de hauteur totale limitée à 1,20m , à structure aérée, avec éventuellement un muret ne devant pas excéder 40 cm ou à plantations arbustives. Ces dispositions ne sont pas applicables aux clôtures des piscines des particuliers et celles de certains équipements publics (station d'épuration, station de pompage d'eau potable ...etc) qui devront être conformes aux textes réglementaires en vigueur.
- Les piscines de particuliers sont autorisées, sous réserve qu'elles soient balisées et qu'elles n'entraînent pas d'exhaussement du sol et d'aménagement hors sol . La couverture éventuelle sera inférieure à 1 m de hauteur. Toutefois, dans le cas de couverture démontable et/ou rétractable dûment justifiée, la hauteur ne sera pas limitée.

2 - Biens et activités futurs

- Les parkings sont autorisés, sous réserve d'un accès permettant l'évacuation avant submersion et du maintien des moyens de mobilité des véhicules et engins. Le maître d'œuvre devra s'assurer que l' aménagement projeté ne fait pas obstacle à l'écoulement des eaux.
- La construction d'une nouvelle station d'épuration est interdite .Toutefois, en cas d'impossibilité technique dûment justifiée, une autorisation peut être accordée par le service compétent si il est justifié par le pétitionnaire de la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et de sa conformité à la réglementation des zones inondables, notamment en veillant à maintenir la station d'épuration hors d'eau et à en permettre son fonctionnement normal.
- Les extractions de matériaux sont autorisées sous réserve des résultats d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé prévoyant les dispositions de nature à éviter ou limiter au maximum l'aggravation des risques et leurs effets. Elles sont soumises à prescriptions fixées par les services de l'Etat (DDT et DREAL).

Les installations de traitement (lavage, broyage, criblage, concassage) sont soumises à prescriptions fixées par les services de l'Etat (DDT et DREAL).

Les centrales à béton et d'enrobés sont interdites.

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques sont autorisés.
- Les équipements publics d'infrastructure et les travaux qui leur sont liés (remblais...) ainsi que les ouvrages de défense civile ou militaire sont autorisés, sous réserve des résultats d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé prévoyant les dispositions de nature à éviter ou limiter au maximum l'aggravation des risques et leurs effets.

- Les cultures et plantations sont autorisées, à condition de ne pas aggraver les risques, ainsi que :
 - les serres liées à l'activité agricole ou à l'exploitation du sol (pépinières, horticulture...) à structure légère sans fondation, type serres tunnels, avec arceaux et protection par film plastique.
 - les réseaux d'irrigation et de drainage à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.
- Les aires de jeux et de sport sont autorisées, sous réserve que le matériel annexe soit déplaçable ou ancré. Les locaux afférents à ces aires (à l'exclusion de toute habitation) ne pourront excéder 60 m² d' emprise au sol. Les travaux qui leur sont liés (remblais...) pourront faire l'objet, après avis des services de l'Etat, d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé prévoyant les dispositions de nature à éviter ou limiter au maximum l'aggravation des risques et leurs effets
- Les haltes nautiques, bases de canoës sont autorisées ainsi que les locaux annexes pour l'accueil, les sanitaires et le stockage du matériel (à l'exclusion de toute habitation) dans la limite d'une emprise au sol totale du ou des bâtiments n'excédant pas 60 m². Ces équipements devront être démontables et démontés en dehors de la période du 1^{er} avril au 31 octobre.
- Les clôtures, à structure aérée, sont autorisées avec éventuellement un muret ne devant pas excéder 40 cm ou à plantations arbustives. Ces dispositions ne sont pas applicables aux clôtures des piscines des particuliers et celles de certains équipements publics (station d'épuration, station de pompage d'eau potable ...etc) qui devront être conformes aux textes réglementaires en vigueur.
- Les piscines de particuliers sont autorisées, sous réserve qu'elles soient balisées et qu'elles n'entraînent pas d'exhaussement du sol et d'aménagement hors sol. La couverture éventuelle sera inférieure à 1 m de hauteur. Toutefois, dans le cas de couverture démontable et/ou rétractable dûment justifiée, la hauteur ne sera pas limitée.

Définition de la zone bleue:

Il s'agit d'une zone où l'intensité du risque est plus faible.

Cette zone comprend les centres urbains et les Parties Actuellement Urbanisées (PAU) sous une hauteur d'eau inférieure à 1m et des vitesses inférieures à 0,5m/s.

Les constructions nouvelles y sont autorisées sous réserve du respect de certaines mesures de prévention définies dans le présent règlement du PPR.

ARTICLE 6 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toute occupation ou utilisation du sol (travaux, constructions, clôtures pleines, installations et activités de quelque nature qu'elles soient, etc...) sont interdites à l'exception de celles visées à l'article 6.

ARTICLE 7 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES SOUS CONDITIONS

NOTA : toutes les occupations ou utilisations du sol autorisées ci-dessous devront respecter les dispositions figurant au chapitre III « PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS » et au chapitre IV « MESURES GENERALES DESTINEES A REDUIRE LA VULNERABILITE ».

1- Biens et activités existants

- L'entretien, la réhabilitation, le changement de destination des bâtiments existants et leur extension (à l'exception des établissements sensibles). Les extensions réalisées sur le bien immobilier ne devront pas excéder 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du présent PPRI. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI.
Cette limite de 30% n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles ou si ces derniers respectent les prescriptions édictées à l'article 6-2 - alinéa 1 du présent chapitre et les dispositions définies au chapitre III du présent règlement.
- L'entretien, la réhabilitation des établissements sensibles (ERP, hospitaliers, médicaux, scolaires, centres de détention, de secours, production d'énergie, stocks de denrées périssables autres que ceux des particuliers, des artisans ou des revendeurs détaillants), à condition de respecter les dispositions édictées au chapitre III.
Les extensions sont autorisées à condition que le niveau du premier plancher aménagé soit situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence et que l'emprise au sol ne dépasse pas 30% de la superficie du terrain située en zone bleu.
De plus, les établissements sensibles concernées par les extensions devront être accessibles par une voie praticable en situation de crue centennale.
Au-dessous de cette cote, ne sont admis que les parkings ou garages.
- L'extension de bâtiments par surélévation est autorisée, dans la limite de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du présent règlement.

- La construction d'annexes (garages, abris de jardin...) aux habitations existantes est autorisée, une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI , à condition que l' emprise au sol totale des bâtiments (existants+projets) ne dépasse pas 30% de la superficie du terrain située en zone bleue .
- La reconstruction après sinistre, d'un bâtiment détruit pour une autre cause que le risque objet du présent règlement est autorisée, sous réserve que le niveau du premier plancher aménagé soit situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence. Toutefois, en cas d'impossibilité technique dûment justifiée, le niveau du premier plancher aménagé pourra se situer au-dessous de la cote de référence sans pouvoir se situer plus bas que le niveau du plancher d'origine.
- Les dépôts de stockage de produits dangereux pour la sécurité ou la salubrité publique sont autorisés et devront être placés au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence. Si pour des impératifs techniques justifiés, cette disposition n'était pas réalisable, un dispositif étanche, résistant aux effets de la crue centennale et garantissant la mise hors d'atteinte des eaux peut être admis ; s'il existe des événements ou des orifices de remplissage, ceux-ci doivent dépasser au moins de 20 cm la cote de référence.
- Les citernes, ainsi que tous récipients contenant des produits polluants ou dangereux (hydrocarbures, gaz, engrais liquides, pesticides...) non enfouis dans le sol sont autorisés aux conditions suivantes:
 - soit être placés au-dessus de la cote de référence,
 - soit être lestés ou arrimés de façon à résister aux effets de la crue centennale ; les orifices de remplissage et les débouchés des tuyaux événements doivent dépasser au moins de 20 cm la cote de référence.
- Les biens non sensibles à l'eau mais déplaçables sont autorisés aux conditions suivantes:
 - soit être enfermés dans un enclos,
 - soit être ancrés pour résister à l'entraînement par le courant.
- La restructuration et l'extension d'une station d'épuration régulièrement autorisée à la date d'approbation du plan sont admises, sous réserve de dispositions hydrauliques qui limitent le risque au minimum et qui, en tout état de cause, n'augmentent pas le risque existant. Toutes les mesures devront être prises pour limiter la pollution en cas de crue.
- Les aires de jeux et de sport sont autorisées. La construction ou l'extension des locaux annexes réalisées ne devront pas excéder 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du présent PPRI . Cette limite de 30% n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementaires exigibles.
- Les haltes nautiques et bases de canoës sont autorisées . La construction ou l'extension des locaux annexes réalisées ne devront pas excéder 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du présent PPRI . Cette limite de 30% n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. L'extension n'est accordée qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI sauf si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementaires exigibles.

- La modernisation des terrains de camping, de caravanning, PRL et aires d'accueil des gens du voyage existants est autorisée, y compris leur extension, sans augmentation de leur capacité. Les travaux réalisés ne devront aucunement modifier le régime d'autorisation obtenue. La construction ou l'extension des locaux annexes de ces terrains ne pourront excéder 50 m² d'emprise au sol supplémentaire. Ces aménagements ne sont accordés qu'une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI.
 Cette limite de 50 m² n'est pas applicable si les travaux sont imposés pour des mises aux normes réglementairement exigibles. Toutes les mesures devront être prises pour limiter la vulnérabilité des biens et des personnes et le niveau du premier plancher habitable devra être implanté au minimum 20 cm au dessus de la cote de référence.
 Pour les terrains de camping, de caravanning et PRL, la période d'ouverture est limitée du 1^{er} avril au 31 octobre.
- Les clôtures, à structure aérée sont autorisées, avec un muret ne devant pas excéder 40 cm ou à plantations arbustives. Ces dispositions ne sont pas applicables aux clôtures des piscines des particuliers et celles de certains équipements publics (station d'épuration, station de pompage d'eau potable ...etc) qui devront être conformes aux textes réglementaires en vigueur.
- Les piscines des particuliers sont autorisées, sous réserve qu'elles soient balisées.

2- Biens et activités futurs

- Les bâtiments à usage d'habitation (y compris les annexes, garages ..etc) ou d'activité sont autorisés à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 30% de la superficie du terrain située en zone bleue. Dans le cas de construction neuve, s'inscrivant dans une opération de restructuration en milieu urbain, l'emprise au sol est plafonnée à 50% de la superficie du terrain située en zone bleue. Dans tous les cas, le niveau du premier plancher aménagé devra être situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence ; au-dessous de cette cote, ne sont admis que les parkings ou garages.
- Les établissements sensibles (ERP, hospitaliers, scolaires, médicaux, centres de détention, de secours, production d'énergie, stocks de denrées périssables autres que ceux des particuliers, des artisans ou des revendeurs détaillants) sont autorisés, à condition d'être accessibles par une voie praticable en situation de crue centennale . Le niveau du premier plancher aménagé devra être situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence ; au-dessous de cette cote, ne sont admis que les parkings ou garages.
- Les dépôts et stockages de produits dangereux pour la sécurité ou la salubrité publiques exemptés de déclaration ou soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement sont autorisés à condition de placer ces produits :
 - soit au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence (sur terre-plein, plate-forme),
 - soit dans une citerne étanche située au-dessous du niveau de référence, à condition d'être lestée ou arrimée de façon à résister aux effets de la crue centennale ; les orifices de remplissage et les débouchés des tuyaux événements devront dépasser au moins de 20 cm la cote de référence.
- La construction d'une nouvelle station d'épuration est interdite .Toutefois, en cas d'impossibilité technique dûment justifiée , une autorisation peut être accordée par le service compétent si il est justifié de la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et de sa conformité à la réglementation des zones inondables, notamment en veillant à maintenir la station d'épuration hors d'eau et à en permettre son fonctionnement normal.
- Les extractions de matériaux sont autorisées sous réserve des résultats d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé prévoyant les dispositions de nature à éviter ou limiter au maximum l'aggravation des risques et leurs effets. Elles sont soumises à prescriptions fixées par les services de l'Etat (DDT et DREAL).

Les installations de traitement (lavage, broyage, criblage, concassage) sont soumises à prescriptions fixées par les services de l'Etat (DDT et DREAL).

Les centrales à béton et d'enrobés sont interdites.

- Les clôtures, à structure aérée, sont autorisées avec éventuellement un muret ne devant pas excéder 40 cm ou à plantations arbustives. Ces dispositions ne sont pas applicables aux clôtures des piscines des particuliers et celles de certains équipements publics (station d'épuration, station de pompage d'eau potable ...etc) qui devront être conformes aux textes réglementaires en vigueur.
- Les parkings et garages collectifs sont autorisés au-dessous de la cote de référence, sous réserve d'un accès permettant l'évacuation avant submersion et du maintien des moyens de mobilité des véhicules et engins.

- Les dépôts ou stockages de produits ou de matériels non polluants ni dangereux, mais sensibles à l'eau, sont autorisés à condition de placer ces produits :
 - soit au-dessus de la cote de référence,
 - soit dans un récipient ou autre dispositif étanche lesté ou arrimé et résistant aux effets de la crue centennale.
- Les piscines des particuliers sont autorisées sous réserve qu'elles soient balisées.
- Les haltes nautiques et bases de canoës sont autorisées ainsi que les bâtiments liés à ces activités à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 30% de la superficie du terrain située en zone bleue. Dans tous les cas, le niveau du premier plancher aménagé devra être situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence ; au-dessous de cette cote, ne sont admis que les parkings ou garages.
- Les aires de jeux et de sport sont autorisées ainsi que les bâtiments liés à ces activités à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 30% de la superficie du terrain située en zone bleue. Dans tous les cas, le niveau du premier plancher aménagé devra être situé au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence ; au-dessous de cette cote, ne sont admis que les parkings ou garages.
- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques sont autorisés.
- Les équipements publics d'infrastructure et les travaux qui leur sont liés (remblais...) ainsi que les ouvrages de défense civile ou militaire sont autorisés sous réserve des résultats d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé prévoyant les dispositions de nature à éviter ou limiter au maximum l'aggravation des risques et leurs effets.
- Les cultures et plantations sont autorisées, à condition de ne pas aggraver les risques, ainsi que :
 - les serres liées à l'activité agricole ou à l'exploitation du sol (pépinières, horticulture...) à structure légère sans fondation, type serres tunnels, avec arceaux et protection par film plastique.
 - les réseaux d'irrigation et de drainage à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

- 1) Les fondations des constructions doivent être conçues de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées.
- 2) Les matériaux de structures particulièrement sensibles à l'eau sont interdits (liants ,plâtres...) au-dessous de la cote de référence ; une arase étanche doit être réalisée à une vingtaine de centimètres au-dessus de cette cote afin d'éviter les remontées capillaires.
- 3) Les planchers et les structures situés au-dessous de la cote de référence des constructions doivent être dimensionnés pour résister aux pressions hydrostatiques correspondant à la crue centennale.
- 4) Les menuiseries ainsi que tout élément de construction situés au-dessous de la cote de référence doivent être réalisés en matériaux non sensibles à l'eau (essence de bois imputrescibles, métaux traités anticorrosion régulièrement entretenus).
- 5) Les revêtements de sols et de murs ainsi que l'isolation thermique et phonique situés au-dessous de la cote de référence doivent être exécutés à l'aide de matériaux non sensibles à l'eau.
- 6) Les branchements aux réseaux techniques (eau, gaz, électricité, téléphone) doivent être placés au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence, et pour les parties qui seraient en dessous de ce niveau, être réalisés de façon étanche. L'alimentation éventuelle d'une partie de construction (garage) située en dessous de ce niveau doit être isolée au moyen d'un dispositif de coupure situé au-dessus de la cote de référence.
- 7) Assainissement en cas de réseau public existant :
 - le raccordement au réseau public est obligatoire,
 - les orifices d'évacuation des installations sanitaires doivent être situés au minimum à 20 cm au-dessus de la cote de référence ; au-dessous de ce niveau ils peuvent être admis, sous réserve d'être munis d'un obturateur empêchant les infiltrations d'eau dans le réseau en cas de submersion,
 - le branchement au réseau public doit être étanche (tuyau, boîte de raccordement et tampon) et être équipé d'un dispositif anti-retour (clapet).A défaut de réseau collectif, l'assainissement individuel devra répondre aux conditions réglementaires en vigueur au moment de la réalisation de l'opération.
- 8) Les équipements sensibles à l'eau (appareils électriques, mécaniques, installations de chauffage...) sont seulement admis dans les cas suivants :
 - soit au moins à 20 cm au-dessus de la cote de référence,
 - soit sous réserve de protection rapprochée (enceinte ou autre dispositif étanche lesté ou arrimé, le cas échéant arasé à 20 cm au-dessus de la cote de référence, et résistant aux effets de la crue centennale).
- 9) Les biens non sensibles à l'eau mais pouvant être déplacés sont seulement admis dans les cas suivants : soit enfermés dans un enclos, soit ancrés pour résister à l'entraînement par le courant, soit déplacés en dehors de la zone de crue.
- 10) Les citernes, ainsi que tous récipients contenant des produits polluants, dangereux ou sensibles à l'eau (hydrocarbures, gaz, engrais liquides, pesticides...) doivent soit être situés au-dessus de la cote de référence, soit être protégés contre les effets de la crue centennale (arrimage et lestage ou recours à une enceinte étanche).

Préambule

Des mesures applicables aux biens existants (relatives à l'aménagement, l'utilisation, ou l'exploitation des constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés) sont prévues au II-4° de l'article L.562-1 du code de l'environnement.

Ces mesures visent essentiellement :

- la sécurité des personnes,
- la limitation des dommages aux biens,
- le retour facilité et plus rapide à la normale.

Elles sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du propriétaire, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel (état de catastrophe naturelle constaté par arrêté ministériel).

A défaut de réalisation des mesures dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

Le non-respect des dispositions du PPR est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme, en application de l'article L.562-5 du code de l'environnement.

1 - Mesures obligatoires

Conformément à l'article L 562-1 du code de l'environnement, les prescriptions suivantes doivent faire l'objet d'une mise en conformité dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRI.

Leur mise en œuvre ne s'impose que dans la limite du coût fixé à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à cette même date, en application de l'article R. 562-5 du Code de l'environnement.

L'élaboration d'un plan de sécurité inondation est rendu obligatoire pour les établissements et gestionnaires suivants :

- réseaux stratégiques : équipements nécessaires au maintien de conditions normales d'existence et de sécurité de la population (réseaux de distribution d'électricité , d'eau potable , systèmes d'eaux usées , voirie, installations de téléphonie).
- établissements sensibles : hôtels de plus de 50 chambres , opération groupée d'habitats ou collectif de plus de 50 logements .
- établissements très vulnérables* :(liste ci-dessous)
- élevages soumis à déclaration ou autorisation au titre des installations classées pour l'environnement.

Ce plan comprend :

- un diagnostic de l'établissement face au risque inondation : (état des lieux, points forts, points faibles, mesures existantes limitant la vulnérabilité, ...)
- les dispositions prises pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant la crue et mesures prises afin de réduire la vulnérabilité et les impacts sur l'environnement.
- les dispositions pour limiter le délai de retour à la situation normale après la crue.
- le plan d'actions : (consignes, alertes, exercices, travaux à réaliser,...)

Les plans de sécurité inondation sont à réaliser dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan de prévention du risque inondation. Un exemplaire de ces plans est à transmettre à la préfecture ainsi qu'à la mairie de la commune concernée.

*liste des établissements très vulnérables

- 1- Etablissements assurant l'hébergement de nuit de personnes non autonome ou à mobilité réduite :
 - parmi les ERP : - les internats
 - les établissements accueillant des mineurs avec hébergement (colonies de vacances,...)
 - les établissements médicalisés ou non avec hébergement (hôpitaux, cliniques, maisons de retraite,...)
 - non ERP : - les établissements pénitentiaires
- 2- Etablissements stockant des substances et préparations toxiques ou dangereuses pour l'environnement ou réagissant au contact de l'eau, soumis à ce titre à la législation installation classée.
- 3- Etablissements stockant des hydrocarbures soumis à ce titre à la législation installation classée.
- 4- Les centres de secours sauf installations dédiées aux secours en cas de crue.

2- Recommandations

Les mesures ci-après sont recommandées, sans être rendues obligatoires (Art. L 562.1 du code de l'environnement) . Elles visent à réduire les dommages aux biens :

- réalisation d'un diagnostic sur la situation des biens et activités par rapport au risque inondation (en liaison avec les plans communaux de sauvegarde organisés par les mairies). Ce diagnostic, à caractère facultatif, concerne les habitations, les industries, les activités peu vulnérables, les bâtiments agricoles,...
- envisager le remplacement des matériaux sensibles à l'eau , et situés en dessous de la cote de la crue de référence , lors de travaux de réhabilitation.

RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ALEAS POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°3

Echelle 1 : 10 000







Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

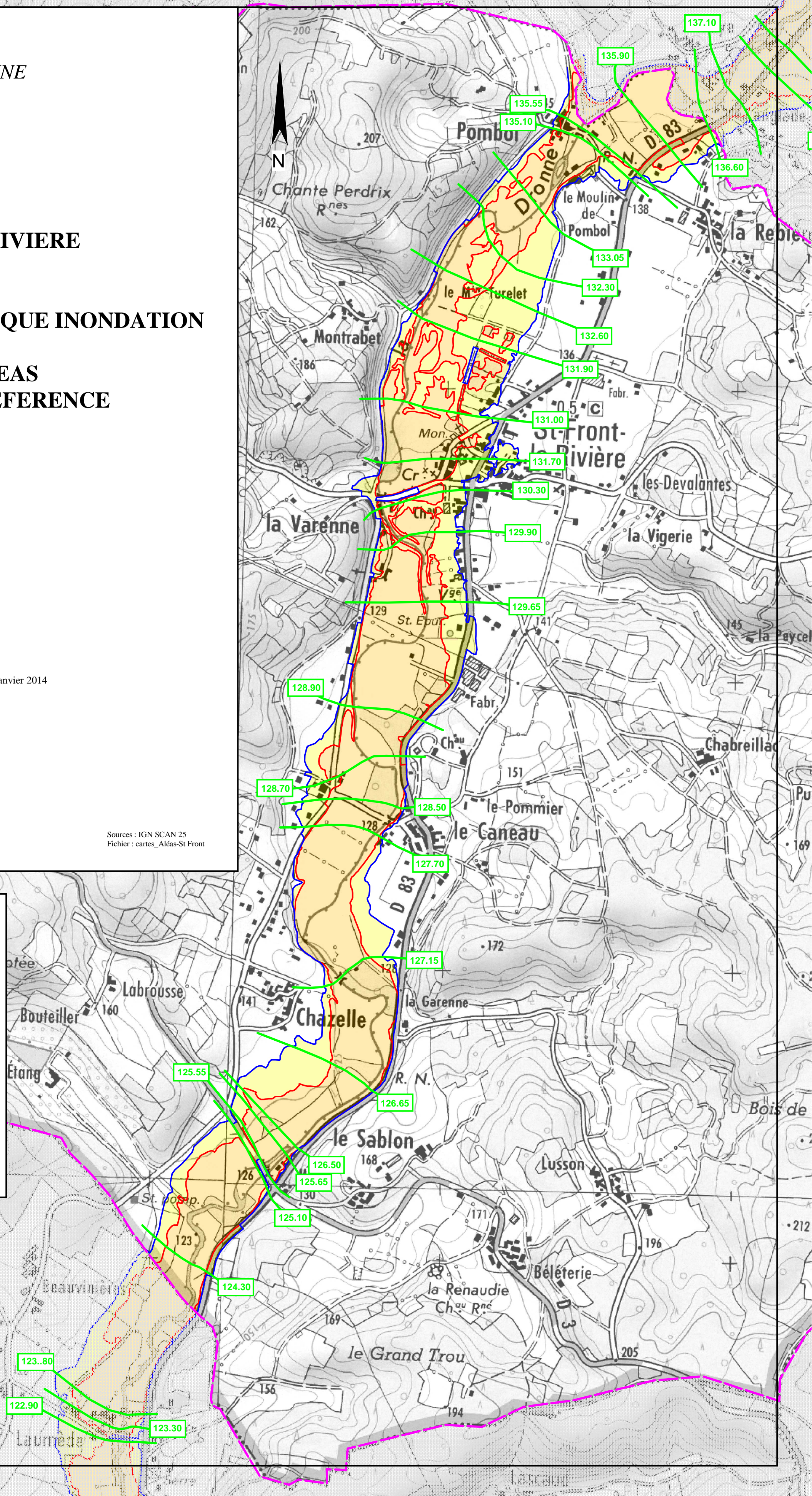


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : cartes_Aléas-St Front

LÉGENDE

-  Limite de la zone inondable pour la crue de référence
-  Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
-  Zone d'Aléa faible
-  Zone d'Aléa fort
-  Cote de la crue de référence (en mNGF)
-  Isocote de la crue de référence
-  Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ENJEUX

Pièce n°4

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

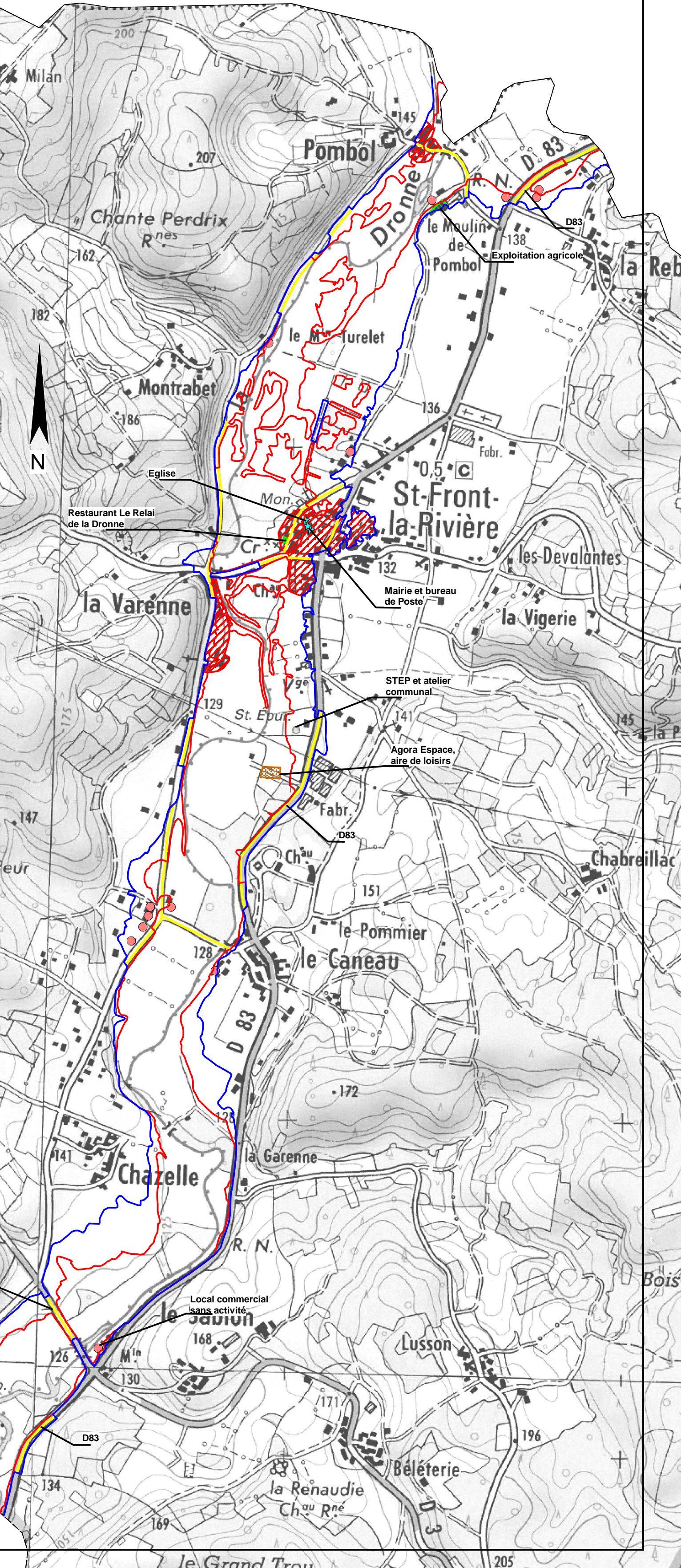


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : Enjeux St Front la Rivière

LEGENDE

- Limite de commune
 - Limite de la zone inondable
 - Limite de la zone des hauteurs d'eau > à 1m
- Type d'enjeux en zone inondable :
- Habitat diffus
 - Habitat regroupé
 - Activités sportives et de loisirs
 - Activités économiques
 - Enjeux futurs
 - Station d'épuration
 - Voies inondées
 - ERP



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES VITESSES
POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°5

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014

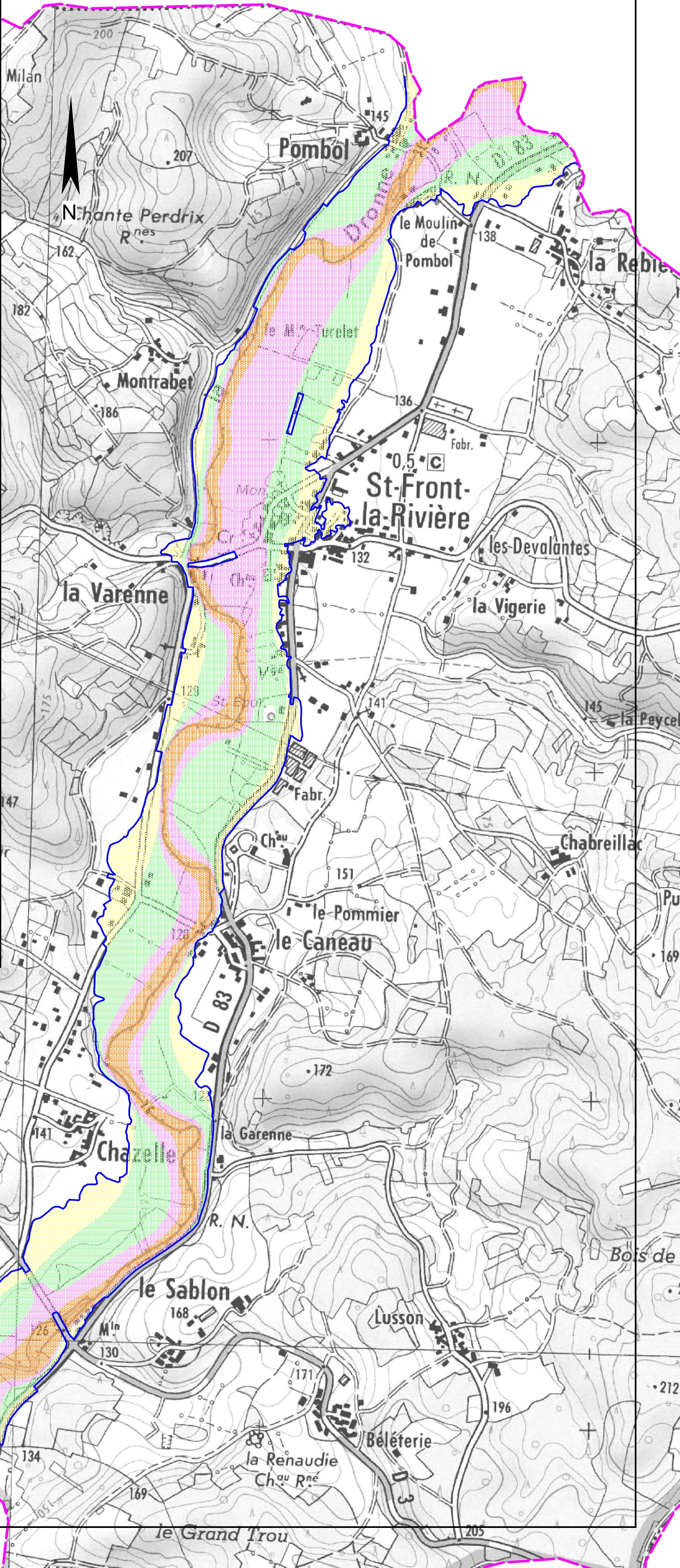


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte_vitesses_St front

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Zone des vitesses égale à 0 m/s
- Zone des vitesses comprises entre 0 et 0,2 m/s
- Zone des vitesses comprises entre 0,2 et 0,5 m/s
- Zone des vitesses supérieures à 0,5 m/s
- - - Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT FRONT LA RIVIERE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES HAUTEURS D'EAU
POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n°6

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 janvier 2014



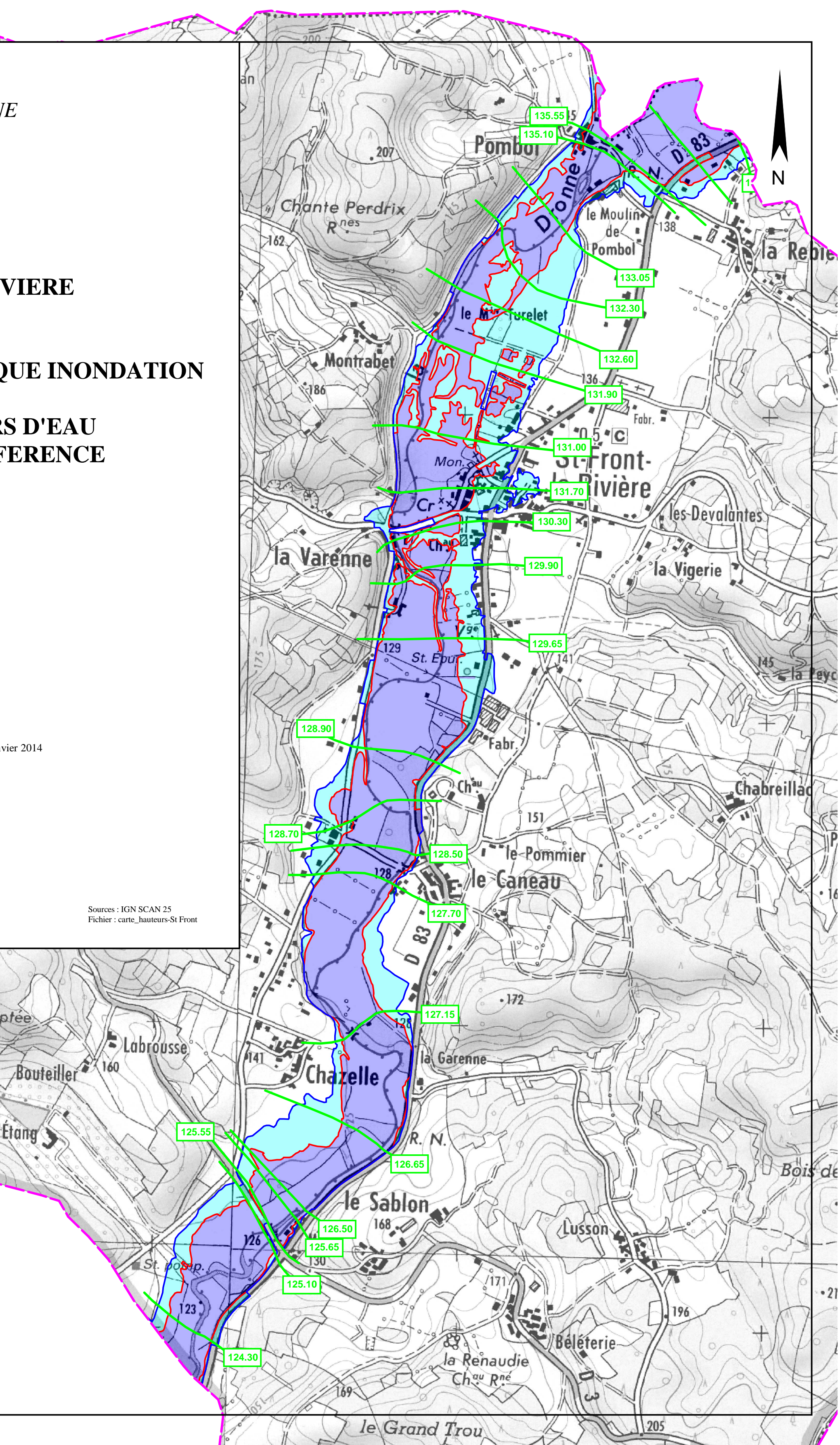
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

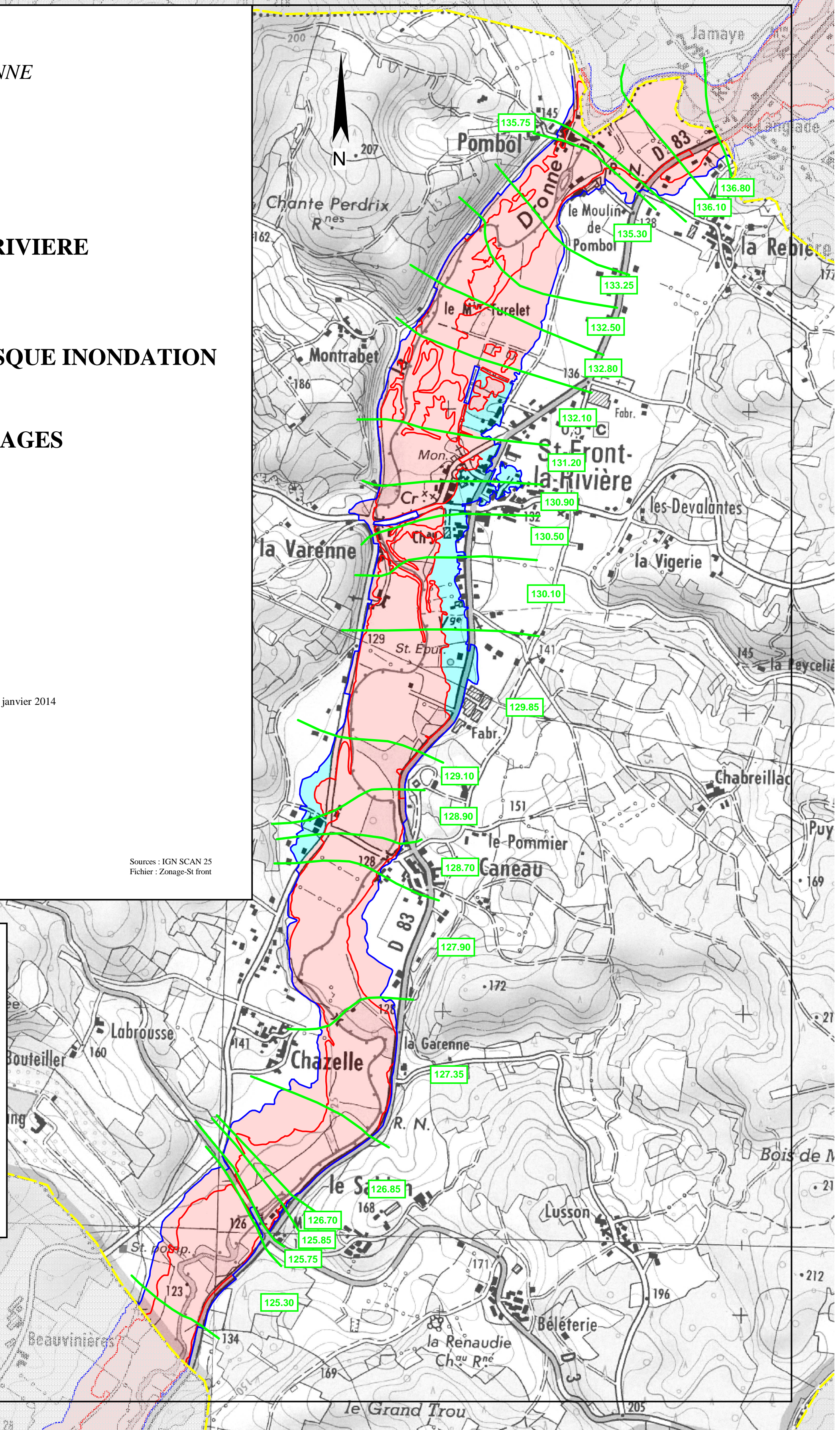
Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte_hauteurs-St Front

LÉGENDE

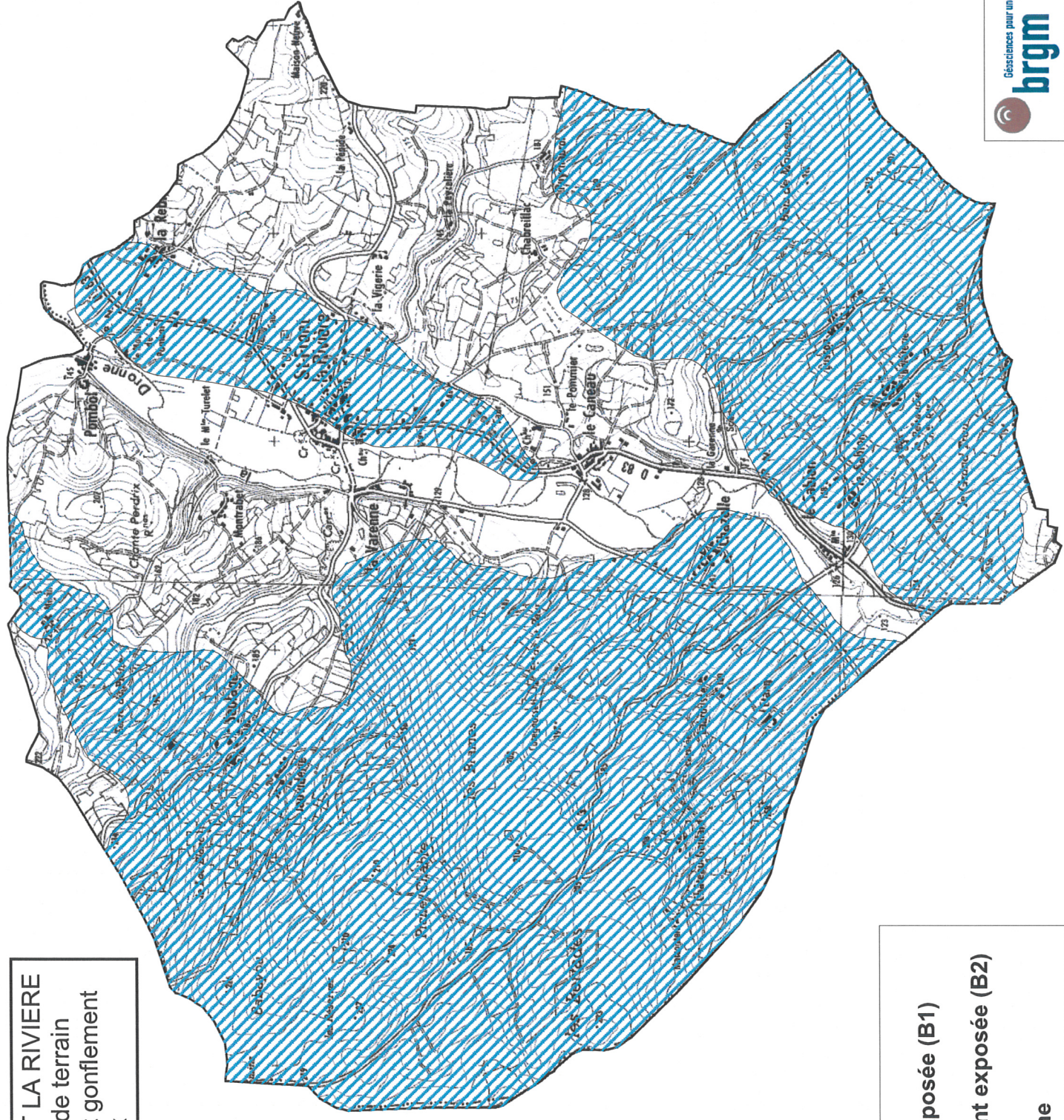
- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
- Zone des hauteurs d'eau comprises entre 0 et 1 m
- Zone des hauteurs d'eau supérieures à 1 m
- 70.00 Cote de la crue de référence (en mNGF)
- Isocote de la crue de référence
- Limite communale





Annexe : Retrait gonflement des argiles

Commune de : SAINT FRONT LA RIVIERE
Mouvements différentiels de terrain
liés au phénomène de retrait gonflement
des sols argileux



-  Zone fortement exposée (B1)
-  Zone moyennement exposée (B2)
-  Limite de commune

COMMUNE DE

**PREVENTION DES RISQUES
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES**

MODELE DE REGLEMENT



Titre I - Portée du règlement

Article I-1 - Champ d'application

Le présent règlement s'applique à la commune de _____ Il détermine les mesures de prévention des risques naturels de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :

- une zone fortement exposée (B1) ;
- une zone moyennement exposée (B2).

Le reste du territoire de la commune est en zone blanche, où aucun phénomène de retrait gonflement des argiles n'a été constaté à ce jour, mais qui doit cependant faire l'objet d'une attention particulière sous forme d'une information sur la potentialité d'un risque lors de chaque délivrance d'autorisation d'urbanisme .

Article I-2 - Effets du P.P.R.

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au POS ou PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Conformément à l'article L.526-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

TITRE II - Réglementation des projets

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

Chapitre I- Mesures applicables aux constructions nouvelles

Sous chapitre I-1 Mesures applicables aux bâtiments à usage d'habitations individuelles hors opérations groupées

Article I-1-1 - Est interdite :

- l'exécution d'un sous-sol partiel sauf si son exécution est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées .

Article I-1-2 - Sont prescrites :

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), les dispositions suivantes :

I-1-2-1 - la profondeur minimum des fondations est fixée à :

- 0,80 m en zone moyennement exposée (B2) ;
- 1,20 m en zone fortement exposée (B1) ;

sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;

- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblai ou déblai-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 (1): Règles pour le calcul des fondations superficielles (DTU : document technique unifié et ses annexes).

I-1-2-2 : les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 (1) : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est prescrite sauf si le dallage sur terre-plein fait l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

Sous chapitre I-2 Mesures applicables à tous les autres bâtiments.

Ces mesures s'appliquent notamment :

- aux bâtiments à usage autre qu'habitation à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées
- aux opérations d'habitat groupé
- aux bâtiments d'habitation collectifs

Article I-2-1 - Est prescrite :

- la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1).

Chapitre II- Mesures applicables à l'environnement immédiat de l'ensemble des constructions projetées

A défaut d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NP P94-500 (1) et aboutissant à des dispositions contraires, les mesures suivantes sont applicables :

Article II-1 - Sont interdits :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique entre début mai et début octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article II-2 - Sont prescrits :

- le rejet des eaux pluviales ou usées dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 10 m de toute construction ;

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m, s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau ; il peut être dérogé à cette prescription en cas d'impossibilité matérielle (maison construite en limite de propriété par exemple).
- le captage des écoulements épidermiques lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité. En zone fortement exposée (B1), un délai minimum de un an doit être respecté entre cet arrachage et le démarrage des travaux de construction lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille (plus de 10 m de haut) ou en nombre important (plus de cinq) .Toutefois ce délai pourra être ramené à six mois si il est compris entre octobre et avril .
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Titre III- Mesures applicables aux constructions existantes

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan de zonage réglementaire, sauf dispositions particulières résultant d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.

Article III-1 - Sont définies les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- l'élagage voire l'arrachage des arbres ou arbustes avides d'eau implantés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 3- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 4- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 5- le raccordement des canalisations d'eaux usées et pluviales au réseau collectif lorsqu'il existe ;
- 6- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières.
- 7- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;

Article III-2

Les mesures 1, 3 et 6 définies à l'article III-1 sont rendues immédiatement obligatoires en zone fortement exposée (B1).

Article III-4

La mesure 4 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 1 an en zone fortement exposée (B1).

Article III-3

La mesure 5 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 2 ans en zone fortement exposée (B1) et en zone moyennement exposée (B2).

Article III-5

Les mesures 2, et 7 définies à l'article III-1 sont rendues obligatoires dans un délai de 5 ans en zone fortement exposée (B1).

Article III-6

La mesure 1 définie à l'article III-1 est rendue immédiatement obligatoire en zone moyennement exposée (B2).

(1), tous ces documents sont disponibles auprès de l'AFNOR

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FRONT-LA- RIVIERE

DOCUMENTS GRAPHIQUES

JUIN 2013



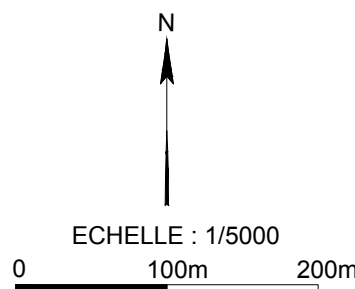
URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

REVISION DE LA
CARTE COMMUNALE DE
SAINT-FRONT-LA-
RIVIERE

Document graphique
Partie Nord

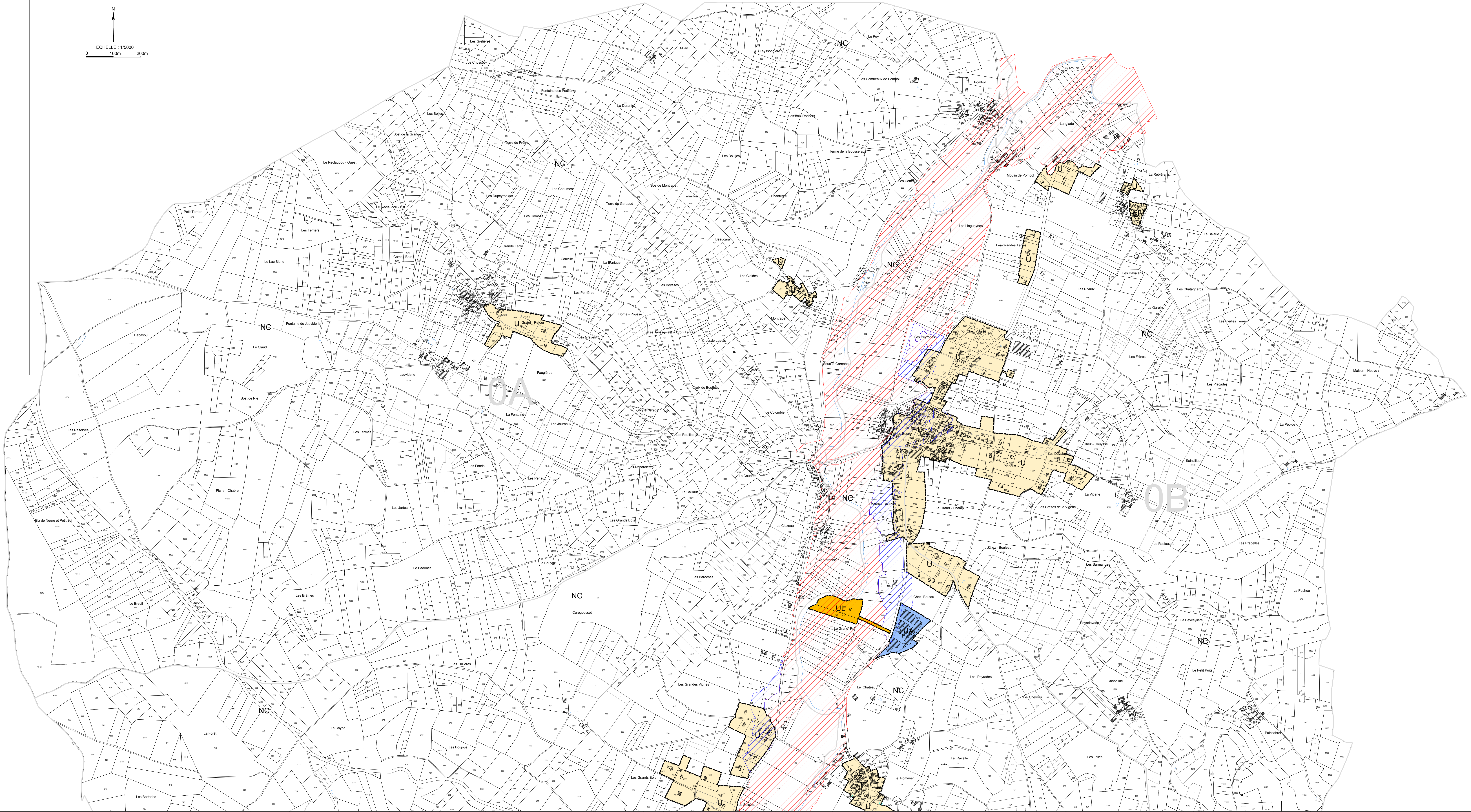
JUIN 2013

URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015



LEGENDE

- Zone U**
dite constructible
Secteurs où les constructions sont autorisées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
- Zone UA**
dite constructible
pour les activités
artisanales
Secteurs réservés à l'implantation d'activités notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage de zones habitées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
- Zone UL**
dite constructible
pour les activités
touristiques
Secteurs réservés à l'implantation d'activités touristiques
- Zone NC**
dite non
constructible
Secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.
- PPRI Zone Rouge - Inconstructible**
PPRI Zone Bleue - Constructible sous conditions
Source : DDT 24, PPRI approuvé le 31 janvier 2014





Document graphique
Partie Sud

LEGENDE



5

PPRI Zone Rouge - Inconstructible
PPRI Zone Bleue - Constructible sous conditions
Source : DDT 24, PPRI approuvé le 31 janvier 2014

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FRONT-LA- RIVIERE

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

JUIN 2013



URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

S.U.P.
CARTES COMMUNALES
PERIGORD VERT NONTRONNAIS

N°INSEE	NOM COM	COCE	CATEGORIE	DESIGNATION	TEXTE	DATE	SERVICE
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	AC 1	Monuments historiques	- Chateau de la Renaudie	Arrêté du 31046	03/10/46	SDAP
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	AS 1	Conservation des eaux	- Source chateau Gaillard	Arrêté du 191277	19/12/77	Commune
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	PT 2	: Télécommunications-proté	- Liaison hertzienne Périgueux-Nontron	Décret du 291174	29/11/74	DRN
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	AC 1	: Monuments historiques	- Château de Pommier : façades et toitures	Arrêté du 04121959	04/12/59	SDAP
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	AC 1	Monuments historiques	- Château Saulhier : façades et toitures	Arrêté du 18091969	18/09/69	SDAP
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	I 4	Energie électrique	- Diverses lignes BT-MT	Conventions amiables	0	EDFPgx
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	I 4	Energie électrique	Ligne 63 kv Nontron-Thiviers	Convention	0	RTE
24479	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE	AC 1	Monuments historiques	Hôtel des voyageurs - grande rue de la Barre	Arrêté du 10111976	10/11/76	SDAP
24479	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE		Monuments historiques	Monument aux morts	Arrêté du 03/02/15	03/02/15	DRAC
24479	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE	I 4	Energie électrique	- Diverses lignes BT-MT	Conventions amiables	0	EDFPgx
24479	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE	PT 3	Télécommunications-servit	- Cable Nontron - Saint Pardoux	Conventions amiables	0	DRN
24498	SAINT-SAUD-LACOUSSIERE	AS 1	Conservation des eaux	Sources de la Bucherie et Peyfreix	Arrêté du 10.10.1977	10/10/77	Commune
24498	SAINT-SAUD-LACOUSSIERE	PT 2	Télécommunications-proté	- Liaison hertzienne Champcevinel Doumazac	Décret du 8121975	08/12/75	DRN
24498	SAINT-SAUD-LACOUSSIERE	PT 2	Télécommunications-proté	- Liaison hertzienne Nontron-St Saud Lacoussi	Décret du 18011989	18/01/89	DRN
24498	SAINT-SAUD-LACOUSSIERE	I 4	Energie électrique	Diverses lignes MT + BT	Convention	0	EDFPérigx

MONUMENTS HISTORIQUES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article 11 de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913) ;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1^{er} du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

B. - INDEMNISATION

a) *Classement*

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 : JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1^{er}, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1^{er} à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Aucune indemnisation n'est prévue.

(1) L'expression « périmètre de 500 mètres » employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.I. « La Charmille de Monsault » : rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques » : DA 1982 n° 112).

C. - PUBLICITÉ

a) *Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques*

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

b) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° *Prérogatives exercées directement par la puissance publique*

a) *Classement*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetere Jean : rec., p. 100).

2^e Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Classement

(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 b du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1°] du code de l'urbanisme).

c) Abords des monuments classés ou inscrits

(Art. 1^{er}, 13 et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^o Obligations passivesImmeubles classés, inscrits sur l'inventaire
ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3^o de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2^o Droits résiduels du propriétaire

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

CONSERVATION DES EAUX

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1^{er} août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate ;
- le périmètre de protection rapprochée ;
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

B. - INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

C. - PUBLICITÉ

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1^o Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'Etat).

la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

b) Eaux de surface (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé publique).

2° Droits résiduels du propriétaire

Protection des eaux minérales

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

DES EAUX POTABLES (1)

(Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958)

Art. L. 19 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). – Sans préjudice des dispositions des sections I et II du présent chapitre et de celles qui régissent les entreprises exploitant les eaux minérales, quiconque offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenu de s'assurer que cette eau est propre à la consommation.

Est interdite pour la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine l'utilisation d'eau non potable.

Section I. – Des distributions publiques

Art. L. 20 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958 et loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, art. 7). – En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant, un périmètre de protection éloigné à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus visés.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de l'alinéa précédent.

L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de sa publication, les délais dans lesquels il devra être satisfait aux conditions prévues par le présent article et par le décret prévu ci-dessus.

Des actes déclaratifs d'utilité publique peuvent, dans les mêmes conditions, déterminer les périmètres de protection autour des points de prélèvements existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.

Art. L. 20-1 (Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, art. 8). – Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. L. 21 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). – Tout concessionnaire d'une distribution d'eau potable est tenu, dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique, de faire vérifier la qualité de l'eau qui fait l'objet de cette distribution.

Les méthodes de correction à mettre éventuellement en œuvre doivent être approuvées par le ministre de la santé publique et de la population, sur avis motivé du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Art. L. 22 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). – Si le captage et la distribution d'eau potable sont faits en régie, les obligations prévues à l'article L. 21 incombent à la collectivité intéressée avec le concours du bureau d'hygiène s'il en existe un dans la commune et sous la surveillance du directeur départemental de la santé.

Les mêmes obligations incombent aux collectivités en ce qui concerne les puits publics, sources, nappes souterraines ou superficielles ou cours d'eau servant à l'alimentation collective des habitants. En cas d'observation par une collectivité des obligations énoncées au présent article, le préfet, après mise en demeure restée sans résultat, prend les mesures nécessaires. Il est procédé à ces mesures aux frais des communes.

Art. L. 23 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). – En cas de condamnation du concessionnaire par application des dispositions de l'article L. 46, le ministre de la santé publique et de la population peut, après avoir entendu le concessionnaire et demandé l'avis du conseil municipal, prononcer la déchéance de la concession, sauf recours devant la juridiction administrative. La décision du ministre est prise après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Section II. – Des distributions privées

Art. L. 24 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). – L'embouteillage de l'eau destinée à la consommation publique, ainsi que le captage et la distribution d'eau d'alimentation humaine par un réseau d'adduction privé sont soumis à l'autorisation du préfet.

(1) Voir décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 (J.O. du 4 janvier 1989).

Cette autorisation peut être suspendue ou retirée par le préfet dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article L. 25-1 du présent code.

Section III. - Dispositions communes

Art. L. 25 (*Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958*). - Sont interdites les aménées par canaux à ciel ouvert d'eau destinée à l'alimentation humaine, à l'exception de celles qui, existant à la date du 30 octobre 1935, ont fait l'objet de travaux d'aménagement garantissant que l'eau livrée est propre à la consommation.

Art. L. 25-1 (*Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958*). - Un règlement d'administration publique pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France déterminera les modalités d'application des dispositions du présent chapitre et notamment celles du contrôle de leur exécution, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes ou entreprises visées par lesdites dispositions devront rembourser les frais de ce contrôle (1).

(1) Voir décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 (*J.O.* du 4 janvier 1989).

SOURCES D'EAUX MINÉRALES

Section I. - Déclaration d'intérêt public des sources, des servitudes et des droits qui en résultent

Art. L. 735. - Les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public, après enquête, par décret pris en Conseil d'Etat.

Art. L. 736. - Un périmètre de protection peut être assigné, par décret pris dans les formes établies à l'article précédent, à une source déclarée d'intérêt public.

Ce périmètre peut être modifié si de nouvelles circonstances en font reconnaître la nécessité.

Art. L. 737. - Aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués, dans le périmètre de protection d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, sans autorisation préalable.

A l'égard des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, le décret qui fixe le périmètre de protection peut exceptionnellement imposer aux propriétaires l'obligation de faire, au moins un mois à l'avance, une déclaration au préfet, qui en délivrera récépissé.

Art. L. 738. - Les travaux énoncés à l'article précédent et entrepris, soit en vertu d'une autorisation régulière, soit après une déclaration préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le préfet, si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu.

L'arrêté du préfet est exécutoire par provision, sauf recours au tribunal administratif et au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Art. L. 739. - Lorsque, à raison de sondages ou de travaux souterrains entrepris en dehors du périmètre et jugés de nature à altérer ou diminuer une source minérale déclarée d'intérêt public, l'extension du périmètre paraît nécessaire, le préfet peut, sur la demande du propriétaire de la source, ordonner provisoirement la suspension des travaux.

Les travaux peuvent être repris si, dans le délai de six mois, il n'a pas été statué sur l'extension du périmètre.

Art. L. 740. - Les dispositions de l'article précédent s'appliquent à une source minérale déclarée d'intérêt public, à laquelle aucun périmètre n'a été assigné.

Art. L. 741 (*Décret n° 84-896 du 3 octobre 1984, art. 3*). - Dans l'intérieur du périmètre de protection, le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public a le droit de faire dans le terrain d'autrui, à l'exception des maisons d'habitation et des cours attenantes, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque ces travaux ont été autorisés (1).

Le propriétaire du terrain est entendu dans l'instruction.

Art. L. 742. - Le propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public peut exécuter, sur son terrain, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, un mois après la communication faite de ses projets au préfet.

En cas d'opposition par le préfet, le propriétaire ne peut commencer ou continuer les travaux qu'après autorisation du ministre de la santé publique et de la population.

A défaut de cette décision dans le délai de trois mois, le propriétaire peut exécuter les travaux.

Art. L. 743. - L'occupation d'un terrain compris dans le périmètre de protection, pour l'exécution des travaux prévus par l'article L. 741 ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du préfet, qui en fixe la durée.

Lorsque l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre prive le propriétaire de la jouissance du revenu au-delà du temps d'une année ou lorsque, après les travaux, le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était employé, le propriétaire dudit terrain peut exiger du propriétaire de la source l'acquisition du terrain occupé ou dénaturé. Dans ce cas, l'indemnité est réglée suivant les formes prescrites par les décrets des 8 août et 30 octobre 1935. Dans aucun cas, l'expropriation ne peut être provoquée par le propriétaire de la source.

Art. L. 744. - Les dommages dus par suite de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles L. 738, L. 739 et L. 740 ci-dessus, ainsi que ceux dus à raison de travaux exécutés en vertu des articles L. 741 et L. 743 sont à la charge du propriétaire de la source. L'indemnité est réglée à l'amiable ou par les tribunaux.

Dans les cas prévus par les articles L. 738, L. 739 et L. 740 ci-dessus, l'indemnité due par le propriétaire de la source ne peut excéder le montant des pertes matérielles qu'a éprouvées le propriétaire du terrain et le prix des travaux devenus inutiles, augmenté de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

(1) L'autorisation mentionnée à l'article L. 741 fait l'objet d'une décision du commissaire de la République de département du lieu des travaux (*Décret n° 84-896 du 3 octobre 1984, art. 4*).

Art. L. 745. - Les décisions concernant l'exécution ou la destruction des travaux sur le terrain d'autrui ne peuvent être exécutées qu'après le dépôt d'un cautionnement dont l'importance est fixée par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité dans les cas énumérés en l'article précédent.

L'Etat, pour les sources dont il est propriétaire, est dispensé du cautionnement.

Art. L. 746. - *(Abrogé par ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, art. 56.)*

ÉLECTRICITÉ

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I^{er} et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

B. - INDEMNISATION

Les indemnisations dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Électricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et le surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2° Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

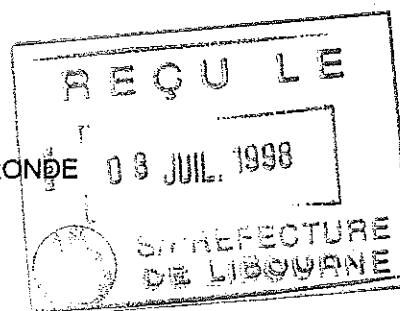
Dans un souci de sécurité des personnes, il est demandé que tout projet de construction à proximité des lignes électriques à **haute tension** et **très haute tension**, figurant sur le plan des servitudes d'utilité publique, soit transmis au préalable à :

EDF - PRODUCTION - TRANSPORT - ENERGIE Aquitaine
83 Boulevard Pierre 1er
B.P. 150
33492 LE BOUSCAT CEDEX

En ce qui concerne les lignes à **moyenne tension** et **basse tension**, le projet devra être transmis :

soit à : EDF GIRONDE
4 rue Isaac Newton
Parc Chemin Long - B.P. 39
33705 MERIGNAC CEDEX

soit à : ELECTRICITE SERVICES GIRONDE
13 rue de Moulis
33076 BORDEAUX CEDEX



PM1

RISQUES NATURELS

I - GENERALITES

Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles institués en vue, d'une part, de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels existants dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public et, d'autre part, de définir les mesures et techniques de prévention nécessaires.

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (art. 5-1).

Décret n° 84-328 du 3 mai 1984 relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.

Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

Lettre-circulaire du 20 novembre 1984 relative aux conditions d'application du décret du 3 mai 1984.

Ministère chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, délégation aux risques majeurs).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II - PROCEDURE D'INSTITUTION

A - PROCEDURE

La procédure de création et de révision des plans d'exposition aux risques (P.E.R.) est prévue par le décret du 3 mai 1984 (art. 1er).

1° Initiative

L'établissement et la révision des P.E.R. sont prescrits par arrêté du Préfet du Département. Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements.

Les communes dont le territoire est inclus dans le périmètre sont saisies pour avis du projet d'arrêté. Passé le délai de deux mois, leur avis est réputé favorable.

Si un territoire homogène au point de vue des risques s'étend sur plusieurs communes, il est préférable, pour des questions de procédure, de prescrire un P.E.R. pour chacune des communes plutôt qu'un P.E.R. multicommunal. Dans ce cas, les études techniques devront être menées conjointement afin d'assurer "l'égalité de traitement".

Le Préfet du Département désigne le service extérieur de l'Etat chargé d'élaborer le projet de P.E.R.

2° Contenu du dossier

Le dossier de P.E.R. comprend un rapport de présentation qui tient lieu d'exposé des motifs pour l'institution de la servitude d'utilité publique que constitue le P.E.R., il énonce les caractéristiques des risques naturels prévisibles étudiés et en précise la localisation sur le territoire communal. Le rapport de présentation doit, en outre, justifier les sectorisations des documents graphiques et les prescriptions du règlement, compte tenu de l'importance des risques et des occupations et utilisations du sol.

Le dossier comprend aussi des documents graphiques qui doivent faire apparaître les différentes zones et sous-zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions réglementaires des P.E.R. L'article 5 du décret du 3 mai 1984 distingue trois catégories de zones en raison de l'importance du risque et de la vulnérabilité des biens existants et futurs :

- zone rouge, ou zone très exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et la forte intensité de ses effets prévisibles sont telles qu'il n'existe pas de mesure de prévention économiques opportune autre que l'inconstructibilité ;
- zone bleue, ou zone moyennement exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles, moins importants, permettent d'y autoriser certaines occupations et utilisations du sol sous condition de respecter certaines prescriptions. La zone bleue est donc définie de telle sorte que le risque et ses conséquences y soient acceptables moyennant le respect de ces prescriptions ;
- zone blanche, ou zone réputée exposée, pour laquelle l'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles y sont négligeables.

Le dossier comprend enfin un règlement qui détermine les occupations ou utilisations du sol qui sont interdites dans chacune des zones rouge et bleue. De même c'est pour la zone bleue qu'il détermine les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables à l'égard des biens et des activités (art. 6 du décret n°84-328 du 3 mai 1984).

3° Consultation des communes

Il y a consultation de la (ou des) commune(s) avant la prescription du plan d'exposition aux risques (P.E.R.) par arrêté préfectoral.

Les communes dont le territoire est concerné par le périmètre mis à l'étude sont à nouveau consultées pour avis sur le projet d'arrêté. L'avis des conseils municipaux doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel cet avis est réputé favorable. Le dossier soumis à avis comprend : le projet d'arrêté, le plan délimitant le périmètre de l'étude, un rapport sommaire justificatif.

Le Préfet du Département statue sur les avis donnés et le projet est arrêté par lui ou conjointement par les préfets si plusieurs départements sont concernés, éventuellement amendé pour tenir compte des avis.

4° Enquête publique

Le Préfet du Département prescrit par arrêté l'enquête publique du P.E.R. Cette enquête se déroule dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (il s'agit de l'enquête publique de droit commun de l'article R.11-4 du code de l'expropriation). Il appartient au Préfet de désigner le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête dont la rémunération sera imputée sur les crédits ouverts pour l'élaboration des P.E.R.

Par un souci d'efficacité, le P.E.R. peut être rendu public et soumis à enquête publique par le même arrêté ; en outre, lorsqu'un document d'urbanisme ou une opération, concerné par le projet de P.E.R., doit être soumis à enquête publique, il conviendra de favoriser la simultanéité de ces deux enquêtes.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de plan accompagné des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est soumis pour avis aux conseils municipaux concernés. Leur avis doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel il est réputé favorable.

5° L'approbation

Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et des avis des conseils municipaux, est approuvé par arrêté du ou des préfets de département.

En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ou encore d'un conseil municipal, le plan est approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du délégué aux risques majeurs.

B - INDEMNISATION

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu de la portée de cette servitude, celle-ci permettant en effet de faire bénéficier des garanties ouvertes en matière d'assurance par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes des catastrophes naturelles.

Cependant, l'exécution des mesures prévues par les P.E.R. concernant les constructions et installations existantes antérieurement à la publication de l'acte approuvé le plan, ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 p. 100 de la valeur vénale des biens concernés. Dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent pas une obligation, pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

C - PUBLICITE

Publication de l'arrêté préfectoral de prescription du plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s).

Publication du projet de plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s). Les textes ne prévoient pas d'autres mesures de publication du P.E.R. rendu public ; néanmoins, il est souhaitable, d'une part de publier des avis dans la presse régionale ou locale afin d'assurer une publicité très large de l'opération et, d'autre part, que les services instructeurs se mettent à la disposition du public pour lui fournir toutes les explications nécessaires.

L'acte approuvant le P.E.R. fait l'objet :

- d'une mention au Journal officiel de la République française s'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat ;
- d'une mention au recueil des actes administratifs des départements concernés, s'il s'agit d'un arrêt du Préfet du Département ou d'un arrêt conjoint.

Ces arrêtés font l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Une copie de l'acte d'approbation est affichée en mairie.

Pour l'application de l'article 5-1 de la loi du 13 juillet 1982, la publication du plan est réputée faite le trentième jour pour l'affichage en mairie de l'acte d'approbation.

Le P.E.R. est opposable aux tiers dès l'exécution de la dernière mesure de publicité de l'acte l'ayant approuvé.

Le plan approuvé et l'ensemble des documents de la procédure relatifs à chaque commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie (mention de ces mesures de publicité et des lieux où les documents peuvent être consultés est faite avec l'affichage de l'acte d'approbation en mairie (art. 9 du décret).

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

La servitude d'utilité publique constituée par le P.E.R. est opposable à toute personne publique ou privée.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Il n'existe pas d'obligations de faire stricto sensu, mais des incitations à faire qui conditionnent la possibilité de bénéficier de la garantie ouverte par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes de catastrophes naturelles. Ainsi, le règlement du P.E.R. peut assujettir les particuliers à la réalisation de travaux ou ouvrages destinés à diminuer les risques.

En outre, des mesures de prévention peuvent être imposées aux biens existants antérieurement à la publication du P.E.R. (délai de 5 ans pour s'y conformer) mais elles ne peuvent imposer des travaux dont le coût excède 10 % de la valeur vénale des biens concernés (art. 6 du décret).

Cependant, dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent plus une obligation pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties, en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Réglementation de toute occupation ou utilisation physique du sol, quelle que soit la nature des bâtiments, des installations ou des travaux, autres que les biens de l'Etat, qu'ils soient exposés directement à un risque ou susceptibles de l'aggraver, soumis ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration en application de législations extérieures à la loi du 13 juillet 1982, assurés ou non, permanents ou non.

Interdiction ou réglementation pour chacune des zones "rouge" et "bleue" des diverses occupations et utilisations du sol, en raison de leur degré d'exposition aux risques ou du caractère aggravant qu'elles constituent.

Le règlement du P.E.R. précise les diverses catégories entrant dans le champ d'application et parmi celles-ci notamment : les bâtiments de toute nature, les terrains de camping et de caravanage, les murs et clôtures, les équipements de télécommunication et de transport d'énergie, les plantations, les dépôts de matériaux, les exhaussements et affouillements, les aires de stationnement, les démolitions de toute nature, les méthodes culturelles, ...

Interdiction de droit, en zone "rouge", de construire tout bâtiment soumis ou non à permis de construire, cette zone étant inconstructible en application de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982.

Application du code forestier pour les coupes et abattages d'arbres et défrichements dans la mesure où cette réglementation est adaptée à la prévention des risques naturels.

Le respect des dispositions des P.E.R. conditionne la possibilité de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, conformément à l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité d'entreprendre les travaux d'entretien et de gestion normaux des bâtiments implantés antérieurement ou encore les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque, ainsi que les occupations et utilisations du sol compatibles avec l'existence du risque notamment industriel correspondant à l'exercice d'une activité saisonnière.

Cette possibilité concerne évidemment les biens et activités implantés en zone "rouge".

TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications, groupement des contrôles radioélectriques, C.N.E.S.).

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête au Comité de coordination des télécommunications. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

A une distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

La distance maximale à partir des limites du centre peut être de 2 000 mètres.

Secteur de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 360° autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

*b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique
par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz*

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

B. - INDEMNISATION

Possible si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal ; C.J.E.G. 1980, p. 161).

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

Commune de SAINT-FRONT-LA-RIVIERE
Révision de la Carte Communale

Servitudes d'Utilité Publique
(application de l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme)

Mise en révision de la Carte Communale	Arrêt du projet	Approbation






Dossier : DU14-25
Date d'impression : Juillet 2015

Echelle 1 / 10 000

URBAM
conseil, études, projets
Urbaniste qualifiée, certificat n°558, renouvelé en 2014 par
l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes
25-26, Rue du Maréchal
33 630 - CAYENNE
Tel : 05 57 66 66 73
Fax : 05 57 66 61 02
email : conseil@urbam24.fr

LEGENDE

SERVITUDES

-  **AC1 - Servitudes de protection des abords des monuments historiques (Loi du 31 Décembre 1913)**
- Château du Pommier (élévation et toiture), inscrit le 04 Décembre 1959
- Château Saulnier (élévation et toiture), inscrit 18 Septembre 1969
- Château de la Renaudie, inscrit 03 Octobre 1946
-  **PM1 - Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)**
-  **AS1 - Servitude de protection des eaux potables (art.L.1321-2 et suivants du code de la santé publique)**
- Source château Gaillard - arrêté du 19 Décembre 1977
-  **I4 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (Art.12 modifié de la Loi du 15 Juin 1906 et Art.298 de la loi de finances du 13 Juillet 1925)**
- Ligne 63kv Nontron-Thiviers
- Diverses lignes BT - MT
Pas de tracé
-  **PT2 - Servitudes de protection des centres radio électriques d'émission et de réception contre les obstacles (Art. L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 du code des postes et télécommunications)**
- Liaison hertzienne Périgueux-Nontron
Pas de tracé

N
ECHELLE : 1/10000
0 200m 400m

